

Les Allemands et la « guerre des étoiles »

La République fédérale paraît à nouveau aux prises avec la difficulté de définir clairement ses rapports avec les États-Unis et son rôle en Europe. Faut-il être pour ou contre l'initiative de défense stratégique américaine (IDS) ? Faut-il répondre favorablement, ou non, à l'offre de participation à ce programme faite par M. Weinberger aux Européens, et que certaines ont-elles qualifié d'« ultimatum » ?

Bon ne s'est pas encore prononcé définitivement sur la « guerre des étoiles ». Mais, tandis qu'un premier sondage fait apparaître une large hostilité de l'opinion ouest-allemande à l'IDS (60 % contre, 17 % pour), plusieurs membres du gouvernement se sont livrés ces dernières semaines à des déclarations pour le moins dissimulées.

Diverses mises au point ont certes été faites, par le chancelier notamment, qui font droit aux craintes exprimées par le ministre des affaires étrangères, M. Genscher, et rappellent la préoccupation essentielle de la République fédérale : voir s'établir des relations stables et équilibrées entre l'Est et l'Ouest. Elles insistent sur l'importance des négociations de Genscher, que les négociations de Genscher rendront finalement superflues la stationnement dans l'espace de nouveaux systèmes de défense, elles rappellent que la sécurité de l'Europe ne doit pas être déconnectée de celle des États-Unis et que la stratégie de la réponse flexible doit rester inchangée aussi longtemps que n'existera pas de meilleur moyen de discussion.

Mais on a vu, le week-end dernier encore, lors d'un colloque germano-américain à Dallas, à quel point le gouvernement de Bonn se divise sur cette question. Le secrétaire d'État aux affaires étrangères, M. Möllemann, a pris publiquement le contrepied des positions exprimées par le ministre de la défense, M. Werner, lui jugeant trop favorables aux États-Unis. Cela lui a valu, ainsi qu'à M. Genscher, des attaques virulentes de la part de l'aile droite de la majorité. L'incident semble clos : l'idée qu'il faut prendre son temps et, avant toute chose, tenter de définir une position commune au niveau européen a finalement calmé la polémique.

Reste à savoir si les intérêts des différents pays d'Europe coïncident. Certes, leur volonté de ne pas se laisser distancer, sur le plan technologique, dans un domaine d'avenir, leur refuse d'être considérés comme de simples sous-traitants de la machine militaire-industrielle américaine, les incite à développer une approche commune.

En revanche, contrairement à la France et à la Grande-Bretagne — les deux puissances nucléaires européennes — la République fédérale a un intérêt plus évident à prendre part au développement d'une nouvelle technologie militaire dont le contrôle lui permettrait de retrouver une place de premier plan en Europe. Rien que cela ne soit exprimé clairement par personne à Bonn, l'appui enthousiaste apporté à l'IDS par M. Strauss, très ancien partisan d'une participation allemande à la responsabilité nucléaire, ne laisse guère de doute sur cet arrière-plan du débat. L'opposition social-démocrate, quant à elle, a rejeté nettement la proposition américaine et appelé à cette occasion son appel au développement du programme spatial civil européen, notamment au projet français Heracles.

Le président Neves dans un « état critique »

Les Brésiliens s'inquiètent de la succession

L'état de santé du président Tancredo Neves, après sa cinquième intervention chirurgicale en vingt et un jours, inspire les plus vives inquiétudes. Le porte-parole du gouvernement brésilien, M. Antonio Brito, a déclaré, dans la nuit du jeudi 4 au vendredi 5 avril, que le président se trouvait dans un « état critique ». Il a précisé que M. Neves était sous respiration artificielle et avait subi une trachéotomie.

La « nouvelle République » brésilienne est en état de choc. Après vingt et un ans de régime militaire, l'élection de M. Tancredo Neves à la présidence de l'État avec une très large majorité (480 voix contre 180 à son concurrent, M. Paulo Maluf) ouvrait le chemin de la démocratie. Cependant, la veille de la cérémonie d'investiture, il était hospitalisé, et le vice-président, José Sarney, prêtait serment devant le Parlement. Depuis le 15 mars, c'est ce dernier qui assure l'intérim de la présidence.

L'aggravation de l'état de santé de M. Tancredo, qui a connu depuis trois semaines de nombreux et douloureux rebondissements, pose désormais le problème de la vacance du pouvoir.

Les ministres qui viennent aux nouvelles s'affichent même plus un optimisme de commande et commencent à répondre à des questions sur l'après-Tancredo.

La Constitution prévoit qu'en cas de décès ou d'incapacité qui empêcherait le président d'exercer ses fonctions, le vice-président se substitue automatiquement à lui pour la durée du mandat présidentiel. C'est la procédure qui a été observée dans un premier temps et qui a permis l'investiture du colistier de M. Neves.

Mais la personnalité de M. Sarney avait déjà, à ce moment-là, posé quelques problèmes aux députés. Celui-ci, en effet, est un représentant de la droite libérale, qui est minoritaire dans la coalition au pouvoir. Il était, encore, l'année dernière, le chef du parti gouvernemental et a soutenu constamment le régime militaire. Il n'avait dû son poste qu'à un marchandage habile.

Le troisième personnage de l'État, président de la Chambre des députés et chef du Parti du mouvement démocratique brésilien (PMDB), M. Ulysses Guimarães, est, lui, le père du projet « Diretas ya », qui préconisait des élections présidentielles directes (alors que, rappelle-t-on, M. Neves a été élu par un collège restreint). Ce projet a été repoussé par le Congrès le 25 avril 1984, mais il pourrait retrouver une certaine actualité à la faveur des événements. Une partie de la gauche et de l'extrême gauche est favorable à cette solution.

L'une des grandes inconnues de la situation est de nature constitutionnelle.

nelle. La durée normale du mandat présidentiel (six ans) devait être réduite à quatre ans dans le projet de nouvelle Constitution, qui prévoit aussi l'élection du président au suffrage universel. Mais c'est seulement l'année prochaine qu'une nouvelle Assemblée élue devait débattre de ce projet constitutionnel.

Pour couper l'herbe sous le pied des militaires éventuellement tentés de reprendre le pouvoir, l'Alliance démocratique, qui regroupe le Parti du mouvement démocratique brésilien (PMDB) de M. Neves et le Parti du front libéral (PFL), a voulu suivre la Constitution à la lettre et soutenir unanimement le vice-président José Sarney en tant que président par intérim. Surtout, elle dans les mêmes dispositions d'esprit en cas de décès de M. Neves ?

D. H.-G.

(Lire la suite page 5.)

M. Michel Rocard s'explique

L'ancien ministre de l'agriculture expose au « Monde » les raisons de sa démission

Après son départ du gouvernement, décidé dans la nuit du mercredi 3 au jeudi 4 avril, M. Michel Rocard avait souhaité rester silencieux. Ce départ a suscité de vives réactions. M. Rocard a adressé au « Monde » l'article que nous publions ci-dessous.

Toute démission est un déchirement. Celui que je ressens en abandonnant l'agriculture française, à laquelle je me suis tout entier consacré depuis deux ans, est à la mesure de la passion que j'ai mise à ma tâche. Deux ans de modernisation de l'agriculture, deux ans sans affrontements majeurs, et deux ans même avec des succès significatifs. L'intensité du moment interdira les bilans objectifs, mais j'attends avec sérénité le jugement que, dans quelques années, on portera sur mon action dans ce secteur qui me reste très cher. J'observe d'ailleurs que les mêmes qui, il n'y a pas deux semaines, me reprochaient mon action s'indignent aujourd'hui de m'y voir mettre un terme.

Ce n'est pas le bon moment, dit-on. D'autres utilisent des formules plus blessantes faute de pouvoir imaginer qu'on puisse guider ses choix par sa conscience. Comme s'il y avait un bon moment pour démissionner !

La logique de ceux qui aujourd'hui me critiquent aboutit à

cette idée qui veut que, d'accord, on n'a pas de raison de partir ; en désaccord, on n'a pas le droit de partir. Je ne fais, moi, à aucun ministre, l'insulte de le croire prisonnier. Notre gouvernement est heureusement composé d'hommes libres, libres notamment de quitter d'appartenir au gouvernement. Que serait d'ailleurs le valeur de leur présence si elle était contrainte ?

Il est des moments dans la vie où chacun fait des choix. Les critères peuvent être l'efficacité, le goût, l'opportunité ou bien d'autres encore. Mais il est un mobile qui domine tous les autres — au point que ce qu'il dicte relève à peine d'un choix — c'est la fidélité à des principes. C'est par principe que je me suis toujours attaché à parler vrai, par principe aussi que je veux agir vrai.

Il y a toutefois dans la vie politique une différence de taille : les témoins, ici, négligent la pensée pour rechercher l'arrière-pensée. Voici que l'on cherche midi à quatorze heures ou plutôt 88 en 85. Me voici crédité des desseins les plus noirs, des stratégies les plus alarmantes, tous et toutes d'ailleurs étant présentées comme vouées à l'échec, ce qui ferait de l'homme politique que je suis un traître doublé d'un imbécile. C'est aux Français qui me liront d'apprécier si mon passé autorise ces interprétations.

La vérité est beaucoup plus simple. Elle tient à ma conviction de ce que pour des objectifs légitimes on met en œuvre des moyens inadéquats.

Il est parfaitement légitime l'objectif qui tend à mettre dans notre système plus de souplesse qu'il n'en a, à permettre aussi l'expression de la réalité des opinions de notre pays dans leur richesse comme dans leur complexité.

Mais chacun sait aujourd'hui que nous vivons une mutation profonde dont j'ai assez souvent et avec détail les manifestations pour qu'il soit superflu d'y revenir ici. La France est confrontée à l'un des défis les plus grands d'une histoire qui, pourtant, n'en fut jamais avariée. Pour relever ce défi, j'ai acquis la certitude que notre pays a en tout cas besoin de fermeté dans sa conduite. Cela peut n'être pas suffisant, nul doute que ce soit nécessaire.

C'est au pouvoir, dès lors, qu'il faut une stabilité sans laquelle aucune efficacité n'est possible. Et s'il est souhaitable — ou plutôt parce qu'il est souhaitable — que puissent être dominés des clivages trop tranchés, cela doit être dans la clarté.

MICHEL ROCARD.

(Lire la suite page 7.)

L'irrésistible montée de M. Laurent Fabius

par JEAN-MARIE COLOMBANI

« Chez nous, on est plutôt belote » : cette formule soigneusement apprêtée, c'est M. Laurent Fabius tout craché. C'est la simplicité d'un professionnel.

De là à devenir l'homme politique le plus « populaire » de France — comme en témoigne le baromètre mensuel de SOFRES-Figaro-magazine, il y a certainement davantage que le travail d'un professionnel de la communication. Comment situer cet homme, protégé puis lancé par M. Mitterrand en juillet 1984, et désormais favori par l'opinion malgré l'échec de la gauche aux cantonales ? Comment, surtout, expliquer ce succès ?

La chance de M. Fabius est d'avoir... succédé à M. Mauroy, et d'être... aux côtés de M. Mitterrand. L'image du premier ministre est en effet l'envers exact de celle de son prédécesseur. C'est celle de la cohérence d'une action gouvernementale recadrée, là où il y avait à tort ou à raison, dans l'esprit public, incohérence. C'est aussi celle d'un pouvoir qui dédramatise. « Pas de vagues » : telle semble être la première consigne donnée par M. Fabius à son cabinet comme à son gouvernement.

Quart d'heure par quart d'heure, M. Fabius cultive à la télévision ce profil lisse, sans aspérités, qui ne prête guère le flanc à la critique, encore moins à la polémique.

Au fond, M. Fabius a quelque chose d'un Henri Queuille new look. Non certes par le style, mais par la formule — encore une — qui a permis à l'ancien président du conseil de passer à la postérité : pour l'ancien élu de la Corrèze, il suffit de ne pas le poser.

Du reste il était plus sage pour M. Fabius d'agir ainsi. Dans un premier temps, il lui fallait se manifester le moins possible. Toute initiative, compte tenu de l'impopularité du pouvoir, se serait retournée contre lui. Quel contraste avec la méthode Mauroy : les débats sur l'école et sur la presse en 1984 n'avaient-ils pas pour but de donner à la gauche des raisons idéologiques de combattre et... d'oublier l'austérité ?

Mais M. Fabius gagne aussi à être aux côtés de M. Mitterrand : à l'inverse du président il n'est pas tenu pour responsable des discours et des politiques maximalistes du début du septennat. En somme M. Fabius vient à point nommé pour incarner la fin d'une gauche idéologique. Il est, ou pourrait devenir, le grand prête du Bad Godesberg rampart que vit le « socialisme à la française ». Le « socialisme fabien » consiste, en réalité, à s'adapter aux tendances dominantes de l'opinion : celles-ci privilégient la critique des idéologies, le libéralisme économique, la flexibilité sociale. CQFD : M. Fabius n'est pas loin de personifier, pour user de classifications schématisées, ce socialisme de droite, ce centrisme de gauche, auquel aspire une opinion au sein de laquelle les champs du consensus ont gagné du terrain (1).

Dès lors, on comprend mieux un succès qui a pourtant ses limites. M. Fabius conduit un gouvernement de la séduction et non de la mobilisation : la gauche n'en profite donc pas, et le phénomène Fabius reste de nature personnelle. Au reste le dernier baromètre de la SOFRES montre bien qu'il n'a pas d'effet induit ni sur M. Mitterrand, ni sur le PS : l'un et l'autre sont en baisse. Il y a là un problème décisif pour 1985 : si cette popularité n'a aucune force électorale, c'est tant mieux pour M. Fabius, c'est peine perdue pour

les socialistes. La solution, pour faire naître le face-là, est peut-être dans la constitution de listes « républicaines », plutôt que socialistes stricto sensu, sous l'égide de la « majorité présidentielle » et conduites par le premier ministre. C'est là un cas de figure classique, sous la V^e République. Il serait étonnant que M. Fabius n'y ait pas songé.

S'ajoutent à cette limite les nombreux problèmes que M. Fabius pose à son propre camp. Renforce-t-il ou affaiblit-il le président ? Question décisive dans le régime bicéphale qui est le nôtre. Maignon avait vu avec soulagement la cote de M. Mitterrand se redresser : il ne peut qu'assister inquiet à cette nouvelle baisse : l'écart entre l'un et l'autre prend des proportions qui peuvent créer un jour une difficulté politique. Celle-ci existe déjà, sous-jacente, entre le premier ministre et le premier secrétaire du PS. L'enjeu ? Le leadership de la campagne électorale, et donc son contenu politique, bien que la logique — et le président — doive imposer sans doute un partage des tâches.

En fait, M. Laurent Fabius gêne M. Lionel Jospin, prive M. Pierre Mauroy d'une rentrée politique, peut faire oublier M. Jacques Delors et a failli tuer M. Michel Rocard. Sa seule présence, relayée à droite par des hommes tels que M. François Léotard, a d'un coup vieilli le président de la République et l'ensemble des leaders politiques. Si bien que le succès de M. Fabius est moins celui d'un nouveau style que celui du rajeunissement de la classe politique, qu'une génération au moins, la sienne, la plus nombreuse (celle du baby boom de l'après-guerre) appelle de ses vœux.

Il reste un problème, ou plutôt une inconnue. Comme le note un de ses proches : « C'est un type efficace, mais il pourrait se laisser des difficultés ; c'est une voiture de course. Quand on la met dans les encombrements, elle chauffe. » Patience : les encombrements, nous y sommes !

(1) Lire sur ce sujet SOFRES-opinion, 1985, Gallimard éditeur, par Olivier Duhamel, J. Jaffré, Alain Duhamel et alii.

LIRE

4. SOMALIE

L'épidémie de choléra prend des proportions dramatiques.

4. VIETNAM

Un entretien avec le ministre des affaires étrangères.

8. POLITIQUE

M. Barre récuse l'idée de listes d'union RPR-UDF.

13. TÉLÉVISIONS PRIVÉES

Les grandes manœuvres avant le rapport Bredin.

15. ÉCONOMIE

L'entreprise Valeo (équipement automobile) va supprimer 2 800 emplois.

“APOSTROPHES” LE 5 AVRIL

UN LIVRE EVENEMENT

la cité de la joie

PAR **DOMINIQUE LAPIERRE**

ROBERT LAFFONT

منذ انشاءه

étranger

LA SITUATION AU LIBAN

Le petit village « ratissé »

Poursuivant sa politique de la « main de fer » au Liban du Sud, l'armée israélienne a effectué, jeudi matin 4 avril, une opération de ratissage dans le village de Kawthariet-el-Siyad, situé à 15 kilomètres, au sud-est de Saida, dans la zone qu'elle avait évacuée le 16 février dernier. Selon Jérusalem, huit « hommes armés » ont été abattus « alors qu'ils tentaient de s'enfuir », et d'importantes quantités d'armes et de munitions, notamment des lance-roquettes antichars de type RPG, ont été saisies au cours de l'opération (Nos dernières éditions du 5 avril).

Kawthariet-el-Siyad. — A environ 2 kilomètres du village, l'armée israélienne ferme la route. Deux ambulances de la Croix-Rouge, plus une d'AMEL, l'association médicale du mouvement chite Amel, attendent. A l'aube du jeudi 4 avril, l'armée israélienne a bouclé le petit village chite de Kawthariet, à 15 kilomètres au sud-est de Saida. Depuis, toutes les exploitations des maisons dynamitées et des rafales d'armes automatiques trouent le silence.

Brusquement, le bruit court, « les israéliens sont partis ». Et la première ambulance s'avance, suivie de près par une jeep de l'armée. Sur la chemin rocailleux qui descend avant de remonter à l'assaut de la colline, une à une des femmes en pleurs, bras levés vers le ciel, implorant Allah pour que « sa malédiction retombe sur ces sauvages ». En contrebas de la route, échouée au milieu des oliviers, une voiture calcinée. Mohamed Karaté, vingt-neuf ans, a été stoppé net dans sa fuite. Son corps gît à

De notre envoyée spéciale

quelques mètres de la voiture trouée d'éclats. L'ambulance s'arrête alors que les lamentations des femmes s'amplifient.

A l'entrée du village, seules à même le sol, l'une d'elle se courbe en deux au rythme de ses incantations. Hébré, au bord de l'hystérie, la population, en majorité des femmes et des enfants, tourne en rond. Une épaisse fumée noire monte de deux maisons qui brûlent encore. Devant l'une d'elles, des dizaines de douilles de tizi, la mitrailleuse israélienne, traînent sur le sol. Comme si les soldats avaient abondamment tiré avant de s'en approcher. A côté, dans une habitation ravagée, un vieil homme édenté, un kaffieh rouge sur la tête, ne peut reténir ses larmes. Une jeune femme encore en chemise de nuit et robe de chambre, sort, tenant à la main un pistolet qu'elle dissimule précipitamment.

La Husseiniyé, lieu de prière et de réunion des chittes, sur laquelle flotte leur drapeau noir, ne semble pas avoir été visitée. Un homme en interdit toutes les accès. Depuis l'explosion de Maaraké, les villageois craignent que l'armée israélienne ne pèse des maisons avant de se retirer. Le long des rues étroites, le spectacle est partout le même. Une femme montre les trous des balles qui enserrent la ceinture de sa robe de chambre, « elle est tapée, je suis sortie, dit-elle, mais le sang ne m'a rien fait ». A l'intérieur, les placards renversés, les tiroirs retournés, les matelas jetés à bas des lits prouvent que la fouille a été minutieuse. Une jeune femme, sûre de noir — son mari a été tué par les israéliens, dit-elle, il y a trois semaines, — nous entraîne voir sa maison. Les vitres de la porte n'ont pas résisté au coup de crosse et partout du verre brisé s'étale sur les tapis. Là encore, tout est sens dessus dessous. Dans

la cuisine, où le réfrigérateur et la four sont encore ouverts, on écrase une assiette de petites olives noires renversées. Sur la coiffeuse de la chambre aux tiroirs attachés, s'amoncellent pêle-mêle de petits bibelots cassés. Les matelas ont été retournés; deux postes de radio à transistors démontés. Devant la maison, les soldats israéliens ont abandonné un paquet vide de cigarettes et une boîte de pastilles à moitié entamée.

Toutes les maisons perquisitionnées offrent le même spectacle. Dans l'une d'elles, visiblement plus cosue, une femme se plaint du vol de la télévision et du magnétoscope. La poussière qui cache encore la place des deux appareils sur une table basse rond plausiblement son accusation. Ce n'est pas la première fois que les villageois libanais accusent l'armée israélienne de vols, mais ici les preuves sont encore fraîches. Lors de leur perquisition, les soldats ont d'ailleurs oublié le télécommande sur un rebord de fenêtre. Les tableaux au mur ont été arrachés et un faucon empaillé gît sur un canapé.

Dans la rue, un homme assure que ses économies — 3 000 livres libanaises — enfermées dans un petit sac — ont disparu. Au pas du village, un groupe de femmes, la tête recouverte du traditionnel foulard qui doit cacher tous les cheveux, s'apprêtent à veiller les corps de Mohamed Karaté et de Ahmed Mouhassen, tués lui aussi en tentant de fuir à travers champs. Deux morts de plus pour un ratissage ordinaire.

Il est 13 heures. L'armée israélienne s'est retirée au-delà de sa ligne de retrait. Les villageois pensent leurs vies. Sur la route du retour, dans les bourgs voisins, des groupes anxieux interrogent du regard ceux qui ont fait la visite.

FRANÇOISE CHIPAUX.

RAVISSEUR DE M. GILLES PEYROLES

Le groupe terroriste des FARL a déjà tué quatre fois en France

Les policiers français et italiens ne se sont pas trompés sur les Fraternités armées révolutionnaires libanaises (FARL). S'ils avaient eu encore un doute sur leurs origines et leur idéologie, les précisions apportées par M. Gilles Peyroles, directeur du Centre culturel français de Tripoli — enlevé au Liban durant neuf jours puis libéré (le Monde du 4 avril) — les ont confortés dans leur conviction.

Les membres des FARL sont bien des « maronnites marxistes », pour la plupart originaires du village chrétien de Qbayat, au nord-est de Tripoli. L'enlèvement de M. Gilles Peyroles, fils de l'écrivain Gilles Ferrat, avait notamment pour occasion d'obtenir la libération de leur chef, Abdallah Georges Ibrahim, détenu en France depuis le 25 octobre 1984.

En arrivant successivement, le 6 août 1984, un jeune libanais, Al Mansouri, à Trieste, puis Georges Ibrahim à Lyon, et enfin Josephine Abdo Sarkis à Ostie, en décembre, les policiers français et italiens savaient qu'ils portaient un coup sévère aux FARL.

Apparu en France le 12 novembre 1981, ce groupe terroriste a revendiqué six attentats particulièrement sanglants commis à Paris et à Strasbourg. Ce furent, dans l'ordre, une tentative d'assassinat visant M. Christian Chapman, chargé d'affaires américain; l'assassinat du lieutenant-colonel Charles Ray, attaché militaire adjoint des Etats-Unis; l'assassinat de M. Yacov Barsimantov, diplomate israélien; l'attentat contre M. Roderick Grant, attaché commercial américain, qui causa la mort de deux fonctionnaires de police français; l'attentat contre un véhicule de l'ambassade d'Israël qui fit cinquante et un blessés devant le lycée Carnot, puis une tentative d'assassinat contre M. Robert Ouan Homme, consul américain à Strasbourg.

Compte bancaire en Suisse

La détention de trois membres actifs des FARL en Italie et en France n'a pas permis, pour l'instant, d'élucider judicieusement les six attentats du groupe terroriste.

Il existe malheureusement une grande différence entre ce que nous savons et ce que nous pouvons prouver », commente un magistrat. Dans le cas de Georges Ibrahim, arrêté par la Direction de la surveillance du territoire (DST), l'instruction a peu progressé. Lors de son interpellation, il était porteur d'un passeport algérien au nom d'Abdelkader Saadi, d'un faux passeport maltais et d'une forte somme d'argent en devises étrangères. Il est, aujourd'hui, inculpé d'association de malfaiteurs et d'usage de faux documents administratifs.

Les enquêteurs ont tenté de reconstituer ses pérégrinations à travers l'Europe. Ils se sont rendus en Suisse d'où il arrivait et où les FARL disposaient d'un compte bancaire, en Belgique et en Espagne. Pour être intéressantes, ces missions n'autorisent absolument pas à soupçonner Georges Ibrahim, considéré

comme le chef opérationnel des FARL, d'avoir lui-même commis l'un des six attentats revendiqués par son groupe. Au contraire, une confrontation entre le jeune libanais et le diplomate américain M. Chapman, n'a pas été concluante.

M. Jacques Vergès, qui assiste Georges Ibrahim avec M. Jean-Paul Mazurier, déclare pour sa part : « C'est le degré zéro de l'instruction. Il n'y a rien à instruire. On garde Georges Ibrahim au frigo parce que les autorités ont des idées derrière la tête. Il n'y a rien contre lui et lui ne parle pas ». Le propos est sans doute superficiel. La justice détiendrait, en fait, des éléments contre Georges Ibrahim mais aucun ne l'implique nommément dans un attentat. Son procès ne devrait pas tarder, et l'on avance, avec prudence, qu'il pourrait avoir lieu d'ici à quelques mois.

« Confrontation » à distance

La justice italienne se heurte, à Trieste et à Rome, aux mêmes difficultés. Les deux personnes arrêtées sont des membres des FARL, mais rien ne permet de les impliquer précisément dans un attentat. Al Mansouri a été interpellé à Trieste le 6 août 1984 à bord du train Orient-Express venant de Ljubljana (Yougoslavie). Il souhaitait se rendre à Paris transportant dans ses bagages 7 kilos d'explosif Semtex, le même qui, placé le 21 août 1982 sous le véhicule de M. Grant, tua deux officiers de la préfecture de police de Paris. Il est inculpé de participation à une « bande armée » et de transport d'explosif.

Dans le cas de Josephine Abdo Sarkis, arrêtée à Ostie le 14 décembre, alors qu'elle arrivait de Damas (Syrie), l'instruction est aussi relativement « décevante ». Des enquêteurs avaient cru reconnaître en elle l'assassin du diplomate israélien Yacov Barsimantov. Après l'assassinat, le fils du diplomate avait, en effet, couru derrière une terroriste qui l'avait menacé dans un français sans accent : « Tiraoul ou le te des cend ». Le fils de Yacov Barsimantov avait décrit minutieusement la jeune femme aux policiers.

Une confrontation entre Josephine Abdo Sarkis et le fils du diplomate n'a pu avoir lieu, mais ce dernier a eu l'occasion d'examiner un jeu de photographies de la jeune femme en Israël. Là encore, cette « confrontation » à distance a été négative.

Il reste contre Josephine Abdo Sarkis des indices et des présomptions, comme ses nombreux déplacements à travers l'Europe et notamment la France, l'Espagne, la Suisse, la RFA et, bien sûr, l'Italie, où elle disposait d'un pied-à-terre à Ostie. L'instruction judiciaire la concernant devrait être rapidement terminée, probablement en mai.

Georges Ibrahim, Al Mansouri, Josephine Abdo Sarkis, trois noms pour un groupe qui a tué quatre fois; trois personnes qui ont une bonne connaissance des groupes terroristes Action directe (France), Fraction armée rouge (RFA) et Cellules communistes combattantes (Belgique). Trois détenus peu discrets devant policiers et magistrats et dont on peut penser que leurs amis du petit village chrétien de Qbayat les reverront dans un avenir assez proche.

LAURENT GRELSAMER.

● La France dénonce le transfert en Israël des détenus d'Al Anzar. — Le quai d'Orsay a diffusé ce vendredi 5 avril en fin de matinée le communiqué suivant : « Le ministre des relations extérieures a pris note avec satisfaction de la libération de sept cents prisonniers du camp d'Anzar. Il dénonce en revanche le transfert en Israël, tel que constaté par un communiqué du CICR, d'un millier de détenus. Il demande à Israël de se conformer strictement aux dispositions de la quatrième convention de Genève. L'ambassadeur de France en Israël a reçu instruction d'accomplir une démarche auprès des autorités israéliennes pour leur faire part de nos préoccupations. »

● Solidarité des fonctionnaires au Quai d'Orsay avec leurs collègues enlevés. — Une centaine de fonctionnaires du ministère des relations extérieures ont manifesté mercredi 3 avril en signe de solidarité avec les deux diplomates français enlevés depuis une dizaine de jours à Beyrouth, M. Marcel Fontaine, vice-consul, et Marcel Carton, chargé du protocole.

La manifestation, qui n'a duré qu'un quart d'heure, s'est déroulée dans la discrétion à l'intérieur du ministère, avant l'exposé quotidien du service de presse. Un tract de la section CFDT du ministère déplore « le silence » des médias, « l'indifférence de l'opinion publique à l'égard de nos collègues ».

Le gouvernement n'a pas réussi à adopter un plan d'assainissement économique de grande envergure

De notre correspondant

Jérusalem. — L'année budgétaire qui commence en Israël le 1^{er} avril s'annonce-t-elle sous de bons augures ? La présentation à la Knesset du budget 1985/1986 s'est faite dans une telle confusion politique, en raison des revendications de démission ministère de formations religieuses, et s'est accompagnée d'une telle bataille de chiffres souvent contradictoires que toute prévision sérieuse paraît impossible. L'adoption de la loi de finances, de surcroît, coïncide avec les tractations autour du remaniement du « contrat tripartite » gouvernement-patronat-syndicats (Histadrout) sur une stabilisation des prix. Cela a pour effet de détourner l'attention du débat budgétaire proprement dit.

La relance de l'inflation, à en effet, contraindre le gouvernement d'union nationale de M. Shimon Pérès à accorder une fois de plus la priorité au problème des prix. L'augmentation de 13,5 % de l'indice du mois de février avait soulevé le glas des espoirs du Trésor israélien de voir l'inflation définitivement éteinte. Le premier « contrat tripartite » sur le contrôle des prix pendant trois mois avait certes provoqué une nette chute du taux d'inflation : 3,7 % en décembre 1984 et 5,3 % en janvier 1985. Mais le second « accord tripartite » qui, selon ses promoteurs, devait maintenir le taux mensuel autour de 3 % à 5 %, n'a pas tenu ses promesses. Le réel observé du contrôle des prix a débordé sur de nombreux « dérapages ». Faute d'un remaniement du « contrat tripartite », l'inflation risquerait d'atteindre de nouveaux sommets. La solution qui a été adoptée par les partenaires sociaux est celle qui avait si bien réussi avec le premier accord : le blocage par et simple, cette fois pendant une période de deux mois.

Cependant, ce blocage a été précédé d'une hausse générale de 7 % à 20 % de quelque quatre cents produits dont les denrées de base subventionnées, ce qui fait que, pour les mois de mars et d'avril, l'augmentation de l'indice sera encore supérieure à 10 %. Une relative stabilisation de la situation devrait, malgré tout, résulter de ce troisième « contrat tripartite ». Le problème est de savoir si ce nouveau répit sera mis à profit par le gouvernement de M. Shimon Pérès pour s'attaquer aux véritables maux de l'économie israélienne. Car tous les experts répètent comme un refrain, depuis plusieurs mois, que ces « contrats tripartites » successifs ne constituent pas de « remèdes », mais des « palliatifs ». Tous font valoir que c'est uniquement en réduisant ses dépenses, en procédant à des compressions budgétaires de l'ordre de 2 milliards de dollars, que le gouvernement pourrait véritablement juguler l'inflation. Le budget pour l'année 1985-1986 qui vient d'être adopté par la Knesset exauce-

Les critiques de M. Lévy

Pour combler toutes ces lacunes, la planche à billets ne va-t-elle pas dès lors continuer à fonctionner à plein rendement et maintenir ainsi l'inflation à son taux actuel ? Au Trésor israélien, on se montre étonné par les dernières statistiques officielles qui indiquent que, au mois de mars, pour la première fois depuis longtemps, l'injection d'argent sur le marché était nulle. Il faudrait cependant beaucoup plus que quelques signes isolés de redressement pour faire taire les sévères critiques qui se multiplient contre la politique économique du gouvernement de M. Shimon Pérès. Les plus acerbes ont même été formulées par un membre de ce gouvernement, le vice-président, M. David Lévy, qui a affirmé lundi : « Les contrats tripartites ne sont que des pis-aller. Le gouvernement d'union nationale sème des illusions. Il a été créé pour résoudre les problèmes économiques ; s'il ne parvient pas à le faire, il sera condamné et perdra sa raison d'être. »

Cette violente attaque du numéro deux du Likoud ne signifie pas encore que, six mois après sa mise en place, le gouvernement d'union nationale soit sur le point de se dissoudre. Il n'en reste pas moins que, contrairement à toute attente, ce gouvernement travailliste-Likoud n'a pas réussi jusqu'à présent, malgré sa très large assise parlementaire, à adopter un plan d'assainissement économique de grande envergure.

(Interim.)

A JÉRUSALEM-EST

Manifestations de solidarité avec les détenus palestiniens d'Ashkelon

De notre correspondant

Jérusalem. — La délicate coexistence judéo-arabe à Jérusalem a été brusquement rompue jeudi 4 avril, par une série d'incidents. Le plus grave s'est déroulé au collège Ibrahim situé sur le toit où ils ont hissé un drapeau palestinien et lancé des pierres. Les désordres ont duré plus de deux heures. La police et les gardes-frontières ont alors pris d'assaut l'établissement à grand renfort de grenades lacrymogènes, et arrêté sans ménagements plus d'une centaine d'élèves, faisant une dizaine de blessés légers.

Il faut remonter à cinq ans pour trouver des heurts aussi sérieux à Jérusalem-Est. La police affirme que les organisateurs de la manifestation sont des « agitateurs » venus des territoires occupés de Cisjorda-

nie. Leur objectif était d'attirer l'attention sur la grève de la faim poursuivie depuis quarante jours par quelque trois cents Palestiniens dans la prison d'Ashkelon pour améliorer leurs conditions de détention. Des familles de détenus ont également manifesté devant le bureau de la Croix-Rouge internationale à Jérusalem-Est.

Le ministre de la police, M. Haim Bar Lev, et le chef de l'administration pénitentiaire, M. Raphi Suissa, ont affirmé qu'il n'était « pas question de céder aux pressions ». Tous deux sont connus pour leur volonté d'introduire des mesures de « libération » dans les prisons israéliennes. A l'administration pénitentiaire, on reconnaît, au demeurant, que certaines revendications des détenus d'Ashkelon sont justifiées. Les autorités affirment que leur grève de la faim, qui serait d'ailleurs très limitée, est essentiellement politique.

(Interim.)

LA VIE FRANÇAISE

ENQUETE : LES BANQUES DOIVENT-ELLES GAGNER DE L'ARGENT ?

DOSSIER SPECIAL : ASSUREZ VOTRE RETRAITE

ENTREPRISES : OLIVETTI OU LE TRIOMPHE DE CARLO DE BENEDETTI

BOURSE : NOS CONSEILS, LA SEMAINE DES SICAV

BAROMETRE BOURSIER MENSUEL : - Les professionnels sont plus nombreux à être haussiers mais... hésitent à acheter

LE 1^{er} HEBDOMADAIRE D'ACTUALITE ECONOMIQUE ET FINANCIERE

Chaque samedi, 11 F. chez votre marchand de journaux

هذه امانة لا ارحل

ASIE

L'ÉVOLUTION DE LA CRISE CAMBODGIENNE

Le dégel sino-soviétique va créer une atmosphère favorable

nous déclare M. Nguyen Co Thach, ministre vietnamien des affaires étrangères

chose. Le problème kamouchéen sera résolu de lui-même. » Mais, précise-t-il, il ne s'agit pas d'un ultimatum » aux parties impliquées dans le conflit. « Les retardataires ont toujours tort et les absents ont encore plus tort que les retardataires ».

Bref, le chef de la diplomatie vietnamienne affiche un optimisme prudent concernant une évolution de la crise cambodgienne.

« Sihanouk joue au malin »

D'autant que M. Thach estime qu'un « dégel » intervient dans les relations sino-soviétiques. « Mais il faut attendre encore les actes, ajoute-t-il. Avec les Chinois nous avons fait des expériences. Quand vous allez au cirque, il ne faut pas porter trop d'attention à la main du

léra. La situation est qualifiée de « catastrophique » par le HCR, qui n'est même plus en mesure d'évaluer le nombre de personnes mourant chaque jour (*le Monde* du 4 avril). Cette épidémie a atteint Hargeisa, où quarante-six cas ont été enregistrés.

signifie l'« enlèvement » du Vietnam au Cambodge et une « défaite des Vietnamiens ». La stratégie de Pékin, ajoute-t-il, « est de nous forcer à nous retirer tout de suite afin de permettre le retour des forces de Pol Pot ou de nous enliser au Cambodge afin de nous saigner à blanc. La preuve que nous sommes en mesure d'éviter les deux extrêmes, c'est que nous pouvons effectuer ces retraits. »

Il estime, d'ailleurs, que le problème du Cambodge « sera résolu de lui-même d'ici trois ans ». « 1987 sera très importante. Cette année-là, ajoute-t-il, nous pourrions retirer au moins la moitié de nos troupes. En 1990, ce sera les deux tiers et, pour moi, on peut faire revenir plus de la moitié de nos effectifs. L'année 1987 représente quelque

En revanche, c'est un avertissement que M. Thach adresse au prince Norodon Silanok, président du gouvernement de coalition du Kampuchéa démocratique, après l'absence de remontrance, à Paris en décembre, entre l'ancien chef d'Etat du Cambodge et M. Htin San, chef du gouvernement de Phnom Penh.

J'ai vu dans cet échec là une manœuvre de Silanok, déclarait-il. *Silanok joue toujours sur les contradictions. Silanok veut imposer cette remontrance. Ce n'est ni Htin San ni Claude Cheysson qui obtiennent. C'est moi qui ai été obligé. Alors Silanok en a parlé aux Chinois. Il sait que les Chinois et Pol Pot vont refuser. Pourquoi ? Pour leur dire qu'il a une carte. Alors ces derniers doivent faire des concessions. A partir de là, Silanok va négocier avec Htin San pour obtenir d'autres concessions. Il joue comme ça. C'est le jeu habituel de Silanok. Mais il est dangereux pour lui. C'est pourquoi nous nous délecte d'attacher les baves de Silanok.*

Propos recueillis par
JAMES BURNET.

L'AUTEUR PRÉSUMÉ DE L'ATTENTAT CONTRE LE PRÉSIDENT DOE ET QUATRE DIRIGEANTS DE L'OPPOSITION ONT ÉTÉ ARRÊTÉS

Le colonel Moses Flanzmaton, accusé d'être l'auteur de la tentative d'assassinat, lundi 1er avril, contre le président libérien, M. Samuel Doe, et qui était en fuite, a été arrêté, a-t-on appris, jeudi 4 avril, à Monrovia. Le colonel Flanzmaton, commandant-adjoint de la garde présidentielle, avait ouvert le feu à la mitrailleuse lourde sur le jeep transportant le président Doe (le *Jeep Monde* du 3 avril). C'est le chef de l'Etat lui-même qui avait fourni toutes les informations sur cet attentat.

Selon la radio de Monrovia, l'officier serait passé en **Libéria** et aurait accusé quatre dirigeants de l'armée d'être impliqués dans l'assassinat de lui avoir demandé d'assassiner M. Doe contre 1 million de dollars. Ces quatre personnalités ont été aussitôt arrêtées. Il s'agit de M.M. Gabriel Bacchus Mathew, président du Parti du peuple uni (UPP), Edward Kessely, président du Parti de l'unité, Tuan Wreh, président du Parti d'action libérien (LAP), et Harry Greaves, membre du LAP et ancien ministre de la défense sous le régime de l'ex-président William Tolbert. Le colonel Francis Doe a également mis en cause M. Richard Taylor, ancien américain, conseiller du gouvernement libérien en matière de sécurité.

(AFP, UPI)

Les solutions rehydratantes et les antibiotiques sont arrivés. Jeudi matin on a pu prendre de l'insuline mais on n'a pas, à Genève, de nouvelles des produits bloqués par la grève dans les entrepôts l'UNICEF.

Pour tenter d'enrayer l'épidémie, le HCR a expédié cinq mille tentes qui devront être installées à quelques kilomètres du camp. Celui-ci s'était constitué de façon totalement anarchique, sans la moindre installation sanitaire, ce qui a confirmé que c'est la suite de la privation de soins que les réfugiés éthiopiens, épuisés par les effets de la sécheresse et de la malnutrition, se sont précipités sur l'eau qui tombait enfin du ciel sans savoir qu'elle était polluée. Les autorités somaliennes et les responsables du HCR ont décidé que le site de Gameti serait rasé par des bulldozers dès que ceux occupants seraient réinstallés dans le nouveau camp.

ISABELLE VICHNIAC.

ISABELLE VICHNIAC

DIPLOMATIE

**M. BOUVIER
EST NOMMÉ AMBASSADEUR
AU DANEMARK**

Le Journal officiel du vendredi 5 avril annonce la nomination de M. Léon Bouvier au poste d'ambassadeur au Danemark, en remplacement de M. François-Régis Bastide.

[Né en 1923, ancien combattant de la France Libre - il est commandeur de la Légion d'honneur à titre militaire, M. Bouvier a été admis au concours d'attaché de consulat en 1945. Il a été notamment en poste à Stockholm, Karachi, Beyrouth (1951-1953), Vancouver, Chicago, Helsinki, à nouveau Stockholm comme premier secrétaire (1962-1965) et Berlin de 1966 à 1971. Entretemps, il avait été chargé de mission au cabinet de M. Roger Frey, ministre de l'intérieur, en 1961 et 1962. Il a été en outre consul général à Francfort (1972-1977), ambassadeur au Paraguay (1977-1979), enfin, depuis novembre 1981, ambassadeur en Chine.]

EUROPE

URSS

QUAND L'AGENCE TASS S'INTÉRESSE A L'ÉCONOMIE CHINOISE

Une approche plutôt neutre

Moscou. — Les fantasmes qui envahissent la Chine avec l'orthodoxie marxiste en matière économique ne sont presque jamais évoqués par les médias soviétiques. Il s'agit d'un sujet trop explosif, surtout en ce qui concerne l'agriculture. La solution traditionnelle appliquée par M. Deng Xiaoping au Vietnam différencie qui s'oppose paysannerie et communisme. Le plus simple est donc de ne pas en l'air. Ce que pensent les *kolchoziers* et *soukhozniens* de ce quasi-retour de l'autre « grand » au communisme à l'exploitation agricole familiale traditionnelle ? Les paysans n'en pensent sans doute rien : la collectivisation des terres, pratiquée en URSS, il y a plus d'un demi-siècle, est un fait acquis, et les salaires agricoles sont versés, ce qui définitivement simplifie les perceptions de la propriété.

Mais les cadres du Parti qui s'occupent des questions agricoles, ont-ils des réflexions, des

De notre correspondant

résultats aussi « positifs ». Les communistes soviétiques seront cependant rattrapés d'apprendre de la bouche même de M. Zhai Ziyang que leur pays n'a pas l'apanage des « difficultés » et des « stus ». L'inflation est évoquée sans que ce mot tabou soit cependant écrit sur son blanc.

La hausse des prix et des salaires et l'fragmentation de la Chine

Le premier ministre chinois (en Chine) one provoqué une aggravation sensible de la situation économique. Le lecteur, qui avait appris plus haut que « la production industrielle et agricole » de la Chine avait fortement progressé en 1984, se retrouvera comme il neurt,

ment les dirigeants soviétiques et pèse de tout son poids sur les velléités actuelles de rapprochement entre Moscou et Pétin.

Le sixième séminaire de pourparlers sur la « normalisation » des relations entre les deux capitales communistes, qui doit s'ouvrir le 9 avril à Moscou, sera l'occasion de vérifier si quelque chose a réellement bougé dans ce domaine depuis l'arrivée au pouvoir de M. Gorbatchev. Le ton neutre et objectif de Tass pour décrire les « réformes » économiques chinoises ne préjuge pas nécessairement une évolution positive.

Les échanges commerciaux sont en augmentation constante et rapide. Ils ont progressé de 73 % en 1984 par rapport à l'année précédente, pour atteindre 1,1 milliard de dollars mais les 4 premiers obstacles sans cesse mis en avant par les Chinois — la puissance du dispositif militaire soviétique à la frontière, le soutien de Moscou à l'occupation vietnamienne du Cambodge et la présence de l'armée soviétique en Afghanistan — ne sont pas près d'être levés. Si ajoute un quatrième obstacle — les voies radicalement différentes choisies par les deux « grands » du commerce en matière économique.

DOMINIQUE D'HOMÈRES

« Un dissident ukrainien condamné pour parasitisme ».

— Le dissident ukrainien Vasil Dolichny a été condamné récemment à trois ans de camp de travail pour « parasitisme », a annoncé mercredi 3 avril le bulletin *Ukrainian News Service*, mais, en fait, compte de la répression politique en URSS.

Selon le bulletin, M. Dolichny a été condamné, parce qu'il n'avait pas pu trouver un travail après avoir purgé une peine précédente.

M. Dolichny avait été arrêté une première fois en 1947 en raison de ses liens avec le mouvement nationaliste ukrainien clandestin.

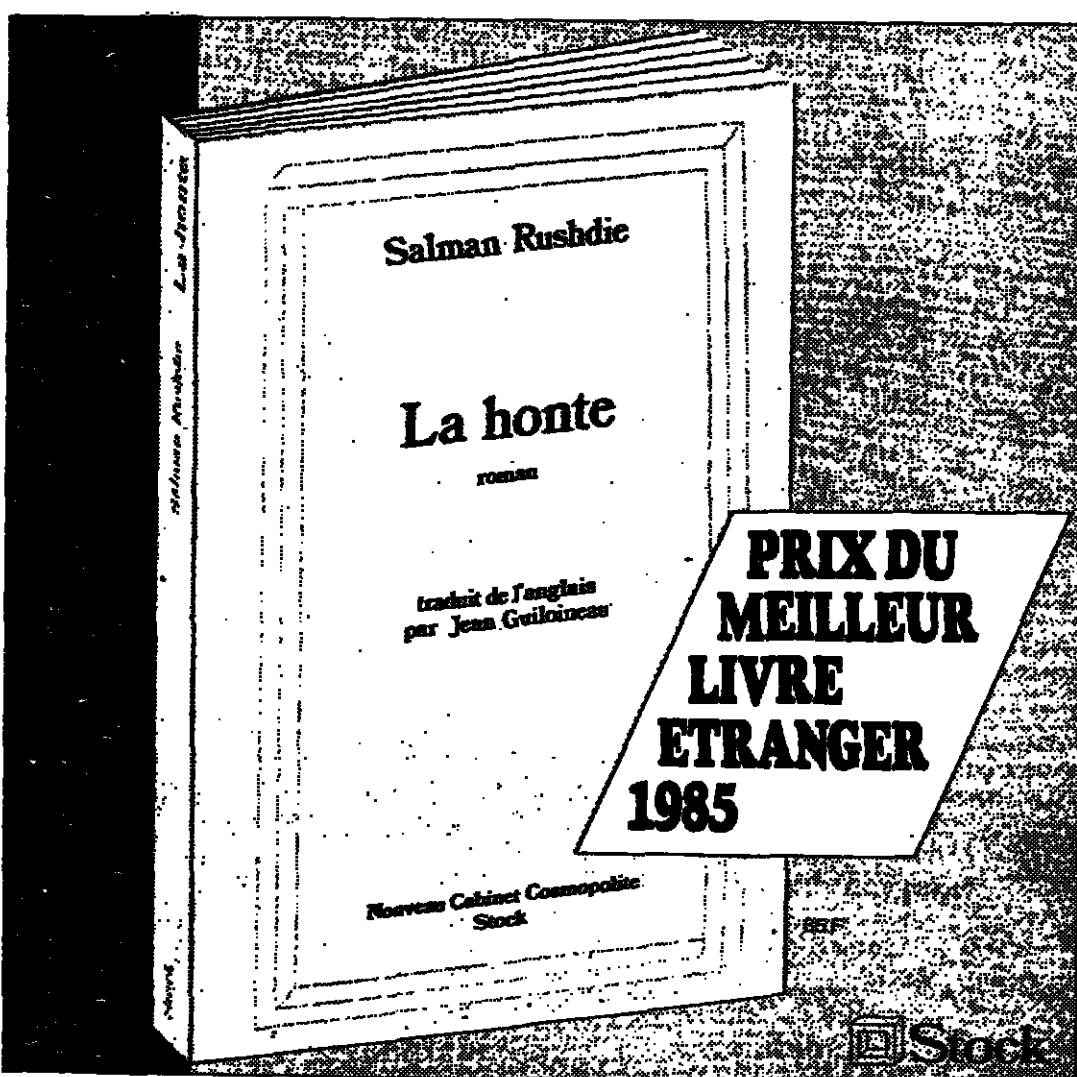
Après avoir purgé sa peine de camp, il avait de nouveau été arrêté en 1972 pour « propagande antisoviétique », et avait été condamné cette fois à sept ans de camp, mais, cette fois, sans d'assurances de répression.

Une Chine capitaliste ?

La volonté actuelle de Pékin d'en revenir à un peu plus de rigueur monétaire et budgétaire est saluée au passage de même que le renforcement du contrôle de l'Etat ». Il n'est dit nulle part que la réforme en cours dans l'industrie chinoise va à l'encontre des principes qui sont à la base de la lourde planification soviétique. Mais Tsao n'hésite pas à affirmer que « l'extension de la politique de « portes ouvertes » aux capitaux étrangers et le développement du système de gestion économique individuelle des entreprises chinoises sont en fait à la base de la stratégie économique de la direction chinoise ».

Malgré quelques restrictions et en dépit de certaines échouées significatives, l'agence soviétique donne donc un compte rendu positif du rapport de M. Zhao Ziyang et d'une façon plus générale, des orientations économiques actuelles de Pékin. Les maîtres qu'on puisse dire est que celles-ci divergent singulièrement de celles de Moscou. Dans une curieuse dépêche datée du 12 mars (soit deux jours après la mort officielle de Constantin Tchernomir), Tass se demandait, citant perdement M. Deng Xiaoping si la Chine n'allait pas vers le capitalisme. Cette question, en soi, n'est pas nouvelle.

L'agence soviétique donne également les chiffres pour 1984 : la production chinoise de charbon (770 millions de tonnes) et de pétrole (114 millions de tonnes). Tass n'avait pas couvert depuis de longues années être aussi précise sur l'économie chinoise, surtout à propos de



AMÉRIQUES

BATAILLE BUDGÉTAIRE AUX ÉTATS-UNIS

La « proposition de paix pour l'Amérique centrale » de M. Reagan vise à convaincre le Congrès d'aider les antisandinistes

De notre correspondant

Washington. — Menacé d'une défaite au Congrès, où sa demande d'aide à la guérilla antisandiniste allait vers un refus, M. Reagan a créé la surprise, jeudi 4 avril, en rattachant cette demande à une « proposition de paix pour l'Amérique centrale » que Managua a rejetée le jour même. Cette initiative vise en premier lieu à convaincre les parlementaires américains de la bonne volonté de la Maison Blanche et de l'intransigence des sandinistes, et à tenter ainsi de débloquer « immédiatement » les 14 millions de dollars de crédits que M. Reagan souhaite plus que jamais voir accordés aux « combattants de la liberté ».

La « proposition » du président américain est une simple reprise par Washington de l'appel, « historique » selon M. Reagan, par lequel l'opposition nicaraguayenne avait offert il y a un mois d'instaurer un cessez-le-feu, si le gouvernement sandiniste acceptait l'ouverture de négociations sur l'organisation de nouvelles élections. Aux termes de cet appel, lancé le 1^{er} mars dernier à San-Jose-de-Costa-Rica, et déjà repoussé à l'époque par Managua, la conférence épiscopale du Nicaragua aurait dû servir d'intermédiaire

entre les partis. L'offre devait rester sur la table jusqu'au 20 avril prochain. Appelant l'opposition à prolonger ce délai jusqu'au 1^{er} juin, et précisant que les élections auxquelles aboutiraient les éventuels pourparlers devraient avoir lieu « sous supervision internationale », M. Reagan s'est personnellement engagé pour sa part à ce que l'aide aux « combattants » ne soit pas utilisée à des fins militaires tant qu'il y aurait un espoir de solution négociée.

« Tant que l'offre de cessez-le-feu est en cours », a-t-il déclaré, les quatre millions serviront uniquement à des fournitures alimentaires, vestimentaires et médicales. Si, en revanche, à poursuivre M. Reagan, les négociations n'ont pas abouti soixante jours après leur ouverture, il leverait alors ces « restrictions », à moins que les deux parties « ne demandent de ne pas le faire ».

Le président américain a justifié cette clause en soulignant que des conversations ne devaient pas pouvoir servir de « couverture à une superie ». Elle revient néanmoins à donner à l'opposition le pouvoir d'imposer ses conditions et celles de Washington sous la menace d'une reprise des livraisons d'armes américaines à ses troupes.

L'aide civile que la guérilla recevait dans le cadre de la proposition de M. Reagan lui permettrait au demeurant de déguerpir sans aucun délai des fonds pour ses besoins militaires. Pour ces deux raisons au moins, l'ambassade du Nicaragua à Washington était fondée à parler jeudi soir d'une simple « manœuvre de relations publiques », ajoutant qu'il ne s'agissait pas là d'un « véritable plan de paix, mais d'un ultimatum à un gouvernement légitime ».

BERNARD GUETTA.

La majorité républicaine du Sénat est parvenue à un accord avec le président sur la réduction du déficit

Dans la difficile bataille budgétaire qu'il mène au Congrès, le président Reagan vient d'enregistrer un premier et encourageant succès, même si beaucoup de chemin reste à faire sur la voie de la victoire. Après plusieurs semaines de tractations, le chef de l'exécutif et les chefs de la majorité républicaine du Sénat sont arrivés, jeudi 4 avril, à un accord prévoyant, pour l'année budgétaire commençant le 1^{er} octobre prochain, des économies d'un montant de 52 milliards de dollars par rapport à un volume prévu de dépenses de 979,7 milliards de dollars. Ce compromis permettrait de limiter le déficit à 178 milliards de dollars, au lieu des 230 milliards initialement envisagés dans le projet soumis par M. Reagan au Congrès.

La concession la plus importante de M. Reagan porte sur le budget de la défense. Aux termes de l'accord conclu jeudi, ce dernier n'augmentera que de 3 % par an pendant trois ans après inflation, alors que le président réclamait une progression de 5,9 % en 1986 et de plus de 8 % en 1987 et 1988. En chiffres absolus, l'économie serait de 18,5 milliards de dollars l'an prochain et de 65 milliards sur trois ans.

En contrepartie, les sénateurs républicains ont accepté la plupart des réductions de dépenses civiles demandées par la Maison Blanche. Les coupes envisagées aboutiront à un ralentissement des dépenses sociales (moins 20 milliards de dollars en

trois ans) et des subventions en matière d'éducation, de santé et d'agriculture. En ce dernier domaine toutefois, les économies seraient moindres que prévu, puisqu'elles s'élèveraient à 16 milliards de dollars sur les trois prochains exercices, alors que M. Reagan souhaitait obtenir des coupes totalisant 26 milliards. L'accord prévoit aussi la suppression des subventions pour le réseau ferroviaire Amtrak et plafonne à 2 % en 1986, soit à peu près la moitié de l'inflation prévue, la valorisation des retraites fédérales.

Dans la soirée de jeudi, la commission de la défense du Sénat a voté un projet de budget pour ce département pour l'année budgétaire 1985-1986 qui se conforme à peu près au compromis arrêté entre la majorité républicaine et M. Reagan. Ce projet limite notamment à vingt et un au lieu de quarante-huit la construction de nouvelles fusées MX.

L'accord conclu jeudi renforce la position du président pour faire adopter son plan de finances par le Sénat, où son propre parti est majoritaire. La discussion à ce sujet devrait commencer vers le 22 avril. Les succès, en revanche, restent aléatoires à la Chambre des représentants à majorité démocrate, nombre de représentants s'opposant toujours énergiquement à une réduction importante des dépenses sociales.

M. L.

Brésil

L'ÉTAT DE SANTÉ DU PRÉSIDENT NEVES

Une succession difficile

(Suite de la première page.)

La situation risque d'évoluer très vite. Dans sa prestation de serment, M. Sarney s'engageait à « défendre les institutions, préserver l'intégrité et l'indépendance du pays ». Le pays a plus que jamais besoin d'une telle détermination à un moment où une chaîne de télévision n'hésite pas à affirmer que « la démocratie est à l'agonie ».

Un sondage effectué par le quotidien *Do Brasil* de Rio-de-Janeiro rapporte que 53 % des personnes interrogées souhaitent que M. Sarney succède au président Neves si celui-ci

venait à disparaître. C'est un élément d'appréciation important en cas de crise au sein du gouvernement. Sans violer la Constitution, il peut aussi être envisagé une négociation entre les différents partis qui conduirait à une nouvelle élection présidentielle dans les prochains mois.

Pour l'instant, les Brésiliens continuent de prier pour le rétablissement de « Tancredino ». M. Guimarães avait confié jeudi 4 mars ses concitoyens à « garder espoir ».

D. H.-G.

Un long calvaire

De notre correspondant

Sao-Paulo. — Un gouverneur, celui du Minas-Gerais, a fait une gaffe, et parlé de M. Tancredino Neves à l'improviste. Un frère du président est sorti de l'hôpital en pleurant. Comment éviter l'impression que, cette fois, le dénouement sera, comme d'habitude, pour la cinquième fois, jeudi, l'homme de soixante-quinze ans, qui étonnait tout le monde par sa vitalité, respire désormais avec un tube enfoncé dans la trachée artère, il reçoit du sérum, des vitamines et des antibiotiques par injection intraveineuse dans la gorge.

Jusqu'à jeudi, on comptait sur les défenses naturelles du malade pour venir à bout de l'infection.

Ch. V.

A TRAVERS LE MONDE

Chili

• INTERPELLATIONS. — Une cinquantaine de femmes ont été interpellées, jeudi 4 mars, alors qu'elles manifestaient en automobiles pour exiger des explications sur l'enlèvement et le meurtre de trois opposants au régime militaire, survenus la semaine dernière (le *Monde* du 2 avril). Parmi elles, se trouvent la présidente de l'Organisation des femmes pour la vie, Maria Bustos, la journaliste Patricia Verdugo, et l'ex-député de la démocratie chrétienne Christina Saavedra. Mardi dernier, quatre-vingt artistes avaient été interpellés lors d'une manifestation similaire. Pour sa part, la coalition centriste Alliance démocratique a annoncé jeudi qu'elle apportait son soutien à la journée de manifestations prévue pour le 11 avril par le Commandement national des travailleurs du Chili.

Grèce

• ATTENTAT CONTRE UN AVION JORDANIEN. — Un avion de ligne de la compagnie jordanienne Alia a été touché par un tir de bazooka peu avant son décollage pour Amman, à l'aéroport international d'Athènes, jeudi 4 avril. Aucun des soixante-quinze passagers et membres d'équipage n'a été blessé. Mardi, l'ambassade de Jordanie à Rome avait été aussi attaquée au bazooka. L'attentat avait été revendiqué par l'organisation palestiniennne Septembre noir. — (AFP, AP.)

Malaisie

• VISITE DE M^{re} THATCHER. — Le premier ministre britannique est arrivé, vendredi 5 avril en Malaisie, première étape

d'une tournée de neuf jours dans six pays asiatiques. Elle est le premier chef de gouvernement de Londres à se rendre en visite officielle en Malaisie depuis l'indépendance de ce pays en 1957. M^{re} Thatcher se rendra ensuite à Singapour, en Indonésie, à Brunei, au Sri-Lanka, en Inde et fera une escale en Arabie saoudite sur le chemin du retour. — (Reuters.)

Turquie

• UN AVION MILITAIRE S'ÉCRASE SUR UNE VILLE. — Quatorze personnes ont été tuées et vingt et une blessées par la chute d'un avion F-104 de l'armée de l'air turque sur un quartier commerçant de la ville de Belesir, dans l'ouest du pays, jeudi 4 avril. Les F-104 de l'aviation turque sont vétustes et les accidents assez fréquents. — (AP.)

Zaïre

• CINQ ÉTUDIANTS AU-RAIENT ÉTÉ TUÉS. — De graves incidents se sont produits la semaine dernière à Kisangani, dans le Haut-Zaïre, où l'université est fermée depuis janvier dernier, a affirmé, jeudi 4 avril, à Bruxelles, M. Paul-Roger Molde, président du Mouvement national congolais renouveau (MNCR, opposition). Selon lui, cinq étudiants ont été tués par les soldats zaïrois lors d'une manifestation contre le président Mobutu. En février, a-t-il ajouté, des incidents ont également opposé étudiants et soldats à Mbandaka, dans le Bas-Zaïre, ainsi qu'à Mbandaka (Equateur). La presse officielle zaïroise a fait état, fin février, d'incidents dans plusieurs universités, notamment à Kisangani et Mbandaka. — (AFP.)

L'ordinateur personnel complet

La plupart des ordinateurs dont les caractéristiques approchent du CPC 464 se résument à un simple clavier, et coûtent souvent beaucoup plus cher.

Le nouveau CPC 464 d'Amstrad, est un ordinateur puissant sous une configuration complète, et immédiatement opérationnel (il suffit de le brancher).

Le CPC 464 d'Amstrad, c'est :

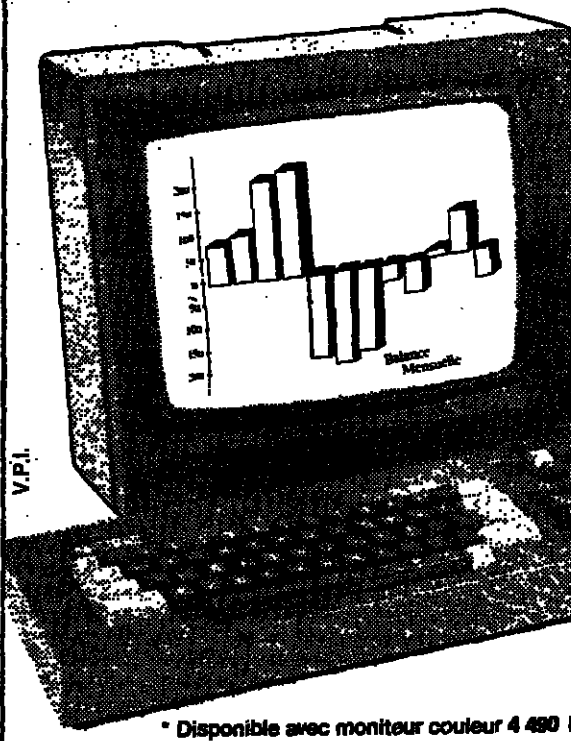
- ☐ un moniteur haute résolution (640 x 200 lignes), 80 colonnes, offrant la possibilité d'insérer jusqu'à 8 fenêtres indépendantes sur l'écran ;
- ☐ un lecteur de cassette à vitesse programmable intégré ;
- ☐ 64 K de mémoire vive RAM, 32 K de ROM. Un basic étendu et intégré ;
- ☐ un clavier professionnel ergonomique, un pavé curseur et un pavé numérique redéfinissable.

La puissance de ces 64 K de mémoire et de nombreux logiciels vous ouvrent tous les champs d'application.

Qu'il s'agisse d'une utilisation professionnelle, ou domestique, ou de programmes d'éducation ou de jeux.

Le CPC 464 d'Amstrad : la solution la plus intelligente pour entrer dans l'univers informatique. **2990F***

ordinateur complet avec moniteur monochrome vert (GT 84)



* Disponible avec moniteur couleur 4 480 F.

Les points pilotes

- FNAC Montparnasse - Forum Etoile.
- HACHETTE MICRO Opéra Saint-Michel
- Boutiques HACHETTE MICRO : PRINTEMPS Haussmann - Witzzy - Galaxie GENERAL : 10, bd de Strasbourg Paris 10^e
- DUPREZ : 132, bd Saint-Germain Paris 6^e
- RUN INFORMATIQUE : 62, rue Gérard Paris 13^e
- V.T.R. INFORMATIQUE : 54, rue Ramey Paris 18^e
- VISMO : 84, bd Beaumarchais Paris 11^e
- J.C.R. ELECTRONIQUE : 58, rue Notre-Dame-de-Lorette Paris 9^e
- MICRO BUREAUTIQUE 82 : 67, bd Gallieni 92130 Issy-les-Moulineaux
- LOISETECH : 83, av. Faiderbe 93106 Montreuil
- ORDINOQUEL : 20, rue de Montreuil 93400 Vincennes
- SPECTRA MICRO : place de la Gare 95110 Sannois et Province

AMSTRAD

DE LA SUITE DANS LES GRANDES IDEES

Je voudrais en savoir plus sur l'ordinateur complet CPC 464. Veuillez m'envoyer votre documentation et la liste de vos revendeurs.

NOM _____

ADRESSE _____

CODE POSTAL _____

AMSTRAD FRANCE, 143, Grande-Rue, 92310 SÈVRES. Tél. (1) 626.08.83

مكتبة الأمل

politique

LA DÉMISSION DE M. ROCARD

L'effet de désagrégation redouté par les adversaires de la représentation proportionnelle n'a pas tardé à se faire sentir après l'adoption de ce mode de scrutin par le conseil des ministres, le mercredi 3 avril. A gauche, la démission de M. Michel Rocard, qui a quitté le gouvernement après avoir expliqué son désaccord avec l'abandon du scrutin majoritaire, met dans l'embarras les partisans de l'ancien ministre de l'Agriculture.

M. Michel Sapin, député de l'Indre, a tenu à souligner, jeudi 4 avril, que « les députés rocardiens sont d'abord membres du groupe socialiste » et que « la composition d'un autre groupe au sein de l'Assemblée nationale n'est nullement à l'ordre du jour ». Du côté de la majorité du PS, M^{me} Vette Roudy, ministre déléguée chargée des droits de la femme, a reproché à M. Rocard d'« abandonner le bateau au milieu du golfe » (sic).

Les mêmes divergences étant supposées produire les mêmes ruptures, une agence de presse a prêté à M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'Éducation nationale, chef de file du CERES et adversaire, lui aussi, de la représentation proportionnelle, l'intention de quitter le gouvernement. M. Chevènement, qui séjourne à Abidjan à l'invitation de son homologue ivoirien, ne songe nullement à une telle démarche, et cette information a été officiellement démentie.

Le président de la République, qui a passé la journée de jeudi à Pétropolis, a refusé de commenter la démission de M. Rocard. M. Mitterrand a donné son avis, en revanche, sur la question du mode de scrutin, en observant que la III^e République, qui appliquait le scrutin majoritaire, et la IV^e, qui avait adopté la représentation proportionnelle départe-

mentale, avaient été « aussi instables l'une que l'autre ». « Cela montre, a souligné M. Mitterrand, que la cause de l'instabilité ne dépend pas du mode de scrutin ».

Pour M. Jean Lecanuet, président de l'UDF, qui s'était rallié à la défense du scrutin majoritaire à l'automne de 1984, le chef de l'État « a choisi la proportionnelle pour diminuer le succès de l'opposition nationale et dans l'espoir de la diviser », mais « il a suffi d'une nuit pour que des divisions se manifestent au sein du Parti socialiste ». Selon M. Lecanuet, « face à cette déstabilisation du PS, l'UDF et le RPR doivent, plus que jamais, manifester leur union ». M. Raymond Marcellin (Parti républicain), président du conseil régional de Bretagne, a, lui aussi, appelé l'opposition à ne pas tomber dans le « piège » de la proportionnelle et à ne surtout pas rompre l'union.

Cet avis n'est pas unanimement partagé dans l'opposition, où le nouveau mode de scrutin tend à élargir les ambitions. Il en résulte un débat sur la pratique électorale. « Notes communes ou listes séparées du RPR et de l'UDF », qui se double surtout d'un débat sur la coalition qu'il faudra adopter après les élections législatives. M. Pierre Bes, député (RPR) de Paris « souscrit entièrement » à l'invitation de M. Raymond Barre de s'engager à rétablir immédiatement le scrutin majoritaire et de « signifier [aux] à François Mitterrand qu'il doit se soumettre et se démettre de son mandat devant la volonté populaire ». De même, M. Michel Noir (RPR) du Rhône, estime que « la meilleure réponse est de constituer [dans le Rhône] une liste commune conduite par Raymond Barre, en prenant comme engagement de changer de scrutin dès que nous serons de retour au pouvoir ».

Recours, toujours ?

« Est-il impossible, définitivement, que la gauche gouverne ce pays ? Je réponds non », a déclaré M. Michel Rocard au soir du second tour des élections législatives, il a prononcé ce diagnostic. Le parti, à terme indéterminé, n'était pas insensé, et la gauche n'a pas manqué le rendez-vous au soir « avec l'histoire », en mai 1981. M. Rocard, pourtant, s'est trompé : ce n'est pas avec lui que les Français avaient rendez-vous, mais avec M. François Mitterrand.

Le 19 mars 1978, il avait engagé cette stratégie du recours à laquelle, depuis 1981, il n'a jamais renoncé depuis sept ans, bien qu'elle ne lui ait pas réussi. « J'ai confiance », affirmait-il encore, en concluant son appel de Conflans-Sainte-Honorine, le 19 octobre 1980, étape décisive de son échec présidentiel. Il attendait la confiance des Français, et les socialistes, en la lui refusant, l'en ont privé.

La légitimité du suffrage universel lui étant passée sous le nez, il lui restait à faire valoir, au gouvernement, sa légitimité économique et politique. M. Rocard, recours en compétences, n'a rien dit, ou si peu, lorsque le gouvernement de la gauche a plongé, tête baissée, dans un volontarisme économique pour lequel il ne pouvait éprouver que répugnance. A la fin de l'ère Mauroy, certains socialistes — « mitterrandistes » pur sucre — commentaient à voir en Michel Rocard — ce « petit mec qui n'a pas de nerfs » disaient-ils avant 1981 — le seul sauveur possible d'une gauche en perdition. N'était-il pas l'incarnation d'un recentrage économique ouvert, engagé, et le symbole d'un recentrage politique nécessaire ?

M. Mitterrand a eu recours à Laurent Fabius — la jeunesse et le modernisme — plutôt qu'à lui. M. Rocard, soudainement, a pris un coup de vieux et l'on n'imaginait plus qu'un autre avant pour lui que le rôle d'un éternel « pour à gratter » du socialisme. Ce n'était pas drôle.

Et voilà qu'il clique entre les mains. Pour quoi faire ? M. Rocard affirme qu'il n'a pas d'autre intention que de manifes-

ter un désaccord de principe. Quelle stratégie ? Aucune. Il est parti, c'est tout. Il verra plus tard.

Pourtant, on ne peut oublier que M. Rocard ait porté, depuis une quinzaine d'années, d'un discours sur le renouveau du socialisme. On ne voit pas pourquoi lui l'oublierait. On ne voit pas pourquoi non plus il renoncerait à la puissance jusqu'alors inéluctable dont il se vantait il y a un an : « Il y a du monde derrière moi en tout cas des tentatives, des espérances sûrement ».

Vidé d'une partie de sa substance par la nouvelle politique économique des socialistes, piétiné à la cote d'amour par M. Laurent Fabius, il risquait de terminer exsangue son parcours gouvernemental. M. Rocard aurait donc aujourd'hui un pari obligé entre la mort lente et la survie.

Le recours, toujours ? Il y aurait là un pari sur l'échec des socialistes en 1986, puisqu'un succès relatif conforterait M. Fabius sur la voie royale de l'élection présidentielle de 1988. A moins que M. Rocard ne se considère comme le seul homme capable de donner une quelconque crédibilité à une nouvelle alliance de gouvernement. Il dispose, de ce point de vue, de quelques bons arguments. Les centristes ont accueilli, l'année dernière, avec intérêt ce projet de « pacte démocratique » que M. Rocard, entre les deux tours des cantonales, se proposait de soumettre aux Français en 1986.

Trompe-t-il ? Peut-être. Au début du septennat, M. Rocard si « convenable », aurait été fréquentable s'il n'avait lui-même fréquenté les communistes au conseil des ministres. Les communistes pariaient, M. Rocard était toujours gentil, mais on lui refusait crédit parce qu'il cohabitait avec de « méchants » socialistes décidément trop sectaires. Aujourd'hui qu'il est seul, M. Lecanuet, à court d'arguments, jugera peut-être qu'on ne fait rien de bon avec le socialisme, d'autant que l'ennemi en question n'en démontre pas. La gauche, toujours, est son « pays ».

JEAN-YVES LHOMEAU.

Les rocardiens entre deux logiques

La démission de M. Michel Rocard, six mois avant le congrès de Toulouse du Parti socialiste, a pris totalement à contre-pied les rocardiens. Jusqu'au coup d'éclat de leur chef de file, les amis de M. Rocard semblaient avoir adopté une tactique de préparation tout en douceur de cette échéance. L'objectif affiché était d'affirmer l'existence des rocardiens après la parenthèse du congrès de Bourg-en-Bresse de 1983 (où ils s'étaient fondus dans la motion 1 avec les « mitterrandistes », et « maurroyistes », tout en évitant de recréer les clivages du congrès de Metz de 1979 (Maurroy-Rocard d'un côté, CERES-Mitterrand de l'autre) et de réveiller les vieux réflexes anti-rocardiens.

Dans cette optique, les rocardiens souhaitaient « étirer le terrain » progressivement et, en tout état de cause, déposer des contributions avant d'envisager une possible motion (textes dont les auteurs se comptent), éventuellement coignées par d'autres sensibilités du PS.

Avant même que M. Rocard se prononce contre la proportionnelle puis qu'il quitte le gouvernement, l'hypothèse d'une modification du scrutin en ce sens avait changé les données du problème. Les rocardiens, déjà « laminés » au niveau de leur représentation dans les diverses instances du parti, pouvaient craindre de l'être plus encore s'ils ne montraient pas, en se comptant sur une motion, qu'ils étaient déjà sous-représentés. A l'inverse, ils pouvaient estimer, comme les autres minoritaires du PS, qu'il fallait préserver la cohésion du parti et éviter une révolte généralisée (qui pourrait se traduire par la démission de M. Rocard, l'appareil mitterrandiste du PS serait « raisonnable ». En échange, les rocardiens apporteraient leur pierre à l'édifice lisse et d'un seul bloc dont les socialistes auraient intérêt à offrir l'image six mois avant les élections de 1986.

L'éclat de M. Rocard a dérangé le jeu, mais les rocardiens souhaitent tout de même s'en tenir à leur schéma d'origine, même s'ils sont obligés de renoncer à la démarche « douce » qu'ils voulaient adopter. C'est pourquoi ils s'efforcent de

déramatiser la démission de leur chef de file, réduite à un acte personnel effectué « en tant que membre du gouvernement », un acte qui ne remettrait pas en cause la volonté de leur courant de participer au rassemblement du PS. Ils remarquent d'ailleurs que, lorsque M. Chevènement a quitté le gouvernement, on n'a pas fait, au PS, un tel tapage. Néanmoins, ils ne peuvent ignorer le problème du mode de scrutin posé par M. Rocard et par certains de ses amis.

Les rocardiens souhaitent donc que le débat sur les alliances d'après 1986, qui sous-tend celui sur le mode de scrutin, soit mené dans le parti. Ils affirment qu'il est hors de question que les députés rocardiens fassent preuve d'indiscipline au moment de voter la réforme électorale. S'ils reconnaissent que l'attitude de M. Rocard les a coupés d'un certain nombre de socialistes, ils estiment que sa prise de position pour le scrutin proportionnel peut leur valoir d'autres appuis dans le parti au cours du débat préalable puis de la préparation du congrès.

Tout aurait été beaucoup plus simple si celui-ci n'avait pas démissionné. Il semble difficile de penser que M. Rocard ait tenu compte des intérêts de son courant — dont il ne veut plus apparaître comme le chef de file — en prenant sa décision. Dès lors, il convient de s'interroger sur ses motivations.

Hypothèses

Une première hypothèse, avancée par certains dirigeants socialistes et dans des cercles proches du pouvoir, est celle du « coup de cafard ». M. Rocard aurait « craqué » après une réunion tendue avec quelques députés rocardiens (le Monde du 5 avril). Cette hypothèse prend en compte à la fois l'apparente irrationalité de la démarche et le penchant qu'a M. Rocard à raisonner en termes de morale plus qu'en termes de tactique politique.

La seconde hypothèse est, à l'inverse, celle d'un acte calculé. Deux stratégies sont alors possibles. L'une, interne au parti, l'autre externe. Toutes deux partent du constat que M. Rocard n'a pas réussi à préserver la qualité de son image dans l'opinion face à M. Laurent Fabius.

Premier cas de figure : la stratégie interne. M. Rocard aurait démissionné afin de retrouver une certaine liberté de parole et surtout la possibilité d'une expression qui couvre l'ensemble du champ politique, ce qui est impossible quand on est ministre. De leur côté, les rocardiens continueraient de travailler à la « recomposition » du PS par la diffusion de leurs idées. En 1986, une fois son image redressée, M. Rocard, s'appuyant sur le travail de ses amis dans le parti, pourrait poursuivre dans de meilleures conditions sa route vers l'élection présidentielle de 1988.

La stratégie externe vise le même objectif : l'élection présidentielle — mais la démarche est « barriste ». M. Rocard quitterait le parti avec ceux qui voudraient le suivre et entamerait une course en solitaire.

Cette stratégie externe est hautement aléatoire, d'autant que le « plus » de M. Rocard par rapport à M. Fabius pour une élection présidentielle où ils seraient tous deux

candidats n'est pas évident. Quant à la stratégie interne, elle méconnaît un obstacle de taille : les inimitiés, voire les haines, qu'a immédiatement réveillées la démarche apparemment très maladroite de M. Rocard.

Ce n'est sans doute pas en s'alignant encore plus une partie du PS que M. Rocard peut espérer rassembler la gauche. La réaction du CERES, par la voix de M. Jean-Paul Planchon est éclairante. Si M. Rocard a cru pouvoir faire front commun dans l'affaire du mode de scrutin avec M. Chevènement, il se heurte à une fin de non-recevoir, au nom de l'unité du parti.

Une dernière hypothèse paraît peu vraisemblable : M. Rocard serait destiné à servir de « poisson pilote » à M. Mitterrand, pour tenter de renouveler — avec plus de succès — la tentative de création d'un pôle de centre-gauche qu'avait représenté la liste ERE aux élections européennes de 1984.

En toute hypothèse, c'est une nouvelle donne qu'a créée la démission de M. Rocard. Désormais, toutes les sensibilités du PS ne sont plus représentées au gouvernement. De ce fait, le débat sur les alliances, qui devrait avoir lieu au congrès (M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, a lui-même annoncé aux journeaux parlementaires de Rennes que le congrès aurait à élaborer un nouveau contrat de législature mais aussi à actualiser la stratégie du

parti) peut prendre une dimension nouvelle.

En termes de motions, la situation est aujourd'hui la suivante : le CERES n'a rien décidé ; l'élaboration de sa ligne « républicaine » ne va pas sans discussions internes (le Monde du 2 avril), et, sauf clauses inacceptables pour lui, il n'est pas tout à fait sûr qu'il veuille se compter. Chez les amis de M. Pierre Mauroy, on semble se situer majoritairement dans la logique d'une synthèse avec M. Jospin. Pour M. Roger Fajardie, proche de l'ancien premier ministre, il s'agit d'une « majorité logique dans le PS ». Malgré l'identité de vues sur le mode de scrutin, il n'est toutefois pas évident que les amis de M. Mauroy aient de l'avenir de l'union de la gauche une vision tout à fait semblable à celle du premier secrétaire du PS.

Les rocardiens, on l'a vu, n'ont rien décidé. Quant aux néo-rocardiens, ils ont la ferme intention de se compter (d'autant qu'ils s'estiment en nette progression par rapport au congrès de Bourg-en-Bresse), mais reconnaissent que si les rocardiens se comptent aussi, ils seront sans doute amenés à négocier une motion commune.

Une autre distribution des rôles, fondée sur un éclatement du courant A et une recomposition du PS, paraît, dans l'état actuel des choses, hautement improbable.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

La « peine » du premier ministre

De notre envoyé spécial

Singapour. — « A la différence d'un homme, j'ai été surpris (...). Je trouve cela dommage, regrettable (...). Je le regrette. » C'est en ces termes que M. Laurent Fabius a réagi, jeudi soir 4 avril, dans l'avion qui le conduisait en visite officielle à Singapour, à la démission du « rival », qu'il a aujourd'hui dépassé dans les sondages de popularité. Parfaitement calme, détendu, la mine juste un peu « peignée » comme il convient dans ce genre de situation, le premier ministre n'a pas voulu en dire plus, publiquement.

Certains de ses collaborateurs valent à peine entendre qu'il ferait une déclaration à Roissy avant de quitter la France. Mais M. Fabius a finalement jugé une telle procédure « hors de propos ». Sans doute, mais il ne l'a pas dit, parce qu'elle aurait donné trop d'importance à un événement politique que l'on paraît bien décidé à minimiser pour mieux l'exorciser.

C'est pourquoi on préfère se distancer, dans l'entourage du premier ministre, du jugement de M^{me} Véronique Neiertz, porte-parole du groupe socialiste, pour laquelle « c'est un coup de poignard dans le dos » qu'a porté M. Rocard. C'est un jugement bien excessif, laisse-t-on entendre, pour une simple péripétie, pour un accident de parcours qui, ajoute-t-on, ne devrait pas avoir de conséquences au plan parlementaire lorsqu'il s'agit de faire adopter la réforme électorale.

La « désertion » de M. Rocard — pour reprendre l'expression d'un autre « extrémiste », M. André Laignel, député (PS) de l'Indre — sera-

elle sans conséquences parce que les députés socialistes tentés de le suivre à distance en seront dissuadés en songeant que l'heure de la revanche pourrait bien sonner en même temps que celle des investitures pour 1986 ? On ne répond pas à une question si iconoclaste. Mais il s'agit juste d'une péripétie, vous dit-on. Pourquoi vouloir en faire un événement ? Le poste à pourvoir — à partir de jeudi 2 h 47 — ne l'a-t-il pas été dans les heures qui ont suivi l'abandon par M. Rocard de ses responsabilités agricoles, et la crise n'a-t-elle pas été close tout juste après avoir été ouverte ? Pourquoi donc insister ? Et ce n'est pas par hasard si un technicien, M. Henri Nallet, succède à un politique. Les ministres de l'Agriculture des Dix n'auront même pas eu le temps de se rendre compte du changement d'intellectuel. C'était important au moment où les prix agricoles pour la campagne 1985-1986 ne sont toujours pas fixés et où ce retard joue au détriment des agriculteurs français.

Dernière précision, qui relève de la petite histoire : M. Rocard a totalement omis d'avertir le chef du gouvernement dont il faisait partie qu'il entendait démissionner. C'est par un coup de téléphone de l'Élysée que M. Fabius a été mis au courant du départ précipité de son ministre de l'Agriculture. M. Fabius était alors à « La Lanterne », cette résidence mise traditionnellement à la disposition du premier ministre dans le parc de Versailles. Il faisait nuit et, depuis, le premier ministre n'a toujours pas entendu le son de la voix de M. Rocard.

JACQUES AMALRIC.

Forte progression du premier ministre dans les sondages

M. Laurent Fabius poursuit son ascension dans l'opinion avec 57 % d'avis favorables et devance désormais M. Michel Rocard d'après le baromètre mensuel SOFRES/Figaro-Magazine. Parmi les personnalités de la majorité, le premier ministre progresse de 3 points, il précède M. Rocard (51 %), en baisse de quatre points et M. Jacques Delors (42 % contre 43 % le mois dernier).

Dans les rangs de l'opposition, M. Raymond Barre reste en tête, gagnant 2 points (52 % contre 50 %), devant M^{me} Simone Veil, qui progresse de 4 points (48 % contre 44 %) et M. Jacques Chirac (stable à 37 %). M. Valéry Giscard d'Estaing avec 32 % est largement devancé, pour la première fois, par M. François Léotard (36 %). Le gain du premier ministre est net puisque 59 % des personnes interrogées lui font confiance (contre 53 % le mois précédent). Il recueille 32 % d'avis négatifs contre 36 % au mois de mars. Le chef de l'État, en revanche, baisse de 2 points en recueillant 39 % d'avis positifs contre 41 % au mois de mars.

Ce sondage a été réalisé du 22 au 28 mars, donc avant l'annonce de la démission de M. Rocard, sur un échantillon national de 1 000 personnes, représentatif de l'ensemble de la population âgée de 18 ans et plus, il est publié dans le Figaro-Magazine du 5 avril.

D'après ce même sondage, les Français restent toujours aussi posi-

mistes. Quand on les interroge sur « la manière dont évoluent la France et les Français », 13 % pensent que les choses vont en s'améliorant (ils étaient 16 % il y a un mois à avoir cette impression) ; 58 % pensent même qu'elles « ont tendance à aller plus mal » (57 % en mars). En revanche, 40 % des personnes interrogées, contre 43 % le mois précédent, pensent qu'il devrait y avoir « beaucoup de conflits sociaux dans les deux ou trois mois à venir ».

La cote du Parti socialiste continue à se détériorer : 42 % des sondés ont « une bonne opinion » de lui, contre 45 % en mars, les mauvaises opinions passant de 45 % à 48 %. A l'inverse, l'image des partis de l'opposition s'améliore : les « bonnes opinions » du RPR passent de 41 % à 44 % ; surtout celle de l'UDF augmentent de 7 points, 44 % au lieu de 37 % il y a un mois.

L'Express du vendredi 5 avril publie un autre sondage de la SOFRES, réalisé du 12 au 28 mars auprès d'un échantillon de 1 000 personnes. Il indique que la moitié des Français (50 %) préfèrent le scrutin majoritaire contre 36 % la proportionnelle, alors que 14 % n'ont pas d'avis sur la question.

Les partisans du scrutin majoritaire se recrutent principalement à droite : 70 % des électeurs RPR déclarent préférer ce système électoral à la proportionnelle, alors que 20 % d'entre eux font le choix inverse. De même que 69 % de ceux de l'UDF (contre 19 %). Mais le « majoritaire » compte également à gauche un nombre non négligeable de partisans : 35 % des électeurs socialistes s'y déclarent attachés (contre 33 % qui préfèrent la proportionnelle) et 22 % des communistes (contre 68 %).

Le Monde
RÉALISE CHAQUE SEMAINE
UNE ÉDITION INTERNATIONALE
spécialement destinée à ses lecteurs
résident à l'étranger
Exemplaire spécimen sur demande

CRÉATEURS D'ENTREPRISES
VOTRE SIÈGE SOCIAL A PARTIR DE 180 F HT PAR MOIS
Réception et réexpédition du courrier
Permanence téléphonique/permanence télé.
Rédaction d'actes et constitution de sociétés.
GEICA/296-41-12/58 bis, rue du Louvre, 75002 Paris

GALERIE VANNONI
21, rue Thiers, 69003 LYON - Tél. 822-95-94
TREFFEL
PEINTURES-SCULPTURES
Jusqu'au 6 avril

هكذا من الأصل

POLITIQUE

LE DÉBAT SUR LA PROPORTIONNELLE

M. Raymond Barre récusé l'idée de listes d'union RPR-UDF

Semaine après semaine, depuis quatre ans, se sont constitués à travers la France des réseaux barres, avec des hommes et des femmes prêts, le moment venu, comme les « grognards » de l'Empire, à prendre ou reprendre le service sur un seul signe de leur « chef ». Ce signe, M. Raymond Barre l'a donné — publiquement du moins — mercredi après-midi après l'annonce de la réforme électorale. Il avait déjà précisé peu avant son hostilité à des listes d'union pour 1986.

Ceux qui s'interrogeaient sur la stratégie de l'ancien premier ministre savent désormais qu'il participera très activement à la bataille des

élections législatives et apportera, comme il a pu le faire déjà lors des élections municipales ou cantonales, son soutien à des candidats ou, dans le cadre des élections législatives à la proportionnelle, à des listes. Mais il s'en tient aussi à des conditions très précises dont la première vient d'être exposée par M. Raymond Barre : l'engagement par les candidats qui se réclament de lui de revenir au scrutin majoritaire unilatéral à deux tours. Le mode de scrutin assure, selon l'ancien premier ministre, avec l'élection du président de la République au suffrage

universel, le respect des institutions de la V^e République et leur efficacité.

Cette décision de M. Raymond Barre pèse de tout son poids dans l'élaboration d'une stratégie au sein de l'opposition. Elle complique inévitablement le choix entre des listes d'union RPR-UDF ou des listes séparées.

Au cours d'un récent déjeuner, le 27 mars, à Paris, une trentaine de parlementaires et de présidents de conseils généraux et régionaux, M. Barre a clairement marqué sa préférence : que chaque formation aille à la bataille sous ses propres couleurs. Pas question de se rallier à l'idée d'un « parti de l'union », chère à M. Giscard d'Estaing. L'union, a-t-il dit, n'est pas une fin en soi.

de proportionnelle. « Notre religion en ce domaine n'est pas facile », disent-ils. Pour autant, ils ne cessent de monter dans les sondages ? Ce n'est pas sûr...

M. Barre, lui, ne semble pas prêt de transiger. Le seul correctif qu'il envisage est un redécoupage des circonscriptions pour respecter une égalité géographique. Un redécoupage qui serait décidé par une « instance juridictionnelle indépendante ».

Incertitude

Les baristes et ceux qui, sans s'afficher encore baristes, longent du côté de l'ancien premier ministre sont ainsi placés devant un choix : adopter ou non la « ligne Barre », qui conduit inévitablement au refus de la cohabitation. Ils ne peuvent se dérober. Leur choix se complique d'autant qu'il est doublé d'une incertitude sur la stratégie que souhaiteront adopter les élus-majors de l'UDF et du RPR. A l'UDF, on est plutôt pour des listes séparées. M. Gaudin, président du groupe à l'Assemblée nationale, a déjà commencé à faire campagne sur ce thème. Mais on demeure pourtant très prudent. Reste en mémoire le souvenir cuisant des européennes où l'UDF, après avoir défendu les deux listes, a dû se rallier à la liste d'union voulue par le RPR et M^{me} Veil. Si le RPR en venait aujourd'hui à vouloir des listes communes, l'UDF saurait-elle mieux qu'hier résister à la pression du parti de M. Chirac ?

Le doute est permis. Il existe en tout cas à l'UDF, d'autant que les « leaders » qui aujourd'hui se proposent pour des primaires se sont déjà à conduire une liste d'union dans leur propre département. M. François Léotard, secrétaire général du PR, qui a toujours plaidé pour la « diversité », et M. Michel d'Ornano, député (PR) du Calvados, estiment que, quel que soit le choix de l'opposition, celui-ci doit être clair : des primaires avec des objectifs communs de gouvernement ou des listes communes, mais pas de solutions multiples.

La confirmation aux élections cantonales de la percée du Front national le pousse à privilégier deux listes. Mais aussi, le risque de voir apparaître en cas de listes d'union des listes « dissidentes » et des listes « baristes ».

M. Barre, qui prévoyait la confusion dans laquelle se dérouleraient les élections législatives (le Monde du 22 mars), a préféré prendre les devants. Il a exposé les termes d'un choix en laissant toutefois une part d'incertitude sur la forme définitive que prendrait le contrat passé avec les candidats aux législatives. Mais déjà il se tient prêt à toute éventualité. Comme en matière de discussion nucléaire, explique-t-on avec un brin d'ironie, dans son entourage, il vaut mieux ne pas révéler tous ses plans à l'avance. Il suffit seulement d'exercer une pression suffisante pour ne pas avoir à se servir de toute sa force...

CHRISTINE FAUVET-MYCIA.

Une goutte de scrutin majoritaire dans l'océan proportionnel

Le scrutin majoritaire à deux tours ne disparaît pas complètement. Il va demeurer, « instillé » dans le nouveau système proportionnel, tenu en réserve pour certaines élections partielles faute de « suppléants » suffisants ou encore pour les rares cas où un député unique représentera une fraction de territoire.

Dans l'état actuel du projet d'organisation du mode de scrutin pour les élections législatives de 1986, il est prévu que chaque liste de candidats devra comporter deux noms de plus que le nombre de sièges à pourvoir : 4 dans les départements où 2 sièges sont à pourvoir, 5 si le département doit avoir 3 députés, etc. Dans le Nord, département le plus peuplé et qui doit envoyer 24 députés à l'Assemblée en 1986, les listes devraient ainsi comporter 26 noms. Elles en auront 23 à Paris (21 députés).

Mais si, par hypothèse — et par extraordinaire — des décès de députés ou des nominations à des postes ministériels « désolent » la réserve des suppléants de listes alors voués à leur succéder, il serait alors procédé à des élections départementales partielles, pour un siège, au scrutin majoritaire à deux tours.

Dans les territoires d'outre-mer (Nouvelle-Calédonie et dépendances, Polynésie française, îles Wallis et Futuna) ainsi que dans la collectivité territoriale de Mayotte, il n'est pas possible pour le moment de dire quel mode de scrutin sera en vigueur en 1986. Le projet actuel ne peut en effet leur être appliqué qu'après consultation de leur assemblée territoriale, laquelle doit intervenir, d'après la Constitution, avant la discussion parlementaire. Ceci aurait, aux yeux du gouvernement, par trop retardé le vote des textes.

Ce sera l'actuel (scrutin majoritaire à deux tours), que les territoires ou collectivités territoriales aient ou deux députés, s'ils demeurent en dehors du champ d'application du code électoral, comme c'est le cas actuellement.

Mais quand la loi, actuellement à l'étude, qui prévoit l'extension à ces territoires de l'application du code électoral, aura été votée, ils connaîtront alors l'usage du scrutin de liste proportionnel s'ils ont deux députés (Nouvelle-Calédonie, Polynésie française). Les autres territoires resteront de toute façon justiciables du système majoritaire à deux tours dès lors qu'ils n'envoient qu'un député à l'Assemblée.

Le Parti socialiste avait, lorsqu'il était dans l'opposition, maintes fois dénoncé les inégalités, les injustices et les absurdités nées de l'évolution démographique et des « faveurs » accordées à certains départe-

ments ou à Paris. Des sur-représentations flagrantes vont, de fait, être corrigées demain (Paris) et des sous-représentations (dans les départements limitrophes de Paris) abolies. Mais la règle qui accorde deux députés au minimum à tout département favorise encore fortement la Lozère, les Hautes-Alpes et la Guyane.

Etait-il possible, pour le futur, de garantir en permanence la — toujours relative — justice démographique du système qui va être mis en place ? Non, car le législateur ne peut s'engager sur l'avenir et édicter des évolutions automatiques (par franchissement de seuil de population par exemple) — qu'il serait, du reste, impossible de légitimer — entre deux recensements.

Des secteurs à Paris ?

Le seul point d'appui et de référence en cette matière est le décret qui officialise les résultats de chaque grand recensement national (le dernier a eu lieu en 1982). Il ne reste alors au législateur que la possibilité de proclamer dans un exposé des motifs l'intention de réviser ultérieurement les assises démographiques du système électoral lorsque c'est possible. C'est probablement ce qui sera fait pour la loi en préparation.

Un autre aspect technique, qui n'a pas été publiquement évoqué, mais peut être à la lumière du précédent de 1945, est la division éventuelle de Paris et des très gros départements (Nord, Bouches-du-Rhône) en secteurs pour assurer la gigantisme et « rapprocher » les listes de leurs électeurs.

Pour Paris, au moins, des demandes pressantes ont été formulées, dans les milieux socialistes, pour obtenir une telle division. Cette instance n'est pas innocente : si elle n'est pas écartée, elle pourrait ouvrir la porte à des demandes de désagréables choix pour ceux qui s'en trouvent exclus.

Mais il est peu probable que les zélés de la sectorisation électorale obtiennent gain de cause. A l'accepter, le gouvernement prendrait le risque d'ouvrir des contestations sur ce découpage lors de l'examen législatif du projet, dont il souhaiterait sans doute faire l'économie.

MICHEL KAJMAN.

Plusieurs projets de loi seront nécessaires

Le prochain conseil des ministres ne devra pas adopter un projet de loi mais plusieurs. D'abord parce qu'il est probable que le mode de scrutin pour les législatives et celui pour les régionales ne figureront pas dans le même texte. Ensuite et surtout parce que la modification des conditions d'élection des députés implique de modifier les lois organiques, c'est-à-dire celles qui précèdent l'organisation des pouvoirs publics dans le cadre fixé par la Constitution.

Le nombre de députés relève d'une loi organique. Le statut des suppléants aussi. En revanche, le mode de scrutin peut être modifié par une loi simple.

La Constitution et le règlement de l'Assemblée imposent une procédure un peu particulière pour le vote des lois organiques. Ainsi, l'article 127 du règlement précise qu'elles ne peuvent contenir que des dispositions de nature organique ; le mode de scrutin ne peut donc pas, en l'occurrence, figurer dans l'une d'elles. Ensuite l'article 46 de la Constitution indique qu'elles ne peuvent être décernées qu'à l'expiration d'un délai de quinze jours après leur dépôt. Ainsi, en admettant que les projets gouvernementaux soient déposés sur le bureau de l'Assemblée nationale dès le mercredi 10 avril, leur discussion, au moins de courtoisie, ne pourra pas commencer avant le jeudi 25 avril.

Le débat, en revanche, pourra se dérouler selon la procédure habituelle. Ainsi, le gouvernement pourra décréter l'urgence, ce qui supprimera une des navettes entre le Sénat et l'Assemblée. Il pourra aussi demander aux députés de trancher en dernier ressort si un désaccord persiste avec les sénateurs, mais dans ce cas ils devront le faire à la majorité absolue, dont le groupe socialiste dispose à lui tout seul. Cela ne devrait donc pas poser de problème, à moins d'une forte dissidence dans ses rangs (il faudrait quarante et une défections parmi les deux cent quatre-vingt-six députés socialistes et apparentés, dont une cinquantaine de « rocardiens »).

Contrairement à ce qui a été parfois dit, le Sénat ne dispose donc pas d'un droit de veto. Il ne peut constitutionnellement empêcher le vote d'une loi organique que si elle le concerne. Ce n'est pas le cas des projets actuels du gouvernement. Ainsi, par exemple, l'équilibre au Congrès entre sénateurs et députés n'est évoqué ni par la Constitution ni par une loi organique. De même, il y aurait, certes, augmentation du nombre de députés parmi le collège électoral sénatorial, mais celui-ci relève d'une loi simple sur laquelle le Sénat n'a donc pas de droit de veto.

Demière particularité des lois organiques, elles doivent être soumises au Conseil constitutionnel, avant leur promulgation, pour que celui-ci vérifie leur conformité à la Constitution.

Th. B.

Comment loger les nouveaux députés

Elire quatre-vingt-six députés supplémentaires, ce n'est pas difficile. Les loger au Palais-Bourbon, c'est plus ardu.

L'hémicycle, certes, pour l'instant, exactement quatre cent quatre-vingt-cinq fauteuils pour les députés, soit un par « siège » ; il sera facile de réduire le nombre de ceux réservés aux membres du gouvernement et aux fonctionnaires qui assistent les ministres ou les rapporteurs de commissions. Trente élus de plus pourraient ainsi être installés sans difficultés. En comptant une partie des travées qui sillonnent la salle des séances, il sera aussi possible de caser une trentaine de députés supplémentaires. Mais, au-delà... D'importants travaux sont donc à prévoir.

Au cours de son histoire, le Palais-Bourbon, qui accueille l'Assemblée nationale depuis 1832, a certes, reçu un nombre bien plus important de représentants du peuple ; mais le confort était alors bien plus rudimentaire. Profitant de la destruction du nombre d'élus, la refonte de l'hémicycle, en 1971, a permis de transformer les traditionnelles banquettes par de confortables fauteuils. Fort bien. Mais les accoudoirs, cela prend de la place. Le réaménagement de la proportionnelle : entraîne-t-elle le retour aux banquettes ?

Heureusement, lorsque, entre 1956 et 1958, a été installée la machine à voter, qui comptabilise, électroniquement, les votes émis de leurs bancs par les députés en appuyant sur un bouton, on avait vu grand. Elle est capable d'accueillir quelque six cents branchements, mais il va rester à établir les quatre-vingt-six connexions nouvelles. Les divers corps de métiers ne manqueront pas de travail au Palais-Bourbon durant le premier trimestre 1986.

Asséoir les députés dans l'hémicycle est une chose, leur accorder un lieu de travail en est une autre. Depuis la construction de l'immeuble du 101 rue de l'Université, quand M. Jacques Chaban-Delmas était président de l'Assemblée, chaque élu dispose d'un bureau. Modeste certes, mais enfin quand même une pièce à lui. Seulement, le « 101 » est plein, et l'ancien Palais lui-même éclate devant l'accroissement des services. Tous les combles, tous les sous-sols sont maintenant utilisés.

Heureusement, la majorité socialiste du bureau de l'Assemblée a tout prévu. A la fin de 1983, elle a acheté, pour 113 millions de francs, un immeuble qu'abandonnait un organisme d'Etat au 233, boulevard Saint-Germain, à l'angle de la rue de l'Université, à une centaine de mètres du palais lui-même. Officiellement, il avait été annoncé, alors qu'il s'agissait d'offrir plus de places aux services administratifs. Ceux-ci hésitent à quitter leurs bureaux inconfortables, mais au centre de l'institution, un seul étage sur huit est actuellement occupé. Directement ou indirectement les nouveaux députés en profiteront.

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Les possesseurs d'un plan ou d'un compte d'épargne-logement pourront utiliser pour leur résidence secondaire

L'Assemblée nationale a adopté le mercredi 3 avril le projet de loi qui traduit en termes législatifs le plan gouvernemental de relance de l'activité du bâtiment et des travaux publics mis au point par le conseil des ministres du 23 janvier. Socialistes et communistes ont voté pour, RPR et UDF n'ont pas pris part au vote.

Ce texte qui révisait les conditions d'aide au logement contient deux dispositions : le relèvement du plafond de la réduction d'impôt dont bénéficient les ménages qui accèdent à la propriété en empruntant ; elle passera — à partir du 1^{er} janvier 1985 — de 9 000 francs à 12 000 francs, l'ajout par personne à charge passant lui de 1 500 francs à 2 000 francs. De même, le montant des travaux d'économie d'énergie ouvrant droit à déduction fiscale passe de 8 000 francs à 12 000 francs, plus, là encore, 2 000 francs par personne à charge. Deuxième volet du projet : les titulaires d'un plan ou d'un compte d'épargne logement (ils sont plus de dix millions) qui n'utilisent pas les sommes ainsi épargnées pour le financement d'une résidence principale, pourront le faire pour la construction d'une résidence secondaire et, après un amendement du gouvernement adopté par les députés, pour des travaux d'amélioration de celle-ci.

En présentant le projet de loi, M. Paul Quilès, ministre de l'urbanisme, du logement et des transports, a rappelé qu'il se plaçait dans le cadre de la volonté gouvernementale de relancer l'activité du bâtiment et des travaux publics, et que pour aller vite le décret d'application...

tion de ce texte serait « soumis au Conseil d'Etat dès la publication de la loi et signé aussitôt ».

Tous les orateurs ont souligné la nécessité d'une relance de cette activité. Mais pour M. Georges Tranchesi (RPR Hauts-de-Seine), le bâtiment est « un grand secteur du socialisme » du fait de toutes les mesures prises depuis mai 1981 ; il pense donc que le « traitement à doses homéopathiques n'est pas de nature à entraîner la guérison ». Pour son groupe, le projet gouvernemental n'est que « démagogique ».

M. Pascal Clément (UDF Loire), s'il convient que les objectifs gouvernementaux soient « louables », pense que les mesures annoncées seront insuffisantes pour « faire remonter le niveau de l'épargne et redonner au pays le goût d'investir ». M. Edmond Alphandery (UDF Maine-et-Loire) a été plus loin dans la critique, jugeant que « le mécanisme de l'épargne-logement ne va pas sans risques pour l'Etat et les établissements de crédits » et affirmant : « beaucoup de Français préféreraient payer moins d'impôts quitte à assurer intégralement l'entretien de leur résidence secondaire ».

M. Paul Mercieca (PC Val-de-Marne) s'est livré à une critique globale de la politique du logement menée depuis 1981, s'étonnant que l'on facilite les résidences secondaires « alors que des millions de nos concitoyens ont du mal à se loger ». Si son groupe a voté le projet, il a regretté que le gouvernement « ne cesse de passer à côté de l'essentiel des choses ».

Th. B.

meille des bureaux des commissions, il a annoncé que sa charge de travail ne lui permettrait plus d'assurer cette présidence. C'est M. Paul Chomay, député communiste de la Loire, qui a été élu pour lui succéder. Il n'y a eu aucun autre changement dans les présidences des cinq autres commissions permanentes de l'Assemblée nationale.

Les réactions au changement de mode de scrutin

● M. Debré : M. Mitterrand est un homme de la IV^e. — M. Michel Debré a affirmé, le jeudi 4 avril, que « la V^e République a été bâtie pour éviter et l'instabilité de la III^e et l'instabilité de la IV^e (...). Donner l'exemple de la III^e et de la IV^e, pour expliquer que « la cause de la stabilité ou de l'instabilité politiques en France ne dépend pas directement du mode de scrutin », comme l'a fait jeudi le président de la République à Périgueux, c'est méconnaître ce qui a été fait en 1958, et qui a été réussi depuis vingt-cinq ans (...). Peu importe que l'on prenne un système de la III^e ou de la IV^e République, ce qui compte, c'est qu'on brise le V^e, et c'est cela la grande culpabilité présidentielle. M. Mitterrand est totalement un homme de la IV^e République ».

● M. Baudis : faire l'économie de ce débat. — M. Dominique Baudis, maire de Toulouse, a estimé, jeudi 4 avril, qu'il était ouvert « un débat inutile qui n'intéressait personne et dont on aurait pu faire l'économie (...). On perd du temps sur des problèmes qui n'ont aucun intérêt. Les Français seraient beaucoup plus intéressés par les résultats de la lutte contre le chômage ».

● L'UJF : résistance. — L'Union des jeunes pour le progrès (UJF-Jeunes gaullistes) affirme qu'« avant d'imposer la représentation proportionnelle les socialistes devront (...) s'entendre à la résistance de tous ceux qui, fidèles à la pensée du général de Gaulle, rappelleront au président de la République qu'il est le garant des institutions et non leur fossoyeur ».

● Les Jeunes radicaux de gauche : déclaration de guerre. — Le Mouvement des jeunes radicaux de gauche considère que ce projet est « une véritable déclaration de guerre » ; il demande au Parlement d'amender ce texte, « afin de rétablir la vraie nature de la proportionnelle : justice et pluralisme ». Pour lui, par le choix de ce mode de scrutin, « le PS tente de s'opposer à l'émergence d'une centre gauche autour du MRG ».

● M. Chaban-Delmas : contraire à la stabilité gouvernementale. — M. Jacques Chaban-Delmas a affirmé, jeudi 4 avril, que « le retour au scrutin proportionnel appliqué de 1946 à 1958, sous la IV^e République, risque fort de produire les mêmes effets qu'à cette époque [qui] sont contraires à la stabilité gouvernementale si nécessaire à tout pays ».

مجلس الأمة

M. Rocard s'explique

Mais après le scrutin, en revanche, sans que l'électeur ait pu en expri-

MICHEL ROCARD.

(1) Denys l'Ancien, tyran de Syracuse (IV^e siècle avant J.-C.), se livra un jour à une expérience pédagogique sur la personne de Damoclès, son courtisan. Afin de lui démontrer que l'exercice du pouvoir n'est pas le bonheur parfait. Il suspendit une épée, par un crin de cheval, au-dessus de la tête de Damoclès (NDLR).

AU SÉNAT

La propriété intellectuelle en matière de son et d'image

Entre la protection et le libéralisme

Vingt-cinq ans pour les logiciels ?

Protection, selon M. Lang et les sénateurs socialistes, ne signifie pas pour autant accroissement de l'intervention de l'Etat dans les affaires des producteurs et des auteurs, mais, au contraire, la recherche du compromis par la négociation entre les parties.

— **Copies privées** : la composition de la commission chargée de rétablir la taxe sur les cassettes vierges (vidéo et audio) n'est pas modifiée. Cependant, le Sénat a préféré qu'elle soit présidée par « une per-

peenne de France... L'Union vient de se constituer sous l'égide de l'Union européenne de France » vient de se constituer sous l'égide de l'Union européenne internationale, que préside M. Maurice Dufron, de l'Académie française, ancien ministre, et Otto de Habsbourg, depuis à l'Assemblée européenne. Cette section française, qui entend promouvoir une « Europe européenne », est présidée par M. Jean Matteoli, ancien ministre, conseiller de Paris et le secrétaire général est M. Laurent Perrenon, président des Jeunes paneuropéens.

Le Stage : 181, rue de la Pompe, 179, 179, 179.

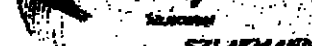
NOUVEAU MINISTRE DE L'AGRICULTURE

M. Henri Nallet : un conseiller apprécié du président

M. Nallet présente en public l'image d'un personnage froid et raide, souriant peu, une allure hiératique que dément quelque peu une robuste moustache. Parlant peu, écoutant beaucoup les innombrables visiteurs professionnels, agricoles et industriels, il est depuis presque quatre ans au centre de toutes les confidences. La choix sera certainement apprécié par ceux de ses interlocuteurs qui se plaisent à voir en lui un homme débarrassé, pour autant qu'ils s'attendaient à rencontrer ce

Le milieu agricole n'a pas été surpris ni choqué de cette décision mais sa réaction reste prudente. Très ennuyés par le départ de M. Michel Rocard en pleine négociation européenne, les professionnels se sont montrés soulagés par le choix de M. Nallet, qu'ils considèrent comme un bon technicien. Pour M. François Guillaume, le président de la FNSEA, « M. Nallet a plusieurs atouts : il a l'oreille du président, il connaît le monde agricole et il a déjà un salaire de la

FNSEA et de l'INRA. Mais il est maintenant au pied du mur et nous le jugerons sur les décisions prises », a-t-il ajouté. M. Michel Teyssedou, président du CNJA, le considère comme « un homme sérieux avec lequel on doit pouvoir travailler ». Du côté des syndicats minoritaires, les travailleurs paysans voient dans cette nomination « un intérêt peut-être accru, dans l'avenir, de la présidence de la République pour les questions agricoles », et ils ajoutent : « De toute façon, M. Mallet n'aura pas besoin de période d'essai ».



recherche agronomique) au département d'économie et de sociologie rurales.

se consacrer à l'étude de la coopération agricole et de la place du syndicalisme dans la politique agricole. Les thèses de l'équipe de chercheurs qu'il dirige alors (avec Yves Tavernier, Michel Gervais, Claude Servatius) inspireront les nombreux courants de la gauche paysanne. En juillet 1981, enfin, Henri Nallet devient conseiller technique au secrétaire général de l'Elvée.

Les réactions

■ M. Michel Sapin, député PS
 (à gauche) : « Indigne : la proposition
 d'initiative n'est pas la même que
 celle de la loi. Les députés socialistes
 ne peuvent pas le Parti socialiste et
 pour l'avenir de la gauche »
M. Rocard a tiré les conséquences
 de son désaccord sur ce point. Les
 députés rocardiens sont d'abord
 membres du groupe socialiste, et la
 composition d'un tout autre groupe
 sous le sein de l'Assemblée nationale
 est nullement d'ordre du jour.
 C'est dans le cadre de ce groupe que
 nous mènerons le débat, et il est cer-
 tain qu'un certain nombre d'entre
 nous considéreront qu'il est du
 devoir d'un député, surtout d'un
 député membre d'un groupe, de
 discuter à propos d'un projet de loi
 comme celui qui nous sera
 soumis.

● M^{me} Yvette Roudy, ministre des droits de la femme : « Ça ne se dit pas. On n'abandonne pas le bœuf au milieu du gué. On est en train de remonter le pays. Choisir tel prétexte pour faire un coup, ça n'a pas à se faire. Ça n'a pas à se placer, ce n'est pas sérieux. Ses ambitions personnelles, on les connaît. Il est maintenant dans une position critique à l'intérieur de la gauche. » M^{me} Roudy est favorable au nouveau mode de scrutin, « car il est plus démocratique et permet d'avoir plus de femmes sur les listes électorales ».

● **M^{me} Huguette Bouchardeau**, ministre de l'environnement, membre du PSU : « Je suis totalement surprise par cette démission. Je suis

une amie de longue date de Michel Rocard, — il a été secrétaire général du PSU bien avant moi. Je ne pense pas que cela change quoi que ce soit à la politique gouvernementale en matière agricole. » A propos du nouveau mode de scrutin, M. Pons Bouchard — espère que le Parti socialiste au moment de la constitution des listes, pensera aux petits partis ».

● M. Jean-Claude Le Scornet, secrétaire national du PSU : « Je regrette que Mitterrand décide d'un mode de scrutin ; là, Rocard décide de quitter le gouvernement... Le PSU regrette que la vie politique d'un pays se réduise aux faits, dire et gestes de quelques personnalités... J'aurais aimé être président de la République ou ex-ministre de l'Agriculture. Cette caricature de la vie politique est la fille légitime des institutions de la Ve République... J'ai farouchement combattu par la gauche - Mitterrand et Rocard compris - aujourd'hui références de toute la classe politique, qu'il s'agit de défendre au mieux, de déconstruire personnellement... C'est l'aboutissement d'un certain mode de fonctionnement des organisations politiques - parti gôdillot du présidentielisme - d'un présidentielisme - dans le P.S.U. d'un présidentielisme - dans le P.S.U. d'un présidentielisme - dans le P.S.U. d'un présidentielisme... »

● **M. François-Poncet** : l'esquisse d'un rassemblement. — M. Jean François-Poncet, sénateur UDF, qualifie la démission de M. Michel Rocard d'acte courageux et l'ex-

pose à la vindicte de l'Elysée (...). Avec la prise de position de M. Rocard, s'esquisse le rassemblement de ceux qui placent l'intérêt de la France au-dessus des calculs personnels (...). Il est possible que ceci permette de déjouer la manœuvre que le président de la République et son entourage ont engagée contre la France ».

© M. Roussot : crise de régime.
M. André Roussot, président du Parti radical, a déclaré : « Après la rupture de l'union de la gauche, en juillet 1984, la démission de M. Rocard marqua l'éclatement du socialisme d'Epitaph et de Valéry. Le stratège personnel de François Mitterrand, habile mais déçu par les Français, va devoir à nouveau jongler avec l'oligarchie des courants socialisés. Face à cette crise de régime qui est imminente pour notre pays, l'opposition républicaine et radicale, quant à elle, va redoubler ses efforts et son union. »

O. FADEL
EXPORTE EN ALGÉRIE
 pièces détachées, véhicules
 et machines industrielles
 - DÉCODEURS T.V.
 - MOTOCYCLETTES
 - TRACTEURS
 - FRIGO
Études de marchés
pour licences d'import
 152, rue de Tolbiac - 75013 PARIS
 Tél. : 528.35-44 - 588-24-53
 Télex : 462251

(Publicité)

DEGREMONT

N° 1 MONDIAL DU TRAITEMENT DE L'EAU

Les représentants

CGC, CFDT, CGT

au Comité central d'entreprise

s'adressent à : M. FABIUS

M. DELEBARRE

M^{me} CRESSON
M^{me} BOUCHARD

M. BOSCHARD

Le personnel de la société DEGREMONT (filiale de la Lyonnaise des Eaux), composé d'un tiers d'ingénieurs et cadres moyens et supérieurs, d'un tiers de secrétaires et employés, d'un tiers de dessinateurs et techniciens, s'est, lors d'un vote à bulletins secrets, prononcé de la façon suivante sur l'avenir de son entreprise :

- 67 % choisissent le plan de développement présenté par la CEE ;
- 7 % préfèrent le plan de redressement présenté par la direction.

Aujourd'hui, nous lançons un appel solennel à la puissance publique afin qu'elle refuse de suivre la direction DEGREMONT, dont l'ambition se limite à faire perdre à la France la place de leader de l'ingénierie de l'eau.

... nous invitons le ministre du travail à ne pas choisir la minorité contre la majorité, nous ne comprenons pas qu'il soutienne des directeurs dont une très forte majorité du personnel demande la démission.

LE CCE DE GREMONT.

SOUSCRIPTIONS DE SOUTIEN A ADRESSER AU COMITÉ CENTRAL D'ENTREPRISE DEGREMONT
183, avenue du 18-Juin-1940, 92500 RUEIL-MALMAISON

LE P



CHAGALL

*L'hommage de M^e Maurice Rheims
et des plus grands photographes au peintre
de l'enfance éternelle*

FLORENCE GOULD

*Jean Cau raconte la vie
fastueuse de la plus extravagante mécène et
collectionneuse du siècle*

CHINE LA DISCO-REVOLUTION

*Paris Match a vu la jeunesse
chinoise larguer Mao pour Michaël Jackson. Un
grand reportage de Pierre Hurel*

OCKRENT

*Pourquoi la Reine Christine
abdique. Une interview de Catherine Nay*

AFFAIRE GREGORY

*La fin tragique de Laroche. Jean Ker
raconte la nuit d'épouvante où Jean-Marie Villemin
avait déjà failli tuer son cousin... Jean-Michel Caradec'h
a vécu le drame en direct*

PARIS
MATCH

LE POIDS DES MOTS, LE CHOC DES PHOTOS

مكتبة امين، لا محل

société

ÉDUCATION

Deux syndicats de l'enseignement privé réclament une parité des droits avec le secteur public

Les congrès des deux syndicats de l'enseignement privé qui s'étaient ouverts à la fin de l'année dernière se sont achevés jeudi 4 avril dans une discrétion d'après-quelque-soir.

A Grenoble, le chanoine Paul Guibert, secrétaire général de l'enseignement catholique, a lui-même qualifié de « serene » les rapports actuels de l'école privée avec l'Etat lors de son intervention devant les militants de la Fédération des syndicats professionnels de l'enseignement libre catholique (SPELC). Mais le Père Guibert s'est inquiété des conditions de la prochaine rentrée scolaire, marquée, selon lui, par une pénurie de postes. Le SPELC se veut la « force tranquille de l'enseignement catholique » et prône, depuis 1982, une « troisième voie » — médiane — entre l'immobilisme et l'intégration pure et simple. Son secrétaire général, M. Alfred Mortel, tout en constatant que « la paix scolaire est bien en marche », a appelé les adhérents à rester vigilants pour réclamer une parité totale de l'aide publique entre le secteur public et les établissements privés sous contrat.

« Il faut que M. Chevènement aille jusqu'au bout et ne marginalise pas dans les faits l'éducation privée par des restrictions de crédits et de droits différents », a-t-il déclaré.

Saluant la volonté du ministre d'« accentuer les valeurs fondamentales » de l'école, M. Mortel s'est déclaré étonné d'observer que la liberté d'innovation pédagogique des enseignants.

A Toulouse, les responsables du Syndicat national de l'enseignement

chrétien (SNEC-CFTC), première organisation de l'école privée, ont tenu un discours plus mesuré, respectant notamment le SPELC de « collaboration avec le pouvoir ». La résolution finale de leur congrès accuse les nouveaux textes de M. Chevènement de « gâcher l'évolution des écoles libres », de les « empêcher progressivement » et de « mettre en péril leur avenir ». Une défiance est perceptible dans le discours du président réélu du SNEC, M. Claude Tardy, selon lequel « la liberté scolaire est sauvegardée grâce à l'intervention du Conseil constitutionnel, mais des risques subsistent avec les décrets d'application qui n'ont pas encore été publiés ».

Pour ce syndicat, qui revendique trente mille adhérents parmi tous les personnels des établissements chrétiens de l'Etat, le « socialisme » demeure le « loup-garou suspect de vouloir rogner les libertés des enseignants du privé sous contrat par le biais des commissions académiques de concertation ». Soutiens des institutions, le SNEC a déclaré : « Les dispositions intégrationnistes, cherchées par la porte de l'Elysée, ne doivent pas rentrer par les fenêtres de la rue de Grenelle, et l'armistice législatif ne doit pas être contredit par des conditions trop restrictives ».

Contre la limitation de postes et de crédits de formation, le SNEC, qui dénonce un « combat légitime et souterrain », réclame lui aussi les mêmes droits pour le privé que pour le public.

BIBLIOGRAPHIE

UN « LIVRE-PROGRAMME » DE L'ANCIEN PRÉSIDENT DAUPHINOIS

Gérer l'université comme une entreprise

Le 9 octobre dernier, M. Henri Tézénas du Montcel démissionnait de sa fonction de président de l'université de Paris-Dauphine, pour protester contre la loi sur l'enseignement supérieur de M. Savary. L'événement fit, en son temps, quelque bruit : Dauphine, créée en 1968 par M. Edgar Faure, garde l'image d'une université « pionnière » et s'est acquise, en dix-sept ans, une solide réputation dans l'enseignement de la gestion, jusqu'ici réservée aux grandes écoles.

Six mois plus tard, le président démissionnaire publie un « livre-programme » où, à partir de son expérience personnelle, il brosse un tableau au vitriol de l'état actuel de l'université française qu'il juge « moribonde » et propose les remèdes susceptibles, selon lui, de la guérir. Centralisme déformant, irresponsabilité généralisée, corporatisme, inertie... On comprend parfaitement, à la lire, la rage que peut ressentir un responsable soucieux de bien faire son travail devant les jonctions contradictoires de l'administration, la complication courtoise des règlements, la manie réformatrice des gouvernements, le conservatisme réticent des enseignants, les interventions intempestives des spécialistes du « piston »... « L'université, écrit-il, paraît accepter de s'autodétruire, n'ayant plus le courage ni la discipline de s'auto-gérer. » Heureusement qu'il y a les étudiants pour apporter un peu de fraîcheur dans ce monde sclérosé...

Liberté d'initiative

Et pourtant Henri Tézénas du Montcel n'est pas de ces universitaires désenchantés qui se retirent sous leur tente ou pensent que le seul à ne peut venir que de la privatisation de l'enseignement. « Il y croit encore » et pense que l'université peut être sauvée pour peu qu'on lui en laisse la chance. Or cette chance, il le dit clairement, elle est dans la liberté : liberté de gérer son budget, de sélectionner ses étudiants, de fixer ses ressources (en particulier le montant des droits de scolarité), de définir son organisation interne, ses

formations et ses diplômes, de négocier avec le personnel la nature de ses prestations et le montant de ses rémunérations... Il plaide pour la diversité des établissements, chacun devant avoir la latitude d'élaborer une politique et d'organiser les moyens dont il dispose en fonction de ses objectifs. Il souhaite que les relations avec l'Etat soient contractuelles : l'administration assurerait aux établissements des ressources stables et ceux-ci seraient jugés, au bout d'un certain temps, sur la qualité de leur production. L'importance de l'aide de l'Etat serait proportionnelle aux résultats obtenus concernant le niveau de la formation et de la recherche, l'aptitude à innover, la santé financière de l'établissement. Il s'agit de traiter les universités comme des entreprises responsables et soumises à des critères objectifs d'évaluation.

Ces propos de « manager » peuvent étonner sous la plume d'un universitaire. Ils expriment pourtant l'état d'esprit d'une nouvelle génération de responsables qui supportent difficilement d'être mal armés pour adapter leurs enseignements à l'évolution des techniques et du marché de l'emploi et sont soucieux de mener à son terme la logique de l'autonomie affirmée par la loi Edgar Faure de 1968, mais restée en partie lettre morte faute de moyens financiers et institutionnels.

L'ex-président de Dauphine vient de recevoir un renfort de poids avec le rapport des professeurs du Collège de France, dont les propositions rejoignent en grande partie les siennes (le Monde des 28 et 29 mars). Un mouvement de fond se dessine parmi les universitaires, que les responsables ministériels — MM. Chevènement et Schwartzberg — à en juger par des déclarations et des initiatives récentes, semblent suivre avec intérêt. Le débat ne fait que commencer. Il est capital pour l'avenir des universités françaises.

FREDERIC GAUSSEN.

* L'UNIVERSITE : PEUT MIEUX FAIRE, de Henri Tézénas du Montcel, Seuil, 184 pages, 75 francs.

différent.

A l'Ecole Américaine au Tésou ou en Angleterre.

Suisse • Quatre semaines de cours intensifs en anglais, français, allemand ou italien. Pour les jeunes entre 12 et 18 ans. En juillet ou en août.
• Châteaux des Enfers pour les plus jeunes de 6 à 12 ans. Colonie de vacances internationale pour les enfants. Quatre semaines de cours pour les enfants en anglais ou en français. En juillet ou en août.
Demande prospectus par écrit à : THE AMERICAN SCHOOL IN SWITZERLAND, CH-2000 Montreux-Les-Bains, Suisse. Tél. (091) 84 64 71, tél. 75 37 37.

Angleterre • Quatre semaines de cours intensifs en anglais pour les jeunes entre 12 et 18 ans. En juillet ou en août.
En Suisse comme en Angleterre, activités sportives, musique, théâtre, ateliers artistiques, etc.

THE AMERICAN SCHOOL IN SWITZERLAND, CH-2000 Montreux-Les-Bains, Suisse. Tél. (091) 84 64 71, tél. 75 37 37.

The American School in Switzerland

Climat tendu à Miramas

avant la manifestation de SOS-Racisme

De notre correspondant régional

Miramas. — SOS-Racisme a répondu, le jeudi 4 avril, au cours d'une conférence de presse à Miramas, au maire de la commune, M. Georges Thorand (PC), qui avait désapprouvé, la veille, la nouvelle manifestation prévue par l'association le samedi 6 avril pour protester contre l'assassinat d'un jeune algérien : « Il y a ceux qui parlent de la lutte contre le racisme et ceux qui agissent », a déclaré l'un des responsables nationaux de SOS-Racisme, M. Michel Dray. Le maire de Miramas peut être rangé dans la première catégorie. Il est clair qu'il veut tourner la page le plus rapidement possible. Nous pensons, nous, que l'affaire ne doit pas être éteinte.

De son côté, la fédération socialiste des Bouches-du-Rhône a invité

ses adhérents à participer à la manifestation de samedi. Le maire de Miramas avait déclaré : « ne pas comprendre » l'opportunité de cette manifestation « qui pourrait exacerber les passions au lieu de les apaiser ».

Le climat reste tendu à Miramas. A la suite d'une alerte à la bombe, le maire a été évacué dans la matinée de jeudi. Un correspondant anonyme a, d'autre part, téléphoné en début d'après-midi pour annoncer « qu'il y aurait des morts samedi ». Enfin, des militants communistes qui distribuaient un appel au calme du maire ont été pris à partie sur le marché de Miramas par plusieurs personnes se réclamant, semble-t-il, du Front national.

G. P.

« ON NE RETIENT PERSONNE »

Répondant à la petite main de SOS-Racisme (« Touche pas à mon pote »), le Front national avait fait imprimer, ces dernières semaines, son propre badge : « Touche pas à mon peuple ». Il va bientôt disparaître, selon le journal Présent, une nouvelle campagne, sous forme d'affiches et d'auto-collects, avec un pied sur lequel sera écrit : « On ne retient personne » ou « Racisme satisfait, débarras ».

« La symbolique de ce pied ? Ce que vous voulez, explique le journal d'extrême droite. Une réponse à la question : « Touche pas à mon peuple ». SOS-Racisme. Un pied-sec. Un pied de nez. On... Mais nous laissons cela — et cet usage — à votre libre imagination ».

Le journal « Présent » poursuit pour provocation à la haine raciale

Le procureur de la République de Paris, M. Michel Jol, a annoncé, jeudi 4 avril, dans un communiqué, qu'il avait ouvert une information judiciaire pour « provocation à la discrimination et à la haine raciale », concernant un article publié dans le journal Présent daté 1^{er} avril (le Monde du 4 avril).

Sous le titre « La France aux Français », l'article signé François Brigneau exhortait à la qualité de français différentes catégories de personnes du fait de leur race ou de leur religion. De tels écrits constituent un délit réprimé par l'article 24 de la loi du 29 juillet 1981 qui punit d'emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 2 000 à 300 000 francs, ou de l'une de ces deux peines seulement, « ceux qui auront provoqué à la discrimination, à la haine ou à la violence à l'égard d'un groupe de personnes en raison de leur appartenance ou de leur non-appartenance à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminées ».

Le dossier a été confié à M^{me} Claudine Le Chanu-Forkel, juge d'instruction.

• Les ambassadeurs arabes à Paris l'interrogent du racisme. — Les ambassadeurs des pays arabes accrédités à Paris ont demandé, jeudi 4 avril, « aux autorités françaises complètes de prendre les mesures nécessaires pour assurer la dignité et la sécurité physique, morale et matérielle des ressortissants étrangers installés en France, et notamment ceux appartenant à la communauté la plus touchée, à savoir la communauté arabe ». Les diplomates arabes, qui ont examiné la poussée raciste sous toutes ses formes qui prévaut actuellement en France (...), déplorent « le discours politique d'essence raciste qui est à l'origine de la propagation de ce fléau et qui peut avoir dans l'avenir des conséquences néfastes sur l'ensemble des relations franco-arabes ».

L'AVIATION DE COMBAT MODERNE

Doug Richardson

L'avion de combat moderne représente une des machines les plus sophistiquées de notre fin de siècle. Les progrès de l'aéronautique, de la technique de vol et de bien d'autres sciences s'allient pour donner naissance à un produit fini d'une valeur souvent supérieure au poids en or de l'appareil ! Aviation moderne = technologie de pointe. Il n'est donc pas étonnant que les Etats-Unis soient à l'origine de la plupart des innovations dans ce domaine, mais les Soviétiques et les Européens, même s'ils sont moins prolifiques, ont des arguments à faire valoir dans la course à la réalisation de l'avion de l'an 2000.

Depuis la guerre du Vietnam, les hélicoptères sont eux aussi devenus des appareils de combat à part entière. La France en est le deuxième producteur mondial, et le Super-Puma de l'Industrie aéronautique est d'ores et déjà capable d'apporter et de tirer des missiles Exocet.

Dans l'Aviation de combat moderne, ce sont les 180 avions et hélicoptères actuellement utilisés dans le monde qui se trouvent décrits à la suite d'une fiche technique complète (type - caractéristiques - vitesse maximale - plafond pratique - autonomie - armement - moteurs) dans leur évolution, leurs atouts et leurs points faibles, illustrés sous forme de 500 photos et profils en couleurs et de 300 plans et schémas de détail. PRD 135 F

ÉDITIONS SOLAR

DÉFENSE

Les deux tiers des jeunes Français sont favorables aux ventes d'armes

Mai 1968 est bel et bien enterré. Époque et crise obligent, les vieilles idéologies sont jetées aux ordes. C'est du moins le sentiment des responsables du magazine l'Étudiant, qui publie, dans le numéro d'avril, les résultats d'un sondage sur les jeunes et l'armée où il apparaît que 67,8 % des jeunes de quinze à vingt-cinq ans interrogés sont favorables à l'arme nucléaire, 64 % pensent que la France doit continuer à exporter des armes et 69,3 % traitent les pacifistes de « naïfs ».

L'Étudiant, en collaboration avec le Point, a fait sonder par EPSI (Junior-entreprise de l'École nationale de la statistique et de l'administration économique) 933 lycéens et étudiants de quinze à vingt-cinq ans, entre le 3 et le 11 janvier 1985.

Apparemment, l'armée n'a pas si mauvaise presse parmi ces jeunes. Son image est plus « moyenne » (48 %) que « mauvaise » (37,9 %), sans pour autant être vraiment « bonne » (13 %). Les jeunes préfèrent un service national « à la carte », civil ou militaire, au choix

(42,2 %), au service actuel (27,3 %) ou à l'éventualité d'une armée de métier (28,9 %). Ils sont 35 % à réclamer sa suppression. Appelés sous les drapeaux, ils sont 43,9 % à demander à exercer des responsabilités et à devenir officier, et ils sont 55,9 % à estimer que, durant son service national on apprend « des choses pratiques ». Les jeunes n'hésiteraient pas à faire carrière dans l'armée si on leur proposait un emploi qualifié et bien rémunéré (49,7 %). Les jeunes Français interrogés refusent les pacifistes : ce sont des « idéologies déconnectées » (50,3 %), des « naïfs » (19 %) et ils ne sont que 28,6 % à les trouver « réalistes ».

Ce sondage de l'Étudiant et du Point rejoint des conclusions d'une enquête du ministère de la Défense, avec l'aide d'un conseil en communication, qui faisait apparaître que les jeunes au âge d'être conscrits demandaient à l'armée de la rigueur, voire de la discipline (le Monde du 7 mars 1985).

LE PROJET D'AVION EUROPÉEN

British Aerospace n'acceptera pas la « domination » de Dassault-Bréguet

Londres (AFP). — La Grande-Bretagne doit « prendre sa propre initiative » plutôt que d'accepter la domination du projet d'avion de combat européen (ACE) par l'un des partenaires, a déclaré le président de British Aerospace, Sir Austin Pearce, dans le rapport annuel de la compagnie aéronautique britannique.

La société française Dassault-Bréguet revendique pour l'industrie française une participation de 46 % à ce programme, dont le ministre de la Défense britannique, M. Michael Heseltine, a discuté cette semaine à Paris avec son homologue français (le Monde des 3 et 4 avril).

Dans son rapport, Sir Austin souligne que « la décision relative à l'ACE déterminera l'avenir de la construction d'avions militaires tant en Grande-Bretagne que dans le reste de l'Europe pour de nombreuses années. Nous estimons que

la collaboration sur la base d'une vraie association est la bonne voie à suivre, mais une prétendue association qui dominerait l'un des partenaires ne serait pas en réalité, à notre avis, une association et, dans ce cas, la Grande-Bretagne ferait mieux de prendre sa propre initiative ».

Les Britanniques souhaitent que la France, la Grande-Bretagne et la RFA participent chacun sur un pied d'égalité à 25 % du projet, l'Italie et l'Espagne contribuant respectivement à 15 % et 10 %.

RELIGION

Dans son dernier livre

LE CARDINAL SUENENS S'EN PREND AU « PSYCHOLOGISME »

Un jeune homme de quatre-vingts ans, avec des mains sèches et épaisses, qui n'a rien perdu de sa précision et de sa limpidité : tel est le cardinal Suenens, ancien archevêque de Malines-Bruxelles, de passage à Paris où il vient de présenter son dernier livre (1). Il est le seul des nombreux « modérateurs » de Vatican II en vie et pourrait jouer un rôle non négligeable face à la « restauration » à la mode dans l'Eglise romaine.

Dans l'immédiat, Mgr Suenens se dit préoccupé par les effets d'un « psychologisme », qui agit fort discrètement mais avec efficacité, notamment dans certains milieux de religieux et de religieux. Il ne s'agit pas, affirme-t-il, de dénigrer les apports de la psychologie humaine, mais de refuser de faire du « mot un absolu ».

Ce livre aurait besoin d'être décodé. Il s'agit d'une critique explicite de Carl Rogers, psychologue américain célèbre, qui fait de la conscience de soi le centre de la personnalité. Tout le monde ne saurait être convaincu par cette affirmation restrictive de l'auteur : « Pour qu'un chrétien explore son mot, valablement, il faut faire de la bonne psychologie, mais pour que cette entreprise psychologique soit bonne, un minimum de théologie ou simplement de foi reste indispensable et vital ».

• Jeudi saint au Vatican. — Jean-Paul II a symboliquement lavé les pieds, jeudi après-midi 4 avril, à douze prêtres âgés, avec lesquels il a concélébré la messe du Jeudi saint dans la basilique Saint-Pierre. Jean-de-Latran. « Ce geste, a-t-il commenté dans une homélie, rappelle que le Christ n'est pas venu dans le monde pour être servi mais pour servir. » Jeudi matin, le pape avait concélébré une messe dans la basilique Saint-Pierre de Rome avec dix cardinaux, cinquante évêques et mille prêtres, qui ont renouvelé leurs promesses sacerdotales. — (AFP.)

Se perfectionner, ou apprendre la langue est possible en suivant

LES COURS D'ANGLAIS

DE LA BBC

Cours avec explications en français

Documentation gratuite

ÉDITIONS DISQUES BBC

8, rue de Berli - 75008 Paris

سكزا من الأصل

culture

LA BIENNALE D'ARCHITECTURE A LA VILLETTE

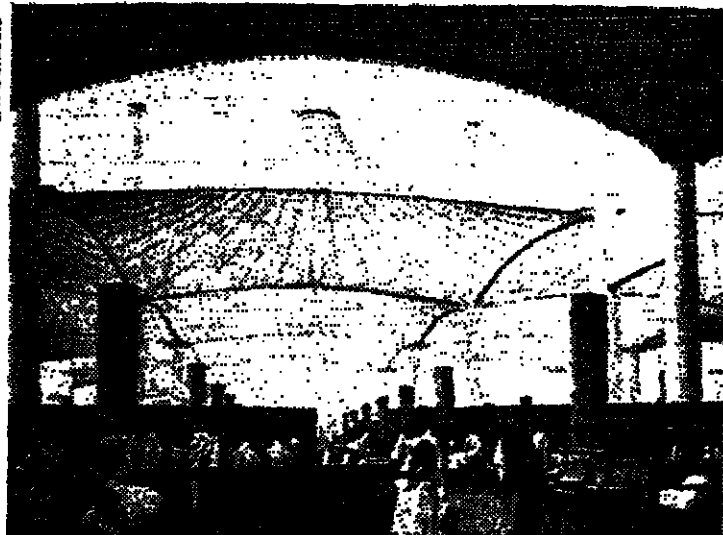
Ferrailles et bétons désinvoltes

La section architecture de la Biennale de Paris se tenait jusqu'à présent dans un lieu distinct des arts plastiques, comme, voici deux ans, aux Beaux-Arts. Faut-il de place, mais aussi parce que l'architecture, en dédaignant généralement pas se déplacer, obéit à des modes de présentation fort différents de la peinture, de la sculpture... On la voit bien sous la grande halle de La Villette : l'architecture, alignée dans une des nefs extérieures, est nettement séparée du reste. Qui a peur de qui ?

Il est vrai que la présentation choisie cette année éloigne autant qu'il se peut l'art de construire de l'art de peindre. Le dernier, immobile et silencieux, est agencé autour d'un thème unique : l'architecture. Elle se prête à être présentée dans un lieu distinct des arts plastiques, comme, voici deux ans, aux Beaux-Arts. Faut-il de place, mais aussi parce que l'architecture, en dédaignant généralement pas se déplacer, obéit à des modes de présentation fort différents de la peinture, de la sculpture... On la voit bien sous la grande halle de La Villette : l'architecture, alignée dans une des nefs extérieures, est nettement séparée du reste. Qui a peur de qui ?

Sous les grands écrans, des postes vidéo tentent eux aussi, à leur manière, de retrouver le volume, la continuité de l'espace. On y voit de sympathiques jeunes gens parcourant d'un bon pied les richesses de chaque bâtiment, avec cet air faussement dégoûté que prennent les comédiens novices dans les documentaires. Enfin, en face de cet appareillage lumineux, des panneaux de photographes ont coulé dans une image plus traditionnelle de l'architecture. Comme tout cela est « vu de l'intérieur », dans tous les sens du terme, on a demandé à deux photographes de confier, outre leurs impressions « photographiques », quelques mots vifs et bien sentis sur chaque construction. Le premier de ces photographes est Didi von Schadow, et l'on sent, à l'image comme à l'écrit, une personnalité attentive, riche de spontanéité. Le second, Daniel Laine, aurait peut-être dû s'en tenir à l'image et ainsi ne pas révéler un certain penchant pour les clichés en vogue. Il est vrai que Daniel Laine est reporter à l'Actuel et qu'il est forcément soucieux des modes et des passions du temps.

L'aéroport international de Djibouti



L'architecture passe-t-elle à travers tous ces filtres ? On bien subit-elle le sort de ces « immatériels », qui, au Centre Pompidou, ont bien du mal à se dégager d'une grande profusion de maître, de sons et de lumières : en jargon audiovisuel, on dirait que le *hardware* y étouffe le *software*. En fait, la Biennale d'architecture réussit son coup, grâce, précisément, à l'architecture. Car elle en donne un pourcentage honnête d'exemples saisissants et fait oublier quelques excès d'esprit (un tunnel pour piétons abusivement rapproché d'Hubert Robert et monté en épingle) et quelques excès d'éclectisme qui font de toute nouveauté baroque un principe de plaisir (une banque à Vienne).

Cinq paires d'années

Saisissantes quelquefois, mais pas souvent neuves : la Biennale n'est pas un répertoire des « dernières » architectures. La vitesse variable de la conception puis de la mise en œuvre, enfin du regard critique conduisant à mettre sur un pied d'égalité des bâtiments dont l'idée, les principes, ont plusieurs années d'écart. Les dates d'achèvement oscillent entre 1977 et 1985. Autant dire que cette biennale embrasse cinq paires d'années.

Cinq paires d'années, qui, si l'on en croit les choix généralement judicieux des sélectionneurs,

auraient souvent trouvé le meilleur d'eux-mêmes dans la haute technologie : contrairement à ce qu'on avait fait avec le Centre Pompidou ne se sont pas achevés avec le Centre Pompidou. Une inspiration plus ou moins originale, et qui montre en tout cas la patte de l'organisateur de cette Biennale, Jean Nouvel, est la fantaisie introduite dans toute cette technologie, le comportement dégingé, désinvolte que peuvent avoir ferrailles et bétons. On est loin, ici, des tendances néo-classiques dont un Boullée s'est fait l'apôtre.

A la Biennale d'architecture ont été rattachés deux wagons perdus de l'Institut français d'architecture, deux architectes qui (avec Cirjail) avaient été bien exposés rue de Tournon mais qui méritaient cette confrontation avec un plus large public : Portzamparc et Gaudin. De Gaudin, la maquette d'un escalier montre comment la plus statique des architectures peut engendrer de mouvements, de richesses inférieures. Autant que l'aéroport de Djibouti de la firme Skidmore Owings and Merrill, ou que le State Center de John et Murphy, à Chicago, pour prendre deux grands modèles américains de l'exposition, ou que les logements de Tadao Ando, au Japon.

FREDERIC EDELMANN.

* Le Monde Aujourd'hui daté 7 et 8 avril publie un ensemble d'articles et de photographies sur la Biennale d'architecture et quelques autres expositions d'architecture qu'on peut en ce moment voir à Paris.

VARIÉTÉS

LE PRINTEMPS DE BOURGES

Blues, rock et romantisme

Auteur, compositeur et interprète, Eric Fraszak s'est présenté il y a quelques années au Printemps de Bourges. Sa sensibilité, la générosité de sa musique, un style direct, spontané, avaient retenu l'attention. Il était de retour cette semaine au « Tremplin » du Festival.

Fraszak, qui a étudié au Centre de formation supérieure des variétés rue Ballu à Paris, a confirmé à Bourges ses aptitudes. Il a chanté une ballade bouleversante *21 janvier 1958*, date de l'arrivée en exil à Charleville de ses parents polonais. Tout le reste de son spectacle a été un dérapage continu par rapport à cette chanson. L'émotion et la mélodie ont cédé la place aux ficelles du métier, à des petits divertissements pas mal trouvés, mais sans âme. Juste avant Bourges, le chanteur a sans doute été mal conseillé. C'est d'autant plus navrant que Fraszak est une vraie personnalité, qu'il y a en lui une nécessité d'écrire, une urgence à chanter.

Ce n'est pas le cas de beaucoup, jeunes interprètes et groupes qui, au mieux, démontrent cette année qu'ils ont une certaine culture musicale : à Bourges, la référence au Velvet Underground est quasi quotidienne, comme aussi au blues. Et Paul Personne, après des années d'errance et d'obstination, a fait un triomphe en première partie du

spectacle de Diane Dufresne, qui a raconté, en français, son blues à lui. Dufresne elle-même, après l'échec de son spectacle « Rose » au Cirque d'Hiver de Paris, est repartie de zéro, avec une équipe de musiciens entièrement française. Elle s'est battue avec sa folie, son culot, sa superbe et elle a gagné avec d'anciens titres et des versions rock de *Fascination*, de *la Vie en rose*, de *Parles-moi d'amour*.

Autres succès : celui d'Etienne Daho, de son exploration des espaces intérieurs de Murray Head, celui d'Elliott Murphy enfin. Ce dernier, au fil des années, s'est forgé l'image d'un poète maudit du rock. Il est vrai que pour cet Américain né à Long-Island il y a trente-six ans et fasciné par l'Europe, les comparaisons ont été lourdes puisque des années 70 on a cité à son propos le Bob Dylan de la grande inspiration. Celui de *Blonde on Blonde*. Mais, incontestablement, avec son allure d'aristocrate égaré dans un autre monde, ses références à Scott Fitzgerald et à la « génération perdue », avec ses mélodies élégantes, Elliott Murphy offre une image actuellement en vogue dans la chanson (Etienne Daho) comme dans le rock (le groupe The Cocteau Twins) : celle d'un romantisme désinvolte et somptueux qui joue sur le charme et la sincérité, le rêve et la nostalgie.

CLAUDE FLEOUTER.

CINÉMA

« BLANCHE ET MARIE », de Jacques Renard

Les femmes sont plus résistantes

Les générations qui n'ont pas connu la guerre, ni l'Occupation, ni la Résistance, entendent souvent les aînés s'étonner. Ils l'ont vécu, bien sûr, puis ils s'en sont débarrassés, et si le cinéma et la télévision reviennent sans cesse sur cette époque-là, c'est à cause d'une présence tenace dans les esprits. Mais comment, eux, gens d'aujourd'hui, peuvent-ils avoir été ces gens d'hier, survivant de jour en jour au fil de l'angoisse ?

C'est à cette question que répond *Blanche et Marie*, et c'est ce qui fait son prix. Jacques Renard, le réalisateur, a quarante et un ans (1). On ne peut donc attendre de lui une recon-

struction du passé. C'est à une analyse qu'il s'est livré, en s'appuyant sur des témoignages recueillis dans le nord de la France, quand il tournait les *Mémoires de la mine* pour la télévision. Il s'est attaché uniquement aux femmes, dont les activités clandestines, pendant les années 40, n'avaient jamais fait le sujet d'un film. Il restitue la notion de destin, il montre comment l'événement détermine le courage.

Pourquoi sont-elles résistantes, Blanche et Marie ? Blanche s'acharne à voir son Victor de mari dévoué, et, très vite, l'exhorte à penser à sa famille, à leurs enfants. Mais elle veut partager, elle veut être à ses côtés. Et elle prendra le relais, quand le jour viendra. Marie est fine mouche, elle sait ce que traîne son coiffeur de père. Elle veut en être. Elle ne veut pas que la France soit « une colonie boche ». Elle a dix-sept ans, elle dit ça comme ça. Avec une emphase qui détonne, mais le film contient deux ou trois de ces phrases qui ont dû être réellement prononcées et qui ne sont pas forcément à mettre en relation avec les actes.

Les années basculent
Elles agissent, Blanche et Marie. Elles sont du bon côté, et s'en vont répétant qu'elles ne font rien de mal. Mieux vaut être à la première une gravité générale de qui a charge d'âmes. Et pourtant elle va, de sang-froid, abattre une femme dangereuse pour le réseau. Sandrine Bonnaire donne à la seconde son charme rieur, insouciant. Sous ses yeux, on raffe, on tue, ses amis, son père, toujours elle s'échappe, de plus en plus seule, intouchable et tout à coup menacée par un viol pire que le reste.

Il y a les détails, les fous rires entre voisines, les explosions dans le sillon de Marseille, le livre de beurre contre un médicament. Il y a l'ensemble, une façon rigoureuse d'y placer l'individu. De l'hiver 1941 à l'été 1944, les années passent et basculent. Au début, le danger est à peine un fantôme, puis l'ennemi se fait de plus en plus menaçant, envahissant. Une nuit, Blanche, enceinte, est emmenée. On torture sous ses yeux. Jusqu'à la Libération, liesse traversée d'amertume, Jacques Renard referme tous les pièges, construit tranquillement la genèse des dévouements, des martyres.

Un peu trop tranquillement, peut-être. A force d'éviter les points culminants traditionnels, où l'on voit les histoires d'amour aboutir, ou les drames et les joies éclater, le film dérape de temps en temps (rien de moins crédible que le retour de Blanche auprès de ses enfants). D'un autre côté, l'honnêteté, la qualité sont là : l'émotion du suspense s'arrête toujours au moment où elle risquerait de transformer le propos en alibi.

Quelques silhouettes de caractère peuplent le parcours des deux héroïnes : Maria Casarès, Marie-Hélène Dasté, Gérard Klein, Patrick Chesnais. Tous apportent à leur rôle l'humanité mais aussi l'intransigeance que le cinéaste a mises dans son œuvre.

CLAIRE DEVARIEUX.

* Voir les films nouveaux.

(1) *Blanche et Marie* est son deuxième film, après *Monsieur Albert*, en 1975.

Le jury du Festival de Cannes

Milos Forman, président du jury du 35^e Festival International de Cannes, sera entouré des personnalités suivantes : le scénariste et réalisateur Francis Veber (France), le romancier Jorge Amado (Brésil), le producteur Walter Mirisch (Etats-Unis), le critique de cinéma du *Matin* Michel Péres (France), le directeur de la rédaction du *Point* Claude Loubert (France), le chef opérateur Nestor Almendros (Espagne), l'acteur dramatique autrichien également organisateur de la Vennale (Festival de cinéma viennoise) Edwin Zbonek.

Le Bolchoï à Paris avec « l'Age d'or »

Le ballet du Bolchoï, qui n'était pas venu en France depuis 1977, viendra présenter *l'Age d'or* au cours d'une tournée prévue pour la saison prochaine. Son retour à Paris sera l'occasion de découvrir une nouvelle génération de danseurs dont certains sont remarquables, en particulier Irak Michakidze.

La partition, peu connue, de l'*Age d'or* date de 1930, avant que Chostakovich soit revenu aux normes officielles. Sur un thème manifestement - l'opposition entre la jeunesse sportive et une bourgeoisie décadente où se profile la mort du fascisme, - l'action se situe dans une boîte de nuit, repaire de truands à la manière de l'*Opéra de quat'sous*. La musique a inspiré au directeur de la danse Iouri Grigorovitch une chorégraphie où abondent les danses jazz, nerveuses, drôles, de beaux développements classiques et des pourcentages très « cinéma » dans un insouciant décor mobile de style « constructiviste ».

Le Bolchoï prépare aussi un ballet adapté du roman de Mikhaïl

Boulgakov, *Le Maître et Marguerite*. écrit entre 1928 et 1940, il n'avait été publié en URSS qu'en 1966, adapté de quatre-vingt pages (la version intégrale n'a été autorisée qu'en 1978). Le sujet s'inspire de l'histoire du thème de l'artiste condamné au camp avec le pouvoir politique. Une adaptation théâtrale mise en scène par Iouri Lioubimov avait été montée en 1977 au théâtre de la Taganka avec un succès considérable. Le ballet, qui, selon l'agence Tass, ne sera prêt que dans deux ans, associe Iouri Grigorovitch au compositeur polonais Krzysztof Penderecki.

On apprend enfin que l'étoile du Bolchoï Vassili Vassiliev, âgé de quarante-cinq ans, dirigera à partir de 1986 le corps de ballet de la Scala de Milan, en remplacement de l'actuelle directrice, Rosella Hightower, qui quittera son poste en juillet. Rappelons que Mata Pietschakala, âgée de soixante ans, dirige depuis deux ans le ballet de l'Opéra de Rome.

Colette en scène

Colette Willy (la grande Colette) entre dans sa loge. Un jour de mière passe par la fenêtre. Quand elle enfle son manteau devant la table de maquillage, il fait froid. C'est l'heure « *lucide et dangereuse* » où la comédienne se confie à son reflet, à cette « *consulter furée* » qui la regarde.

Colette se parle et se répond. Marie de femme qui luit et s'insurge : qui pleure sans verser de larmes sur ses amours qui ne veulent rien dire, qui ne peuvent guérir cette amertume causée par le départ de son premier mari, l'écrivain Henry Gauthier-Villars. Elle décrit également ce métier qu'elle a choisi et ses camarades qui doivent se résigner à ne « *rire qu'une heure par jour* ».

Tandis qu'elle parle, on entend des voix, des rires. Déjà les premiers artistes sont sur scène. Et

quand son tour arrive, Colette danse, drapée de mauve translucide, ou en déesse égyptienne. Tragédie muette, ses gestes sont lents, son corps lourd de sensibilité.

La mise en scène de Patrick Simon, qui a imaginé *Colette* dans une seule monologue écrit de ses œuvres, permet d'appréhender l'insatiable de l'artiste, derrière le rideau, restant son souffle, celui qui affronte le public et sa solitude quand s'éteignent les lumières. Mais surtout, Dominique Paquet, par son interprétation, nous fait découvrir Colette, femme courageuse, femme audacieuse, artiste de music-hall quittant bien après les autres le théâtre, ou bien où le café, quand la vie s'en mêle, se superpose à l'illusion.

Ca. B.
* Théâtre Les Déchargeurs, 19 heures.

Festival européen du film à Lille

Le Festival européen du film aura lieu cette année à Lille du 28 septembre au 6 octobre. Ce sera sa deuxième édition, la première ayant été lancée à Munich en juin 1984. Par la suite, le Festival aura lieu en alternance à Lille et en Allemagne.

Une soixantaine de longs métrages non exploités commercialement en France seront choisis pour la manifestation de 1985. Ils pourront cependant avoir déjà été présentés dans d'autres festivals internationaux. Une section sera consacrée au cinéma librique. Un prix de 20 000 ECU sera attribué pour encourager la diffusion des films dans la Communauté économique européenne. Un hommage est prévu à Rainer Werner Fassbinder. De même seront présentées des copies rares et restaurées des cinématheques européennes. C'est M. Pierre-Henri Deleau qui sera délégué général de ce Festival. - (Corresp.)

Concert
MARCH 9 et MARCH 10 AVRIL, à 20 h 30
André-Gilles DUCHEMIN
Nécessaire
MARIO DUCHEMIN, pianiste
Général de Musique, Scherzo, Polka, Pédagogie
CENTRE CULTUREL CANADIEN
8, rue de Constantin (75) - 55 1-55-73
Billets 100 francs - Entrée libre

PALAIS DES CONGRÈS
2-28 AVRIL 1985

EUROPE 1

ROMEO & JULIETTE

BALLET DE L'OPERA DE PARIS

CHOREGRAPHIE
MISE EN SCENE
RUDOLF NOUREEV
DECORS
EZIO FRIGERIO

SPECTACLES LUMBROSO et SPECTACLES A.L.A.P.

RENSEIGNEMENTS, LOCATION : 758.13.03

REFLETS BALZAC 13 h 45 - 15 h 30 - 20 h - OLYMPIC LUXEMBOURG - OLYMPIC ENTREPOT

OHRA et L.P.A. présentent

Le Baiser de Tosca

Casa Verdi

Un film de Daniel Schmid



مكتبة الأمل

COMMUNICATION

UN NOUVEAU JOURNAL EN MARTINIQUE

« Le Quotidien des Antilles » face à « France-Antilles »

Le voici donc. Annoncé depuis plusieurs mois, prévu pour le 1^{er} janvier, le bébé est né avec quelques semaines de retard (le 26 septembre 1984). Le *Quotidien des Antilles*, qui paraît depuis le 30 mars, fait face désormais à *France-Antilles*, du groupe Hersant, le quotidien local qui jouissait d'un quasi-monopole dans la presse quotidienne aux Antilles françaises depuis vingt ans. Une brève expérience, tentée fin 1982 par M. Roland Lacombe (*l'Echo des Antilles*), s'était soldée en quelques mois par un échec, faute de moyens suffisants et de professionnalisme.

L'APP SUR ORDINATEUR APPLE

D'ici la fin du mois, les dépêches de l'agence France-press seront consultables par les utilisateurs d'ordinateurs Apple, reliés entre eux par le réseau informatique « Calvados ». Ce réseau est l'un des plus importants en France.

« Calvados » permettra de consulter le titre des dépêches de l'AFP (service général et économique) au fur et à mesure de leur parution. Il permettra aussi d'appeler le texte intégral des informations correspondant à ces titres. A l'avenir, la recherche d'anciennes dépêches (parues au maximum quinze jours auparavant) sera également possible. Les tarifs du service qui, s'ouvrira à la fin de ce mois, ne sont pas encore fixés.

Créé par l'American College à Paris, « Calvados » est destiné aux quelques 150 000 possesseurs d'ordinateurs Apple en France. Il fournit déjà une trentaine de services (messagerie, informations boursières...). Une extension de la consultation de ce réseau à d'autres marques d'ordinateurs est prévue pour l'automne prochain.

Ce second quotidien, qui ne se situe pas « contre celui de M. Hersant mais sur le même terrain », aura-t-il plus de chance ? Le projet, issu de *l'Echo des Antilles* - il s'en est éloigné par la suite -, est financé par un publicitaire métropolitain, connu pour ses sympathies à gauche, M. Hubert Haddad. Le président de l'OFRES (Organisation française des relations extérieures et sociales, qui édite en France et en outre-mer trois cents publications, dont essentiellement des bulletins municipaux), directeur également de la Régie publicitaire de la radio et télévision de Polynésie, réfléchissait depuis longtemps à un « quotidien populaire » un peu plus ambitieux.

Le nouveau journal, format tabloïd, seize à vingt pages suivant les jours (1), fonctionne avec une équipe de soixante-quatre personnes, dont une quinzaine de journalistes. Dirigé par Patrick Froux, un ancien de *la Charente libre*, qui a le titre de gérant, Denis Lefèvre-Toussaint, ancien rédacteur en chef au *Parisien libéré* et rédacteur en chef adjoint de *Ca m'intéresse* (groupe Bertelsmann), comme directeur de la rédaction, et Richard Emica, un Martiniquais, comme rédacteur en chef, le *Quotidien des Antilles* entend être un projet professionnel, qui donne sur la vie locale « une information équilibrée ».

Le *Quotidien des Antilles* tire à dix mille exemplaires ; il associe financièrement métropolitains et Antillais : la société éditrice est détenue à 70 % par le groupe de M. Haddad et à 30 % par des investisseurs antillais. L'impression et l'expédition du journal sont confiées à une autre société, 51 % des parts appartenant à M. Haddad, 49 % à des intérêts locaux.

C. H.

(1) Il n'a compté que huit pages le deuxième jour, conséquence d'une panne de courant d'EDF.

LE DÉBAT SUR LES TÉLÉVISIONS PRIVÉES

Marée basse

chaînes publiques. Juste de quoi faire vivre un, à la limite deux réseaux nationaux appuyés sur des stations régionales, à la manière des réseaux américains.

Encore faut-il à ces nouvelles chaînes le temps de séduire les annonceurs, de gagner leur audience. Pour les plus réalistes, il faut se préparer à supporter sur quatre ans un déficit de 2,5 milliards de francs et le récupérer ensuite avec une marge bénéficiaire qui ne dépassera pas 5 % sur plusieurs années. Aucun groupe de communication français n'a les reins assez solides pour supporter à lui seul un tel défi. Il lui faudra pratiquer de larges alliances sans omettre au tour de table une régie publicitaire capable de prendre des risques calculés et d'entraîner avec elles des annonceurs. C'est la stratégie adoptée par la Sofrad, appuyée sur Europe 1 et Télé-Montecarlo, elle s'associe à Publicis, courtise la presse régionale et Hachette, cherche même un partenaire américain pour acquérir du savoir-faire.

Face à cette série d'atouts, les autres candidats font plus pâle figure. Certes RTL-télévision a plus d'expérience et dispose d'une régie, Information et Publicité liée au groupe Havas ; mais celui-ci est empiété dans Canal Plus, et la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (qui diffuse RTL) ne l'est pas moins dans les négociations sur le satellite de télévision directe. Le projet de M. Robert Hersant fait figure d'outsider, sans que l'on sache très bien faire le partage entre la réalité des investissements de la Société et un goût prononcé pour la provocation politique. Et les deux cent cinquante autres candidats qui ont sollicité l'autorisation d'émettre ? Si RATV (réseau autonome de télévision), TVL, NRJ, l'alliance UGC-Jacques Séguela-Libération ne semblent pas avoir renoncé, beaucoup songent aujourd'hui, à l'exemple de M. Bernard Tapie, à se recycler dans la production de programmes ou la prestation de services plutôt qu'à affronter les risques de l'exploitation d'une fréquence.

La guerre de tranchées

La situation s'étant clarifiée d'ailleurs, il est tentant de ne pas chercher plus loin la solution au problème posé le 16 janvier par M. François Mitterrand. La mission de M. Bredin a laissé du temps pour quelques grandes manœuvres. Le gagnant sera-t-il le plus rapide ? Ce serait trop vite oublier la montée parallèle des contraintes, la guerre de tranchées à laquelle se préparent tous ceux qui ne sont pas menacés par l'arrivée des télévisions privées.

Le cinéma, d'abord, qui brandissant l'épouvantail italien, défend ses

salles et son économie fragile. M. Laurent Fabius et M. Georges Fillion, secrétaire d'Etat chargé des techniques de la communication, se sont employés à rassurer la profession, affirmant par écrit que seraient respectés délais et grilles de programmation pratiqués sur les chaînes publiques. Mais le cinéma veut davantage : plus d'argent pour la diffusion des films sur le petit écran et une taxe sur les recettes publicitaires pour alimenter un fonds de soutien à la production. Voilà qui risque d'alourdir sensiblement les charges de la télévision privée.

Deuxième victime potentielle : la presse écrite, qui s'alarme avec raison. Dans une situation générale déjà difficile, la moindre amputation des ressources publicitaires mettrait en difficulté de nombreux titres, notamment parmi les quotidiens. Depuis quelques jours, les organisations professionnelles de la presse multiplient les mises en garde, demandant, en forme de compensation, la mainmise sur une chaîne du service public. Cette prétention pourrait faire sourire si la presse, en particulier les quotidiens régionaux, n'avait, dans le passé, réussi à peser sur les conditions de développement des radios locales et de la télématique.

Entrouvrir la porte

Il y a encore, au rang des inquiètes, les partenaires du câble. Non seulement les PTT, mais aussi les collectivités locales et les organismes financiers qui se sont engagés dans le plan adopté par le gouvernement en novembre 1982. Certes, télévisions hertziennes et réseaux câblés sont, à terme, complémentaires : les uns apportant des programmes aux autres. Mais en attendant l'offre de chaînes gratuites risque d'avoir sur les futurs abonnés du câble le même effet dévastateur que sur ceux de Canal Plus. Aussi réclame-t-on de ce côté-là que les futures stations ne soient données qu'à des sociétés d'économie mixte déjà engagées dans le câblage.

Enfin, dernière tranchée, celle du service public. Officiellement, c'est le silence. Mais les chaînes se préparent activement à la concurrence et ne veulent laisser échapper ni l'audience ni les recettes qui lui sont liées. N'y a-t-il pas depuis quelques années un défilonnement à peine déguisé des ressources publicitaires du service public, mouvement que certains croient voir s'accroître depuis quelques semaines ? Longtemps décriée, la télévision publique, aujourd'hui, impressionne. Avec son expérience, sa qualité, ses 85 % d'audience globale, elle constitue une rivale de poids pour des chaînes privées.

A tel point que certains voudraient l'éliminer purement et sim-

plement de la compétition. - A service public, ressources publiques, au secteur privé la publicité, entend-on répéter du côté de M. Raymond Barre, comme au Groupement des industries de la communication ou à l'Association des agences-conseils en publicité. Logique rétrograde mais dangereuse. Financé par la seule redevance, le service public a-t-il des chances d'éviter l'asphyxie ou la mutilation ? Certains envisagent de le réduire à une seule chaîne culturelle, les deux autres étant offertes au privé. Une façon un peu cavalière de résoudre du même coup le problème de la concurrence et celui de la manette en charge de la télévision privée.

De lignes de défense en revendications, de corporatisme en groupes de pression, le débat risque de dériver. Sur fond de paralysie générale, technocrates et politiques rêvent de reconstruire l'ensemble du système audiovisuel français. Moins de trois ans après la loi sur la communication audiovisuelle (29 juillet 1982), on veut réviser la réglementation, remettre en question les choix stratégiques. Les uns s'attaquent au monopole de la Société française de production, d'autres à celui de Télédiffusion de France.

A un an d'échéances électorales décisives, un tel phénomène n'est guère surprenant en France. Il n'est sans doute pas positif. Comment attirer des capitaux privés, passer d'un monopole public à un système d'économie mixte ou libérale si la surenchère politique s'ajoute périodiquement aux incertitudes technologiques pour multiplier les risques du marché ? Banquiers et financiers, qui commencent à prendre ce secteur au sérieux, retrouvent aujourd'hui leur prudence traditionnelle. Même nos partenaires étrangers, favorablement impressionnés par l'évolution rapide de la France en trois ans, ont du mal à comprendre nos convulsions du moment.

Pour sortir de l'impasse, M. Jean-Denis Bredin devra trouver une solution simple, limitée et pragmatique. Et le gouvernement devra faire vite pour lever les hypothèques et mettre fin aux spéculations. Un responsable de la commission fédérale des communications (FCC), sorte de Haute Autorité américaine, en visite à Paris ces derniers jours, s'étonnait que la France puisse espérer régler en trois mois le problème de la télévision privée qui donne lieu depuis trente ans aux Etats-Unis à une régulation minutieuse et continue. Et il donnait ce conseil : « Entrouvrez la porte, laissez faire vos entreprises et donnez-vous au moins six ans pour parfaire la réglementation ».

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

Nice étend son réseau de télédistribution par câble

De notre correspondant régional

Nice. - Nice va « vendre » sa télévision par câble. A l'avant-garde de télédistribution en France (*le Monde* daté 16-17 décembre 1984), la ville de Nice dispose d'un réseau de télévision câblé auquel trente mille foyers seront raccordables d'ici à la fin de l'année. Mais les Niciens sont-ils prêts à payer le prix des services offerts par ce réseau ? La réponse à cette question devrait être apportée par la campagne d'information et de promotion commerciale que va lancer, dans la deuxième quinzaine avril, la société concessionnaire Nice-Téléservices. Une opération dont les résultats intéressent les villes françaises qui ont déjà conclu un accord de câblage avec le ministère des PTT. Objectif : porter le nombre des abonnés de 2 300 actuellement à 5 000 fin 1985 et 12 000 ultérieurement, correspondant à un taux de pénétration de 40 % des foyers raccordables.

Pour recevoir chez eux la télévision par câble, les Niciens devront débours 83 F par mois. Le montant de l'abonnement comprend, d'une part, les frais de branchement et, d'autre part, la mise à disposition d'un sélecteur de programmes. Un dépôt de garantie de 350 F est exigé pour chaque raccordement. En contrepartie de quels services ?

Le réseau nicois distribue actuellement dix canaux de télévision (1) ainsi que Canal 40, la chaîne de la municipalité, qui diffuse deux fois par semaine un magazine local et, épisodiquement, des émissions concernant les grandes manifestations nicoises (carnaval, Festival du film italien, et, en mai prochain, l'inauguration du nouveau Palais des congrès, Acropolis). La municipalité et son opérateur ont, par ailleurs, engagé des négociations pour

être autorisés à diffuser les programmes « distants » de plusieurs chaînes étrangères, dont ceux de la BBC, de Canal Cinq (chaîne italienne de sports et de divertissements), RTL-Télévision, Music Box (chaîne de musique anglaise relayée par satellite) ou encore des chaînes traditionnelles allemande (ZDF) et belge (RTBF). Principal argument de « vente » souligné par M. Jacques Médéric, député (RPR) et maire de Nice : « Le câble, c'est la liberté ».

GUIY PORTE.

(1) TF 1, Antenne 2, FR3, TMC et TMC-Haute (Canal 35), RAI 1 et 2, TV 5, TV Fute (rediffusion deux fois par jour de l'émission principale diffusée la veille au soir sur FR 3) et Canal Plus (abonnement en sus).

LA HAUTE AUTORITÉ REGRETTE LE DÉPART DE CHRISTINE OCKRENT ET D'ALBERT DU ROY

La Haute Autorité de la communication audiovisuelle a officiellement exprimé, jeudi 4 avril, dans un communiqué, « ses regrets » associés à ceux de MM. Jean-Claude Hébert, PDG d'Antenne 2, et d'Albert Du Roy et Christine Ockrent aient quitté la chaîne. Confirmant avoir entendu mercredi M. Hébert, l'institution présidée par M. Michèle Cotta déclare que, si elle « n'est pas compétente en matière de déontologie individuelle des journalistes et d'organisation interne des services d'information, elle est garante du bon accomplissement des missions de service public des sociétés de programme », en particulier en matière d'information.

« Le mystère impénétrable » de TDF

Trois sénateurs du groupe des républicains indépendants demandent la création d'une commission de contrôle sur « les conditions dans lesquelles sont commandées et élaborées les études techniques qui fondent les expertises de TDF (télédiffusion de France) en matière de répartition des fréquences » pour les radios libres et les nouvelles télévisions.

Selon MM. Marcel Lucotte, Michel Miroudout et Pierre-Christian Taittinger, « l'expérience a montré aux membres de la commission que les avis de TDF sont sujets à caution. Mais ils se heurtent à un obstacle capital, le mystère impénétrable qui enveloppe les avis techniques de cet établissement », et les trois sénateurs ajoutent : « Dans une matière aussi délicate où les choix qui apparaissent les plus techniquement justifiés peuvent très bien cacher des décisions politiques illégitimes et occultes - il importe que toute la lumière soit faite ».

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1
20 h 5 Le jeu de la vérité : Sophie Marceau.
Emission animée par P. Sabatier.
Avec : Annie Cordy, Gilbert Montagné, Richard Gohierre.



50 AFFAIRES SINGER

MACHINE A COUDRE
Réf. 6130
Super automatique
Electronique 12 points

3.680^F
- 685^F

2.995^F

Offre valable du 25 février au 27 avril 1985

SINGER

21 h 35 Multifoot
Magazine des sports. Patinage artistique à Mézière.
23 h 06 Journal.
23 h 30 C'est à lire.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

En attendant « Chateaufort », allez à la Samaritaine Rivoli ! C'est ouvert (comme tous les mardis et vendredis) jusqu'à 20 h 30.

20 h 35 Feuilleson : Chateaufort.
D'après J.-P. Féroliaci, réal. P. Planchon. Avec P. Haut.
La mort mystérieuse de Quentin continue d'entretenir le frivole à « la Dépêche républicaine », au point que son rédacteur en chef est victime d'une débauche. Travers devient un successeur tout désigné, d'autant que Florence Berg ne peut, plus longtemps, résister à son charme.

21 h 40 Apostrophes.
Magazine littéraire de B. Fivet.
Sur le thème : « ce que disent les pauvres. Son invité : Claudette Colbert (ils ont bécoté l'ennemi et A l'ombre des lilas), Dominique Leprieux (la Cité de la joie), Sylvie Fajst (Scènes de la grande pauvreté), Jean Vanier, fondateur des communautés de l'Arche (Homme et femme il les fit), et pour le livre de

« Clarke sur son action, Institut Un pari pour la joie : l'Arche de Jean Vanier, le Père Joseph Wresinski (Héros, vous les pauvres) ».

22 h 50 Journal.
23 h Ciné-club (croyez Lubitsch) : Ninotchka. Film américain de E. Lubitsch (1939), avec G. Garbo, M. Douglas, I. C. B. Logan, S. Ruman, F. Bressart (v.a. sous-titré).
Une aubaine et inattendue fonctionnelle soviétique, en mission à Paris, découvre la joie de vivre, la luxure et l'amour grâce à un aristocrate, devenu mais séduisant. Cléber pour la scène où Garbo rit aux éclats, cette comédie de Lubitsch existe, une fois de plus, une philosophie du bonheur, en brochant l'idéalisme et les mœurs communistes, avec un étincelant style boulevardier.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 35 Série : Agathe Christie.
Monsieur Brown, réal. T. Wharmby.
L'histoire d'un couple pris dans un jeu dangereux d'espionnage. Les décors sont typiquement anglais, les voix sont bien doublées, mais c'est long, trop long.
22 h 30 Journal.
23 h 50 Dictionnaire de nuit.
Emission de rock de J. Jansin, réal. J.-C. Marin.
John Hunter, Kane, Rumors, Midnight Stars, Charlette Couture, Souris Stress...
23 h 35 Série : Allegorie.
Bernard Buffet : la Révolution française.
23 h 40 Prélude à la nuit.
Concerto n° 1, de Paganini, par l'Orchestre régional Alpes-Franche-Côte d'Azur de Cannes ; dir. : M. Fischer-Dieskau.

FR3 PARIS-ÎLE-DE-FRANCE

18 h 5, Belle et Sébastien ; 18 h 25, Quel de nous ? (l'actualité du livre et du disque) ; 18 h 30, Atout P.C. ; 19 h, Fantaisie : le grand César ; 19 h 15, Informations.

CANAL PLUS

20 h 30, Supersonic ; 21 h, la Grande Bagarre de Don Camille de C. Gallone ; 22 h 40, Slalom, film de R. Rush ; 0 h 55, le Rayon bleu, film de J. Lieberman ; 2 h 25, Boze ; 3 h 25, Femmes de personnes, film de C. Frank ; 5 h 10, l'Amérique en folie, film de R. Vandenbergh.

FRANCE-CULTURE

20 h 30 Juliette Gréco.
21 h 30 Black and blue : les balais... secret perdu ?
22 h 30 Nuits magiques : « Fuzine », l'actualité de l'underground.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Choeurs (musiques sacrées) : Contique de Racine, de Fauré ; *Passions XXIII*, de Liszt ; *Requiem*, de Fauré, par le Nouvel Orchestre philharmonique et les chœurs de Radio-France, directeur L. Garcia-Navarro, chef des chœurs J. Jouineau, Sol. : M.-A. Nicolas, R. Tanyeff, J. Chomani, J.-P. Lafont, T. Raffalli.
22 h 30 Les soirs de France-Musique : les Pêcheurs de perles ; à 24 h, Musique traditionnelle de l'Irlande.

Les programmes du samedi 6 et du dimanche 7 avril se trouvent dans « le Monde Loisirs »

A 35 KM DE PARIS

Venez vivre en famille le monde merveilleux de Saint-Vrain

LE MONDE DES ANIMAUX - LE MONDE DE LA PRÉHISTOIRE

AUTOMOTRICE A3 - SORTIE GRIGNY - VINY - FLEURY - TEL : 463.10.80

SAINT-VRAIN

le rendez-vous de l'aventure

مكتبة الدار

INFORMATIONS « SERVICES »

WEEK-END D'UN CHINEUR

Samedi 6 avril
 Ile de Groix à Kervadon (56), 14 heures : meubles.

Dimanche 7 avril
 Bourg-en-Bresse, 15 h 30 : tableaux modernes, haute époque; Granville, 14 h 30 : meubles, objets d'art, tableaux; Honfleur, 14 h 30 : tableaux modernes.

Lundi 8 avril
 Morlaix, 14 heures : objets d'art, argenterie, bijoux, meubles.

FOIRES ET SALONS D'ANTIQUITES ET DE BROCANTE

Barjac (30) : Chaumay (86) dimanche et lundi; Gien; Isère-sur-la-Sorgue; Perpignan; Pougues-les-Français; 11 - 15 avril, Thoiry (79) : 13 - 21 avril, Lyon (69) : 18 avril, Villégats (27) : 18-25 avril, Paris, square de Choisy; 19 - 22 avril, Nancy; 19 - 21 avril, Le Mans; 26 avril - 5 mai, Fontainebleau; 27 - 28 avril, Montreuil (77); 27 avril - 5 mai, Montpellier; 27 avril - 5 mai, Roissy; 27 avril - 5 mai, Strasbourg.

PARIS EN VISITES - SAMEDI 6 AVRIL

« Le Père-Lachaise à la carte », 10 h 30, 10, avenue du Père-Lachaise (Vincent de Langlade).

« Un quartier de roture, Belleville et son cimetière », 14 h 45, 84, rue de Belleville (Vincent de Langlade).

« L'hôtel de Mondragon, ses boiseries du dix-huitième siècle, le mariage de Bonaparte », 15 h 10, rue Louis-le-Grand (Anne Ferrand).

« Exposition Holbein », 14 h 30, Louvre, pavillon de Flore, ou 15 heures porte Juifard.

« Saint-Denis, nécropole des rois de France », 14 h 45, devant entrée basilique.

« Richesses de la céramique dans les musées de Picardie », 14 h 30, place de la Manufacture, 92 310 Sèvres.

« Le Sézai », 15 heures, angle rues Tourne et Vaugrand.

« Le Quartier de l'Horloge », 15 heures, 2, rue du Renard (Paris autours).

« Le Marais, hôtels histoire », 15 heures, métro Bastille (C. A. Messier ou Hôtel-de-Ville (sortie rue Lobau (G. Bouteau)).

« La Forteresse royale de Vincennes », 16 h 30, hall Grand Palais (Mlle Rojón) ou 10 h 30, entrée exposition (M. C. Lasserre) ou 15 h 30, porte Clemenceau.

« L'impressionnisme », 16 h 30, hall Grand Palais (Mlle Rojón) ou 10 h 30, entrée exposition (M. C. Lasserre) ou 15 h 30, porte Clemenceau.

« Magie du vitrail : panorama du vitrail à Beauvais », 8 h 30, place de la Concorde, grille des Tuileries.

« L'hôtel de Sully », 15 heures, 62, rue Saint-Antoine.

« L'hôtel Lassay », 15 heures, métro Chambre-de-Deputés (Isabelle Hauller).

JOURNAL OFFICIEL

Sont parus au Journal officiel du vendredi 5 avril :

DES DECRETS
 • Relatif à la composition du gouvernement.
 • Relatif à l'exercice des attributions du premier ministre pendant l'absence de M. Laurent Fabius.
 • Relatif aux allocations de recherche.

UN AVIS
 • Relatif à l'indice du coût de la construction pour le quatrième trimestre 1984.

Les mots croisés se trouvent dans « le Monde Loisirs » page VI

JAMBOREE MONDIALE 1987 et 1987
 recherche badges et insignes
 Bernard B. MILLER, 505 West End Ave.
 New-York, N.Y., 10024 (U.S.A.)

ATTENTION
 Lundi de Pâques étant férié

Jouez donc avant dimanche soir ou au plus tard mardi
 (aux heures habituelles)

NATIONAL LOTO

PROCHAIN TIRAGE : SAMEDI 6 AVRIL 1985
 VALIDATION : POUR LE MERCREDI 10 AVRIL 1985 ET LE SAMEDI 13 AVRIL 1985 JUSQU'AU MARDI APRES-MIDI

NUMERO COMPLEMENTAIRE

6 BONS N° 12 885 225,00 F

5 BONS N° 41 120 905,00 F

5 BONS N° 2 322 6 705,00 F

4 BONS N° 129 311 120,00 F

3 BONS N° 2 441 708 9,00 F

SOUSCRIPTIONS

PROTECTOR

PROTECTOR

PROTECTOR

PROTECTOR

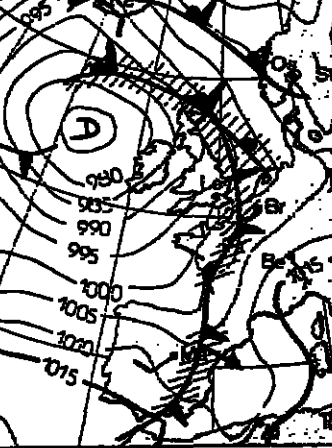
PROTECTOR

PROTECTOR

PROTECTOR

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 5.4.85 A 0 H G.M.T.



Évolution probable du temps en France entre le vendredi 5 avril à 0 heure et le samedi 6 avril à 24 heures.

La situation dépressionnaire se poursuit avec la circulation d'air doux et de perturbations successives.

Samedi. - Une de ces ondes perturbées donnera un ciel couvert, en début de journée dans le Sud-Ouest, à la mi-journée des Alpes aux régions méditerranéennes. Elles seront accompagnées de précipitations modérées, un peu de neige au-dessus de 2 500 mètres.

Ailleurs, après des éclaircies matinales, les nuages seront passagers mais souvent abondants et donneront des averses. Celles-ci se limiteront aux régions du Nord-Est aux Alpes en fin d'après-midi. Plus à l'est les éclaircies deviendront plus belles. Mais une nouvelle perturbation arrivera de l'Atlantique, apportant une couverture anagasse puis, en fin de journée, des pluies du sud, de la Bretagne aux Charentes et à l'Aquitaine. Le vent de secteur sud-ouest sera assez fort en moyenne.

Les températures minimales atteindront 12 degrés sur les régions méditerranéennes, 6 à 9 degrés ailleurs. Les maxima seront de 13 à 17 degrés en moitié nord, 16 à 18 degrés dans le Sud.

Prévisions pour le dimanche de Pâques

La matinée sera encore agréable en moitié est avec de belles éclaircies, tandis que l'ouest du pays sera affecté par une perturbation donnant un ciel couvert et des pluies modérées. Cet ensemble intéressera l'est du pays l'après-midi, éparpillant encore la Corse.

A l'arrière, un temps variable s'établira, avec des averses au nord de la Loire.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer sera à Paris, le vendredi 5 avril, à 8 heures, de 999,7 millibars, soit 749,8 millibars de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 4 avril; le second, le minimum dans la nuit du 4 au 5 avril) : Ajaccio, 16 et 6 degrés; Biarritz, 25 et 10; Bordeaux, 21 et 10; Bourges, 22 et 11; Brest, 12 et 9; Caen, 21 et 9; Clermont, 16 et 8; Clermont-Ferrand, 22 et 12; Dijon, 21 et 10; Grenoble-St-M.H., 26 et 15; Grenoble-St-Georges, 20 et 9; Lille, 22 et 12; Lyon, 21 et 12; Marseille-Marianne, 20 et 13; Nancy, 24 et (max.); Nantes, 22 et 9; Nice-Côte d'Azur, 18 et 10; Paris-Montsouris, 22 et 12; Paris-Orly, 24 et 11; Pau, 27 et 9; Perpignan, 17 et 13; Rennes, 19 et 10; Strasbourg, 25 et 9; Tours, 22 et 11; Toulouse, 14 et 13; Pointe-à-Pitre, 29 et 24.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 26 et 18; Amsterdam, 18 et 11; Athènes, 19 et 8; Berlin, 23 et 10; Bonn, 25 et 13; Bruxelles, 23 et 13; Le Caire, 23 et 13; Les Canaries, 27 et 18; Copenhague, 17 et 2; Dakar, (n.c.); Djibouti, 18 et 9; Genève, 26 et 8; Istanbul, 15 et 24.

ISÈRE
 L'Alpe d'Huez : 125-410; Auris-en-Oisans : 25-105; Antrons : 60-110;

SAVOIE, HAUTE-SAVOIE
 Les Arcs : 110-270; Arêches-Beaufort : 85-230; Bonneval-sur-Arc : 40-90; Courmayeur : 50-175; Chamoin : 15-400; La Chapelle-d'Abondance : 30-90; Châtel : 30-150; La Clusaz : 25-110; Combins : 15-140; Les Contamines-Montjoie : 20-180; Courchevel : 105-145; Crêt-Voland : 45-145; Flaine : 95-240; Flumet : 15-80; Les Gets : 30-100; Le Grand-Bornand : 40-200; Les Houches : 5-70; Megève : 10-130; Les Menuires : 60-150; Méribel : 45-145; Morzine-Avoriaz : 25-140; Passy-Nancy : 40-190; La Grande-Plagne : 110-230; Pralognan-La Vanoise : 30-80; La Rosière : 100-160; Saint-François-Longchamp : 50-100; Saint-Gervais-Le Bretteux : 40-150; Samoëns : 50-175; Thollon-les-Ménissies : 75-135; Tigues : « Espace Killy » : 115-170; Val-Cenis : 0-100; Valfré-Gallier : 15-130; Valmorel : 85-110; Val-Thorens : 130-230.

STATIONS ÉTRANGÈRES
 Pour les stations étrangères, on peut s'adresser à l'Office national de tourisme de chaque pays : Allemagne : 4, place de l'Opéra, 75002 Paris, tél. : 742-04-38; Andorre : 111, rue Saint-Honoré, 75001 Paris, tél. : 508-50-28; Autriche : 47, avenue de l'Opéra, 75002 Paris, tél. : 742-78-57; Italie : 23, rue de la Paix, 75002 Paris, tél. : 266-66-68; Suisse : 11 bis, rue de la Paix, 75001 Paris, tél. : 742-45-45.

PRÉVISIONS POUR LE 6 04 85 DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 6 AVRIL 1985 A 0 HEURE (GMT)



BULLETIN D'ENNEIGEMENT

Voici les hauteurs d'enneigement au 4 avril. Elles nous sont communiquées par l'Association des métros des stations françaises de sports d'hiver (61, boulevard Haussmann, 75008 Paris), qui diffuse aussi ces renseignements sur téléphone 266-64-28.

Les chiffres indiquent, en centimètres, la hauteur de neige en bas puis en haut des pistes.

SAVOIE, HAUTE-SAVOIE
 Les Arcs : 110-270; Arêches-Beaufort : 85-230; Bonneval-sur-Arc : 40-90; Courmayeur : 50-175; Chamoin : 15-400; La Chapelle-d'Abondance : 30-90; Châtel : 30-150; La Clusaz : 25-110; Combins : 15-140; Les Contamines-Montjoie : 20-180; Courchevel : 105-145; Crêt-Voland : 45-145; Flaine : 95-240; Flumet : 15-80; Les Gets : 30-100; Le Grand-Bornand : 40-200; Les Houches : 5-70; Megève : 10-130; Les Menuires : 60-150; Méribel : 45-145; Morzine-Avoriaz : 25-140; Passy-Nancy : 40-190; La Grande-Plagne : 110-230; Pralognan-La Vanoise : 30-80; La Rosière : 100-160; Saint-François-Longchamp : 50-100; Saint-Gervais-Le Bretteux : 40-150; Samoëns : 50-175; Thollon-les-Ménissies : 75-135; Tigues : « Espace Killy » : 115-170; Val-Cenis : 0-100; Valfré-Gallier : 15-130; Valmorel : 85-110; Val-Thorens : 130-230.

STATIONS ÉTRANGÈRES
 Pour les stations étrangères, on peut s'adresser à l'Office national de tourisme de chaque pays : Allemagne : 4, place de l'Opéra, 75002 Paris, tél. : 742-04-38; Andorre : 111, rue Saint-Honoré, 75001 Paris, tél. : 508-50-28; Autriche : 47, avenue de l'Opéra, 75002 Paris, tél. : 742-78-57; Italie : 23, rue de la Paix, 75002 Paris, tél. : 266-66-68; Suisse : 11 bis, rue de la Paix, 75001 Paris, tél. : 742-45-45.

PRÉVISIONS POUR LE 6 AVRIL 1985 A 0 HEURE (GMT)



BULLETIN D'ENNEIGEMENT

Voici les hauteurs d'enneigement au 4 avril. Elles nous sont communiquées par l'Association des métros des stations françaises de sports d'hiver (61, boulevard Haussmann, 75008 Paris), qui diffuse aussi ces renseignements sur téléphone 266-64-28.

Les chiffres indiquent, en centimètres, la hauteur de neige en bas puis en haut des pistes.

SAVOIE, HAUTE-SAVOIE
 Les Arcs : 110-270; Arêches-Beaufort : 85-230; Bonneval-sur-Arc : 40-90; Courmayeur : 50-175; Chamoin : 15-400; La Chapelle-d'Abondance : 30-90; Châtel : 30-150; La Clusaz : 25-110; Combins : 15-140; Les Contamines-Montjoie : 20-180; Courchevel : 105-145; Crêt-Voland : 45-145; Flaine : 95-240; Flumet : 15-80; Les Gets : 30-100; Le Grand-Bornand : 40-200; Les Houches : 5-70; Megève : 10-130; Les Menuires : 60-150; Méribel : 45-145; Morzine-Avoriaz : 25-140; Passy-Nancy : 40-190; La Grande-Plagne : 110-230; Pralognan-La Vanoise : 30-80; La Rosière : 100-160; Saint-François-Longchamp : 50-100; Saint-Gervais-Le Bretteux : 40-150; Samoëns : 50-175; Thollon-les-Ménissies : 75-135; Tigues : « Espace Killy » : 115-170; Val-Cenis : 0-100; Valfré-Gallier : 15-130; Valmorel : 85-110; Val-Thorens : 130-230.

CARNET DU Monde

Naissances

- Jacqueline et Joël EYMARD, ainsi que Philippe et Carole, ont la joie de faire part de la naissance de

Viviane,
 72, rue de Lorraine, 91400 Osmoy.

- Natalie et Laurent FELBER-GRIMAUD et leur grande famille ont la joie d'annoncer la naissance de

Vincent,
 le 18 mars 1985.

Mariages

- Judith HALIMI et Hervé TROMBET, ont la joie d'annoncer leur mariage célébré le 3 avril 1985.

Décès

- M^{me} François Bertrand, son épouse, Le docteur et M^{me} Henri-Gaston Bertrand, M. et M^{me} Jacques Ergand, M. et M^{me} Fabrice Bertrand, ses enfants, M. François Serret, son cousin germain, ont la douleur de faire part du décès brutal à Bordeaux dans sa cinquant-neuvième année de

M. François BERTRAND,
 ancien directeur financier.

Les obsèques auront lieu mercredi 10 avril à 10 h 30 en l'église Saint-Nicolas-de-Chardonnet, rue des Bernardins, 75005 Paris.

Cet avis tient lieu de faire-part.
 2 bis, rue Jean-Bart, 69003 Lyon.

- M^{me} Marcel SURE, inspecteur général honoraire de l'enseignement public, officier de la Légion d'honneur, commandeur dans l'ordre national du mérite, commandeur dans l'ordre des palmes académiques, survenu le 4 avril 1985, à Garches, à l'âge de quatre-vingt-deux ans.

L'inhumation aura lieu le mardi 9 avril 1985 à 16 heures au cimetière de Vincennes.

10, rue Raymond-Foinet, 92380 Garches.

Anniversaires

- Pour le premier anniversaire de la mort de

Bernard ALLARD,
 une pensée est adressée à ceux qui l'ont connu et aimé.

Une pensée sera dite à son intention le samedi 6 avril.

De la part de M. et M^{me} Georges Allard et leurs enfants.

- 5 avril 1985
 Cendres de la naissance de

Maurice GROC,
 écrivain, journaliste, membre de la Société des gens de lettres à vingt-trois ans,

décédé à vingt-six ans, en début de sa carrière.

Il avait épousé Suzanne Croquet. Leur fille unique, Léone Groc, veuve Drok.

Leurs petits-enfants, Roger-Pol et Irène.

Et son beau-frère, Pierre, à eux avec émotion, en ce jour. Ils rappellent son souvenir à ceux qui ont pu apprécier ses qualités et son esprit.

- En ce troisième anniversaire du décès de

Jacques HÉLIE,
 une pensée est adressée.

Communications diverses

- A l'occasion du quarantième anniversaire de la victoire et de la libération des camps de concentration, la section du treizième arrondissement des déportés et internés résistants, et les anciens combattants, organisent une exposition :

« RESISTANCE-DEPORTATION-LIBERATION »

Peintures, objets, photos, projections de films, reconstituent toutes les formes de combat : patriotique, luttant des Forces Françaises Libres et des Forces Françaises de l'Intérieur; souffrances et combats dans les camps de déportés et de prisonniers, la Libération, la victoire.

Mérite de treizième arrondissement du 22 au 28 avril, de 10 heures à 19 heures (entrée : rue Philippe-de-Champagne).

Inauguration le jeudi 22 avril, à 18 heures.

Ni fleurs ni couronnes. Dons suggérés à l'Association pour la recherche sur le cancer, BP 300, 94803 Villejuif Cedex.

De la part de Son épouse, Ses enfants et petits-enfants, Sa famille, Et ses nombreux amis.

3, rue Jules-Roin, 75000 Le Mans-le-Roi.

Pompes Funèbres Marbrerie CAHEN & C^{ie}
 320-74-52

Vente publique de LIVRES ANCIENS ET MODERNES PRÉCIEUX ET IMPORTANTS AUTOGRAPHES
 le 17 avril 1985

HOTEL DES VENTES DES TUILIERES
 31, rue des Tuileries, 69008 LYON - Tél. : (7) 800-86-65

Envoi de catalogues contre 20 F en timbres.

LOTTO

LOTTO

LOTTO

LOTTO

LOTTO

LOTTO

LOTTO

LOTTO

LOTTO

REPÈRES

Automobile : Ford premier importateur en France

Le groupe Ford, avec 8,2 % du marché en février, arrive en tête des voitures étrangères vendues en France, devant Volkswagen (5,6 %). General Motors (4,8 %) et Fiat (4,8 %), qui a rétrogradé en un an, de la seconde à la quatrième place. Globalement, les ventes de voitures importées ont maintenu leur part (34,7 %) sur le marché français, le volume de leurs ventes (134 451 véhicules) étant resté stable entre février 1984 et février 1985.

Pétrole : la Grande-Bretagne abaisse le prix officiel de son brut

La compagnie nationale des pétroles britanniques, toujours chargée, jusqu'à sa dissolution, prévue à l'automne prochain, d'écouler la moitié du pétrole de la mer du Nord, a proposé aux compagnies productrices de leur acheter, en avril, leur brut à un prix de 27,50 dollars par baril, inférieur de plus de 1 dollar au prix officiel antérieur (28,65 dollars). Cette baisse était prévue (le Monde du 28 mars), la Grande-Bretagne ayant décidé, en attendant de modifier fondamentalement son système de commercialisation, d'ici quelques mois, de lier le prix officiel d'achat aux cours du marché libre, afin de limiter les pertes de la compagnie nationale, contrainte de vendre son brut aux prix du marché.

CONJONCTURE

Le dossier «Cartes sur table» du CNPF est «partisan et défaitiste», estime M. Bérégovoy

Le dossier «Cartes sur table» vient de rendre public le CNPF (le Monde du 3 avril 1984). «ne donne pas une image objective de la situation française», estime M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances. En ce qui concerne le taux de croissance, d'abord, le ministre rappelle que, sur la période 1980-1984, la croissance française (entre 4,5 % et 5 %) a été nettement supérieure à celle de l'Allemagne (2,3 %) et à la moyenne européenne (environ 3 %). Seuls les États-Unis et le Japon ont fait nettement mieux sur la période (le CNPF avait pris l'année 1979 comme point de départ pour affirmer que les performances de nos grands concurrents étaient supérieures aux nôtres).

En ce qui concerne l'investissement productif, inférieur à son niveau de 1979, selon le CNPF, M. Bérégovoy avance que le diagnostic est très différent si l'on compare les performances de nos grands concurrents à la moyenne européenne. En 1981-1982, a-t-il été moindre en France qu'à l'étranger, l'évolution en 1983-1984 étant voisine de la moyenne européenne.

Quant au coût unitaire du travail, objet des «lamentations» permanentes du CNPF, c'est en France qu'il a le plus augmenté depuis 1979. M. Bérégovoy cite une étude de la Dresdner Bank, qui compare

les coûts de main-d'œuvre rapportés aux prix allemands dans une monnaie commune : pour 1984, les chiffres de la banque allemande sont les suivants :

| | |
|-------------|-----|
| Allemagne | 100 |
| Italie | 115 |
| Belgique | 98 |
| Royaume-Uni | 95 |
| Pays-Bas | 89 |
| France | 87 |
| États-Unis | 83 |
| Japon | 82 |

L'INSEE annonce que, d'après le premier dépeillement concernant 2013 entreprises de l'enquête de mars 1983, les dépenses d'investissement ont progressé de 19 % en valeur entre 1983 et 1984, compte tenu d'une hausse du prix des biens d'équipement estimée par les chefs d'entreprise à 8 % en moyenne, le volume de l'investissement industriel du secteur concurrentiel aurait donc augmenté de 10 % en 1984 (sans révision notable par rapport aux prévisions effectuées en mars, juin et novembre 1984). Cette hausse, concentrée, essentiellement, sur les moyennes et les grandes entreprises (+ 9 % et + 13 %). Dans les entreprises de moins de cent salariés, en revanche, l'investissement n'aurait progressé que de 1 % en volume.

L'augmentation des prix en février : + 0,5 %

| | des 12 derniers mois (fév. 85/ fév. 84) | des 6 derniers mois (fév. 85/ août. 84) | des 3 derniers mois (fév. 85/ nov. 84) | du dernier mois (fév. 85/ jan. 84) |
|--|---|---|--|------------------------------------|
| ● ENSEMBLE | + 0,4 | + 0,7 | + 1,2 | + 0,5 |
| ● ALIMENTATION (y compris boissons) | + 0,6 | + 1,3 | + 0,7 | + 0,5 |
| Produits de base de céréales | + 0,5 | + 2,3 | + 1,1 | + 0,8 |
| Viandes de boucherie | + 0,7 | + 0,5 | + 0,3 | + 0,1 |
| Poissons et charcuterie | + 0,7 | + 0,5 | + 0,3 | + 0,1 |
| Volailles, lapins, gibiers, produits à base de viande | + 0,6 | + 0,4 | + 0,1 | + 0,1 |
| Produits de la pêche | + 0,3 | + 0,2 | + 0,3 | + 0,4 |
| Légumes, fruits | + 0,3 | + 0,3 | + 0,3 | + 0,1 |
| Œufs | + 0,3 | + 0,3 | + 0,3 | + 0,1 |
| Corps gras et beurres | + 0,3 | + 0,3 | + 0,3 | + 0,1 |
| Aliments et produits alimentaires | + 0,3 | + 0,3 | + 0,3 | + 0,1 |
| Boissons alcoolisées | + 0,4 | + 0,3 | + 0,1 | + 0,5 |
| Boissons non alcoolisées | + 0,1 | + 0,7 | + 1,5 | + 0,6 |
| ● PRODUITS MANUFACTURÉS | + 0,3 | + 0,4 | + 1,5 | + 0,5 |
| Textiles et habillement | + 0,3 | + 0,4 | + 1,5 | + 0,5 |
| Vêtements de dames | + 0,3 | + 0,4 | + 1,5 | + 0,5 |
| Autres vêtements et accessoires | + 0,3 | + 0,4 | + 1,5 | + 0,5 |
| Autres articles textiles | + 0,3 | + 0,4 | + 1,5 | + 0,5 |
| 2) AUTRES PRODUITS MANUFACTURÉS | + 0,3 | + 0,4 | + 1,5 | + 0,5 |
| Mobilier et tapis | + 0,3 | + 0,4 | + 1,5 | + 0,5 |
| Appareils ménagers électroménagers et à gaz | + 0,3 | + 0,4 | + 1,5 | + 0,5 |
| Autres articles d'équipement de ménage | + 0,3 | + 0,4 | + 1,5 | + 0,5 |
| Services de ménage, services sociaux et produits d'entretien | + 0,3 | + 0,4 | + 1,5 | + 0,5 |
| Articles de toilette et de soins | + 0,3 | + 0,4 | + 1,5 | + 0,5 |
| Véhicules | + 0,3 | + 0,4 | + 1,5 | + 0,5 |
| Appareils électroménagers | + 0,3 | + 0,4 | + 1,5 | + 0,5 |
| Photo, optique, électro-acoustique | + 0,3 | + 0,4 | + 1,5 | + 0,5 |
| Autres articles de loisir | + 0,3 | + 0,4 | + 1,5 | + 0,5 |
| Autres produits manufacturés | + 0,3 | + 0,4 | + 1,5 | + 0,5 |
| Tous les produits manufacturés | + 0,3 | + 0,4 | + 1,5 | + 0,5 |
| ● SERVICES | + 0,3 | + 0,4 | + 1,5 | + 0,5 |
| Services relatifs au logement | + 0,3 | + 0,4 | + 1,5 | + 0,5 |
| dont : loyers | + 0,3 | + 0,4 | + 1,5 | + 0,5 |
| Salaires personnels, soins d'habillage (1) | + 0,3 | + 0,4 | + 1,5 | + 0,5 |
| Services de santé | + 0,3 | + 0,4 | + 1,5 | + 0,5 |
| Transport public | + 0,3 | + 0,4 | + 1,5 | + 0,5 |
| Services d'entretien de véhicules privés (2) | + 0,3 | + 0,4 | + 1,5 | + 0,5 |
| Hôtels, cafés, restaurants, cinémas | + 0,3 | + 0,4 | + 1,5 | + 0,5 |
| Autres services (3) | + 0,3 | + 0,4 | + 1,5 | + 0,5 |

L'indice de l'INSEE, calculé sur la base 100 en 1980, s'est inscrit en février à 154,7 contre 153,9 en janvier.

En rythme annuel sur les trois derniers mois (décembre 1984, janvier et février 1985), la hausse des prix est de 4,9 %.

(1) Le poste «soins personnels, soins d'habillage» comprend notamment les dépenses de rasage, de coiffure, de nettoyage, de teinture, mais aussi les dépenses de coiffure.

(2) Réparations automobiles, parking, station-service, péage sur autoroute, etc.

(3) Postes et télécommunications, frais d'équipement (mobilier, mais aussi automobiles), spectacles, vacances, sports, camping, locations d'appareils, frais de réparation des appareils électro-ménagers, tirage des films, redonneuse TV, etc.

Le tribunal de Saint-Etienne se prononcera sur Manufrance le 10 avril

Comme prévu, le bilan de la SCOPD Manufrance a été déposé le 4 avril au tribunal de commerce de Saint-Etienne. Une formalité qui a été effectuée avec discrétion et dans l'indifférence. Il y a longtemps qu'à Saint-Etienne on ne se faisait plus d'illusion sur l'avenir de la coopérative.

L'affaire, ainsi engagée dans ce qui sera sûrement son ultime phase, sera jugée mercredi 10 avril, et l'on attendra une liquidation de biens, nous indique notre correspondant. La CGT a tenu, le 4 avril, une conférence de presse. Les syndicalistes, à la recherche d'une bouée de sauvetage, ont déclaré

qu'ils ne seraient pas opposés à une éventuelle reprise par M. Bernard Tapie, PDG de l'ancienne société Manufrance, propriétaire d'une partie des locaux de l'entreprise. Les syndicats n'ont pas précisé les moyens de lutte qu'ils comptent employer pour conserver la marque, l'outil et les emplois.

M. François Dubanchet, maire UDF-CDS de Saint-Etienne, a fait une courte déclaration à l'annonce de la majeure partie de ses administrés : «C'était un événement prévisible depuis longtemps. Manufrance, c'était le passé.»

LE «PROFIL BAS» DES COMMUNISTES

Le PCF et la CGT ont adopté un «profil bas» sur l'échec de la SCOPD Manufrance. L'Humanité du 5 avril, dans un article intitulé «La vérité sur la gestion», s'essaye à un «examen honnête» de la dégradation de la situation. Le journal communiste admet que «les pouvoirs ont globalement respecté leurs promesses» (les aides versées en 1982, en 1983 puis en 1984), mais que «les retards avec lesquels les aides ont été apportées ont déstabilisé la gestion de l'entreprise». La Coopérative, faute de pouvoir acheter les matières premières, a été «à la limite de la survie» pendant les saisons de chasse de 1982 puis de 1983. Tout est question donc de «compromis», affirme l'Humanité avec un ton très mesuré, sans adresser d'autres critiques au gouvernement.

La CGT de l'entreprise déplore également un retard d'échéancier, mais elle ajoute qu'il y a eu y avoir de la part des dirigeants de la SCOPD, et de la part des salariés des sous-estimations, des défauts d'appréciation de difficultés techniques. C'est là le lot quotidien d'une entreprise qui redouble. Il n'est pas question pour nous de nier nos propres responsabilités.

Cent ans d'histoire huit ans de crise

Une peau de chagrin : l'emploi de Manufrance est passé en huit ans de 4 000 à 400 hier, et à zéro aujourd'hui, après le dépôt de bilan. Chaque plan de «redressement», chaque PDG «sauveur», ont apporté leur lot de licenciements. Manufrance, c'est l'histoire de la décadence d'une entreprise qui a raté sa restructuration, à toutes les échelles, de son conseil d'administration, jusqu'à la liquidation finale.

M. Etienne Mimard s'était fait une stature de commandeur. La Manufrance d'armes et de cycles de Saint-Etienne qu'il créa en 1885 à vingt-trois ans avec M. Pierre Blachon (vingt-neuf ans) deviendra la vitrine d'une ville qui ne vivait que de ses mines. La «Mann» est à la pointe de la technique, inventant les dérailleurs «simples» ou le fusil «idéal» sans chien apparent, bien connus des cyclistes et des chasseurs de la France entière. Avec le Chasseur français et le catalogue, c'est la gloire, mais aussi l'invention de la vente par correspondance, forme de commerce encore «moderne» aujourd'hui.

A sa mort en 1944, M. Mimard cédait 50 % de l'entreprise à la municipalité, une part qui sera réduite à 30 % du fait d'augmentations successives du capital. PDG en

1974, M. Blanc va en souffrir. Les machines sont vétustes, les installations obsolescentes : comme très souvent, l'entreprise a vieilli sans s'en apercevoir. Le plan de redressement qu'il propose en 1977 est refusé par cette municipalité devenue communiste à la faveur des élections de mars. M. Sanguedolce, le nouveau maire, s'oppose aux mises à la retraite anticipées que le PDG juge nécessaires. Tout part de là.

Dès le 9 mai 1977, Manufrance demande la suspension provisoire des poursuites. M. Blanc a démissionné. Une valse de PDG impuissants - six en quatre ans - lui succède, jusqu'à la mise en règlement judiciaire le 7 février 1979. Les «sauveurs» accourent alors, tentant d'éviter la liquidation pure et simple. Le 9 mai 1979, une nouvelle société Manufrance est créée, émergeant de 1 950 salariés sur les 2 550 restant dans l'entreprise - à l'aide des mutuelles, dont la MACIF. «Le problème est réglé», déclare M. Sanguedolce. Las ! M. René Mestries, le PDG, démissionne un an après. M. Bernard Tapie est alors chargé d'une mission d'étude, puis se retire. La MACIF, à son tour, jette l'éponge le 25 août 1980. M. Barre estime que Manufrance «n'existe plus». Le personnel, en octobre, manifeste et décide d'occuper les locaux. C'est l'impasse dans une affaire devenue politique et d'envergure nationale. Et l'échec est inévitable. La nouvelle société Manufrance disparaît, en liquidation de biens. M. Tapie revient en piste. Le Chasseur français est détaché du groupe.

Une coopérative

Les cadres CGT décident alors de créer une coopérative de production et de distribution qui n'obtiendra la location-gérance des actifs qu'après l'arrivée de la gauche au pouvoir le 22 juin 1981, en plein «état de grâce». Cinq cent huit travailleurs deviennent sociétaires : la SCOPD souhaite produire les armes, les cycles et les machines à coudre.

Les cadres ! Les moyens manquent. L'Etat et les banques viennent au secours de la coopérative par un protocole signé le 8 avril 1982, qui prévoit une enveloppe de 170 millions de francs de prêts, dont 40 millions de subventions publiques. Une première tranche de 75 millions est versée, mais les erreurs de gestion rendent les banquiers et les fonctionnaires réticents. Les retards de production croissent des pertes. Un deuxième protocole est néanmoins signé le 4 août 1983. Une nouvelle enveloppe de 146 millions, dont 106 de l'Etat, est décaissée. L'emploi, qui, contrairement aux accords, avait atteint 800 personnes, est alors réduit de moitié. Devant de nouvelles erreurs et de nouvelles pertes, les banquiers refusent d'aller plus loin au début de 1984. L'Etat, lui, accepte de «faire son devoir». Mais cela ne suffit pas, l'argent fait défaut pour acheter les matières premières. Nombre d'ouvriers sont mis au chômage technique, la production cesse ou presque. Même si 20 millions de francs supplémentaires sont accordés, l'entreprise, dans les faits, s'arrête.

La SCOPD demande une nouvelle subvention de 80 millions de francs, mais M. Jean Gatel, secrétaire d'Etat chargé de l'économie sociale, refuse le 26 mars 1985. Le 4 avril, la SCOPD Manufrance dépose son bilan.

LIBERTY TARRAGO.

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL (Deuxième avis)

La SEPPA, filiale de la SONACOS, Société nationale de commercialisation des oléagineux du Sénégal, 22-36, rue du Docteur-Claude, BP 639, Dakar (Sénégal), lance un appel d'offres pour la fourniture des matériels, l'installation, le transport jusqu'au site, le montage et la mise en route d'une unité d'arrachage de bords d'une capacité de 2 000 tonnes par heure.

La remise des offres est prévue le 2 mai au plus tard, à Dakar.

Nominations

● A la Compagnie financière des sociétés de développement régional (SDR), M. DANIEL GRANJON a été nommé président. Il succède à M. Bernard Mazaud. M. Granjon est président de la chambre syndicale des SDR.

● A Eurofer, M. ROBERT SCHOLEY a été nommé président. Eurofer est le cartel européen des producteurs d'acier et M. Scholey est président adjoint et directeur exécutif de British Steel.

● Chez Naphchimie, M. BRUNO WILTZ, quarante-sept ans, est nommé président. Naphchimie, dont le capital est partagé à moitié entre les groupes français Atochem (ELF-Aquitaine) et britannique BP, exploite le vapocraqueur de Lavéra (Bouches-du-Rhône). Depuis janvier 1985, M. B. Wiltz était directeur de la division «pétrochimie» d'Atochem.

● A l'Institut de recherches économiques et sociales, organisme qui finance ou effectue des recherches intéressant les syndicats et qui est administré par un conseil tripartite (centrales syndicales, personnalité scientifique et représentant du premier ministre), M. JACQUES MAZIER, trente-huit ans, est nommé directeur. Polytechnicien, ancien chargé de mission au Plan, consultant des Nations unies, il est actuellement professeur de sciences économiques à l'université de Paris-Nord.

ÉTRANGER

BOURSE DE NEW-YORK

Reprise en fin de séance

Après avoir évolué de façon assez irrégulière durant la majeure partie de la séance de jeudi, le marché new-yorkais s'est redressé à l'approche de la clôture. Il a pratiquement effacé toutes ses pertes initiales, et, au coup de cloche final, l'indice des industriels, un moment tombé à 1 248,34, s'établissait à 1 259,05 (+1 point).

Le bilan de la journée est, toutefois, resté assez mitigé. Sur 1 979 valeurs traitées, 668 ont monté, 797 ont baissé et 514 n'ont pas varié.

Ce raffermissement de dernière minute a été essentiellement dû à des achats sélectifs concernant les valeurs de services publics et les actions de sociétés faisant l'objet de convalescences (DPA).

D'une façon générale, le sentiment n'était pas très bon autour du Big Board. Les résultats financiers des entreprises, pour le premier trimestre, s'annoncent très décevants, et malgré l'accroissement des ventes, en mars, de l'industrie automobile, les analystes s'attendent à un renversement de tendance pour le deuxième trimestre.

En raison du long chômage de Pâques - Wall Street sera fermée le vendredi 5 avril - l'activité a sensiblement diminué. Au total, 86,91 millions de titres ont changé de mains, contre 95,48 millions la veille.

| VALEURS | Cours du 3 avril | Cours du 4 avril |
|--------------------|------------------|------------------|
| Alcan | 24 1/4 | 25 |
| A.T.T. | 28 3/8 | 28 3/4 |
| Bell | 29 3/8 | 29 1/4 |
| Chemical Bank | 51 3/4 | 52 1/4 |
| Du Pont de Nemours | 51 3/4 | 52 |
| General Motors | 68 1/8 | 68 5/8 |
| IBM | 43 3/4 | 44 |
| Intel | 43 3/4 | 44 |
| Johnson & Johnson | 60 3/8 | 60 1/4 |
| General Electric | 60 7/8 | 60 5/8 |
| General Motors | 67 1/8 | 67 1/2 |
| Goodyear | 27 1/8 | 27 |
| IBM | 43 3/4 | 44 |
| ITT | 38 1/8 | 38 3/8 |
| Mold Oil | 28 3/8 | 28 1/4 |
| West | 37 1/4 | 37 1/2 |
| Schlumberger | 37 1/4 | 37 1/2 |
| Lucas | 44 3/4 | 44 1/2 |
| A.I.A. | 44 3/4 | 44 1/2 |
| Imperial Chemical | 37 5/8 | 38 |
| U.S. Steel | 29 3/8 | 29 1/2 |
| Westinghouse | 29 3/8 | 29 1/2 |
| Xerox Corp. | 43 1/8 | 42 3/4 |

GRANDE-BRETAGNE

● Légère baisse du chômage en données brutes. - Il y avait 56 000 chômeurs de moins en Grande-Bretagne en mars, ce qui porte le nombre des demandeurs d'emploi à 526 600 en chiffres bruts, soit 13,5 % de la population active. Par contre, en données corrigées des variations saisonnières, le nombre des sans-emploi a augmenté de 2 600, atteignant 534 000. Sur douze mois, le chiffre du chômage a cru de 125 000 personnes.

Le ministère de l'emploi britannique ne tient pas compte, dans ses statistiques, des demandeurs d'un premier travail.

● L'Etat britannique vend au secteur privé un chantier naval. - Les chantiers navals de Yarrow (5 300 personnes), situés en Ecosse, ont été vendus par l'Etat britannique à la General Electric Company (GEC), pour 34 millions de livres (370 millions de francs environ), a annoncé le 25 mars, le ministre britannique de l'économie, M. Norman Tebbit.

Cette vente représente le début de la mise en application d'un plan gouvernemental visant à privatiser tous les chantiers navals spécialisés dans la construction de navires de guerre. Les chantiers de Yarrow ont fait un bénéfice de 120 millions de francs en 1984. - (AFP.)

مكتبة الامم المتحدة

ÉCHANGES INTERNATIONAUX SOCIAL

APRÈS LA RÉUNION DE LA GRANDE COMMISSION FRANCO-SOVIÉTIQUE...

1. The first step is to identify the problem or question that needs to be answered. This involves understanding the context and the specific requirements of the task.

Les sidérurgistes lorrains à l'heure des comptes

III. - Les limites de la formation

De notre envoyé spécial
ALAIN LEBAUDE

seraient offertes, en priorité, aux sidérurgistes. Pour contourner la difficulté, il a donc été décidé qu'on ne tiendrait pas compte des listes existantes. On invitera les personnes intéressées à se présenter à la mairie, un jour à une heure donnée, sachant que la sélection se fera aussi en fonction de l'heure d'arrivée. Une belle campagne de sensibilisation. Commentaire des observateurs : « Le problème du chômage en Lorraine dépasse le cas des seuls sidérurgistes. »

A travers ces exemples, les difficultés et les limites de la reconversion apparaissent clairement. D'autres préoccupations ne sont pas moins essentielles. Ainsi, les demandes de stage de formation sont aussi diverses que les offres d'emploi potentielles ou, encore, les projets individuels des sidérurgistes qui saisissent l'occasion pour renouer avec leur premier métier - l'ébénisterie, la boulangerie, sont les cas les plus cités - et, quelquefois, apprendre la profession de leurs rêves.

Proposer du « cousu main »

Extrêmement diffus et complexe, l'appareil de formation, composé d'une multitude d'organismes, est-il capable de répondre avec souplesse et, mieux, de proposer du « cousu main », comme le voudrait M. Duvert, le sous-préfet à Nancy. Chacun, en Lorraine, s'interroge sur ce point et craint, à quelques exceptions près (voir encadré), de ne pouvoir croire à la parfaite adéquation des programmes proposés.

Si M. Duvert se lamente sur l'impossibilité pratique de faire des contrôles, les responsables régionaux de la formation, eux, s'en tiennent à un jugement quantitatif. « Les organismes de formation ne sont pas saturés, les locaux sont en nombre suffisant », disent-ils. Bref, il y a peu de risque que les autres fonctions dévolues à la formation soient pénalisées. Quant à M. Jacques Chénèque, qui s'appuie sur la puis-

La crise de la sidérurgie, ce n'est pas seulement le déclin d'une activité industrielle, c'est aussi la fin d'un mode d'existence, de valeurs et de règles. « Le problème de la reconversion, insiste M. Troglie, il est autant posé pour le fils que pour le père. Il y a une dimension familiale à l'affaire. »

Pis, il faut regarder en avant. Jusqu'en 1981, à Pompey par exemple, la sidérurgie payait la taxe d'apprentissage en se débarrassant de son vieux matériel de mécanique générale dont elle faisait don au LEP (lycée d'enseignement professionnel). Même la formation initiale était et est, de ce fait, toujours dispensée en tenant compte de la présence de ces grands établissements dominants. La machine est lancée qui produira, longtemps encore, les mêmes effets pour les plus jeunes.

« Si la reconversion, ça intéresse tous les marchands de soupe de la formation, affirme M. Troglie, il faut aussi qu'on fasse autrement pour les mêmes qui sont en formation initiale. » Et, en forme de conclusion, il ajoute : « La reconversion, ça commence dès la maternelle. »

Autant dire que la Lorraine n'a pas fini de vivre difficilement son passage à l'ère de l'après-sidérurgie.

FIN

Le poids du chômage

Un sondage publié ce vendredi 5 avril par l'Expansion et une étude de la CFDT sur l'indemnisation des chômeurs viennent rappeler, s'il en était besoin, l'importance du chômage dans la vie des Français et les faibles moyens d'existence de ceux qui en sont atteints.

En effet, selon le sondage réalisé par BVA entre le 15 et le 20 février et auprès d'un échantillon représentatif de 600 personnes, plus d'un tiers des foyers de salariés du secteur privé sont touchés directement ou indirectement par le chômage. Une personne est effectivement au chômage dans un foyer sur cinq (20 %) ; quelque un cherche du travail sans en trouver dans près d'un foyer sur quatre (24 %), et dans plus d'un foyer sur six (17 %), l'emploi de quelqu'un est menacé : au total, plus de 37 % des foyers sont confrontés à l'une ou l'autre de ces situations. Si l'on sait que le secteur privé réunit les deux tiers des salariés et la moitié de la population active, on mesure les répercussions de cet état de fait.

Quant aux moyens d'existence des chômeurs, une nouvelle étude de la CFDT, à partir des chiffres de l'UNEDIC (assurance-chômage) de février (1), montre leur modicité en beaucoup de cas. Selon cette étude, 800 998 chômeurs qui bénéficient de l'allocation de fin de droits touchaient 1 272 F par mois ; 35 800 bénéficiaient des auxiliaires de cessation d'activité ; 1 863 F à 2 494 F, 985 904 personnes touchant l'allocation de base ; avaient en moyenne parçu 3 390 F. Mais presque autant (975 453, dont 63 000 en « sténose ») n'ont rien touché. Au total, si un peu moins de demandeurs d'emploi (38 % au lieu de 41 %) ne sont pas indemnisés, un peu plus (22,3 % au lieu de 20 %) le sont faiblement.

(1) La CFDT avait déjà fait une étude sur les chômeurs indemnisés en novembre 1984 (Le Monde du 24-25 février).

Pour sauver la Lorraine, il ne s'agit pas de réduire les effectifs des usines sidérurgiques. Il faut encore créer de nouveaux emplois en attirant des entreprises, souvent petites (Le Monde des 4 et 5 avril). Enfin, en mettant en œuvre des actions de formation, il est nécessaire d'adapter la main-d'œuvre aux activités potentielles, avec l'espoir que toutes les phases soient parfaitement coordonnées.

Metz. - Si ce n'était que trois anecdotes, ce ne serait rien, face à l'ampleur des difficultés qui frappe la Lorraine. En fait, ce sont trois histoires significatives.

A Pompey, le service des essences, un organisme on ne peut plus public, va installer un dépôt qui devra employer vingt personnes. On a déjà recensé cent vingt candidats, alors que le salaire proposé est inférieur au salaire moyen de 2 500 F par mois à celui payé dans la sidérurgie. Commentaire des observateurs : « Les sidérurgistes sont attirés par l'entreprise qui sécurise. »

Thionville, qui doit implanter une unité au sud du bassin, promet quatre-vingt emplois et fournit un cahier des charges pour préciser ses besoins. Ses exigences, pourtant, car, dans un premier temps, l'entreprise nationalisée réclamait des qualifications équivalentes au BAC + 2 (baccalauréat plus deux années d'études supérieures) quand le niveau des postes à pourvoir ne justifiait pas une telle demande. Après discussion, Thionville accepta d'en rabattre, mais l'ensemble des organismes concernés par la reconversion de la Lorraine devront prendre financièrement en charge toutes les actions de formation nécessaires pour permettre aux sidérurgistes d'accéder à ces postes. L'AFPA commencera d'ici quelques jours les tests psychotechniques, et une sélection sera organisée. Commentaire des observateurs : « Les entreprises ont tendance à placer la barre trop haute, et, de toute façon, celle ne leur colle rien. »

A Mayenne, on attend avec tellement d'impatience la réalisation d'un centre des PTT avec deux cents emplois annoncés que, déjà, deux listes de candidatures ont été établies par les élus locaux. Or il avait été convenu que les embauches

Licenciements refusés à l'Union industrielle et d'entreprises

La direction départementale du travail de la Manche a refusé le 29 mars la demande présentée le 4 mars par l'Union industrielle et d'entreprises (de Cherbourg) de licencier ses trois cent quatre-vingt-huit derniers salariés. Créée en 1976, cette filiale d'AMREP spécialisée dans la réalisation de plates-formes pétrolières en mer (off-shore), reprise en location-gérance par le groupe Bouygues, en mai 1984, avait déjà, faute de commandes, licencié cent vingt-huit ouvriers au début de novembre 1984. La direction départementale du travail a considéré que les licenciements demandés en raison de l'absence de commandes entraîneraient une modification structurelle de la branche industrielle concernée pour laquelle l'entreprise n'avait pas fourni d'informations suffisantes.

LE PARI DE LA PUCE

Construire un centre de formation, tel est le pari du pécunier réservé aux activités sidérurgiques de la SNIP à Pompey et le spécialiste dans les formations liées à l'informatic, il faut vraiment oser. « Nous voulons en faire un symbole », rétorque M. Michel Fèvre, le directeur régional de l'AFPA pour qui, au-delà du geste, « il fallait donner un sens à une volonté ».

Dans les locaux désaffectés qui ont été ceux de la direction du site, et qui ont marqué des stigmates d'une occupation mouvementée, l'AFPA s'apprête à ouvrir une nouvelle unité qui sera consacrée à l'acquisition de compétences « à fort contenu technologique ». Ici, les anciens sidérurgistes, mais d'autres travailleurs aussi, s'initieront aux divers métiers d'avenir qui utilisent la robotique ou l'informatic, notamment, et que réclament les entreprises s'installant en Lorraine.

Déjà douze sidérurgistes ont suivi un stage d'agent de maintenance en installations automatisées. D'autres viendront, et le calendrier prévoit d'accueillir deux cent cinquante stagiaires par an pour des formations très spécialisées. « Mais nous avons aussi le désir de permettre des formations pour des stagiaires de niveau V (équivalent à un début de formation professionnelle) afin d'apporter la démonstration que les qualifications de demain sont accessibles à tous », précise M. Fèvre, qui s'est beaucoup battu pour que ce centre existe ailleurs qu'à Nancy, comme la logique administrative l'aurait voulu.

Le centre de formation de l'AFPA, dont le budget global sera de 10 millions de francs consacrés à l'immobilier, et de 15 millions de francs réservés aux équipements, est financé par la région Lorraine, l'Etat et le fonds industriel d'aménagement du territoire. Il sera définitivement achevé en 1986 et comprendra alors 3 700 mètres carrés.

Par le matériel qui y sera rassemblé, et grâce aux moniteurs qui y seront affectés, cette unité de l'AFPA, unique dans son genre, pourra offrir une gamme diversifiée d'actions de formation de courte durée adaptée aux besoins exprimés par les entreprises de la région. Le centre de l'AFPA fera partie des atouts dont disposera la Lorraine pour s'ouvrir aux nouvelles technologies dont elle a voulu faire l'un des axes prioritaires de son redéploiement économique et industriel.

Occupation de Thomson-Téléphone à Malakoff

Des salariés de Thomson-Téléphone ont occupé lundi 1^{er} et mardi 2 avril, l'appel notamment de la CFDT, l'établissement de Malakoff (Hauts-de-Seine), qui compte environ mille personnes employées sur des chantiers de construction de centraux téléphoniques. Les occupants ont quitté les lieux mardi soir après un référendum ordonnant l'évacuation. Ils protestaient contre l'annonce lors du comité central d'entreprise de Thomson-Téléphone, le 26 mars, de 379 licenciements dans l'établissement. Ces licenciements font partie des 1 500 suppressions d'emplois annoncées par la société d'ici à la fin de 1985. 142 licenciements sont prévus à Lannion (Côtes-du-Nord), 87 à Eu (Seine-Maritime) et 68 à Marseille. La demande doit être déposée cette semaine auprès des directions départementales de l'emploi. Cependant, selon la direction, des aides au reclassement dans les groupes Thomson et CGE et à l'extérieur, ainsi que diverses formules de crédits de formation, sont prévues pour les salariés licenciés.

ALIMENTATION EN EAU POTABLE DE LA RÉGION DE GROMBALLIA, BENI KHALLED et MENZEL BOU-ZELFA

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONALES N° 85/08

La Société nationale d'exploitation et de distribution des eaux lance un appel d'offres pour l'exécution de travaux de construction d'ouvrages hydrauliques dans le CAP BON.

Cet appel d'offres comporte DEUX LOTS définis comme suit :

LOT N° 1 : Construction d'un réservoir semi-enterré de 5 000 m³ de capacité avec sa chambre de vannes à GROMBALLIA.

LOT N° 2 : Construction d'un réservoir semi-enterré de 5 000 m³ de capacité avec son brise-charge à BENI KHALLED.

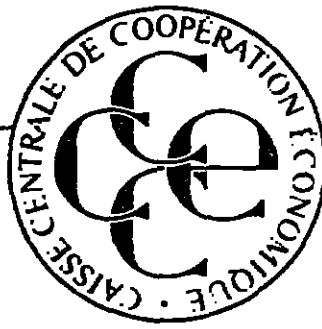
Cet appel d'offres s'inscrit dans le cadre d'un projet financé partiellement par la Banque africaine de développement (BAD). Ne peuvent participer à cet appel d'offres que les entreprises des pays membres de la BAD.

Les entreprises qui désirent participer à cet appel d'offres pourront se procurer le dossier d'appel d'offres auprès de la SONEDE (Secrétariat des marchés) contre paiement de la somme de CENT (100) dinars tunisiens payable en espèces, par chèque certifié ou virement au compte de la SONEDE, n° 58.640/9 ouvert à la Société tunisienne de banque.

Les offres doivent parvenir à la SONEDE sous pli recommandé avec accusé de réception ou être remises au Bureau d'ordre contre reçu au plus tard le 10 mai 1985, à 10 h, au 23, rue Jawahar-Lal-Nehru, Monfleury, Tunis.

L'ouverture des plis aura lieu le même jour à 11 h.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



CAISSE CENTRALE DE COOPERATION ECONOMIQUE

EMPRUNT A TAUX FIXE
DE 1,5 MILLIARD DE FRANCS
GARANTI PAR L'ETAT
300 000 obligations de F 5 000 nominal

- Prix d'émission : 99,54 %, soit F 4 977 par obligation
- Date de jouissance et de règlement : 23 avril 1985.
- Intérêt annuel : 12,10 %, soit F 605 par titre, payable le 23 avril de chaque année et pour la première fois le 23 avril 1986.
- Durée totale : 15 ans.
- Taux de rendement actuariel brut : 12,18 % au 23 avril 1985.
- Amortissement normal en quatre tranches égales à la fin des 9^{es}, 12^{es} et 15^{es} années :
 - soit par remboursement au pair,
 - soit par rachats en Bourse.
- Premier amortissement : 23 avril 1991.
- Cotation : Bourse de Paris.
- Souscriptions reçues dans la limite des titres disponibles dans les établissements chargés du placement.

Une fiche d'information (visa COB N° 85-08 du 2 avril 1985) est mise gratuitement à la disposition du public. BALO du 8 avril 1985.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



IMMUNEST

Le conseil d'administration réuni le 27 mars 1985, sous la présidence de M. Bernard CLERC, a arrêté les comptes de l'exercice 1984.

Les recettes locatives de l'exercice se sont élevées à 21,69 MF contre 20,87 MF l'année précédente.

Le bénéfice net de l'exercice s'élevait à 17,95 MF, comprenant 1,75 MF de plus-value exceptionnelle provenant de la vente d'appartements effectuée dans le cadre de la politique d'arbitrage. Hors plus-value, le bénéfice net ressort à 16,19 MF, contre 15,89 MF. Après déduction à la réserve légale de 0,89 MF le résultat disponible permet la distribution d'un dividende de F 15 par action (soit 15 MF au total) contre F 14 au titre de 1983, qui sera proposée à la prochaine Assemblée générale fixée au 12 juin 1985.

SOGENAL

Nous rappelons que la Sicav « Alsace Moselle Investissement » (AMI) a été créée en 1984 (et non 1984 comme indiqué dans notre édition du 2 avril).

Le Monde PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements :
246-72-23, poste 2412

BANQUE

DE L'UNION EUROPÉENNE

Dans notre édition datée 4 avril, il convenait de lire comme suit le dernier paragraphe du communiqué BUE :

Décernée suite des difficultés liées à une conjoncture industrielle et monétaire très défavorable, la Banque de l'Union Européenne se trouve en état de jouer le rôle prévu pour elle au sein du groupe du CIC, notamment par le développement de ses activités financières et internationales.

مكتبة الأصل

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

DÉBATS

2. PAQUES : « Résurrection, où est ta victoire ? », par Henri Fesquet ; « La simplification », par Jean-François Sot ; « Juifs et chrétiens », par Jean Toulst.
- LU : Ce que je crois, d'Albert Memmi.

ÉTRANGER

3. PROCHE-ORIENT : La situation au Liban.
4. AFRIQUE : L'épidémie de choléra dans les camps de réfugiés.
4. ASIE : L'évolution de la crise cambodgienne.
4. EUROPE : Le vote du budget aux États-Unis.

POLITIQUE

- 6 à 8. Le débat sur la proportionnelle et la démission de M. Rocard.

SOCIÉTÉ

10. Climat tendu à Miramas avant la manifestation de SOS-Racisme.
- Éducation : Défense.
- Religion.

CULTURE

11. La Biennale d'architecture à La Villette.
- VARIÉTÉS : Les Printemps de Bourges.
- CINÉMA : Blanche et Marie, de Jacques Renard.
13. COMMUNICATION : Le débat sur les télévisions privées.

Sur 89 FM Yves Mourousi « Face au Monde »

M. Yves Mourousi est ce vendredi 5 avril, à 18 h 45, l'invité de l'émission « Face au Monde », sur 89 FM, à Paris. Christian Vilain et Jean Le Bail mèneront les débats.

ÉCONOMIE

15. L'affaire Manufrance.
16. AFFAIRES : Après la réunion de la grande commission franco-soviétique.
- 17-18. SOCIAL : Les sidérurgistes lorrains à l'heure des comptes (III), par Alain Lebaube.

RADIO-TÉLÉVISION (13) INFORMATIONS « SERVICES » (14) :

Météorologie ; Journal officiel ; Bulletin d'enseignement ; Loto ; Le week-end d'un chineur.

Annouces classées (16) :

Carnet (14) ; Mots croisés (VII) ; Programmes des spectacles (12) ; Marchés financiers (17).

M. R.-G. SCHWARTZENBERG invité du « Grand Jury RTL - Le Monde »

M. Roger-Gérard Schwarzenberg, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Éducation nationale, chargé des universités, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le Grand Jury RTL-Le Monde », le dimanche 7 mars, de 18 h 15 à 19 h 30.

M. Schwartzberg, président d'honneur du Mouvement des radicaux de gauche, répondra aux questions d'André Fassinon et de Robert Solé du Monde et de Paul- Jacques Truffaut et de Claude Pozzanski de RTL, le débat étant dirigé par Alexandre Baloud.

Le numéro du « Monde »
daté 5 avril 1985
a été tiré à 490 120 exemplaires

**PIANOS
DAUDE**

LOCATION
VENTE
280 f/mois
252 f/mois
CRÉDIT CREG
jusqu'à 60 mois
LIVRAISON GRATUITE
GARANTIE 10 ANS
75 bis, rue de Wagram
75017 PARIS
763-34-17 / 227-88-54

A B C D E F G H

PARTISAN D'UNE RÉCONCILIATION AVEC DAMAS M. Zaïd Rifai a formé le nouveau gouvernement jordanien

Amman. — Le premier ministre jordanien, M. Ahmad Obaidat, a démissionné, jeudi 4 avril, un an et trois mois seulement après son entrée en fonctions, le 10 janvier 1984.

Bien que des rumeurs aient donné, ces derniers temps, ses jours pour comptés, la nouvelle de son départ, annoncée dans la soirée et à la veille du week-end (ici le vendredi), a pris par surprise les Jordaniens tout autant que les observateurs. Le fait que le nom du successeur de M. Obaidat, M. Zaïd Rifai, ait été rendu public en même temps indique, cependant, qu'il ne s'agit pas d'une décision improvisée mais d'une relève mûrement réfléchie. Le nouveau gouvernement, comptant vingt-trois ministres, a d'ailleurs prêté serment le soir même. Plusieurs membres du cabinet sortant, dont le ministre des affaires étrangères, M. Taher el Masri, y conservent leurs postes.

Les rumeurs faisant état de la démission prochaine de M. Obaidat avaient commencé à circuler après le départ fracassant fin janvier du ministre de l'information, M. Laila Charaf, dont les relations avec l'ancien premier ministre s'étaient gravement détériorées, notamment à cause de désaccords sur la politique de l'information. Mais ces rumeurs avaient surtout pris de l'ampleur après la conclusion de l'accord jordanien-palestinien du 11 février.

Il est encore très difficile d'élucider les raisons du remaniement ministériel de jeudi. Elles tiennent, sans doute, pour une grande part, aux personnalités fort différentes du premier ministre démissionnaire et de son successeur.

M. Ahmad Obaidat, quarante-sept ans, diplômé en droit de l'université de Bagdad, avait fait l'essentiel de sa carrière dans les services de sécurité jordanienne. D'abord en tant qu'officier puis, à partir de 1984, en tant que directeur adjoint des services de

Correspondance

renseignements, dont il prit la tête en 1974. La désignation de cet homme d'ordre à la tête du gouvernement jordanien, en janvier 1984, marquait alors la volonté du roi Hussein de concentrer ses efforts sur le plan intérieur. Elle coïncidait notamment avec le rétablissement du Parlement jordanien après dix ans de suspension. La réélection du président Reagan à la Maison Blanche et la conclusion de l'accord jordanien-palestinien du 11 février ont sensiblement modifié l'ordre des priorités.

Dans ce contexte, M. Zaïd Rifai paraît désormais davantage « l'homme de la situation ». Agé de quarante-neuf ans, homme d'affaires et ami du roi Hussein, dont il fut camarade de classe, M. Rifai est issu d'une famille qui a déjà donné plusieurs ministres à la Jordanie. Son père, Samir Rifai, fut même premier ministre. Le nouveau chef du gouvernement a d'ailleurs déjà occupé à trois reprises cette fonction. Diplômé en relations internationales de l'université américaine de Columbia, M. Zaïd Rifai a d'autre part une longue expérience de la diplomatie — expérience acquise au début de sa carrière soit au ministère des affaires étrangères soit en tant que diplomate au Caire, à Beyrouth, aux Nations unies et à Londres, où il a été ambassadeur en 1970-1971.

M. Rifai a la réputation de jouer de la confiance des Syriens : il s'est fait l'avocat d'une réconciliation avec le régime de Damas depuis que les relations syro-jordanien sont entrées dans une phase critique en 1980. Sa nomination à la tête du gouvernement jordanien pourrait donc signifier que le roi Hussein envisage de se rapprocher de la Syrie, dont l'hostilité à l'égard de sa politique et de l'ancien premier ministre a été une préoccupation constante. Cependant, une hypothèse pesant lourdement sur les tentatives de relance du processus de paix au Proche-Orient. En ce sens, il est

significatif que, dans une lettre adressée au nouveau premier ministre, le souverain hachémite lui demande « d'œuvrer pour la restauration de l'unité arabe », tout en continuant de « coopérer avec l'OLP pour récupérer Jérusalem, la Cisjordanie, la bande de Gaza et les hauteurs du Golan » occupés par Israël depuis 1967.

EMMANUEL JARRY.

La composition du cabinet

Amman (AFP). — Le nouveau gouvernement jordanien formé jeudi soir par M. Zaïd Rifai est composé de vingt-trois membres :

Premier ministre et ministre de la défense : M. Zaïd Rifai ; vice-premier ministre et ministre de l'éducation nationale : M. Abdel Wahab el Majali ; affaires étrangères : M. Taher el Masri ; information : M. Mohamed el Khatib ; intérieur : M. Hassan el Kayed ; transports : M. Farid Obaidat ; travaux publics : M. Mahmoud Hawamdeh ; santé : Dr Zeid Hamzah ; finances : M. Hanna Audah ; industrie et commerce : M. Rajai Moasher ; communications : M. Mohieddine el Hussein ; municipalités et affaires rurales : M. Marwan Hammoud ; affaires religieuses : M. Abdel-Aziz el Khayat ; ministre d'État pour les affaires des territoires occupés : M. Taher Kanaan ; énergie : M. Hicham el Khatib ; jeunesse : M. Hicham Charari ; agriculture : M. Ahmad Dahlan ; justice : M. Riad Chakaa ; enseignement supérieur : M. Nassereddine el Assad ; ministre d'État pour les affaires du conseil des ministres : M. Sami Jweid ; plan : M. Abdallah Smeir ; travail et développement social : M. Khaled el Haj Hassan.

* Démission le même portefeuille dans le cabinet sortant.

LA GUERRE DU GOLFE

L'Irak a utilisé pour la première fois des missiles sol-sol contre des villes frontalières

Un mois après son déclenchement, la « guerre des villes » entre l'Irak et l'Iran, a vu jeudi 4 avril, l'armée irakienne employer pour la première fois des missiles sol-sol contre des villes frontalières iraniennes.

La menace brandie mercredi dans la nuit par Bagdad, de lancer des missiles contre toutes les villes iraniennes à portée des engins irakiens a, en effet, été mise à exécution jeudi à 8 h 10 GMT contre Bakhtar et Hamadan, deux grandes villes du centre-ouest de l'Iran.

Seul le tir contre Bakhtar (ex-Kermanshah, à 150 km de la frontière) était confirmé à Téhéran dans l'après-midi, avec un premier bilan de l'agence Irna faisant état de vingt-cinq tués et soixante-dix blessés.

C'est la première fois que des missiles — probablement des « scud » — de fabrication soviétique de moins de 300 km de portée — sont utilisés contre ces villes, fréquemment bombardées en revanche par l'aviation. Les « scud » avaient été utilisés uniquement jusqu'à présent, contre les cités du Khuzistan, au sud de l'Iran. Leur effet destructeur est considérable et ils peuvent causer des dommages dans un rayon de plusieurs centaines de mètres, comme l'a constaté à plusieurs reprises le correspondant de l'AFP au Khuzistan.

Depuis jeudi matin, radio-Bagdad diffuse régulièrement en persan un avertissement à la population des villes frontalières d'Iran leur demandant de se « évacuer immédiatement ». Elle a étendu cette sommation aux habitants d'Isfahan, la grande métropole de deux millions d'habitants du centre de l'Iran, déjà bombardée par des avions mais jamais jusqu'à présent par des missiles.

Menaces sur Bagdad

L'Iran, pour sa part, a appelé jeudi soir, la population de Bagdad à évacuer la capitale irakienne, tandis que l'artillerie iranienne a pinné, durant la journée, toutes les villes frontalières d'Irak, a annoncé l'agence irakienne Irna.

Un communiqué du conseil supérieur de défense, diffusé à intervalles réguliers dans les émissions de radio-Téhéran en arabe, cité par Irna, invite les habitants de Bagdad à évacuer la ville afin « de ne pas être brûlés par la colère de feu de nos combattants ».

L'agence Irna indique, d'autre part, que l'artillerie iranienne a ouvert le feu contre « toutes les villes frontalières irakiennes jeudi » en re-

LE SOUDAN EST PARALYSÉ PAR UNE GRÈVE GÉNÉRALE

Bien que les informations en provenance du Soudan demeurent très fragmentaires, ce vendredi 5 avril en fin de matinée, tout indique que la situation s'est aggravée au cours des dernières quarante-huit heures. Après les télécommunications, toutes les liaisons aériennes ont été interrompues le jeudi 4 avril entre Khartoum et les capitales étrangères. Les avions qui devaient atterrir ont dû rebrousser chemin faute de pouvoir établir un contact avec la tour de contrôle. Aucun appareil n'a pu non plus décoller.

Selon des informations concordantes, notamment en provenance de chancelleries occidentales, le Soudan était paralysé jeudi par une grève générale. A peu près tous les secteurs ont été touchés : transports, télécommunications, centrales électriques et hydrauliques, industries, chantiers de construction, banques, secteur pétrolier, hôpitaux, tribunaux, etc.

Au cours d'une manifestation populaire qui s'est déroulée à Khartoum mercredi, un appel à la grève générale et à la désobéissance civile a été lancé. Les manifestants — évalués par l'AFP à une vingtaine de milliers de personnes — avaient tenté sans succès de se rassembler devant le palais du peuple (où se trouvent les bureaux de la présidence de la République). Ils scandaient des slogans contre le maréchal Nemeiry, qualifié d'« agent américain », et sa politique économique et sociale.

Ce vendredi matin, des observateurs du Caire, se référant à des « sources diplomatiques », estimaient que la situation demeurait critique au Soudan. On ignorait où se trouvait le maréchal Nemeiry, qui avait prévu de suivre un « traitement médical » aux États-Unis. Le chef de l'État soudanais a indiqué à un quotidien arabe de Londres (le Monde du 5 avril), qu'il a l'intention de rentrer au Soudan, coûte que coûte, le samedi 7 avril. — (AFP, AP, UPI, Reuter.)

En Turquie CINQ MORTS DANS UNE EMBUSCADE TENDUE PAR DES KURDES

Cinq personnes, dont deux policiers, ont été tués au total, ainsi que vingt-six blessés, dans une embuscade tendue par un commando kurde, près d'un village du district de Sirnak, en Anatolie du Sud-Est. Le sous-préfet du district a été tué.

Selon les autorités, les victimes circulaient à bord de véhicules militaires clairement marqués comme tels, mais qui s'étaient, semble-t-il, à peu de distance d'un convoi militaire. Cette attaque est le troisième incident officiellement reconnu, mettant en cause depuis six mois des militants séparatistes kurdes. Selon notre correspondant, une trentaine de manifestants ont été tués au total, ainsi que vingt-six blessés, dans une embuscade tendue par un commando kurde, près d'un village du district de Sirnak, en Anatolie du Sud-Est. Le sous-préfet du district a été tué.

Les autorités d'Ankara refusent de reconnaître aux Kurdes tout particularisme ethnique, se bornant à les qualifier de « Turcs des montagnes ».

Sur le vif Nuit et jour

Moi, ce passage à l'heure d'été, il n'y a rien à faire, je ne supporte pas. C'est vrai, la semaine dernière, quand je partais bosser à 6 heures du matin, il faisait déjà jour. Depuis, il fait encore nuit. Ça me casse le moral. Mes copains aussi. Ils nous ont vu affalés devant nos petits noirs au tabac du coin, avant de monter au journal. Hébertés, abrutis, décaillés, ahuris. Il y en a même un, aujourd'hui, qui a écaré son roquet sur la tartine beurrée du voisin.

Alors là, je leur ai dit : ça peut pas continuer comme ça. Faut faire quelque chose. Ils ont soulevé une poignée pesante et torve et ils ont grogné : ça va pas, non ! Il y a rien à faire. Si, si, si, ça va faire comme le canton de Vaud. Dimanche, il a rouillé sur ses deux oreilles, le canton de Vaud. Il a carrément refusé d'avancer ses horloges. Il s'est souvenu qu'en 1978 le peuple suisse s'était prononcé contre le changement. C'est pas parce que, il y a trois, quatre ans, le Conseil fédéral a décidé de passer outre et de s'aligner sur l'Allemagne, elle-même enfin ralliée à l'heure d'été, que les Vauds aient suivi le mouvement.

Ce coup-ci, tant pis ! Ils restent à l'heure d'hiver. Ils ont eu l'air de rater la fête à la zèle pour travailler aux champs jusqu'à la nuit tombée. Leurs vaches donnaient moins de lait. Leurs femmes résistent. Forcément, à la sortie des bureaux, des étudiants, il faisait grand soleil et ils n'avaient aucune envie de rentrer, ils traînaient dehors. Les gosses idem. Impossibles de les envoyer se coucher tant qu'il fait jour. Protests, plaintes et pétitions des mères chefs de famille : nous, on n'a pas d'homme pour leur filer des radies. Les ligues de protection de la nature, les fonctionnaires, les camionneurs et le Centre social protestent, on sort mis à genoux, on a le nez dans l'herbe d'hiver à partir de lundi prochain. Ça sera super, grâce à notre nouvelle heure de printemps, on coupera à celle du midi.

CLAUDE SARRAUTE.

APRÈS L'ATTENTAT DE LA RUE DE RIVOLI « Les mœurs de l'Etat ont changé » estime « Tribune juive »

Le rabbin Jacques Grunewald, directeur de Tribune juive, relève, dans le numéro daté 5-11 avril de cet hebdomadaire, la présence de nombreux représentants de la majorité et de l'opposition à la manifestation du 31 mars contre l'attentat qui avait fait dix-huit blessés au Festival du cinéma juif, rue de Rivoli, à Paris, le 29 mars. « Les mœurs de l'Etat ont changé », depuis l'attentat d'octobre 1980 contre la synagogue de la rue Copernic, observe M. Grunewald.

« La réaction populaire et celle du monde politique, poursuit-il, ont été pour nous une véritable mesure du sens-tend : elle a pour garants Eckmann et Auzanoff, lesquels ont écrit le film projeté ce soir-là, le nazisme et le péché, mais il est vrai que c'est l'idéologie raciste qui a nourri le nazisme, et qui seule était capable de le conduire au cataclysme que fut l'époque intermédiaire de 1933-1939-1945 ».

M. Grunewald relève aussi la déclaration faite contre l'attentat de la rue de Rivoli par M. Jean-Marie Le Pen (le Monde du 2 avril), « alors qu'il était resté silencieux, des dizaines de fois silencieux, après les attentats meurtriers contre des maghrébins ». « C'est que, estime le directeur de Tribune juive, face à la banalisation du racisme anti-maghrébin, la bombe qui a explosé au Festival du cinéma juif a provoqué l'émulsion, dans un débat sur le racisme rendu confus, de la véritable mesure qui le sous-tend : elle a pour garants Eckmann et Auzanoff, lesquels ont écrit le film projeté ce soir-là, le nazisme et le péché, mais il est vrai que c'est l'idéologie raciste qui a nourri le nazisme, et qui seule était capable de le conduire au cataclysme que fut l'époque intermédiaire de 1933-1939-1945 ».

La révolte des prostituées à Paris

UNE LETTRE DE M. ALAIN DUMAÏT maire du 1^{er} arrondissement

Notre article du 29 mars sur le mouvement de protestation des prostituées parisiennes inquiètes d'un projet de fermeture des studios d'elles utilisent rue Saint-Denis, à Paris, nous a valu une lettre de M. Alain Dumait, maire (PR) du deuxième arrondissement de Paris. Celui-ci écrit notamment :

« Il y a, de votre part, une conception des choses qui minimise les nuisances entraînées par la concentration de la prostitution et liées au mode d'existence très particulier de cette prostitution à cet endroit, tandis qu'à l'inverse vous passez sous silence le fait que les copropriétaires des studios de prostitution, presque toujours des prostituées elles-mêmes, sont purement et simplement passibles des articles 334 et suivants du code pénal.

« Je suis surpris que le seul témoignage de commerçant que vous citez soit celui d'un commerçant qui trouve les prostituées « sympas ». Il est faux de dire que le quartier est peu habité la nuit : presque dix mille personnes demeurent dans le quartier Bonne-Nouvelle, qui constitue en superficie le quart du deuxième arrondissement et la moitié en termes de population. Ils prétendent y vivre normalement, tranquillement, comme tous les Parisiens, ni plus ni moins (...).

NOUVELLES BRÈVES

« Le prochain vol d'Ariane retardé. — Le treizième tir de la fusée européenne Ariane, initialement fixé au 23 avril prochain, a été reporté au 7 mai. Lors d'un contrôle, les techniciens ont été amenés à suspecter un lot de composants électroniques. Ils ont jugé plus prudent de débiter certains éléments du lanceur. Seul nouveau contretemps, c'est donc avec un retard de quinze jours sur le calendrier prévu qu'Ariane devrait mettre en orbite deux satellites de télécommunications français et américains. Télécom 1B et Gostar.

« Les Japonais cesseront de chasser la baleine en 1988. — Le Japon a décidé vendredi 5 avril, l'arrêt de la chasse à la baleine en mars 1988, selon le ministre japonais de l'Agriculture et de la pêche, M. Moriyoichi Sato. (AFP.)

« Le Front Polisario a rendu les corps de deux aviateurs belges. — François Mertens et Godfried Lenz avaient disparu le 21 janvier près de Dakhla (ex-villa Cisneros), au Sahara occidental. Leur avion, qui participait au rallye aérien Paris-Dakhla, avait été abattu par les forces du Front Polisario (le Monde du 1^{er} février). Dans un communiqué le Front a annoncé, mercredi 3 avril, que les corps des deux aviateurs ont été remis à leurs familles, en présence du consul de Belgique à Alger. (Reuter.)

« TENNIS : Tournois de Chicago et de Monte-Carlo. — Yannick Noah a été battu, jeudi 4 avril, au deuxième tour du tournoi de Chicago, par l'Américain Terry Moor 4-6, 7-6, 7-6. Les butineuses de finale du tournoi de Monte-Carlo n'ont, en revanche, pas donné lieu à de grosses surprises : Cancellotti (It.) bat Nyström (Sue.) 6-2, 7-5, Smid (Tch.) bat Higuera (Esp.) 6-3, 6-3. Lendl (Tch.) bat Gussman (Sue.) 6-3, 7-5. Fimke (Tch.) bat Jutte (Arg.) 6-1, 6-1. Wilander (Sue.) bat Pecci (Esp.) 6-3, 6-3. Kriekstein (EU) bat Clerc (Arg.) 5-7, 6-1, 6-4.

« VOLLEY-BALL : Coupe du printemps. — La France s'est qualifiée, jeudi avril, pour les demi-finales de la Coupe du printemps, disputée au Danemark, en battant le Portugal 3 sets à 1 (15-13, 15-7, 13-15, 15-10).

4.500 francs la place pour Juventus-Bordeaux

La vente des billets et onze mille places pour la demi-finale de la Coupe d'Europe des clubs champions entre la Juventus de Turin et les Girondins de Bordeaux a donné lieu, jeudi 4 avril, à des incidents devant le siège du club. Six mille supporters mécontents de n'avoir pas eu de billet s'en sont pris aux forces de l'ordre. Un policier a été hospitalisé et une quarantaine de personnes blessées. Deux mille

policiers seront mobilisés, mercredi 10 avril, pour filtrer les entrées au stade.

A cette occasion, le club turinois battra son record de recettes avec 1,2 milliard de lire (6 millions de francs). Le prix des billets au stade noir atteint déjà 4.500 francs pour une place numérotée, et 1.500 francs pour une place dans les tribunes.

Le Monde

LOISIRS

Vents de printemps

ENFIN les beaux jours ! Fines, les vaines navigations en rêve avec, pour horizon, le papier glacé d'une revue nautique et, pour banc de quart, un divan moelleux.

Pour ceux que l'hiver n'avait pas découragés, finis les interminables bords à escalader, puis à dévaler une puissante houle sur fond de ciel plombé... La voile a beau être passion, on se demande alors parfois si l'on frissonne autrement que de froid, si ce n'est pas d'angoisse, car, sous le soleil, même les bords les plus sinistres deviennent chevauchées fantastiques.

Surprise des premiers coups de soleil : à cette époque, on ne bronze pas, on brûle. Si la mer est passion, la voile est mille passions, autant qu'il existe de façons de la pratiquer.

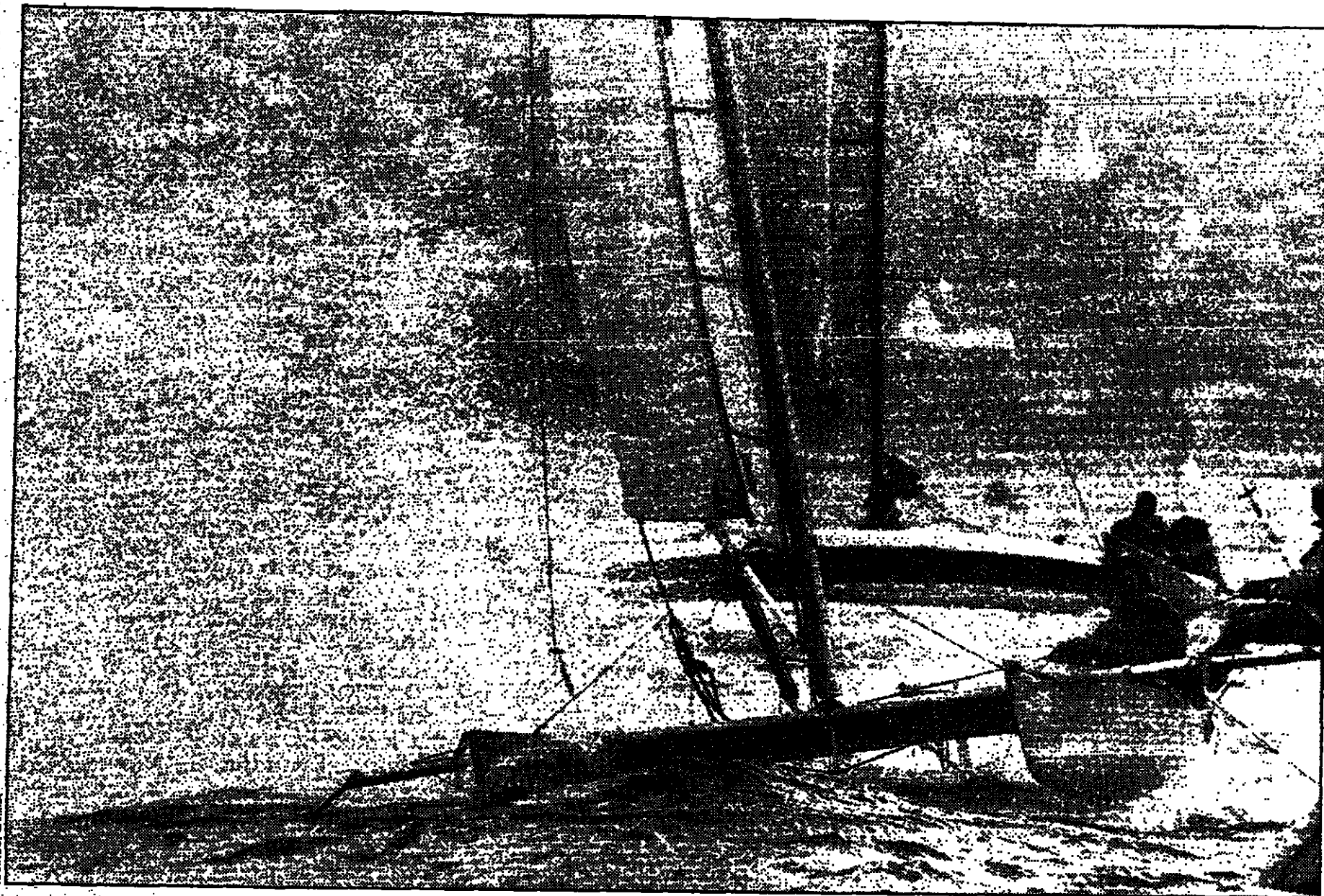
Printemps à Brest : sur la base de vitesse, un fou du vent se fait chronométrer monté sur une paire de skis et tiré par un cerf-volant. Ne souriez pas : la vedette des photographes n'arrive pas à le suivre. Pâques à La Rochelle : des centaines de voiliers, des milliers d'étudiants, sont réunis pour la Semaine de la course croisière organisée par l'école de commerce de Lille.

Au même moment, à l'Aber-Wrach, des néophytes, qui, hier encore, n'avaient jamais entendu fuser une voile, hurlent de plaisir alors que leur catamaran se dresse sur une seule coque.

En Méditerranée, il commence à faire vraiment chaud, mais c'est aussi l'époque des coups de mistral violents. Alors, la furie du vent ajoute encore à la splendeur d'une houle si abrupte que, parfois, on voit le soleil au travers de la vague.

Débutant en dériveur, jeune fou du fun-board, vieux roulier de la croisière ; la leur qui brille au fond de leurs yeux plissés vient de la brûlure du même sel, de la même jouissance marine. Le plaisir de la mer, décidément, est multiple.

D.L.B.



A fond la voile !

Courir sur mer, ou voler sur l'eau ?

LA vitesse grise. Les records font toujours rêver. En automobile, en moto, mais aussi en voile, où les amateurs de glisse ont également leurs rendez-vous annuels : les semaines de vitesse de Weymouth (Grande-Bretagne), de Brest, de Veerse Meer (Pays-Bas), de Perth (Australie) et, à partir de cette année, du Grau-du-Roi. L'engouement pour des manifestations qui relèvent autant du concours. Lépine que de la compétition s'est encore vérifiée lors de la cinquième Semaine internationale de vitesse à la voile, organisée du 23 au 29 mars à Brest.

L'originalité de ces semaines réside, pour beaucoup, dans le rassemblement, sur une même base de vitesse, de quelques-uns des meilleurs véliphanistes et de concepteurs d'engins parfois si farfelus que les 500 m de navigation imposés pour l'enregistrement des performances se révèlent plus aléatoires, voire plus

périlleux, pour leurs skippers qu'une traversée d'océan avec tempêtes. L'insolite et le spectaculaire se rejoignent, par exemple, avec ces araignées de mer, faites d'assemblage de tubes métalliques bardés de foils et supportant des panneaux en matériaux composites, plus conçues, semble-t-il, pour voler que pour naviguer.

Dans cette catégorie, les engins les plus remarquables sont ceux de Pierrick Gilbert et de Gilles Goarin. Le premier, *Trecobat*, est un tripode à hydrofoils de 21 mètres de long et 14 mètres de large, avec 60 m² de voilure. Mené par deux personnes, il est doté d'un gréement à wishbone, et son gouvernail est constitué par l'ensemble de la coque, qui pivote. Hélas ! l'engin n'est opérationnel qu'à partir de 20 nœuds de vent pour pouvoir décoller.

Après cinq Bol d'or motocyclistes, Gilles Goarin a transféré

son goût pour la vitesse sur la voile. Il a imaginé de fixer sur le flotteur sous le vent de son petit catamaran une aile d'avion de 4 mètres d'envergure et de 1,62 mètre de large qui devrait, grâce au phénomène de portance, alléger son bateau de près de 150 kilos par vent de 50 km/h. Une troisième coque, réglable en écartement, lui permet d'assurer une meilleure sécurité. La coque centrale est évidée pour permettre au barreur de s'y glisser, à la manière d'un pilote de formule 1. Malgré ces aménagements, le catamaran n'a pourtant pas dépassé 16,38 nœuds. Bruno Le Gaignoux, champion de France de dériveur en 1979, a fait, de son côté, œuvre de pionnier avec des skis nautiques tractés par un cerf-volant de 7 m² ou de 17 m² selon le temps.

Si les concurrents des semaines de vitesse font preuve d'autant d'imagination, c'est pour tenter de s'approprier les primes quotidiennes qui récompensent les meilleures performances dans chacune des catégories (230 000 francs de prix à Brest). Mais c'est aussi dans l'espoir que certaines de leurs innovations trouvent, un jour, des applications sur des voiliers plus classiques.

Conçus à l'origine pour établir puis battre des records, les semaines de vitesse s'éloignent un peu, aujourd'hui, de leur vocation première. Les conditions idéales de navigation du plan d'eau de Weymouth, rarement agité par la houle ou par le clapot, ont permis de porter les records du monde à des sommets pratiquement inaccessibles ailleurs.

C'est le cas du record du monde de vitesse à la voile, détenu par le catamaran à coques décalées *Crossbow-II*, avec 36 nœuds (66,67 km/h). C'est aussi le cas en planche, où le colosse américain Fred Haywood (1,90 m pour 95 kg), un ancien champion des Etats-Unis du 400 mètres quatre nages, a pulvérisé, en octobre 1983, le record du monde du Français Philippe Maka (27,82 nœuds), pour

atteindre 30,82 nœuds, soit près de 60 km/h !

A Brest, le meilleur véliphaniste a encore été Jean-Pierre Siret (Hi-Fly Neil Pryde), un Français de trente-trois ans qui vit à Nouméa. Fabricant de planches, il se consacre, deux mois et demi par an, aux semaines de vitesse. Avec une certaine réussite, puisqu'il a gagné en 1984, à Brest (24,01 nœuds), à Weymouth (29,68 nœuds) et à Perth (29,23 nœuds). Cette année, il a dépassé, pour la première fois à Brest, les 50 km/h, en atteignant 27,59 nœuds avec des rafales de vent de 30 nœuds. A cette perfor-

mance, il convient d'ajouter le record de France de planche à voile en tandem, porté, par Thierry Nin et Luc Villejoubert, de Fréjus, à 25,7 nœuds.

Devant ce bilan somme toute modeste, les organisateurs de la Semaine de vitesse de Brest envisagent la création de records par vent de moins de 15 nœuds, afin de favoriser la recherche appliquée à des conditions de navigation plus communes. Ce qui ne les empêche pas d'ajouter : « Le record ne doit pas être une obsession. Il existe aussi un plaisir de la vitesse pour la vitesse. »

GÉRARD ALBOUY.

Records de Brest

LES activités de la base de vitesse de Brest, créée en 1980 dans la rade, ne se limiteront plus désormais à la Semaine de vitesse organisée chaque année. Depuis le début du mois d'avril, la base peut être utilisée « à la carte » pour des tentatives de records, des épreuves ou des essais de matériel. La demande doit être faite au moins quarante-huit heures à l'avance (1), en fonction des prévisions météorologiques.

Conçue pour permettre de battre des records de vitesse, la base devrait ainsi devenir, progressivement, un véritable « laboratoire de la vitesse ». Depuis 1984, les données de temps, prises jusque-là manuellement, sont introduites directement sur ordinateur par des câbles sous-marins. Cette année, une information supplémentaire est apportée avec l'enregistrement de la vitesse du vent au moment des essais.

Grâce aux travaux de deux entreprises locales, la société Grenat pour l'établissement et l'enregistrement des mesures, et la Sedasis pour les programmes informatiques, la fiabilité des performances et des tests a pu être considérablement améliorée. L'étude du plan d'eau, avec la vedette-

laboratoire de la Fédération française de voile, a, d'autre part, permis d'établir de nouveaux couloirs, orientés de façon optimale par rapport au relief et aux courants.

Les programmes informatiques permettent par exemple de déterminer les performances d'un engin dans différentes situations de navigation : aptitude à remonter au vent, allure au près, optimisation du compromis cap-vitesse, etc. Ces programmes peuvent aussi aider à choisir les voiles les mieux adaptées ou la meilleure répartition des masses.

Ces mesures permettent d'établir les courbes de performances représentant les variations vitesse-surface de voile lorsque l'angle de route est changé par rapport au vent, en tenant compte du clapot, du type de voile, du vent et de la répartition des masses sur le bateau. Un label « Base de vitesse de Brest » est délivré pour authentifier les essais de matériel et les performances réalisées.

G. A.

(1) Base de vitesse de Brest, port du Moulin-Blanc, 29200 Brest. Tél. : (98) 41-69-10.

LIRE

2-3. NAUTISME

Apprentis navigateurs dans les brises de printemps.

4. MODE

Jean-Louis Scherrer et Dorothea Bis sous la loupe.



Supplément au numéro 12499. Ne peut être vendu séparément. Samedi 7 avril 1985.

7-12. TÉLÉVISION

Jean Dewever avec « les Honneurs » mais sans « les Jambes ».

13. GASTRONOMIE

Un endroit où seule l'enseigne fait peur.

14. JARDINAGE

L'élagage avec l'art et la manière.

مكتبة الأصيل

Mousse-skipper

C'est la fin de l'apprentissage sur dériveur. On voit grand.

Premiers bords

Les grandes associations comme l'UCPA (62, rue de la Glacière, 75013 Paris. Tél. : 336-05-20), et le Centre nautique des Glénans (qui Louis-Biérot, 75781 Paris cedex 16. Tél. : 520-01-40) offrent un choix très vaste. Signalons les stages « multivoiles » de l'UCPA. Parmi ceux qui se sont spécialisés dans le catamaran de sport : le centre nautique départemental de Tréboul (BP 7, 29100 Tréboul, Douarnenez) et le Yacht-Club d'Adge et du Cap, rue de la Capitainerie, 34300 Cap-d'Adge.

Pour découvrir la croisière

Vous pouvez obtenir la liste des adhérents du Syndicat national des écoles de croisière en écrivant au port de la Bourdonnais, 75007 Paris. Vous découvrirez de nouvelles adresses en consultant les revues nautiques, qui publient régulièrement les dossiers consacrés à l'initiation. Les Glénans, l'UCPA, le Groupement finistérien de croisière (Pors Beach, 29224 Logonna-Daoulas), le Centre nautique de Rosbras-Brigneau (130, av. Philippe-Auguste, 75011 Paris) ont, en la matière, une très solide expérience.

Des stages à thème

Découvrez l'art de la randonnée nautique : Centre nautique de Rosbras-Brigneau, et le Centre nautique de Crozon-Morgat, fort de Porsillon, 29160 Crozon. Stage de manoeuvre et formation de chef de bord, comprenant la mise en œuvre du radar de survie (rarement proposée dans les écoles de voile) : école de mer Gaillard, 2, rue de Fargues, 89001 Lyon. Manoeuvre

de gréements à l'ancienne : Jeune Ariane (Dominique de Recy, 9, rue Notre-Dame, 50400 Granville). Voilerie, charpenterie de marine : Jeunesse et Marine (4, place Saint-Germain-des-Prés, 75006 Paris).

Multivoiles à l'Aber-Wrach

C'est un fjord qui s'ouvre sur l'Océan, à la pointe de la Bretagne, quelque part dans le nord de Brast. Un bras de mer parsemé d'îlots, défendu par des récifs où s'écroule en rouleaux la houle atlantique. Le phare de l'île Vierge domine le paysage, et l'île de Stogodon, avec sa plage de sable fin, a presque des allures tropicales. C'est là que l'UCPA a installé un de ses derniers centres, offrant des activités nautiques particulièrement originales. En plus des stages de funboard (le spot de Sainte-Marguerite est bien connu des initiés) et de catamaran (y compris pour les débutants), on peut y découvrir la voile sous la forme d'un stage « Multivoiles ». L'idée de départ, c'est que les débutants en matière de navigation ont souvent envie de toucher un peu à tout avant de se lancer dans la voile qui leur aura donné le coup de cœur. Durant leur séjour, ils pourront donc tirer leurs premiers bords sur une planche à voile, partir explorer criques et îlots à bord d'un petit ketch à tirant d'eau réduit, *Mentor*, tâter de la navigation sur une coque en catamaran, essayer un cent mètres sur une planche à voile à roulettes, et peut-être même s'offrir une petite balade du soir en kayak. Idéal pour ceux qui n'ont pas d'idées arrêtées.

D. L.B.

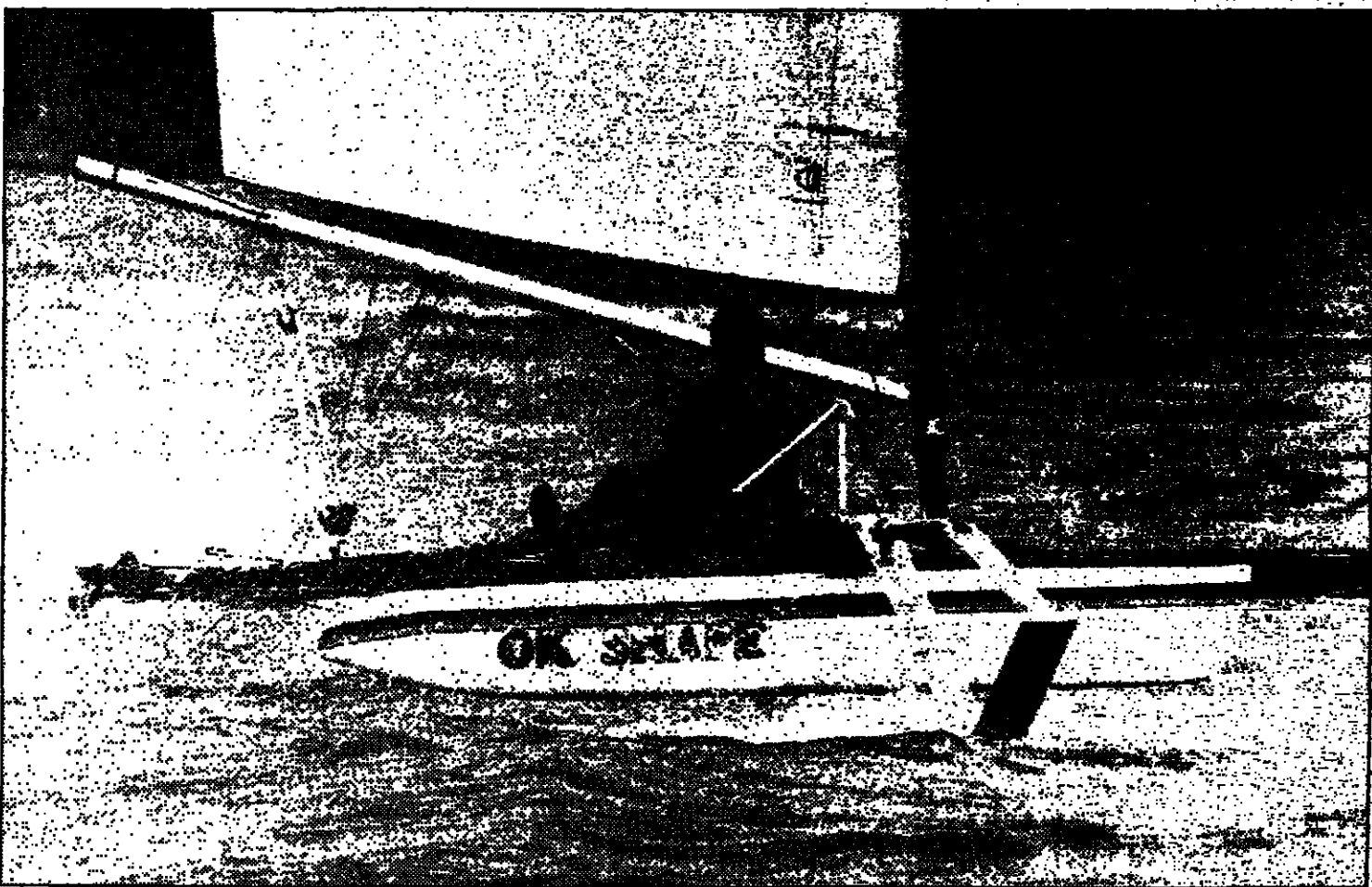
Il y a encore quelques années, on s'initiait à la navigation sur un dériveur avant de passer au croiseur côtier, puis au voilier de haute mer. Désormais on découvre la voile aussi bien en traversant l'Atlantique que sur un petit catamaran de sport. Le choix n'en est donc plus difficile. En fait, le plus important, ce ne sont pas les qualités du moniteur, mais la motivation réelle de l'élève. Qu'attend-il exactement d'un stage de voile ? *That is the question.*

Il y a, par exemple, ceux qui désirent en savoir juste assez pour ne pas avoir l'air trop manchots sur un pont et ceux qui veulent prendre, le plus vite possible, la responsabilité d'une croisière. Il y a même ceux qui viennent uniquement chercher un certificat de distance parcourue, pour obtenir un brevet : tel est le cas d'une certaine clientèle suisse et allemande.

Il faut également bien se rendre compte que la technique de la voile a tendance à « éclater » en une série de pratiques très différentes les unes des autres. Ainsi, ce que vous apprendrez de la manoeuvre d'un catamaran de sport

La croisière. — Il faut bien faire la différence, d'une part entre les stages de croisière côtière et les stages de croisière hauturière, d'autre part entre les stages sur gros et sur petits voiliers. Contrairement à ce qui s'est passé longtemps, on peut maintenant commencer son initiation à la voile par un embarquement sur un 15 mètres entre Bretagne et Irlande. Si cette expérience peut donner de la navigation une image enthousiasmante, elle n'offre pas cependant de très bons résultats d'un point de vue pédagogique.

Le bon équipier d'un gros bateau n'est pas pour autant capable de prendre la responsabilité d'un petit bateau. Sur un gros, on apprend vite à devenir un équipier efficace ; sur un petit, on s'entraîne à devenir un skipper responsable. C'est d'ailleurs en croisière côtière — et le plus souvent, donc, sur un petit voilier — qu'on apprend les bases indispensables de la navigation, et non pas en haute mer. De plus, en ce qui concerne les manoeuvres, on peut toujours laisser un cafoillage se produire sur un petit bateau, pour en tirer ensuite les enseignements ; sur un gros, c'est plus dif-



n'a pas grand-chose à voir avec ce dont vous aurez besoin pour mener un dériveur classique. Quant aux dériveurs de la nouvelle génération, avec leurs réactions vives, ils préparent sûrement moins bien à la manoeuvre d'un petit bateau de croisière que les bons vieux Vaurien. Rien à voir non plus entre ce que vous retirerez d'un embarquement sur un lourd voilier de 15 mètres (sur lequel la moindre manoeuvre réclame coordination et force) et d'une croisière sur un 6,50 mètres, qui se déborde d'un coup de botte. De plus, désirez-vous apprendre la voile ou apprendre la mer ? Pour devenir un bon skipper, il faut autant connaître la technique de la navigation que le monde où l'on évolue : la vie de la mer et de ceux qui la fréquentent. Il existe des écoles où l'on peut apprendre tout cela ; c'est une simple affaire de bon choix.

En revanche, pour se perfectionner, rien ne vaut d'embarquer à bord d'un croiseur hauturier pour une étape d'une croisière lointaine, voire d'une course en haute mer.

Techniques particulières et stages à thème. — On peut tout connaître de la navigation et de la manoeuvre mais désirer s'initier à l'art de couper les voiles, à la façon d'entretenir un moteur marin, ou de grimper dans le gréement d'un grand voilier. Il y a aussi les enfants qui, dès sept ou huit ans, peuvent embarquer seuls sur un Optimist. Mais il n'est pas certain que l'enfant soit tout de suite intéressé : la seule façon de le savoir est de faire un court essai. Dans la plupart des écoles de voile fonctionnant en externat, cela est possible.

Quelles sont les écoles ? — Il existe des associations et il existe des écoles commerciales. La nuance ne tient pas toujours aux tarifs mais plutôt à l'ambiance et aux méthodes d'enseignement. En ce qui concerne les associations, chacun connaît les Glénans et l'UCPA. Mais elles ne sont pas les seules. N'oubliez pas non plus les possibilités offertes par votre comité d'entreprise. Parmi les écoles commerciales, on trouve des skipper propriétaires d'un voilier qu'ils arment en école, avec un programme de navigation précis ; il existe aussi des sociétés disposant de plusieurs voiliers, avec programmes de navigation et des

niveaux d'enseignement différents.

On peut aussi apprendre sans passer par une école. Une bonne formule consiste à louer un bateau avec skipper. Choisissez un voilier de taille raisonnable, et annoncez d'emblée au skipper votre volonté d'apprendre. Le skipper en question ne sera que trop heureux de prendre en charge un équipage motivé. La navigation en flottille est également un bon moyen pour ceux qui connaissent les bases de la navigation, et même un peu plus, mais pas assez toutefois pour prendre la responsabilité d'une croisière en eaux inconnues. En louant un voilier au sein d'une flottille, vous naviguez sur votre bateau à vous, mais l'ensemble de la navigation (route, choix des mouillages...) est du

ressort d'un responsable. C'est sans doute le meilleur moyen d'apprendre à devenir maître à bord avant de partir seul à l'aventure. Reste la méthode des bourses d'équipiers et du transport, mais on ne dira jamais assez à quel point il est délicat d'embarquer avec un skipper ou un équipage inconnu.

Où se renseigner ? — Vous trouverez ci-dessous plusieurs adresses sélectionnées par nos soins. Il existe aussi un document publié par la Fédération française de voile et qui regroupe toutes les écoles, en précisant leurs programmes : le *Guide Ricard de la voile*. Il existe, enfin, au sein de la Fédération des industries nautiques, un syndicat des écoles de voile.

DOMINIQUE LE BRUN.

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

COTE-D'AZUR

06500 MENTON
HOTEL MODERNE***NN. Prix mer.
Sans pension. Tél. : (93) 57.20.02.

06500 MENTON
Hôtel CÉLINE-ROSE ***NN. Cuisine de Spécialité et exotisme, cab. bain, ascenseur, jardin. Piscine compl. téléphone 06 : 171 171 171 F.T.E.

MONTAGNE

MÉRIBEL (Savoie)
PRIX FIN DE SAISON
Plein sud 50 mètres remontées, reste 8 appartements. Avec balcon ou terrasse dans petit immeuble.
Jean Robert (61) 22-01-22

Italie

VENISE
HOTEL LA FENICE
ET DES ARTISTES
(près du Théâtre la Fenice)
5 minutes à pied de la place St-Marc.
Atmosphère intime, tout confort.
Prix modérés.
Réservation : 41-32-333 VENISE.
Tél. : 411150 FENICE I.
Directeur : Dante Apollonio.

Suisse

LAC MAJEUR - LOCARNO
GRAND HOTEL
Complètement rénové. Nouvelle piscine.
Tennis. Au sein d'un grand parc au centre de la cité. Cuisine soignée.
Dir. des 1985 A. Corti.
Tél. 1941/93/33-02-82.

TOURISME

COTE ATLANTIQUE - BAIE D'ARCACHON
VILLAGE VACANCES
« grand confort »
LE ROUMINGUE - 33138 LANTON
Tél. : (56) 82-97-48
Pension complète et demi-pension (visu compris)
Distractions variées adultes et enfants
Plage privée surveillée - mini-golf
Tennis - initiation planche à voile
Excursions - soirées dansantes - ciné
TV - piscine
Régime en juin et septembre

PLAGE MIDI. Parc loisirs.
Choix de locations. Déplacement, tarif groupé.
BOISSET, 34 SÉRIGNAN (67) 32-26-17.

Cap d'Antibes

Petits studios équipés, park., piscine, solarium, plage, et tennis à 600 m, 2 pers., 1 semaine à partir de 1 020 F, 4 semaines : 2 480 F, 10 semaines : 4 980 F, 13 semaines : 6 980 F.
Roi SOLEIL, 153, bd Kennedy, 06500 ANTIBES. (93) 61-68-36.

L'UNIVERS DU SKI DE FOND
NOTRE-DAME-DU-PRÉ
La Résidence
"LES MÉLÈZES"
Studio, 2 pièces et 2 pièces duplex avec vue panoramique inégalable, orientation plein sud à 4 km des pistes de la Plagne.
2 PIÈCES DUPLEX
6/7 personnes
267.000F
Bureau de vente sur place (ouvert tous les jours)
NOTRE-DAME-DU-PRÉ - 73000 MOUTRIERS - Tél. (79) 34.38.33
New Point pour renseignements gratuits

Aux quatre coins de France

Vins et alcools

VINS FINS D'ALSACE médailles
CHARLES SCHLERER propriétaire
viticulteur à 68230 TURCKHEIM

EXCEPTIONNEL
BORDEAUX SUPER. 1970
36 h. 900 F (coût) b. 1700; cde + ch.
BELLOT VIGN. 33620 LARUSCADE

CHAMPAGNE Claude DUBOIS
A la propriété LES ALMANACHS
VENTEUX 51200 Epervy. T. (26) 58-48-37
Vin vieilli en Foudre. Tarif s/dem.

MERCUREY A.O.C. Veris directe
12 bouteilles 1981 : 398 F TTC franco dom.
TARIF SUR DEMANDE : Tél. 0963 47-12-04
Louis Mochy, viticulteur. 71500 Mercurey.

rais
s
l
s
u
i
d
i
sc
tr
er
m
en
s
t
qu

rai
sar
cel
étra
vra
dép
les
part
il
lieu,
sura
sur
i
D
ger
moti
dont
décu
tera
secoi
contr
exer
besoi
vers
i
de pe
qu'en
thème
Qui p
sociali
d'agir
comm
est su
fait, oc
les op
lent le
sin le p
Mais
et sans

La
Le S
une ver
projet d
des arti
ducteur
musical
29 juin
nalc. La
RPR. U
valoisien
PS et le
débat, c
Mond
deux dén
La pr
par le so
sénatoria
produit
auteurs
à main
l'inverse,
M. Jack
culture, e
visé à pro
auteurs e
cherchant
dans ce sei

poi
Protecti
sénateurs
pour autan
vention de
des produ
mais, au oc
compromis
les parties.

Et je repartirons...

Équipage de débutants et voilier haut de gamme. Avec l'autre Riguidel.

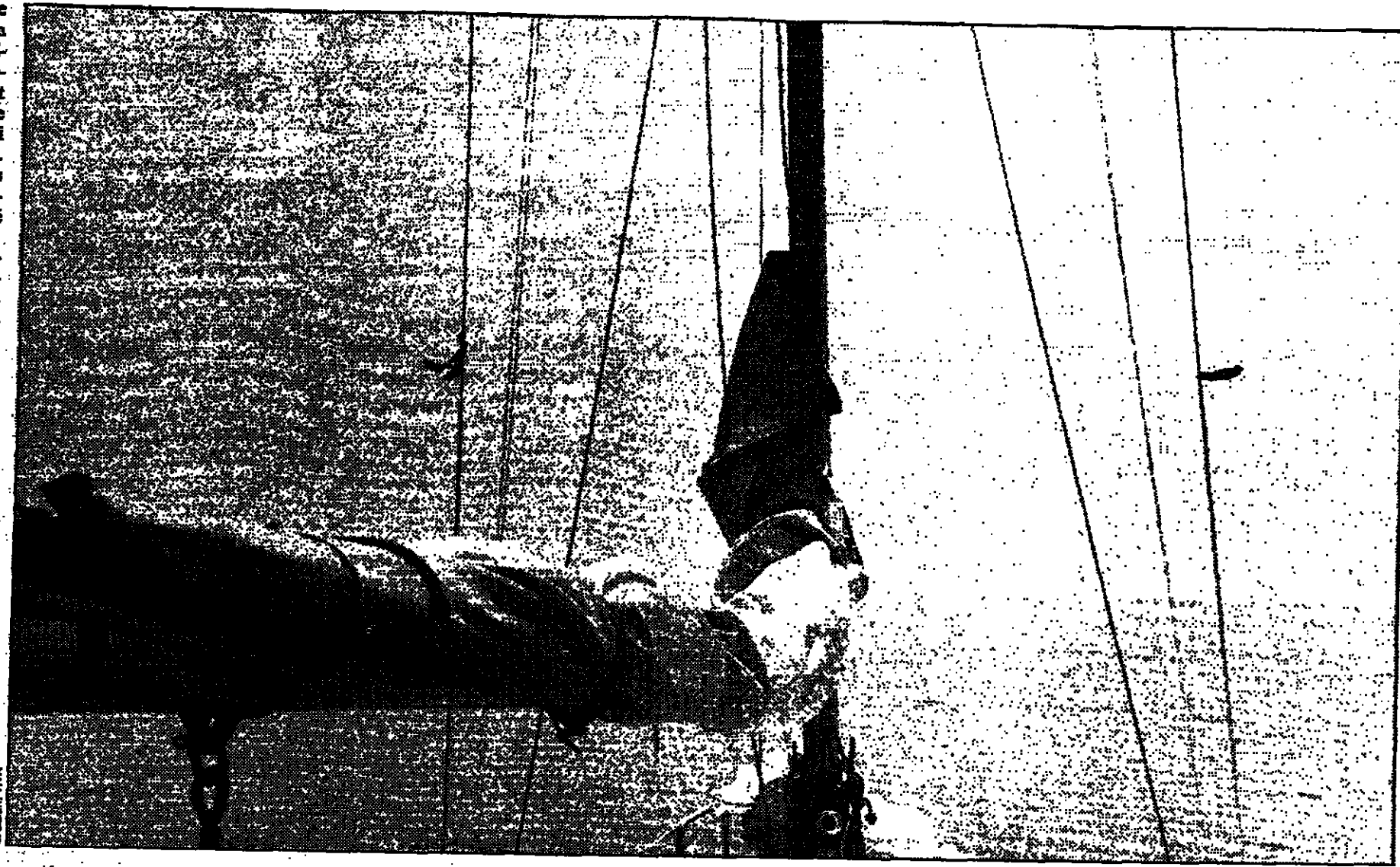
La mer est, paraît-il, une passion. Elle exige en effet souffrance et dévouement. On embarque pour la domination, on en revient esclave. On croit la soumettre quand elle s'offre docile et soumise, et la voilà qui éclate d'une colère de passionaria. La mer n'a pas de logique, et les marins vendront encore longtemps leur âme au diable (malgré sponsors et ordinateurs de bord) pour une seconde de ses vertigineux plaisirs. Au prix d'une endurance de marathonien, d'une culture de maître échiquéen, de l'ingéniosité du pilote de course, des réflexes du gardien de but et de la puissance du judoka. Ils cachent leurs sentiments derrière un vocabulaire barbare et se jouent d'un univers si « génial » étudié qu'on s'y cogne à chaque geste ! En retour, la mer leur distribue rafales et vent glacé, humidité visqueuse, instabilité permanente.

A l'évidence, si les marins ne rêvent que de mouillages douillet dans les criques antillaises ou de brises calmes sur les lagons polynésiens, c'est pour mieux braver l'enfer qui cogne sur nos côtes, celui des vagues démontées, des visages foudroyés et des regards épuisés. Au nom d'un plaisir subtil et délicat, fait d'embruns percés d'un arc-en-ciel, d'un alliage de mousse qui fait jouer les goélands, d'un soleil qui plonge derrière un ciel de feu, d'une nuit passée à veiller les étoiles... ou d'un rêve de solitude et d'évasion. Car la mer est, n'en doutons plus, une passion.

Jacques Riguidel (un lointain cousin de l'Eugène des Transatlantiques), parce qu'il partage cette folie, tente un audacieux pari : embarquer, depuis Quiberon, un équipage débutant sur un voilier haut de gamme (*All-Mer*, un First 456 de 14,20 mètres) ! Une manière de rompre avec l'enseignement traditionnel qui raconte la mer au tableau noir et apprend la manœuvre sur une coque de noix.

« Nous accueillons deux types de stagiaires, explique celui que tout le monde appelle affectueusement « J.R. ». Les débutants ont entre seize et trente ans ; ils veulent savoir si la mer les séduit et apprendre le B-A BA de la plaisance. Les autres ont entre vingt-cinq et soixante-dix-sept ans... et souhaitent naviguer sur un bateau de rêve, se perfectionner, avant d'acheter le leur (plus modeste), ou s'initier au rôle de chef de bord sur une belle unité, avec un équipage fourni. »

Pour les débutants, une telle opportunité est plutôt rare. On comprend aisément que les écoles de croisière hésitent avant d'investir le million de francs que coûte un bateau de prestige, avant de le confier à des néophytes, avant de le lancer sur des compétitions (Transat des aîlés, suivie de la course du *Figaro*) avec son équipage du moment ! Jacques Riguidel et son complice, Michel Grandclaudon, skipper de *All-Mer*, ont relevé le défi. Résultat : deux cents stagiaires chaque année.



La méthode, résolument moderniste, se veut dynamique, jamais aventureuse. Ses détracteurs lui reprochent de ne pas enseigner le geste marin, fesses dans l'eau et mains gercées. Il est évident qu'on n'apprend pas la même chose sur un dériveur chahuté par le clapot et sur un pont de 45 pieds indifférent à la houle. Le premier initie aux techniques essentielles ; le second révèle ce qu'est un bateau, un vrai, avec son équipage, ses manœuvres coordonnées, son intendance, sa route.



Ces deux adolescents dans la trentaine, sportifs accomplis et navigateurs de talent, ne connaissent qu'un cap : le grand large ! Dès les premières heures du stage (dix participants maximum), *All-Mer* quitte le ponton. A midi, chaque équipier a effectué plusieurs manœuvres, s'est perdu dans les balancelles, écouté, drissé et autres pataras, a craint l'empannage plus que le mal de mer et a tenu la splendide barre à roue en se prenant pour Pajot ! Au crépuscule, la prise de ris, le nœud de chaise et l'incidence des marées sur la route n'ont plus de secret (théorique) pour lui. Il est rompu, trempé, affamé. Et ravi.

La météo prévoit-elle des rafales à couler net le plaisancier ordinaire ? *All-Mer*, doté des équipements électroniques dernier cri, prouve sa fiabilité. Il se joue de la dépression, et son skipper en profite pour montrer ce qu'est une mer démontée, comment se déplacer à bord en toute sécurité, demander un point satellite, manœuvrer au plus sûr...

La méthode, résolument moderniste, se veut dynamique, jamais aventureuse. Ses détracteurs lui reprochent de ne pas enseigner le geste marin, fesses dans l'eau et mains gercées. Il est évident qu'on n'apprend pas la même chose sur un dériveur chahuté par le clapot et sur un pont de 45 pieds indifférent à la houle. Le premier initie aux techniques essentielles ; le second révèle ce qu'est un bateau, un vrai, avec son équipage, ses manœuvres coordonnées, son intendance, sa route.

La méthode de Jacques Riguidel ne prétend pas faire des miracles. Elle veut surtout coller au plus près des conditions réelles de navigation et vise à convaincre les néophytes que la mer est d'abord un plaisir. Olivier, dix-neuf ans, n'en est pas encore revenu ! Cet apprenti boulangier est arrivé un jour à Quiberon pour une semaine de stage débutant. Aujourd'hui, il assure le convoyage de voiliers entre l'Europe et les Antilles.

L'histoire est presque trop exemplaire. Le bateau ne fait pas le marin, et nulle école de croisière n'enseigne l'amour de l'océan. L'instinct du vent, la sensualité de la vague, le désir de toujours mieux naviguer, ne s'apprennent pas dans les manuels. Car, c'est le mieux qu'on puisse retirer de quelques heures passées sur un voilier de prestige, du côté de Quiberon : la mer est définitivement une passion.

JEAN-PIERRE CHANIAL.

Vingt stages

Jacques Riguidel organise une vingtaine de stages par an, de mars à septembre. Chaque stage dure une semaine et coûte 2 100/2 300 F par stagiaire. Les stagiaires sont également admis à l'occasion des croisières en Irlande, Espagne, Portugal prévues en mai, juin et septembre : 4 200 F les douze jours. Enfin, « *All Mer* » et son équipage suivront la course du *Figaro*, de Granville à Kinshasa, Morgat, Bayona et La Rochelle : 7 500 F par stagiaire, du 20 juillet au 11 août.

Ces tarifs ne comprennent pas la nourriture et autres frais de navigation. En fonction des participants, les stages de l'école de croisière Jacques Riguidel sont de trois niveaux : navigation côtière (débutants), navigation hauturière (perfectionnement) et formation de chef de bord (confirmés). Pour tous renseignements complémentaires : « Ecole de croisière Jacques Riguidel », 40, rue de Port-Marie, 56170 Quiberon. Tél. : (97) 50-19-64.

(Publicité)

EXCEPTIONNEL AVEC « TOURISME SNCF » 7 JOURS A MAJAC EN ROUERGUE

Résidence-village de vacances moderne, entourée de 60 hectares de verdure. Avec possibilité de découvrir les GORGES DU TARN, ROCAMADOUR, PADIRAC, CORDÉS, ALBI, CONQUES, VILLERANQUE-DE-ROUERGUE.
- Départ de PARIS-AUSTERLITZ, par train de 2^e classe-couchettes :
LES LUNDIS : 29 AVRIL, 6, 13 et 20 MAI et 27 MAI 1985
9, 16, 23 et 30 JUIN 1985
- Retour à PARIS 14^e le mardi par train de 2^e classe-couchettes :
LES MARDIS : 7, 14, 21 et 28 MAI
4, 11, 18 et 25 JUIN
2 JUillet 1985

PRIX PAR PERSONNE..... 1567 F

Supplément voyage en 1^{re} classe 217 F
Séjour supplémentaire 595 F
Comprend : le train couchette de 2^e classe PARIS/MAJAC et retour, le séjour en pension complète (7 jours-6 nuits) en chambre à deux lits, vin aux repas, l'assurance annulation-remplacement. La résidence de MAJAC est ouverte jusqu'au 30 septembre 1985 (sauf demande).
RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTIONS : « Tourisme SNCF » S.C. 17 A :
- Toutes les gares SNCF de FRANCE
- Par correspondance : BP 82.06.75382 PARIS CEDEX 08

VACANCES POUR JEUNES

PGL est l'expert reconnu de la Grande Bretagne pour les vacances d'été pour jeunes de 7 à 18 ans. Choisissez parmi plus de 40 activités avec ou sans cours d'anglais - ballons, moto, BMX, canoë, tir à l'arc, promenades en poney, planche à voile. Envoyez tout de suite ou téléphonez "Brochure Gratuite".

PGL PGL Young Adventure
Secteur S.A.L.C.F. (R)
12, Bd. de la Madeleine 75009 PARIS
Téléphone : PARIS (1) 742 4988

VOYAGES EXCEPTIONNELS 12 mai 1985

CONCORDE A MARRAKECH

- 4 jours 9-12 mai : 6 990 F
- 7 jours 12-16 mai : 9 490 F
Ces prix comprennent par personne transport aérien A.R. sur Air France (vol supersonique Concorde à l'aller ou au retour selon votre choix), séjour hôtel 5 étoiles, demi-pension en chambre double.
Transport aéroport-hôtel.
Visite guidée de Marrakech.

Renseignements et inscriptions :
AMCOTEL S.A. 1.78.0011
83, rue de Valenciennes
75008 PARIS - Tél. : 822-95-46

DU PRINTEMPS A L'AUTOMNE VIA L'ETE

Alisarda rallonge l'été
PARIS OLIA PARIS du 28 Avril au 29 Septembre
tous les dimanches
PARIS CAGLIARI PARIS du 23 Juin au 15 Septembre
tous les dimanches
NICE OLIA NICE du 21 Juin au 20 Septembre
tous les lundis et vendredis
Vols directs en DC9 - Tarif visite applicable au départ de Paris

ALISARDA

Lignes Aériennes de la Sardaigne

Renseignements et Réservations

9, bd. de la Madeleine - 75001 Paris 261.61.80

B.O.R.G. (1) 523.52.52

مكتبة الأمل

Scherrer et l'angoisse de la page blanche

Un « grand » se souvient d'avoir été un inconnu.

DANS les bureaux de Jean-Louis Scherrer, le noir et le blanc s'assemblent en calmes harmonies que ne parviennent pas à bousculer les activités d'hommes et de femmes affairés, que dérange à peine le grondement de travaux proches. L'ambiance d'efficacité feutrée s'accorde à la sobriété de Jean-Louis Scherrer, à son expression mi-soucieuse mi-nostalgique, à sa voix sereine qui d'un coup s'inquiète sur une question, et raconte :

« Au commencement, je dansais. J'ai suivi le Conservatoire, j'ai fait un passage chez Cuevas. Simultanément je dessinais, je réalisais occasionnellement des costumes, en amateur, avec des chiffons que je trouvais chez moi ou au marché Saint-Pierre. Un accident m'a empêché de faire carrière. J'ai continué à dessiner. J'ai eu la chance de rencontrer M. Dior. La chance, c'est le hasard, l'imprévu. J'ai travaillé chez lui, la meilleure école. J'ai appris la technique de la haute couture, la manière de traiter les tissus, j'ai appris à diriger les essayages, à guider les premières. A l'époque, c'était vers 1956, la maison était l'une des plus brillantes. La disparition de M. Dior a créé un vide dans la couture. J'ai eu la chance de le voir, de voir sa recherche de la perfection, c'est en tout cas mon point de vue. Je suis resté un an et demi avec lui, et encore un an et demi avec Saint-Laurent. On vit toujours avec le souvenir de ces écoles premières... »

« J'ai eu envie de m'exprimer à partir des bases que j'avais acquises. Je me suis installé, sans argent, au fond



d'une cave, avec un ventilateur, et en travaillant comme je ne pourrais plus le faire, persuadé que j'avais à dire... Nous avons réalisé notre première collection et n'avions absolument pas de quoi amorcer la seconde. C'était en 1961. Je m'étais placé au niveau des autres, des Balenciaga, des Givenchy... J'avais mis le même cautionnement qu'en haute couture. Pas un acheteur ne s'est présenté. Qui donc aurait payé pour voir l'œuvre d'un inconnu ? Je me suis renseigné, j'ai demandé qui était l'acheteur le plus important. On me l'a indiqué : un Américain, il était descendu au Ritz. Je m'en sou-

viendrais toujours, c'était un vendredi. Je parlais quelques mots d'anglais — je n'ai pas fait de progrès. Je lui ai téléphoné quand même, j'ai dit que pour lui il n'y aurait pas de cautionnement... Il est venu : c'est l'esprit américain, sympathique dans ces cas-là. Il m'a dit : « C'est bien, mais mes acheteuses sont parties, on verra la saison prochaine. » Nous étions écroulés, et pas de rire, je vous assure. Et puis, le lundi, son acheteuse était là. C'est ça l'imprévu de la chance. Pourquoi était-il là, pourquoi m'a-t-il répondu au téléphone ? Il nous a placés au niveau des autres, nous est resté fidèle, a démarré notre prêt-à-porter. La chance, on la

provoque ; le tout est qu'elle réponde.

— Connaissez-vous l'angoisse de la page blanche ?

— Comme tout le monde. Le trac est presque nécessaire. On doit savoir saisir le moment propice. On ne réussit jamais en se laissant vivre. L'ambition, il en faut, et aussi la capacité de sentir les opportunités. Par exemple, nous avons abordé la mode homme au Japon comme un ballon d'essai. Pendant deux ans j'ai reporté la décision. Mais les Japonais avaient programmé comme ils savent le faire. J'ai dû me lancer. J'ai vu la collection, elle m'a semblé bien, j'ai eu envie de poursuivre à plus vaste échelle. Je suis comme un paysan. Pas rapide. Je sais prendre des risques, mais je les calcule. Je me lance quand je suis prêt, c'est le temps qui décide. Il ne suffit pas de lancer, le nom doit être assez solide, la structure assez forte pour répondre à la demande. Sinon, c'est n'importe quoi. J'aime les choses bien.

— Est-ce que le métier a évolué ?

— Je ne le pense pas. La haute couture est une tradition artisanale et technique, avec laquelle on ne peut pas tricher, où tout est possible, la question du prix n'entre pas en ligne de compte. Tant que reste une clientèle susceptible d'acheter, d'essayer, nous pouvons conserver notre image de marque, équiper nos ateliers, maintenir un artisanat de luxe, montrer ce que nous sommes capables d'accomplir. Nous sommes les seuls au monde, à l'exception de l'Italie, un peu. Mais je ne vis pas enfermé dans un rêve.

— Et la clientèle ?

— A l'époque de Dior, on pouvait parler de dictature de la haute couture. A présent, même nos clientes font le tour et choisissent. J'apprécie cette liberté. Les privilégiées sont encore assez nombreuses pour nous faire vivre. Des économies s'effondrent, mais d'autres se développent. C'est un peu une roulette.

— Est-ce que vous pensez à la rentabilité ?

— Ce serait aberrant. La haute couture est un système anachronique. Je pense image de marque. L'essentiel est de la faire respecter... Les copieurs, on a dépassé ce stade. Les journalistes viennent avec leurs photographes. Mais entre une photo et la réalisation, la marge est importante. Même en prêt-à-porter.

— En haute couture, chaque saison n'apporte pas son bouleversement. Mais le prêt-à-porter, s'il n'est pas évolutif, pose un problème. Là, on se plonge dans un monde d'ordinateurs, un monde plus terre à terre. Le produit doit se vendre, on cible la clientèle, on construit l'avenir. Les chiffres parlent. Et, au moment des collections, on se dégage, il faut créer pour créer.

— En prêt-à-porter, la clientèle est plus large, internationale. Nous sommes présents dans un grand nombre de pays, avec des boutiques qui se sont engagées sur le nom et doivent être rentables. En haute couture, nous établissons des budgets, mais nous pouvons faire fabriquer des tissus exceptionnels, en faire venir, jouer avec... En prêt-à-porter, nous devons organiser, savoir

quand les tissus vont être livrés, assurer le suivi.

— Les Américains mettent en vente très tôt. Ils attendent de nous plus que de leurs stylistes. A nous de livrer à temps. Les Japonais sont fidèles et superorganisés, comme chacun sait. Sur la France, malheureusement, on ne peut pas dire que le prêt-à-porter se développe, c'est cher, malgré tout. Nous n'avons pas énormément de licences, nous vivons sur l'exportation. Mais, à l'exception des pull-overs, fabriqués en Italie, nous travaillons avec des usines françaises, spécialisées selon le vêtement, ce qui nous laisse une souplesse de manœuvre.

— La maison de couture représente la sécurité du produit. Il y a vingt-cinq ans, on pouvait commencer dans une cave ; Cardin a commencé dans un grenier. Aujourd'hui, un stylistes peut rapidement se faire connaître, se faire un nom, se faire manager. Mais avoir derrière soi une maison organisée est un atout important, une sorte de stabilité.

— Et vos loisirs ?

— De temps en temps, je coupe. Le temps de respirer. En voyage, j'essaie de connaître un pays. Les voyages, les sorties, les amis, un climat, c'est ce que je cherche. Et ça dure une dizaine de jours. Ensuite, je reprends. La collection finie, le lendemain je n'y pense plus. Je la regarde comme si j'en ai autre l'avait faite. Je n'ai pas un musée du costume. Une fois la collection finie, je me vide l'esprit, et je repars sur une nouvelle.

Propos recueillis par COLETTE GODARD.

Bis pour Dorothee

Les lycéennes se l'arrachent.

JACQUELINE JACOBSON, Mme Dorothee Bis, a le teint clair, les yeux gris derrière des lunettes ovales. Elle est habillée de noir, souple et long, et repose dans son immense « aquarium », l'ancienne piscine Lutetia, rue de Sévres. Partout, des tuyaux rouges à claire-voie marquent les différents niveaux, très aérés, sous une verrière. Son bureau en zinc de bar aux chaises laquées de rouge témoigne d'une recherche paisible et appliquée, très pragmatique, familiale, de cette créatrice originaire de Béthune, mère de trois filles dont l'aînée se lance, à son tour, dans la mode sous le nom de Corinne Cobson.

Tout a commencé avec une boutique d'avant-garde très rive gauche, ouverte en 1962, boulevard Raspail. On y

trouve des vêtements simples et bien coupés dans les couleurs vives ignorées des confectionneurs, alors canotés dans le noir et le marron. Le succès est immédiat auprès des lycéennes et de leurs mères, d'autant que les prix sont accessibles, tels ces bérets « cent sous » vendus 5 francs en 1964. Les tricots, pulls chaussette et dentelles de laine, séduisent aussi, tout comme les fausses fourrures rouges ou vertes. Elie Jacobson étant fourreur de formation. La production augmente rapidement, jusqu'à atteindre cinquante mille pièces par saison, et est réalisée en France à 90 %.

Ses filles maintiennent la créatrice au contact des jeunes. Les lycéennes s'arrachent toujours son cabas de coton bordeaux qui, comme

tout ce qu'elle fait, correspond à un besoin. Il s'agissait, au départ, d'un emballage non vendu dessiné pour Jacqueline, à utiliser « le temps d'une saison » à la place des sacs en papier. Aujourd'hui, il est en vente dans les deux cents magasins de par le monde.

Innovant dans l'art de la présentation, Dorothee Bis a pris part au premier défilé groupé de créateurs, en 1972, à la salle Wagram, aux côtés de Kenzo et de Ter et Bantine, de Chantal Thomass. Et c'est déjà l'ébauche des défilés-spectacles des Tuileries, au rythme d'une musique psychédélique, d'éclairages de boîte de nuit, les mannequins semblent perdus dans ce cadre démesuré. Les résultats ont été fulgurants, même si l'on voyait à peine pour prendre des notes. Les photographes disposaient enfin du recul nécessaire tout au long du podium. Le prêt-à-porter, d'un coup, prenait une nouvelle dimension.

« L'évolution de la mode n'est pas une question de longévité, dit Jacqueline Jacobson. Mes modèles d'hiver sont entre mi-cuisse et le genou, à l'exception d'un passage droit, long et emmitouflé. Je pense plutôt à la prolifération d'éléments disparates, reliquats de la période foisonnante et faste des années 70, quand on avait de tout. » La réflexion porte sur une récente annonce qu'elle a passée dans la presse pour retrouver des modèles de ses débuts à archiver et à donner au Musée des arts de la mode. Or ses clientes n'acceptent pas de s'en séparer, c'est le cas du célèbre manteau « paysage » tricoté à la main, une des premières expressions de l'art porté, très en flèche,



La production augmente rapidement jusqu'à atteindre cinquante mille pièces par saison et est réalisée en France à 90 %.

aujourd'hui. Les clientes des années 60 qui ont fait le succès de la maison ont maintenant de trente-cinq à quarante ans et lui restent fidèles, accompagnées de leurs filles : « Mon style doit donc évoluer avec elles dans le sens de la simplification », apportant « des possibilités d'exprimer leur personnalité plutôt que des panoplies complètes. »

La mode soulève actuellement un grand enthousiasme qui s'exprime en livres et interviews et en expositions de

costumes. Jacqueline attribue, en partie, ce succès aux traditions familiales du conservatisme bourgeois. On garde ses vêtements comme les draps de sa grand-mère pour interpréter à son tour l'évolution du chic parisien. Alors, demain ?

« Travaillant de plus en plus, les intellectuelles et les autres cherchent à se créer un uniforme dans lequel elles se sentent à l'aise », ce confort représentant la base de l'élégance pour la femme sûre de soi pendant la journée. Et elle cite le tailleur Chanel, le style

Yves Saint Laurent, qui « affirme la Parisienne en la décostumant ». Voilà pour le jour ! Après 20 heures, tous les fantasmes de la séduction sont permis : « la mode épouse son temps ».

On peut s'attendre à une silhouette plus près du corps, aux épaules moins agressives. Des shorts d'hiver à porter avec d'épais collants, mais aussi des jupes et pantalons, sous d'amples manteaux, et des combinaisons ultramoulantes le soir. Un style d'uniforme, à composer soi-même, à partir de pièces séparées.

Deux gammes de coloris mettront ces formes en valeur : une très sombre, à base de prune, de vert bouteille, de tête-de-nègre, que viendront adoucir des couleurs grises, tout en douceur.

NATHALIE MONT-SERVAN.

LE LIVRE DU BRICOLAGE

Christian PESSEY

Activité de loisir pour certains, véritable nécessité économique pour d'autres, le bricolage fait aujourd'hui partie intégrante de notre vie quotidienne. Aménager, transformer, créer, réparer, autant d'activités que l'on doit bien souvent entreprendre soi-même, faute d'intervenants (entreprises ou artisans ne sont pas toujours disponibles) ou de moyens financiers.

Le Livre du bricolage rassemble la somme des connaissances dans tous les domaines de la vie pratique, depuis l'aménagement de l'atelier jusqu'à l'entretien de la voiture, en passant par la menuiserie, l'électricité, la maçonnerie, la plomberie, la métallurgie, les revêtements, l'isolation, le chauffage et la protection de la maison.

Chaque un de ces chapitres fait le point sur le matériel, l'outillage, les techniques de base et leur application ; près d'un millier d'illustrations (photos et dessins) font de cet ouvrage de 416 pages un guide complet sur toutes les activités à entreprendre dans une maison ou un appartement.

Ainsi, geste à geste, étape par étape, le plus novice des bricoleurs trouvera tous les conseils nécessaires à son initiation, alors que le bricoleur confirmé découvrira les trucs et les tours de main du professionnel.

Rédigé dans un style clair et précis, le Livre du bricolage constitue un véritable ouvrage de référence, facile à consulter, agréable à lire, compagnon indispensable à quiconque décide de travailler dans la maison, pour améliorer le confort des siens, dans un souci permanent d'économie et d'efficacité.

Prix : 140 F.

Editions SOLAR

SPORTING CLUB 94

MUSCULATION - BODY BUILDING

Programmes personnalisés

Professeurs en permanence

27, rue de la Fontaine-Critell

SAINT-MAUR (94)

888-02-90

Bouquins - Dictionnaires par millions

Rayonnages

Bibliothèques

au prix de fabrication

du kit au sur mesure

LEROUY FABRICANT

équipe votre appartement

bureaux, magasins, etc.

28 années d'expérience

Une visite d'impression

206, avenue de la République, Paris (13)

540-57-40 - M. ALAIN

Protéger
sénateurs
pour autant
vention de
des produ
mais, au co
compromis
les parties.

Rock

« Beyond Appearances », de Santana



Voilà près de vingt ans que Carlos Santana, fils d'immigrants mexicains, a commencé son aventure dans le rock en imposant à celui-ci les rythmes afro-cubains. « Le rythme, c'est l'âme de la musique », aime à dire Santana, qui a une manière bien à lui de travailler les pulsations rythmiques, de les peaufiner.

Beyond Appearances, le dernier album enregistré à Los Angeles avec les fidèles Greg Walker (chanteur inamovible du groupe), Armando Peraza et Raul Rekow, tout aussi irremplaçables aux bongos et aux congas), épouse la règle de

conduite de Santana sans que la formation devienne simplement une machine à swing latino-américain. Certes, la plupart des titres sont de facture classique et n'offrent ni vraie surprise, ni nouveauté. Mais il y a toujours, à un moment ou à un autre, les fulgurances du guitariste, les flots d'énergie et une spontanéité quelque peu préservée qui donnent à l'ensemble sa densité et ses couleurs.

Breaking Out et Right Now sont parmi les meilleurs titres de ce nouvel album.

CLAUDE FLÉOUTER.
● 33x CBS 96 307.

« The Longest Day », de the Del Fuegos

Les Del Fuegos n'ont pas inventé la poudre mais ils savent diablement y mettre le feu. Un groupe comme l'histoire du rock en est jalonnée, comme il en naît régulièrement, toujours les mêmes, immuables, nécessaires, dépositaires d'une tradition, intemporelles, quelles que soient les modes du moment. Les Del Fuegos pratiquent un rock de bistrot, du pub-rock comme disent les Anglo-Saxons, dans la lignée des Doctor Feelgood, Inmates et autres Plebeians (la liste est longue) avec peut-être un brin de sophistication en plus. Sur chaque album, on entend le sursaut qui se mèle à la bière qui coule, on les imagine sur scène, brillants, nerveux, percuteurs, les thèmes expéditifs, les guitares tranchantes, la batterie martelante, les riffs qui tuent, et le

chanteur tendu devant son micro, le tête remuant comme un vibromasseur, les jambes mi-écartées et la voix, timbrée, noire, sauvage, énergique. Un groupe à prendre sur le vif, en somme, terroriste de la prise directe, voué au rock'n'roll de base, coloré country pour la solidité et teinté rhythm'n blues pour la chaleur et les claquemets de doigts. Les compositions, on l'a compris, vont à l'essentiel en temps réduit, sur des mélodies qui sonnent à hauteur des standards des pionniers du rock'n'roll. Le plus dur était, comme toujours pour ce type de groupes, de capter et retranscrire la vie et le tonus en studio. Opération réussie.

ALAIN WAIS.
Polydor, 824154-L.

« Fra Diavolo »

Brave Aubert, dont le seul souci était d'écrire joliment et qui rêvait d'être un second Rossini. En son temps, il connut un vif succès, son penchant pour la virtuosité, sa verve et sa vitalité flattant les goûts de l'époque.

Evidemment, avec le recul, ce Fra Diavolo accuse son âge et ses limites. Passons sur les dialogues parlés, franchement insupportables au disque, et sur l'imitation de l'accent anglais, totalement ridicule. Regrettons que les deux interprètes principaux, depuis longtemps familiers de leurs rôles, les enregistrent si tard. Son exquise diction française, l'élégance de son style, l'aisance avec laquelle il se meut dans ce répertoire parviennent à peine à

faire oublier que la voix de Nicolai Gedda s'est quasiment retirée, ne laissant que des sons maigres et blanchis. Quant à Mady Mesplé, dont la légèreté, la volubilité et, bien sûr, la sensibilité restent intactes, le temps n'a fait qu'aggraver la nasalité de l'émission et l'aspect pincé du timbre.

Excellents seconds rôles avec Jane Berlié, Remi Corazza, Thierry Dren, Jules Bastin et Michel Trempoire. A la tête de l'Orchestre philharmonique de Monte-Carlo, Marc Soustrot ne souligne guère que les banalités de la partition.

ALAIN ARNAUD.
● Deux disques EMI, 2700.683.

« Stabat Mater », de Pergolèse

Délaissant le grand répertoire lyrico-orchestral sur lequel il a bâti sa carrière, Claudio Abbado, à la tête des cordes de l'Orchestre symphonique de Londres, nous livre sa version du célèbre Stabat Mater de Pergolèse. Version de luxe, aux sonorités somptueuses et délibérément engagée dans la perspective « grand opéra » avec les voix solistes de Margaret Marshall (soprano) et de Lucia Valentini Terrani (alto). Le leçon de beau chant est le

principal atout de ce disque travaillé avec l'attention maniaque qui caractérise la direction d'Abbado. Mais l'approche spirituelle de l'œuvre reste assez convenue. A écouter cependant et à admirer pour la rencontre Marshall-Terrani, l'une et l'autre au sommet de leur art.

R. T.
● DG, Prestige, 415 103.

Jazz

« My Feet Can't Fail Me Now », du Dirty Dozen Brass Band

Nous n'éprouvons aucun remords à parler des rééditions. Une forme de mépris consisterait à condamner le jazz à n'être rien quand il n'est pas de la veille, ou du jour même, ou nouveau en apparence. Il y a bien des historiens, médiévistes ou antiquistes qui se penchent sur le passé ancien.

Pourquoi le chroniqueur jazziste ne mettrait-il pas de passion, de temps à autre, pour un passé qui n'a même pas cent ans ? Nous sommes, tout de même, également ravis et pressés de communiquer notre enthousiasme chaque fois que nous découvrons un orchestre par son premier album, et que cet album apporte avec lui non seulement le talent, mais la fraîcheur. C'est le cas du recueil du Dirty Dozen Brass Band, coup d'essai, coup de maître.

Cet orchestre que George Wein a dégoté à La Nouvelle-Orléans joue dans les rues pour les défilés, dans les pique-niques pour les bals et, désormais, dans les studios d'enregistrement de disques. En pleine tradition, donc, mais simultanément, avec les prestiges techniques contemporains et une appropriation heureuse du répertoire. Le saxo-

phone baryton (Roger Lewis) et le tube (Kirk Joseph) ont des agilités d'alto ou de trompette : ce sont des éléphants qui se font petits rats. L'ensemble interprète des thèmes de son cru et aussi, remodelés, de Duke (Caravan), du « Bird » (Bongo Bop), de Thelonious (Blue Monk).

Blackbird Special ouvre le recueil, c'est le cas de le dire, en fanfare. Des rythmes caribéens sont affirmés avec une précision et une conviction extraordinaires. Le groupe a choisi le modèle le plus fréquemment employé par les Cubains (le fameux mode myxolydien que les élèves pratiquent dans toutes les écoles de salsa). On sent des musiciens parfaitement dans le vent. Naguère, les jazzmen jouaient « au fond du temps ».

Maintenant la manière est nerveuse. C'est vrai pour l'entourage de Miles, et, de la même façon, pour les membres du Dirty Dozen Brass Band, qui est, sans aucun doute, une excitante, une authentique révélation (Concord Jazz GW 3005. Distribution DAM).

LUCIEN MALSON.

« Ma patrie », de Smetana, par Kubelik

La Moldau de Smetana, qu'on entend parfois au concert, est le deuxième volet d'un ensemble de six poèmes symphoniques intitulés globalement *Ma patrie*, et qui pour sa part n'est jamais exécuté en public en France. Pourtant, l'ensemble dure moins que la plupart des symphonies de Mahler. Cela dit, les versions discographiques du cycle complet sont nombreuses, et c'est au moins la seconde fois que Rafael Kubelik, compatriote de Smetana, nous en donne une. Après les belles versions des Ancel et autres Neumann, on pouvait se demander ce que ce nouvel enregistrement apporterait de nouveau.

La réponse s'impose : un enthousiasme et un dynamisme des plus communicatifs. La fin du troisième poème, *Sarka* (qui traite d'une som-

bre histoire de vengeance et se termine par la description d'un bain de sang) est à cet égard un modèle, et on n'oubliera pas de sitôt les violents accords terminant le cinquième volet, *Tabor*, pour réapparaître immédiatement au début du sixième et dernier, *Blanik* (dans ces deux derniers poèmes symphoniques sont évoquées les guerres husites). La poésie qui se dégage de la *Moldau* ou de *Par les prés et les bois de Bohême* n'est pas moins remarquable, et on a là, grâce également à l'orchestre symphonique de la radio bavaroise, un album vers lequel on devrait maintenant se tourner en priorité.

MARC VIGNAL.
● Deux disques Orfeo.
S 115.842 H.

« Lucia di Lammermoor » avec Alfredo Kraus

Dans les années 50, Karajan et Callas nous rapprirent que la Lucia de Donizetti n'était pas seulement l'assemblage d'une scène de virtuosité et d'un fond de « grosse guitare », mais que Walter Scott en avait tracé le climat à la fois tragique et fantastique, qu'il y fallait les couleurs, les ombres et les fureurs du haut romantisme et donc des interprètes et un chef inspirés.

Ce n'est pas précisément le don du chef, Nicola Rescigno, ni d'Edita Gruberova. Certes, le premier, en habile routier du répertoire italien, connaît sa partition et sait en souligner les effets. Mais l'ensemble en est pas moins lourd, la son opaque et la dynamique inexistante. La seconde, qui a rodé le rôle sur toutes les scènes du monde, a fini par ajouter à l'arsenal de son

éblouissante pyrotechnie de touchants accents et même un certain pathos. Reste qu'on est loin de cette folie progressive, lunaire dans ses prémices, hallucinée dans sa fin, sans laquelle le personnage s'affaiblit.

Heureusement, il y a le toujours merveilleux Alfredo Kraus : l'altération de son timbre ne parvient pas à déparer la splendeur du style, la désarmante facilité d'émission et ces manières que seule la maîtrise d'une école permet. Et le plus que jamais superbe Renato Bruson, défilant en belcantiste accompli ses figures de vocaliste sans rien perdre de son intensité vocale et dramatique. Bref, une version d'hommes.

A. A.
● Trois disques EMI, 2700.683.

PHILATÉLIE n° 1890

Surprise désagréable !

Sur la foi de communiqué spécial publié dans notre cahier de 44, 16 mars sous le titre « Mise au point des PTT », nous pensions que les « réservataires » dans les bureaux de poste seraient en la priorité et ainsi la bonne fortune d'obtenir le carnet des « Personnes âgées ».

Surprise désagréable ! Ce ne fut pas le cas partout ! D'après les échos, il s'agissait de deux poids et deux mesures. Des receveurs observant la loi logique de la priorité, et d'autres se fiant dans les débats des formes. Ils prétendaient que le carnet n'a pas été inclus ou précisé spécifiquement dans les réservations. Certains disaient même qu'ils n'en ont pas reçu du tout !

Si ces derniers ont agi arbitrairement, nous pouvons féliciter les premiers pour la correction et l'esprit PTT qui maintient le meilleur « contact » avec les usagers.

En tout cas, l'arbitraire a ouvert la porte à la spéculation. Et on se pose des questions ! Par quel miracle certains bureaux, dès lundi 25 février à 9 heures de matin, pourraient déjà répondre : le carnet est épuisé ! Mais, là, on comprend mieux le pourquoi et le comment ! Certains « clients » en déposent plusieurs milliers, d'autres des dizaines de milliers et plus. Et, actuellement, ils font la pluie et le beau temps, à des prix défiant l'entendement, sur le dos de ceux qui seraient contents actuellement, avec un ou deux carnets, s'ils avaient pu l'obtenir à leurs bureaux.

Une leçon à retenir ! A l'avenir, il faut assurer, — à tout prix, la priorité aux réservataires. Sans cela, le discrédit couvrira toute l'administration.

Calendriers des manifestations :
● 34000 Montpellier, 1-2/IV.*
● 59000 Lille (pel. congr.), 3-4/IV.*
● 74310 Faverge (Expo.), 13/IV.*
● 74190 St-Germain Le Fayet 20/IV.
● 57250 Moyenne-Grande, 20/IV.
● 44000 Nantes (Bourse), 20-21/IV.
● 45000 Orléans, 27-28/IV.
● 02000 Laon (mais. arts), 2-5/V.
● 62200 Boulogne-sur-Mer 4/V.
● 93300 Vincennes (musée), 4-5/V.
● 85300 Moulins-en-Pareds, 8/V.
● 57600 Forbach (h. de v.), 8/V.
● 68100 Mulhouse, 11-12/V.
● 83140 St-Four-les-Pygnas 11-12/V.
● 74900 La Roche-sur-Foron, 25-26/V.
● 64100 Florevert, 15-16/VL.
● 80000 Amiens (Vasconan), 15/VL.
● 94430 Champs-Élysées/Marne, 15/VL.

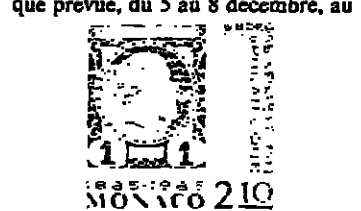
* Voir : Bureaux temporaires - chronique n° 1 886, du 9 mars, page XV.

● A VINCENNES, les 4 et 5 mai, l'Union Philatélique de l'Ea Parisien soulignera son 25^e anniversaire par une exposition (avec bureau temporaire) dans la salle d'honneur de la mairie. Ouverte de 9 à 12 h et de 14 à 18 h. Souvenirs : enveloppe 10 F, entier repiqué 8 F (plus port), à l'ordre de l'UPEP, adressez à M. Chollet, 2, allée de la Buze-aux-Cailles, 93160 Noisy-le-Grand.

Les émissions monégasques...

... de l'année ont débuté par la série « pros » (chr. n° 1886) et voici, depuis le 25 mars, la série du centenaire du premier timbre de Monaco :

naco : 1.70 F, vert ; 2.10 F, rouge et 3.00 F, bleu.
Prélude d'une exposition philatélique prévue, du 5 au 8 décembre, au



Centre de congrès-Auditorium de Monaco. Elle est placée sous le haut patronage du prince Rainier III.

Ces deux émissions seront incluses, pour les abonnés, dans les émissions du mois de mai que nous publierons prochainement.

● A BIARRITZ, les 12, 13 et 14 avril, au cours des journées d'information du comité Croix-Rouge de la ville, une exposition philatélique se tiendra au Casino. Souvenirs : carte et enveloppe, 10 F (l'une) plus port. Comité C.R. française, 20, rue des Jardins, 64200 Biarritz.

ADALBERT VITALYOS.

Le Monde des
PHILATÉLISTES
L'OFFICIEL DE LA PHILATÉLIE

Dans le numéro d'avril
100 pages

**LE ROTARY CLUB
ET LA PHILATÉLIE**

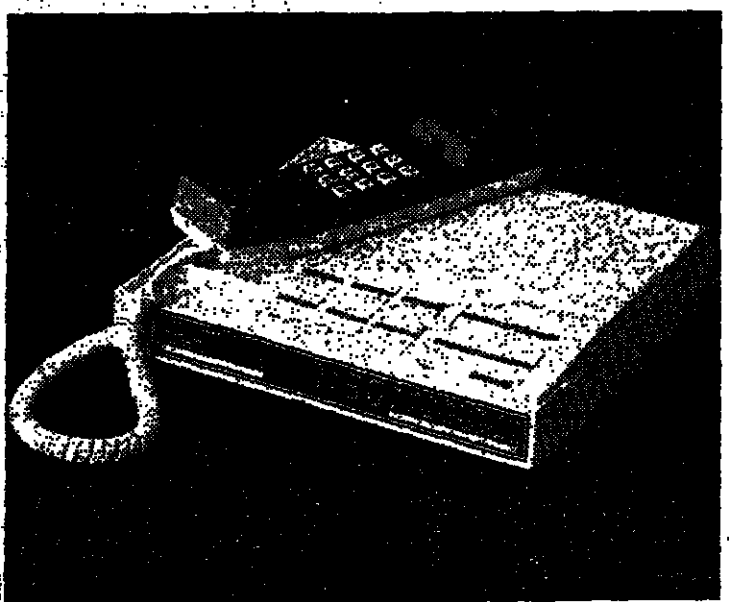
**RADIOAMATEURS
ET PHILATÉLIE**

**LES NOUVEAUTÉS
DU MONDE ENTIER**

En vente dans tous les kiosques :
11,50 F

MAISON

Coupez plus !



Le téléphone-radio-réveil de Philips

La vie d'aujourd'hui — professionnelle comme familiale — tient à un fil... celui du téléphone. Issus de la technologie la plus avancée, de nouveaux téléphones compacts (à clavier sur le combiné) sont agréés par les PTT. Et ils sont fabriqués en France.

Un « compact électronique » Philips est le premier appareil téléphonique sorti, à l'automne, de l'usine de Fiers, dans l'Orne. Son clavier est à touches « antirebond », pour éviter toute fausse numérotation. Il garde en mémoire le dernier numéro composé, pour un rappel automatique. Ce téléphone, blanc, ivoire ou bordeaux, se pose sur un meuble ou se fixe au mur. Il coûte 600 F environ.

De forme compacte également, le nouveau TM2 de Matra jongle avec l'électronique. La prise de ligne se fait sans décrocher, en appuyant sur une touche. Le numéro composé sur le clavier s'affiche sur un mini-écran de visualisation

qui sert aussi à lire l'heure et, éventuellement, à chronométrer une communication. Outre le rappel automatique du dernier numéro composé, l'appareil mémorise un numéro d'urgence. A poser ou à suspendre, ce TM2 se fait en noir, ivoire, rouge vif, bordeaux, bleu marine, ou en ton

bronze métallisé (890 F environ).
Un nouveau modèle de Modulophone a son combiné à clavier qui se pose sur un socle. Une pendulette à quartz y est encastrée ; elle donne l'heure, le jour et la date, et permet de chronométrer une communication. Ces Modulophones sont en dégradés de vert, rouge, jaune, bleu, beige ou gris. Avec un numéro en mémoire, 630 F environ.

Pour les inconditionnels du téléphone sur la table de chevet, Philips vient de sortir un appareil, agréé par les PTT, combinant radio, réveil et téléphone (990 F environ). C'est un boîtier rectangulaire, peu épais, qui réunit une radio FM, une horloge à affichage numérique et un réveil, par sonnerie ou en musique. Le combiné du téléphone compact s'encastre sur la partie gauche de la radio.

JANY AUJAYE.
● Tous ces appareils sont vendus dans les grands magasins et dans les boutiques spécialisées en téléphones.

مكتبة الامم المتحدة

échecs

N° 1119

Ou comment ouvrir les lignes

(Tournoi zonal de Montpellier, 1985)

Blancs : R. KOUATLY
Noirs : A. HAÏK
Défense anti-indienne.

1. e4 e5 2. f4 f5 3. g4 g5 4. h4 h5 5. a4 a5 6. b4 b5 7. c4 c5 8. d4 d5 9. e5 f6 10. f6 g7 11. g7 h8 12. h8 g7 13. g7 f6 14. f6 e5 15. e5 d4 16. d4 c5 17. c5 b4 18. b4 a5 19. a5 b6 20. b6 c7 21. c7 d8 22. d8 e9 23. e9 f0 24. f0 g1 25. g1 h2 26. h2 i3 27. i3 j4 28. j4 k5 29. k5 l6 30. l6 m7 31. m7 n8 32. n8 o9 33. o9 p0 34. p0 q1 35. q1 r2 36. r2 s3 37. s3 t4 38. t4 u5 39. u5 v6 40. v6 w7 41. w7 x8 42. x8 y9 43. y9 z0 44. z0 a1 45. a1 b2 46. b2 c3 47. c3 d4 48. d4 e5 49. e5 f6 50. f6 g7 51. g7 h8 52. h8 i9 53. i9 j0 54. j0 k1 55. k1 l2 56. l2 m3 57. m3 n4 58. n4 o5 59. o5 p6 60. p6 q7 61. q7 r8 62. r8 s9 63. s9 t0 64. t0 u1 65. u1 v2 66. v2 w3 67. w3 x4 68. x4 y5 69. y5 z6 70. z6 a7 71. a7 b8 72. b8 c9 73. c9 d0 74. d0 e1 75. e1 f2 76. f2 g3 77. g3 h4 78. h4 i5 79. i5 j6 80. j6 k7 81. k7 l8 82. l8 m9 83. m9 n0 84. n0 o1 85. o1 p2 86. p2 q3 87. q3 r4 88. r4 s5 89. s5 t6 90. t6 u7 91. u7 v8 92. v8 w9 93. w9 x0 94. x0 y1 95. y1 z2 96. z2 a3 97. a3 b4 98. b4 c5 99. c5 d6 100. d6 e7 101. e7 f8 102. f8 g9 103. g9 h0 104. h0 i1 105. i1 j2 106. j2 k3 107. k3 l4 108. l4 m5 109. m5 n6 110. n6 o7 111. o7 p8 112. p8 q9 113. q9 r0 114. r0 s1 115. s1 t2 116. t2 u3 117. u3 v4 118. v4 w5 119. w5 x6 120. x6 y7 121. y7 z8 122. z8 a9 123. a9 b0 124. b0 c1 125. c1 d2 126. d2 e3 127. e3 f4 128. f4 g5 129. g5 h6 130. h6 i7 131. i7 j8 132. j8 k9 133. k9 l0 134. l0 m1 135. m1 n2 136. n2 o3 137. o3 p4 138. p4 q5 139. q5 r6 140. r6 s7 141. s7 t8 142. t8 u9 143. u9 v0 144. v0 w1 145. w1 x2 146. x2 y3 147. y3 z4 148. z4 a5 149. a5 b6 150. b6 c7 151. c7 d8 152. d8 e9 153. e9 f0 154. f0 g1 155. g1 h2 156. h2 i3 157. i3 j4 158. j4 k5 159. k5 l6 160. l6 m7 161. m7 n8 162. n8 o9 163. o9 p0 164. p0 q1 165. q1 r2 166. r2 s3 167. s3 t4 168. t4 u5 169. u5 v6 170. v6 w7 171. w7 x8 172. x8 y9 173. y9 z0 174. z0 a1 175. a1 b2 176. b2 c3 177. c3 d4 178. d4 e5 179. e5 f6 180. f6 g7 181. g7 h8 182. h8 i9 183. i9 j0 184. j0 k1 185. k1 l2 186. l2 m3 187. m3 n4 188. n4 o5 189. o5 p6 190. p6 q7 191. q7 r8 192. r8 s9 193. s9 t0 194. t0 u1 195. u1 v2 196. v2 w3 197. w3 x4 198. x4 y5 199. y5 z6 200. z6 a7 201. a7 b8 202. b8 c9 203. c9 d0 204. d0 e1 205. e1 f2 206. f2 g3 207. g3 h4 208. h4 i5 209. i5 j6 210. j6 k7 211. k7 l8 212. l8 m9 213. m9 n0 214. n0 o1 215. o1 p2 216. p2 q3 217. q3 r4 218. r4 s5 219. s5 t6 220. t6 u7 221. u7 v8 222. v8 w9 223. w9 x0 224. x0 y1 225. y1 z2 226. z2 a3 227. a3 b4 228. b4 c5 229. c5 d6 230. d6 e7 231. e7 f8 232. f8 g9 233. g9 h0 234. h0 i1 235. i1 j2 236. j2 k3 237. k3 l4 238. l4 m5 239. m5 n6 240. n6 o7 241. o7 p8 242. p8 q9 243. q9 r0 244. r0 s1 245. s1 t2 246. t2 u3 247. u3 v4 248. v4 w5 249. w5 x6 250. x6 y7 251. y7 z8 252. z8 a9 253. a9 b0 254. b0 c1 255. c1 d2 256. d2 e3 257. e3 f4 258. f4 g5 259. g5 h6 260. h6 i7 261. i7 j8 262. j8 k9 263. k9 l0 264. l0 m1 265. m1 n2 266. n2 o3 267. o3 p4 268. p4 q5 269. q5 r6 270. r6 s7 271. s7 t8 272. t8 u9 273. u9 v0 274. v0 w1 275. w1 x2 276. x2 y3 277. y3 z4 278. z4 a5 279. a5 b6 280. b6 c7 281. c7 d8 282. d8 e9 283. e9 f0 284. f0 g1 285. g1 h2 286. h2 i3 287. i3 j4 288. j4 k5 289. k5 l6 290. l6 m7 291. m7 n8 292. n8 o9 293. o9 p0 294. p0 q1 295. q1 r2 296. r2 s3 297. s3 t4 298. t4 u5 299. u5 v6 300. v6 w7 301. w7 x8 302. x8 y9 303. y9 z0 304. z0 a1 305. a1 b2 306. b2 c3 307. c3 d4 308. d4 e5 309. e5 f6 310. f6 g7 311. g7 h8 312. h8 i9 313. i9 j0 314. j0 k1 315. k1 l2 316. l2 m3 317. m3 n4 318. n4 o5 319. o5 p6 320. p6 q7 321. q7 r8 322. r8 s9 323. s9 t0 324. t0 u1 325. u1 v2 326. v2 w3 327. w3 x4 328. x4 y5 329. y5 z6 330. z6 a7 331. a7 b8 332. b8 c9 333. c9 d0 334. d0 e1 335. e1 f2 336. f2 g3 337. g3 h4 338. h4 i5 339. i5 j6 340. j6 k7 341. k7 l8 342. l8 m9 343. m9 n0 344. n0 o1 345. o1 p2 346. p2 q3 347. q3 r4 348. r4 s5 349. s5 t6 350. t6 u7 351. u7 v8 352. v8 w9 353. w9 x0 354. x0 y1 355. y1 z2 356. z2 a3 357. a3 b4 358. b4 c5 359. c5 d6 360. d6 e7 361. e7 f8 362. f8 g9 363. g9 h0 364. h0 i1 365. i1 j2 366. j2 k3 367. k3 l4 368. l4 m5 369. m5 n6 370. n6 o7 371. o7 p8 372. p8 q9 373. q9 r0 374. r0 s1 375. s1 t2 376. t2 u3 377. u3 v4 378. v4 w5 379. w5 x6 380. x6 y7 381. y7 z8 382. z8 a9 383. a9 b0 384. b0 c1 385. c1 d2 386. d2 e3 387. e3 f4 388. f4 g5 389. g5 h6 390. h6 i7 391. i7 j8 392. j8 k9 393. k9 l0 394. l0 m1 395. m1 n2 396. n2 o3 397. o3 p4 398. p4 q5 399. q5 r6 400. r6 s7 401. s7 t8 402. t8 u9 403. u9 v0 404. v0 w1 405. w1 x2 406. x2 y3 407. y3 z4 408. z4 a5 409. a5 b6 410. b6 c7 411. c7 d8 412. d8 e9 413. e9 f0 414. f0 g1 415. g1 h2 416. h2 i3 417. i3 j4 418. j4 k5 419. k5 l6 420. l6 m7 421. m7 n8 422. n8 o9 423. o9 p0 424. p0 q1 425. q1 r2 426. r2 s3 427. s3 t4 428. t4 u5 429. u5 v6 430. v6 w7 431. w7 x8 432. x8 y9 433. y9 z0 434. z0 a1 435. a1 b2 436. b2 c3 437. c3 d4 438. d4 e5 439. e5 f6 440. f6 g7 441. g7 h8 442. h8 i9 443. i9 j0 444. j0 k1 445. k1 l2 446. l2 m3 447. m3 n4 448. n4 o5 449. o5 p6 450. p6 q7 451. q7 r8 452. r8 s9 453. s9 t0 454. t0 u1 455. u1 v2 456. v2 w3 457. w3 x4 458. x4 y5 459. y5 z6 460. z6 a7 461. a7 b8 462. b8 c9 463. c9 d0 464. d0 e1 465. e1 f2 466. f2 g3 467. g3 h4 468. h4 i5 469. i5 j6 470. j6 k7 471. k7 l8 472. l8 m9 473. m9 n0 474. n0 o1 475. o1 p2 476. p2 q3 477. q3 r4 478. r4 s5 479. s5 t6 480. t6 u7 481. u7 v8 482. v8 w9 483. w9 x0 484. x0 y1 485. y1 z2 486. z2 a3 487. a3 b4 488. b4 c5 489. c5 d6 490. d6 e7 491. e7 f8 492. f8 g9 493. g9 h0 494. h0 i1 495. i1 j2 496. j2 k3 497. k3 l4 498. l4 m5 499. m5 n6 500. n6 o7 501. o7 p8 502. p8 q9 503. q9 r0 504. r0 s1 505. s1 t2 506. t2 u3 507. u3 v4 508. v4 w5 509. w5 x6 510. x6 y7 511. y7 z8 512. z8 a9 513. a9 b0 514. b0 c1 515. c1 d2 516. d2 e3 517. e3 f4 518. f4 g5 519. g5 h6 520. h6 i7 521. i7 j8 522. j8 k9 523. k9 l0 524. l0 m1 525. m1 n2 526. n2 o3 527. o3 p4 528. p4 q5 529. q5 r6 530. r6 s7 531. s7 t8 532. t8 u9 533. u9 v0 534. v0 w1 535. w1 x2 536. x2 y3 537. y3 z4 538. z4 a5 539. a5 b6 540. b6 c7 541. c7 d8 542. d8 e9 543. e9 f0 544. f0 g1 545. g1 h2 546. h2 i3 547. i3 j4 548. j4 k5 549. k5 l6 550. l6 m7 551. m7 n8 552. n8 o9 553. o9 p0 554. p0 q1 555. q1 r2 556. r2 s3 557. s3 t4 558. t4 u5 559. u5 v6 560. v6 w7 561. w7 x8 562. x8 y9 563. y9 z0 564. z0 a1 565. a1 b2 566. b2 c3 567. c3 d4 568. d4 e5 569. e5 f6 570. f6 g7 571. g7 h8 572. h8 i9 573. i9 j0 574. j0 k1 575. k1 l2 576. l2 m3 577. m3 n4 578. n4 o5 579. o5 p6 580. p6 q7 581. q7 r8 582. r8 s9 583. s9 t0 584. t0 u1 585. u1 v2 586. v2 w3 587. w3 x4 588. x4 y5 589. y5 z6 590. z6 a7 591. a7 b8 592. b8 c9 593. c9 d0 594. d0 e1 595. e1 f2 596. f2 g3 597. g3 h4 598. h4 i5 599. i5 j6 600. j6 k7 601. k7 l8 602. l8 m9 603. m9 n0 604. n0 o1 605. o1 p2 606. p2 q3 607. q3 r4 608. r4 s5 609. s5 t6 610. t6 u7 611. u7 v8 612. v8 w9 613. w9 x0 614. x0 y1 615. y1 z2 616. z2 a3 617. a3 b4 618. b4 c5 619. c5 d6 620. d6 e7 621. e7 f8 622. f8 g9 623. g9 h0 624. h0 i1 625. i1 j2 626. j2 k3 627. k3 l4 628. l4 m5 629. m5 n6 630. n6 o7 631. o7 p8 632. p8 q9 633. q9 r0 634. r0 s1 635. s1 t2 636. t2 u3 637. u3 v4 638. v4 w5 639. w5 x6 640. x6 y7 641. y7 z8 642. z8 a9 643. a9 b0 644. b0 c1 645. c1 d2 646. d2 e3 647. e3 f4 648. f4 g5 649. g5 h6 650. h6 i7 651. i7 j8 652. j8 k9 653. k9 l0 654. l0 m1 655. m1 n2 656. n2 o3 657. o3 p4 658. p4 q5 659. q5 r6 660. r6 s7 661. s7 t8 662. t8 u9 663. u9 v0 664. v0 w1 665. w1 x2 666. x2 y3 667. y3 z4 668. z4 a5 669. a5 b6 670. b6 c7 671. c7 d8 672. d8 e9 673. e9 f0 674. f0 g1 675. g1 h2 676. h2 i3 677. i3 j4 678. j4 k5 679. k5 l6 680. l6 m7 681. m7 n8 682. n8 o9 683. o9 p0 684. p0 q1 685. q1 r2 686. r2 s3 687. s3 t4 688. t4 u5 689. u5 v6 690. v6 w7 691. w7 x8 692. x8 y9 693. y9 z0 694. z0 a1 695. a1 b2 696. b2 c3 697. c3 d4 698. d4 e5 699. e5 f6 700. f6 g7 701. g7 h8 702. h8 i9 703. i9 j0 704. j0 k1 705. k1 l2 706. l2 m3 707. m3 n4 708. n4 o5 709. o5 p6 710. p6 q7 711. q7 r8 712. r8 s9 713. s9 t0 714. t0 u1 715. u1 v2 716. v2 w3 717. w3 x4 718. x4 y5 719. y5 z6 720. z6 a7 721. a7 b8 722. b8 c9 723. c9 d0 724. d0 e1 725. e1 f2 726. f2 g3 727. g3 h4 728. h4 i5 729. i5 j6 730. j6 k7 731. k7 l8 732. l8 m9 733. m9 n0 734. n0 o1 735. o1 p2 736. p2 q3 737. q3 r4 738. r4 s5 739. s5 t6 740. t6 u7 741. u7 v8 742. v8 w9 743. w9 x0 744. x0 y1 745. y1 z2 746. z2 a3 747. a3 b4 748. b4 c5 749. c5 d6 750. d6 e7 751. e7 f8 752. f8 g9 753. g9 h0 754. h0 i1 755. i1 j2 756. j2 k3 757. k3 l4 758. l4 m5 759. m5 n6 760. n6 o7 761. o7 p8 762. p8 q9 763. q9 r0 764. r0 s1 765. s1 t2 766. t2 u3 767. u3 v4 768. v4 w5 769. w5 x6 770. x6 y7 771. y7 z8 772. z8 a9 773. a9 b0 774. b0 c1 775. c1 d2 776. d2 e3 777. e3 f4 778. f4 g5 779. g5 h6 780. h6 i7 781. i7 j8 782. j8 k9 783. k9 l0 784. l0 m1 785. m1 n2 786. n2 o3 787. o3 p4 788. p4 q5 789. q5 r6 790. r6 s7 791. s7 t8 792. t8 u9 793. u9 v0 794. v0 w1 795. w1 x2 796. x2 y3 797. y3 z4 798. z4 a5 799. a5 b6 800. b6 c7 801. c7 d8 802. d8 e9 803. e9 f0 804. f0 g1 805. g1 h2 806. h2 i3 807. i3 j4 808. j4 k5 809. k5 l6 810. l6 m7 811. m7 n8 812. n8 o9 813. o9 p0 814. p0 q1 815. q1 r2 816. r2 s3 817. s3 t4 818. t4 u5 819. u5 v6 820. v6 w7 821. w7 x8 822. x8 y9 823. y9 z0 824. z0 a1 825. a1 b2 826. b2 c3 827. c3 d4 828. d4 e5 829. e5 f6 830. f6 g7 831. g7 h8 832. h8 i9 833. i9 j0 834. j0 k1 835. k1 l2 836. l2 m3 837. m3 n4 838. n4 o5 839. o5 p6 840. p6 q7 841. q7 r8 842. r8 s9 843. s9 t0 844. t0 u1 845. u1 v2 846. v2 w3 847. w3 x4 848. x4 y5 849. y5 z6 850. z6 a7 851. a7 b8 852. b8 c9 853. c9 d0 854. d0 e1 855. e1 f2 856. f2 g3 857. g3 h4 858. h4 i5 859. i5 j6 860. j6 k7 861. k7 l8 862. l8 m9 863. m9 n0 864. n0 o1 865. o1 p2 866. p2 q3 867. q3 r4 868. r4 s5 869. s5 t6 870. t6 u7 871. u7 v8 872. v8 w9 873. w9 x0 874. x0 y1 875. y1 z2 876. z2 a3 877. a3 b4 878. b4 c5 879. c5 d6 880. d6 e7 881. e7 f8 882. f8 g9 883. g9 h0 884. h0 i1 885. i1 j2 886. j2 k3 887. k3 l4 888. l4 m5 889. m5 n6 890. n6 o7 891. o7 p8 892. p8 q9 893. q9 r0 894. r0 s1 895. s1 t2 896. t2 u3 897. u3 v4 898. v4 w5 899. w5 x6 900. x6 y7 901. y7 z8 902. z8 a9 903. a9 b0 904. b0 c1 905. c1 d2 906. d2 e3 907. e3 f4 908. f4 g5 909. g5 h6 910. h6 i7 911. i7 j8 912. j8 k9 913. k9 l0 914. l0 m1 915. m1 n2 916. n2 o3 917. o3 p4 918. p4 q5 919. q5 r6 920. r6 s7 921. s7 t8 922. t8 u9 923. u9 v0 924. v0 w1 925. w1 x2 926. x2 y3 927. y3 z4 928. z4 a5 929. a5 b6 930. b6 c7 931. c7 d8 932. d8 e9 933. e9 f0 934. f0 g1 935. g1 h2 936. h2 i3 937. i3 j4 938. j4 k5 939. k5 l6 940. l6 m7 941. m7 n8 942. n8 o9 943. o9 p0 944. p0 q1 945. q1 r2 946. r2 s3 947. s3 t4 948. t4 u5 949. u5 v6 950. v6 w7 951. w7 x8 952. x8 y9 953. y9 z0 954. z0 a1 955. a1 b2 956. b2 c3 957. c3 d4 958. d4 e5 959. e5 f6 960. f6 g7 961. g7 h8 962. h8 i9 963. i9 j0 964. j0 k1 965. k1 l2 966. l2 m3 967. m3 n4 968. n4 o5 969. o5 p6 970. p6 q7 971. q7 r8 972. r8 s9 973. s9 t0 974. t0 u1 975. u1 v2 976. v2 w3 977. w3 x4 978. x4 y5 979. y5 z6 980. z6 a7 981. a7 b8 982. b8 c9 983. c9 d0 984. d0 e1 985. e1 f2 986. f2 g3 987. g3 h4 988. h4 i5 989. i5 j6 990. j6 k7 991. k7 l8 992. l8 m9 993. m9 n0 994. n0 o1 995. o1 p2 996. p2 q3 997. q3 r4 998. r4 s5 999. s5 t6 1000. t6 u7

NOTES

a) Dans ce système de l'anti-indienne avec développement du F-R blanc en fianchetto, les Blancs ont le choix entre plusieurs combinaisons, 6... Cb-d7; 6... e5; 6... g5 (variante ymaginaire) et le coup du texte 6... Cg5 (variante moderne). Ici, les Blancs exercent une pression figurale sur le centre avant de renforcer cette pression par l'avance du pion e7.

b) Ou 7... d5, Cc5; 8... Cc2, e5 (ou 8... g5; 9... Cc5 avec passage à la variante ymaginaire); 9... a5, g5; 10... g5, Cc4; 11... Ta2, Cc5; 12... b3, Ff5; 13... Fb2, Tg8; 14... Fd4 avec avantage aux Blancs, ce qui montre la nécessité pour les Blancs, après 8... Cc2, de revenir à la variante 6... g5.

c) 7... Fg4 est également jouable.

d) Il faut choisir entre l'échange des pions centraux et le blocage, la réponse 8... e3 donnant aucune difficulté aux Blancs (8... Ff5; 9... Td1, a5; 10... d5, Cb4; 11... e4, Fd7; 12... e3, Ca6; 13... Td1, Cc5). L'échange 8... dxe5, dxe5 n'est pas plus gênant pour les Blancs : 9... Fg5, Fd6; 10... Cc5, Fxd5; 11... Fxf6, Dxf6; 12... g5, Cc6; 13... e4, g5; 14... Dd3, g5; 15... dxe5, Cc5 et 16... Ta2.

e) L'idée de Korchnoi jouée contre Fischer à Carquegnon en 1962 reste intéressante : 9... g5, bien que les Blancs puissent se défendre par 9... Cc8; 10... g5, Cc6, Dc6. La manœuvre 9... Cc1 et Cc3 semble souvent moins précise que la suite 9... e4, Cc8; 10... b4 ou 9... e4, Cc7; 10... Fd3 ou 10... b4.

f) La plus énergique. Après 11... b6; 12... Ta2, Rf7; 13... Fd2, Fxg4; 14... Cxh4, Cc5; 15... Rf1, 6xh4; 16... Cxf4, Cc5; 17... Tg1, g5; 18... dxe5, bxe5; 19... Td1 les Blancs sont mieux (Botvinnik-Schmidt, 1965).

g) Kolarov tenta contre Gufeld (Odessa, 1968) de conserver le contrôle de la case e4 par 12... f3 mais les Blancs obtinrent une forte attaque par 12... h5; 13... Cc2, f4; 14... Fd2, g5; 15... g4, Cg6; 16... Udoevic-Gilgoric, 1969). g5; 14... 6xh5, Cc5; 15... Cc2, Dd8; 16... Cg6, Dg6; 17... Dd3, Fd7; 18... Fd2, Cxh4; 19... Cc4, Td7; 20... Td2, Ta4; 21... Ta7, Cc4! L'avance 12... f4 n'a servi

pas non plus satisfaisamment comme le démontrent les Blancs, ce qui pose le problème de la suite Cc1-Cd3.

h) Le F-D se développe sans perte de temps.

i) Les cases blanches du roque sont affaiblies et les Blancs peuvent prévoir un bel avenir à leur C. Le sacrifice de pion proposé donne aux Blancs un jeu dynamique.

j) Après 17... g5, dxe5 les Blancs gagnent le pion d5.

k) Et non 17... Cxd5; 18... Dd3 avec gain de C.

l) La position du C en d3 gêne les Blancs qui éprouvent des difficultés à se développer. Si 18... Fxh5, Txf1; 19... Dxf1, Tg8; 20... Dd5, dxe5; 21... Cxh5, Dxd5; 22... Cc7, Cc1 ou encore 18... Fxh5, dxe5 et les pions b5 et d5 sont en prise. Si 18... Fd3, Cxd5; 19... Dd3, Df7; 20... Fd2, 64. Si 18... Fd2, Dxd5.

m) Si 19... Fxh5, Cc4; 20... Dd4, Txf1!

n) Un second sacrifice de pion qui ouvre toutes les lignes.

o) 20... Cf2 permet la pointe 20... Fxh2; 21... Td1 (et non 21... Fxh2, Cc3 avec gain de la D). Fxg1 et les Blancs doivent répondre 22... Dxc1. Après 22... g3; 23... Cc3, Ta4 les Blancs maintiennent leur domination.

p) Toutes les figures des Blancs sont en place avant l'assaut final.

q) Si 22... Fd2, Td2+; 23... Rh1, Cxg3+.

r) Menace mat en 64.

s) Si 25... Fxh3, Dxd3+; 26... Rg2, Ch4+; 27... Rg1, Dd3.

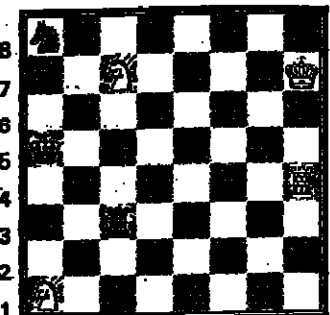
t) Un sacrifice de qualité nécessaire à la poursuite de l'attaque.

u) Le reste est simple : 31... h3, g5; 32... Rh2, Rg7; 33... Rh1, Fb6; 34... Td1, Cg5; 35... Rg2, Cg4+; 36... Rf3, Cxh5; 37... R64, Cg7; 38... Td1, b6; 39... Td3, Cg5; 40... Rd5, Cg4+; 41... Rg4, d5. Dans cette finale sans espoir, les Blancs abandonnent.

SOLUTION DE L'ÉTUDE N° 1118
T. GORGIEV et V. RUDENIKO (1961)
(Blancs : Rh1, Ta8 et g7, Pa6, f7, 64, f5, g5. Noirs : Rh2, Tg7 et h5, Cg4 et h2, Fc3.)
1. 68-D, Cc3+; 2. Dxc5, d2; 3. Td7+R, Tg7; 4. Dd8+R, Rh3 (a 4... Rh1; 5. Da1+R, Rxa1; 6. a3b7+ et 7. h5+D+ avec gain); 5. Dg8+R, Rh4; 6. Dd8+R, Rh4; 7. Dd8+R, Rh4; 8. Dd8+R, Rh4 et les Blancs aperçoivent la solution. Mais... 9. Da5+R, Rh4; 10. a3b7+ (la prise si longtemps retardée), Rh5; 11. h6+D+ et les Blancs gagnent. Une belle fin!

ÉTUDE

Y. BASLOV
(1971)



BLANCS (4) : Rh7, Td4, Ca1 et g7.
NOIRS (3) : Ra5, Tg3, Ca8.
Les Blancs jouent et gagnent.
CLAUDE LEMOINE.

bridge

N° 1117

Le joyau d'Avignon

Grâce aux différentes enchères adverses le déclarant avait pu jouer le coup comme si les quatre jeux étaient étalés sur la table, et la réussite du chelem est un bel exemple de technique.

4
A 983
D 9
C 9
S 9
R 9863
R 1032
S 52
A 5
D 1054
C 10843
S 9
Ann. : E. dom. N-S vuln.
Sud Ouest Nord Est
Chemla X. Mari Y.
1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70 71 72 73 74 75 76 77 78 79 80 81 82 83 84 85 86 87 88 89 90 91 92 93 94 95 96 97 98 99 100 101 102 103 104 105 106 107 108 109 110 111 112 113 114 115 116 117 118 119 120 121 122 123 124 125 126 127 128 129 130 131 132 133 134 135 136 137 138 1

Jean Dewever avec « les Honneurs » mais sans « les Jambes »

Une certaine façon de censurer les films.

À l'été 1960, Jean Dewever (trente-deux ans), auteur de plusieurs courts métrages dont l'un, *la Crise du logement*, lui avait valu le prix Lumière, commençait son premier long métrage, *les Honneurs de la guerre*. Il en avait écrit le scénario avec son ami Jean-Charles Tacchella (seul responsable des dialogues) et monté la production lui-même. C'était l'histoire, en août 1944, d'un détachement de soldats allemands fatigués, négociant leur capitulation avec des villageois, trop heureux de voir cesser les combats.

Histoire se terminant mal, à cause d'une conception absurde de l'honneur. Film pacifiste, satire, refusant les images d'Épinal de la libération héroïque, *les Honneurs de la guerre* fut entouré d'un « mur de coton ». On ne censura pas son anticonformisme, mais la maison de distribution, les Films Fernand Rivers, ne trouva pas de salles pour le sortir.

Après une campagne de presse et le soutien des réalisateurs français, le film eut enfin droit à une exclusivité, le 25 juillet 1962. Paris étant désert, il fut quatre mille entrées en trois semaines, et autant en province, où il ne fut pas non plus avancé par la distribution. A l'étranger, il fut refusé par tous les pays arabes, le Japon, l'URSS. Il est clair qu'à l'époque des raisons idéologiques diverses jouèrent contre une œuvre... qui les ignorait toutes. Grâce à la Ligue française de l'enseignement et de l'éducation permanente, le film circula tout de même en France (ciné-clubs) et, plus tard, Jacques Zbinden l'acheta pour la télévision où il fut diffusé le 18 mai 1970 (deuxième chaîne). On ne l'avait pas revu depuis.

« J'aime ce beau film indémodable, avait écrit François Truffaut à Jean Dewever. J'ai la certitude qu'il sera mieux vu et apprécié par la nouvelle génération. » Décidé à relancer *les Honneurs de la guerre*, Truffaut l'acheta, trouve un distributeur, Claude Nédjar. Mais, comme en 1961-1962, les salles se désolent. Les années passent. L'amitié de Truffaut permet à Jean Dewever de racheter les droits du film que FR 3 acquiert en 1983, pour un passage. Il est programmé... le 10 avril 1985.



Les raisons d'autrefois n'existent plus, mais on dirait qu'une malédiction pèse sur *les Honneurs*. Or, Jean Dewever a voulu nous expliquer une autre mésaventure encore plus cuisante. « En 1970, dit-il, j'ai réalisé mon second film pour le cinéma, *les Jambes en l'air*, avec 500 000 F d'avance sur recettes, et dans des conditions normales. C'était une comédie grand public exprimant un certain nombre de mes idées, sur la liberté, le bonheur, la vadrouille et l'amour à la bonne franquette. J'avais, entre autres interprètes, Sylva Koscina, Georges Géret, Francis Blanche, Maria Schneider, qui débutait et qui a été engagée pour le *Dernier Tango à Paris* à la vision de mes rushes. Ce film-là est passé par plusieurs distributeurs, avant d'arriver à Gaumont Distribution, qui ne l'a jamais sorti. Là, c'est le noir total.

« J'ai réussi à récupérer les droits l'année dernière. Alors, j'ai proposé *les Jambes* à la télévision. A FR 3, Patrick Brion s'est emballé. Il m'a dit : « C'est le

film le plus représentatif des années 68. » Mais il ne pouvait pas décider seul. Jacques Zbinden, maintenant responsable des achats à TF 1, a déclaré : « C'est un film qui trouvera sa place sur les chaînes avec le temps. » Quel temps ? Il est inadmissible qu'au bout de quinze ans un film ne sorte pas, surtout quand on n'a pas de raisons esthétiques à opposer au réalisateur.

« Je ne suis pas seul dans ce cas-là. Il y a des films français qui ne sortent jamais, ni au cinéma ni à la télévision. On nie une somme d'efforts, d'espoirs, de toute l'équipe, des acteurs. J'ai écrit personnellement à Serge Moati, à propos des *Jambes* en l'air, je n'ai pas reçu de réponse. »

« Le ralentissement ou l'empêchement de la diffusion avec ou sans prétextes sont des formes de censure. *les Honneurs de la guerre* a attendu une « case » pendant dix mois et va passer le 22 h 30. Même si les *Jambes* en l'air est acheté un jour, je sais qu'on ne le demandera, comme chez Gaumont, de changer le titre. Tout ce qui va contre les

idées reçues sur le spectacle est considéré avec méfiance. Je prétends que tous les films de fiction, cinématographiques et télévisuels, dépendent, aujourd'hui, d'une dizaine de personnes pour la production et d'une dizaine de personnes pour la diffusion. C'est la même famille qui a tout pouvoir de décider, selon ses conceptions, ce qui relève de l'avant-garde et ce qui est bon ou non pour le public. Les sondages ne sont publiés que lorsqu'ils confortent les théories des chaînes. On ne les communique pas aux réalisateurs, ou alors, trois mois après le passage.

« Je sais de quoi je parle puisque j'ai tourné aussi pour la télévision. Quand on vous refuse quelque chose, quand on dit : « Cela n'a pas marché », on ne vous en donne jamais les raisons. »

J. S.

« *Les Honneurs de la guerre*, FR 3, mercredi 10 avril, 22 h 25 (85 mn).

Vu pour Vous

Saisir la vie qui pousse

● FEUILLETON : Que deviendront-ils ? A 2, dimanche 7 avril, 21 h 35 (60 mn).

Eh non, on ne les avait pas oubliés, Valérie, Franck, Philippe, Florent, Sandrine... l'un qui aimait les pâtes, l'autre qui voulait devenir champion, le troisième qui se prenait pour un « loup » quand il tombait amoureux, elle qui voulait faire un régime mais n'y arrivait pas. Cinq frimousses qui se sont inscrites dans nos têtes, depuis qu'on les a vues un soir d'avril 1984 sur Antenne 2, cinq petites vies bourrées de vie — si différentes ! — et qui réapparaissent devant nous. Ils avaient douze ans en 1984, ils en ont treize aujourd'hui. Timides, boute-en-train, rêveurs, bossaurs, chahuteurs, sages... ils ont grandi, un peu, et changé.

Michel Fresnel, et Hélène Delebecq, ne les ont pas quittés depuis qu'ils ont décidé l'année dernière de filmer une classe, celle de sixième, au lycée Paul-Valéry, à Paris. Une drôle d'expérience, unique, délicate, passionnante. Il s'agit de suivre pendant dix ans la vie qui pousse, de « prolonger l'instantané » d'une photo de classe, « ce mystère » pour Michel Fresnel, qui s'intéresse depuis longtemps aux faits de société. Un feuilleton d'un genre nouveau aussi, avec de vrais personnages, des enfants. Un épisode par an pendant dix ans. Cette année est la deuxième.

Michel Fresnel (réalisateur) et Hélène Delebecq (journaliste) ont toujours le même regard

attentif, précis et complice, aussi bien avec les enfants qu'avec les parents. Les relations continuent hors caméra. Ils se téléphonent, se voient, se parlent. Un climat de confiance s'est établi, qui passe à l'image, comme le sens de la responsabilité de ceux qui filment, qui les empêchent de tout dire, de trop montrer. Le téléspectateur sent instinctivement qu'il s'agit de réfléchir plutôt que de juger.

Douze mois... l'école, les vacances, encore l'école, les fous-rires, les câlins, les difficultés. La vie n'a pas été égale pour tous. Tandis que Franck et Philippe poursuivent avec le même acharnement, le premier le tennis, le second saxo-les maths-la peinture-le cheval, poussés par des parents présents, Valérie, la leader chahuteuse qui faisait des blagues au téléphone, fugue. Philippe, le poète blond bourré d'humour et de charme, poursuit un trajet scolaire problématique sous l'œil perplexe des psychologues. On le retrouve en uniforme bleu, dans un LEP, une scie à la main.

On sent très fort ce qui n'est pas dit dans cette seconde émission, et qu'on percevait déjà l'année dernière. L'importance du milieu, des désirs projetés des parents, l'inégalité des chances (le début de destins ?). Des gosses construisent leur vie devant nous, petites histoires traversées de tant d'autres. On est saisi de crainte : que deviendront-ils l'année prochaine ?

CATHERINE HUMBLLOT.

Treize minutes d'espoir

● MOSAÏQUE, FR 3, dimanche 7 avril, 10 h.

D'un côté, des graffiti racistes souillant le béton des cités, racistes à en donner la nausée. De l'autre, des êtres multicolores, heureux de vivre ensemble et qui s'affirment hautement. Dans la Main sur le cœur, Alain Périssin oppose ces deux réalités sans aucun commentaire moralisateur. La parole, pour une fois, est à ceux qui, passant anonyme, historien ou évêque, refusent le haine et combattent l'intolérance.

Annabelle, treize ans, présente l'équipe de « SOS ra-

cisme, celle qui a popularisé le badge « Touche pas à mon pote ». Mgr Gaillet, évêque d'Evreux, démontre avec chaleur que vivre avec des étrangers est une chance, et Claude Bourdet dit son espoir dans le sursaut antiraciste de la jeunesse. Mais le témoignage le plus marquant est sans nul doute celui de Philippe Noiret, gorgé de simplicité et d'émotion.

Treize minutes d'espoir dans le cadre de l'émission Mosaïque qui en offre deux heures chaque dimanche.

PHILIPPE BERNARD.

Les films de la semaine. Le palmarès de Jacques Siclier.

DIMANCHE 7 AVRIL

L'Homme de Rio

Film français de Philippe de Broca (1963), avec J.-P. Belmondo, F. Dorléac. TF 1, 20 h 35 (115 mn).

Un soldat en permission s'en va jusqu'au Brésil pour délivrer sa fiancée. Dans l'esprit des bandes dessinées d'Hergé, voilà le grand film d'aventure et d'humour des années 60 en France. Une action débridée, comme on dit, des cascades, des exploits. Belmondo héros scabreux pour les beaux yeux de Françoise Dorléac. C'était juste hier...

Crime passionnel

Film américain d'Otto Preminger (1945), avec D. Andrews, A. Faye (v.o. sous-titrée, N.). FR 3, 22 h 30 (100 mn).

Un aventurier sans scrupules, une servante de bar qui joue les vamps, un crime, un suspense psychologique. Une atmosphère à la *Simenon* dans un milieu provincial américain de la côte Ouest. C'est un film de Preminger assez peu connu — tourné après *Laura* — et qui gagne à l'être.

LUNDI 8 AVRIL

Les Cracks

Film français d'Alex Joffé (1967), avec Bourvil, R. Hirsch. TF 1, 14 h (95 mn).

L'amusante réconstitution d'une course cycliste 1900 et les mésaventures de Bourvil poursuivi par sa femme, Monique Tarbès, et un huissier, Robert Hirsch.

L'Or de Mackenna

Film français de J. Lee Thompson (1968), avec G. Peck, O. Sharif.

TF 1, 20 h 35 (125 mn).

Un bandit sanguinaire a capturé un shérif qui connaît l'emplacement secret du canyon de l'or. Beau thème romanesque pour un western gonflé en super-production, bavard moralisateur, avec beaucoup de mouvement, au dernier quart d'heure seulement.

Le Pion

Film français de Christian Gion (1978), avec H. Guybet, C. Jacq. FR 3, 20 h 35 (90 mn).

Un professeur auxiliaire dans un lycée de province est chahuté. Il écrit un roman en cachette. Cela lui vaudra un coup de chance. Le film, lui, se traîne dans un comique fade. Dommage pour Henri Guybet.

MARDI 9 AVRIL

Rends-moi la clé

Film français de Gérard Pirès (1980), avec G. Marchand, J. Birkin. A 2, 20 h 40 (90 mn).

Problèmes croisés de deux couples après leurs divorces. La plus insignifiante (à quelques gags près) comédie de Nicole de Buron et Gérard Pirès. Mais ne tirons pas sur les acteurs. Ils ont fait ce qu'ils pouvaient...

Mélopie en sous-sol

Film français d'Henri Verneuil (1962), avec J. Gabin, A. Delon (N.). FR 3, 20 h 35 (115 mn).

Un vieux truand sorti de prison tente un coup fument (le cambriolage du casino du Palm-Beach de Cannes) avec un jeune voyou manquant d'expérience. Le mélo solide de Verneuil au service d'une « série noire » française où Gabin et Delon se rencontraient pour la première fois.

MERCREDI 10 AVRIL

De la part des copains

Film franco-italien de Terence Young (1970), avec Ch. Bronson, L. Ullmann. A2, 13 h 45 (90 mn).

Le farfou et la fille d'un Américain, ancien mauvais garçon retenu dans le Midi de la France, sont prises en otage par des truands qui veulent l'obliger à les aider. Le sujet reste conventionnel parce que la mise en scène n'atteint pas au tragique des grands films noirs. Pourtant, on frémit, et on se laisse prendre par les acteurs.

Les Honneurs de la guerre

Film français de Jean Dewever (1961), avec P. Collet, O. Godot (N.). FR 3, 22 h 25 (85 mn).

Comment, en août 1944, les habitants d'un village qui s'étaient libérés trop tôt doivent compter avec une trentaine d'Allemands en retraite. Comment ceux-ci, fatigués, concluent une trêve avant reddition avec les résistants du village voisin, comme la guerre revient à l'absurdité du code de l'honneur militaire... et paye tout cela d'une sortie insuffisante et d'un insuccès commercial. On peut aujourd'hui rendre toute justice à un film qui était en avance sur le courant de révision historique. (Lire notre article ci-dessus.)

JEUDI 11 AVRIL

Alexandre le Grand

Film américain de Robert Rossen (1955), avec R. Burton, F. March.

TF 1, 23 h 05 (135 mn).

La vie et les conquêtes d'Alexandre de Macédoine, qui devint roi à vingt ans et mourut à trente-trois ans. L'histoire antique revue par Hollywood, une mise en scène assez pesante. Mais Richard Burton est génial dans une distribution internationale où passent, entre autres, Claire Bloom, Danielle Darrieux, Stanley Baker.

Mayerling

Film français d'Anatole Litvak (1935), avec Ch. Boyer, D. Darrieux (N.). A2, 14 h 50 (90 mn).

La version la plus romantique, à cause d'un couple d'acteurs inoubliable, de la virtuosité d'un metteur en scène cosmopolite, des amours de l'archiduc Rodolphe et de Marie Vetsers. A voir pour rêver.

VENDREDI 12 AVRIL

Le ciel peut attendre

Film américain d'Ernst Lubitsch (1943), avec G. Tierney, Don Ameche (v.o. sous-titrée). A 2, 23 h (110 mn).

Un vieillard vient de mourir. Il est repu par le diable, qui lui fait raconter sa vie pour savoir si ses péchés lui valent l'enfer. Lubitsch, qui approchait de la fin de sa vie, évoque, dans ce film aux couleurs douces, le bon temps jadis, l'amour, la beauté des femmes, les plaisirs terrestres exaltés dans la plupart de ses œuvres. Mais le ton de la comédie devient, parfois, nostalgique et même grave. On y prend conscience du vieillissement et du caractère éphémère du bonheur. Ce qui n'empêche pas Lubitsch de nous donner encore une fête.

مكتبة الأمل



Tout ne fait pas rire

On attendait beaucoup de ces émissions en clair entre 18 heures et 20 h 30, destinées, pensait-on, à jouer un rôle de vitrine attractive pour la quatrième chaîne. Fabrice, le vieux routier des ondes périphériques, décidait d'y lancer un double défi : concurrencer Collaro et Bouvard sur un créneau mythique, en se proposant, au cours d'une balade parisienne, d'acheter n'importe quoi à n'importe qui.

Inaugurée le 16 mars, l'émission a-t-elle gagné son pari ? Difficile de l'affirmer. Certes, tous les soirs, Fabrice parvient à acheter un objet à un passant, mais avec quel conformisme, et quel ton compassé ! Cela manque de dérive farfelue, de délire surréaliste du type « Caméra invisible ». Au contraire, on a parfois le sentiment très désagréable que le passant, devenu vendeur, est amené à dévoiler un esprit mercantile, gagne-petit... Un signe des temps ? Ou bien la faute de l'animateur, trop timide, peu audacieux, sage et sérieux à faire bâiller ? En dix jours, aucun fou-rire, sauf peut-être quand un monsieur est reparti, une chaussure en moins. Quelques sourires... pas de moments inoubliables. Un jeu banal, au fond, avec, à la clé, une voiture à gagner. Comme sur les postes périphériques...

CÉCILE URBAIN.
● Tout s'achète, du lundi au vendredi à 19 h 45.

Sélection

DOCUMENTAIRES

Vol du condor au-dessus des Andes sauvages (si vous aimez les bêtes, la faune, la flore, du nord à la cordillère des Andes). 2^e épisode le 6 avril à 7 h, 3^e épisode le 6 à 17 h, le 8 à 16 h 5, nuit du 9 au 10, à 2 h 5, le 12 à 11 h 50.

VARIÉTÉS

Michel Leeb à l'Olympia (il sait tout faire, tout imiter). le 6 à 7 h 55.

FEUILLETONS, SÉRIES

Hill Street Blues (... poursuit sa carrière brillante : le meilleur des feuilletons américains. Humour, savoir-faire, la vie quotidienne dans un commissariat d'un quartier chaud aux Etats-Unis). 20^e épisode le 6 à 13 h 5, le 7 à 16 h 10, le 9 à 9 h, nuit du 10 au 11 à 1 h 40.

Les films

GHOSTKEEPER. — Film américain de J. Makichuk (1981), avec R. Spier, M. Ord.

Une légende indienne, un amour maléfique. Film fantastique inédit. On ne sait pas s'il est bien. Diff. le 6 à 22 h 55 dans la nuit du 8 au 9 à 1 h 10 et dans celle du 12 au 13 à 8 h 45.

LA LOI ET LA PAGAILLE. — Film américain d'I. Passer (1974), avec C. O'Connor, E. Borgnine.

Les citoyens d'un quartier populaire de Manhattan se font les auxiliaires armés de la police contre le banditisme. La lucidité, l'ironie mordante d'un cinéaste tchèque émigré regardant la classe moyenne américaine. Diff. le 7 à 18 h, le 9 à 11 h 05, dans la nuit du 11 au 12 à 1 h 50.

LE GRAND CARNAVAL. — Film français d'A. Arcady (1983), avec P. Noiret, R. Hénin.

Le maire et le cafetier d'une bourgade de l'Algérie française à l'heure de la libération par les Américains en 1942. Faux nostalgiques d'une comédie historique. Diff. le 7 à 21 h, le 10 à 22 h 10.

LA CRIME. — Film français de P. Labro (1983), avec C. Brasseur, G. Lazare.

Un commissaire de la brigade criminelle et une journaliste de Libération enquêtent ensemble. Magouille politico-financière dans un polar style moderne. Diff. le 9 à 20 h 30, le 11 à 8 h 50.

PRENDS TON PASSE-MONTAGNE, ON VA A LA PLAGE. — Film français d'E. Metallon (1982), avec D. Prevost, F. Giordani.

Ils partent pour la montagne et se retrouvent au Touquet. De bons comédiens embarqués dans une étonnante. Diff. le 11 à 20 h 30.

NOCES DE SANG. — Film espagnol de C. Saura (1981), avec A. Gades, C. Hoyos.

Des danseurs et danseuses répètent un ballet inspiré d'une tragédie de Federico Garcia Lorca dont ils deviennent les personnages. D'une chorégraphie à une mise en scène de film sublime et passionnée. Diff. le 10 à 21 h, le 12 à 10 h 40.

LIBERTY BELLE. — Film français de P. Kané (1982), avec J. Zucca, D. Laffin.

A la fin de 1959, un étudiant choisit l'insoumission pour éviter la guerre d'Algérie. La jeunesse d'intellectuels et l'amour du cinéma. Original, sympathique. Diff. le 12 à 22 h 20.

REPRISES

Pour les films suivants, lire nos commentaires parus dans les suppléments précédents.

FEMMES DE PERSONNE. — Film français de C. Frank (1984), avec M. Keller, C. Collier. Diff. le 6 à 10 h 55, le 11 à 15 h 40.

ALAMBRISTA. — Film américain de R. Young (1978), avec D. Ambriz, T. Silva. Diff. le 6 à 9 h, dans la nuit du 12 au 13 à 2 h 15.

CHALEUR ET POUS-SIÈRE. — Film américain de J. Ivory (1982), avec J. Christie, G. Scacchi. Diff. dans la nuit du 6 au 7 à 0 h 20.

L'AMÉRIQUE EN FOLIE. — Film américain de R. Van der Bergh (1983), avec C. Alphen, G. Ayer. Diff. dans la nuit du 6 au 7 à 2 h 30, le 11 à 22 h, dans la nuit du 12 au 13 à 4 h 05.

STUNT MAN. — Film américain de R. Rush (1980), avec P. O'Toole, S. Rallick. Diff. dans la nuit du 6 au 7 à 4 h 35, le 9 à 14 h.

TRAHISONS CONJUGALES. — Film anglais de D. Jones (1982), avec J. Irons, P. Hodge. Diff. le 7 à 9 h 30, le 8 à 10 h 40.

CIRCULEZ, Y'A RIEN A VOIR. — Film français de P. Leconte (1982), avec J. Birkin, M. Blanc. Diff. le 7 à 11 h 05, le 9 à 22 h 10, le 10 à 11 h 25, le 12 à 14 h.

LE DEUXIÈME SOUFFLE. — Film français de J.-P. Melville (1966), avec L. Ventura, P. Maurisse. Diff. le 7 à 23 h 55, le 9 à 23 h 40, le 11 à 10 h 30.

LA VICTIME. — Film hongrois de G. Dobray (1979), avec G. Reviczky, A. Sefar. Diffusion dans la nuit du 7 au 8 à 2 h 20, le 9 à 16 h 05, dans la nuit du 10 au 11 à 0 h 25.

LA GRANDE BAGARRE DE DON CAMILLO. — Film italien de C. Gallone (1955), avec Fernandel, G. Servi. Diff. le 8 à 9 h, le 12 à 15 h 25.

LE CHANT ET LE CANARI. — Film anglais de R. Metzger (1977), avec H. Blackman, M. Callan. Diff. le 9 à 20 h 30, le 11 à 14 h, le 12 à 9 h.

1

TÉLÉVISION FRANÇAISE

Samedi 6 avril

- 8.00 Journal.
- 9.00 Reprise : les Jours de l'information (diffusé le 4 avril).
- 10.15 Challenges 85.
- 10.45 Cinq jours en Bourse.
- 11.00 Concert.
Te Deum de Pendergast, par l'Orchestre philharmonique et les chœurs de Cracovie, dir. K. Pendergast ; à 11 h 45 : couleurs de la musique.
- 11.55 Pic et Pique.
- 12.10 Accroché-cœur.
- 12.30 Bonjour, bon appétit.
- 13.00 Journal.
- 13.25 Télé-foot 1.
- 14.20 Série : Pour l'amour du risque.
- 15.15 Dessin animé : le Merveilleux Voyage de Nils Holgersson.
- 15.45 Casaque et bottes de cuir. Magazine du cheval et du tir.
- 16.15 Temps X.
- 17.05 Série : Opération trafic.
- 18.05 Trente millions d'amis.
- 18.35 Magazine auto-moto.
- 19.00 D'accord pas d'accord (INC).
- 19.10 Jeu : Anagram.
- 19.40 Cocoricocoboy.
- 20.00 Journal.
- 20.35 Tirage du Loto.
- 20.40 Les grands succès de la scène : le Chienlit.
De J.-P. Rouland et C. Olivier. Avec H. Duc, J.-C. Massonier et J.-P. Rouland.
Mai 68 entraîne des modifications profondes à l'intérieur de la famille Cornubie. Les plus jeunes, animés par des sentiments contestataires, vont déjouer un piège professionnel tendu à leur propre mère, incarnation de la bourgeoisie.
- 22.25 Droit de réponse : Revue de presse. Emission de Michel Polac.
Avec J.-M. Colombari (le Monde), J.-M. Bouguereau (Libération), D. Jamet (le Quotidien), M. Dejours (Sud-Ouest), J.-F. Kahn (l'Evénement), D. Ben Said (Rouge), B. Lalanne (l'Expansion) et A. Glucksmann, philosophe.
- 0.10 Journal.
- 0.30 Ouvert la nuit.
Alfred Hitchcock présente : la Baby-sitter. Extérieur nuit : consacré à l'écrivain et critique Angelo Rinaldi.

2

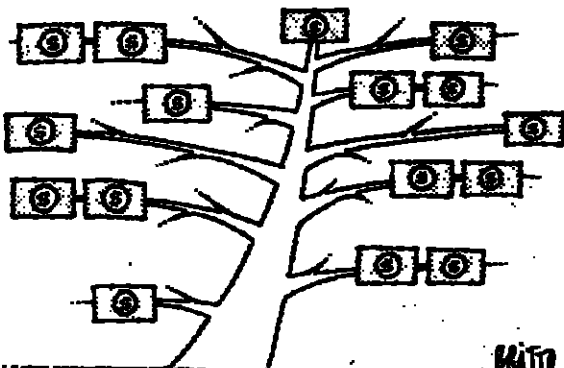
ANTENNE

- 10.15 Journal des sourds et des malentendants.
- 10.35 Platine 45.
Moon Ray ; *Elizabeth Ans* ; *Frank Alamo* ; *Cool and the Gang* ; *Jean-Luc Lahaye* ; *Modern Talking*.
- 11.05 Les carnets de l'aventure.
Le Voyage de Sinbad, de T. Severin.
- 12.00 A nous deux.
- 12.45 Journal.
- 13.30 Série : Têtes brûlées.
- 14.15 Terre des bêtes.
- 14.50 Les jeux du stade.
Rugby : France-Galles, en direct du Parc des Princes.
- 17.05 Récité A2.
- 17.55 Les Schtroumpfs. Téléchat.
- 17.55 Numéro 10, magazine du football.
- 17.55 Le magazine.
Magazine d'information de la rédaction.
Deux reportages : « Les petites voitures de luxe », Bugatti, Lamborghini, Ferrari ; « Pals, drogue et guérilla » : cocaïne et politique en Colombie.
- 18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
- 19.10 D'accord pas d'accord (INC).
- 19.15 Emissions régionales.
- 19.40 La boutique de Bouvard.
- 20.00 Journal.
- 20.35 Variétés : Champs-Élysées.
De Michel Drucker.
Autour de Line Renaud, *Alain Bashung*, *Miou-Miou*, *Maurice Béjart*...
- 22.05 Magazine : Les enfants du rock.
Rockorico, avec quatre jeunes groupes : *GPS* ou *Garage* psychiatrique, *Suburbain*, les *Bandits* et *Cyclope* ; *Rockline* ; concert *Paul Young*, filmé à Essen le 30 mars dernier.
- 23.20 Journal.

3

FRANCE RÉGIONS

- 12.00 Tennis : tournoi de Monte-Carlo.
- 17.30 Télévision régionale.
Programmes autonomes des douze régions.
- 20.04 Disney Channel.
Cocktail de dessins animés et divers programmes de Walt Disney Channel.
La grande soirée familiale : les aventures de Winnie l'ourson, *Mickey*, *Zorro*, *Donald*, et *travaux de la soirée*, les *DTV*, les *vidéoclips*, *montages inédits de dessins animés sur les plus grands tubes* - des vingt dernières années.
- 21.55 Journal.
- 22.20 Feuilleton : Dynastie.
Krystle a le sentiment d'être exclue des affaires familiales. Le congressiste *McVane* est impliqué dans un scandale. Menaces de mort, traquenard...
- 23.05 La vie de château.
Jean-Claude Brialy reçoit Christophe Lambert, Jane Birkin, Michel Sardou.
- 23.35 Prélude à la nuit.
Révolutions (ballad) de Charles Imbert avec Alvin Ailey et The Dance Theater.



PÉRIPHÉRIE

- RTL, 20 h, A vous de choisir : *Les bidazes s'en vont en guerre*, film de C. Zidi, ou *les Plaisirs de Pélopie*, film d'Arthur Hiller ; 21 h 45 : *Châteauvallon* ; 22 h 45, Ciné-club : *Yankee Doodle Dandy*.
- TMC, 20 h, Le grand raid ; 20 h 55, La photo mystère ; 21 h, Les grandes conjurations : le coup d'Etat du 2 décembre ; 22 h 40, M.C. Magazine ; 23 h 55, Clip n'roll.
- KTR, 20 h, Le jardin extraordinaire ; 20 h 35, *Circulez, y'a rien à voir*, film de Patrice Leconte ; 22 h, Cinéclips.
- TSR, 20 h 05, Stansky et Hutch ; 21 h, Jardins divers ; 22 h 25, *Un Américain à Paris*, film de Vicente Minnelli et Gene Kelly.

Dimanche 7 avril

- 8.00 Journal.
- 9.00 Emission islamique.
- 9.15 Orthodoxie.
- 9.30 Foi et tradition des chrétiens orientaux.
- 10.00 Présence protestante.
- 10.30 Le jour du Seigneur.
- 11.00 Messe de Pâques.
En Emission, de la collégiale de Belzème (Suisse).
- 12.00 Message pascal et bénédiction *Urbi et Orbi* par le pape Jean-Paul II.
- 12.35 *Météo presse*, de P.-L. Séguillon.
Invité : M. Philippe Seguin, député RPR des Vosges.
- 13.00 Journal.
- 13.25 Série : Stansky et Hutch.
- 14.20 Sports dimanche et tiercé.
- 16.30 Variétés : La belle vie, de Sacha Distel.
Avec *Christophe Lambert*, *Nicoletta*, *Ros Laurent*...
- 17.30 Les animaux du monde.
Un nigé prénommé Chouk.
- 18.10 Série : Les roses de Dublin.
- 19.00 7 sur 7.
Le magazine de la rédaction présente cette émission par Anne Sinclair.
Avec : M. Daniel Toscani du Plantier.
- 20.00 Journal.
- 20.35 Cinéma : l'Homme de Rio.
Film de Philippe de Broca.
Sports dimanche soir.
L'actualité sportive du week-end.
- 23.30 Journal.
- 23.50 C'est à lire.



- 9.35 Journal et météo.
- 9.40 Les chevaux du tiercé.
- 10.05 Récité A2.
- 10.40 Gym tonic.
- 11.15 Dimanche Martin.
Entrez les artistes.
- 12.45 Journal.
- 13.15 Dimanche Martin (suite).
- 13.15 Si j'ai bonne mémoire : 14.25, Série : L'homme qui tombe à pic ; 15.15, L'école des fous ; 16.00, Dessin animé ; 16.15, Thé d'anniversaire.
- 17.00 Série : Médecins de nuit.
- 18.00 Stade 2 (et à 20 h 20).
- 19.00 Série : L'Homme de fer.
- 20.00 Journal.
- 20.35 Jeu : Le grand raid.
Pékin-Exot-Nelson (Canada), *Reportages d'aventuriers* - autour de la planète.
- 21.35 Documentaire : Que deviendront-ils ?
(2^e année). Réal. M. Fressel.
(Lire notre article.)
- 22.35 Magazine : Désirs des arts.
Emission de P. Dais, réal. P. Collin et P.-A. Bostang.
Architecture, nouveaux plaisirs ?
Autour de l'exposition de maquettes organisée au CCI de Beaubourg. Le point sur l'architecture contemporaine.
Visite de la villa Savoye de Le Corbusier, du café Costes, aux Halles, conçu par Philippe Starck.
- 23.10 Journal.

- 9.00 Emission pour les jeunes.
Disney Channel, Inspecteur Gadget.
- 10.00 Mosaïque. Emission de l'ADRI.
(Lire notre article.)
- 12.00 La vie en tête.
- 12.15 Tennis : tournoi de Monte-Carlo.
Finale (double et simple) en direct.
- 18.00 Emission pour les jeunes.
Fraggle Rock, Lucky Luke, l'Ours Colargol.
- 19.00 Au nom de l'amour. Emission de Pierre Bellemare.
- 20.00 RFO Hebdo.
- 20.35 Documentaire : Gasherbrum, montagne de lumière.
Ascension himalayenne en 1984.
L'ascension par une équipe de dix alpinistes d'un sommet de la chaîne de l'Himalaya à l'extrémité d'un des plus longs glaciers du monde. Le compte rendu d'une expédition dirigée par Pierre Mascarelli.
- 21.30 Aspects du court métrage français.
« Photix », de Pascal Goren ; « Une sale histoire », de Jean Eustache.
- 22.00 Journal.
- 22.30 Cinéma de minuit : Crime passionnel.
Film d'Otto Preminger.
Prélude à la nuit.
« Tombeau », de J. Jakob Froberger, interprété par C. Chojnacka, clavessin.

- RTL, 20 h, Le Grand Restaurant, film de Jacques Besnard ; 21 h 40, Les minichroniques, de Godelmy ; 21 h 55, Journal ; 22 h 5, La rigole du jeu.
- TMC, 20 h, Série : Lou Gaux ; 20 h 55, Woody Woodpecker ; 21 h, Le Grand Sam, film d'Henry Hathaway ; 23 h 5, Amis des hommes ; 23 h 15, Clip n'roll.
- KTR, 20 h 15, Variétés : Yves Montand International ; 21 h 20, 168 film : la Révélation, de Philippe Couderc.
- TSR, 20 h, Le grand raid ; 20 h 55, Domenico Scariotti ; 21 h 55, Journal ; 22 h 20, l'Homme tranquille, film de John Ford.

Mercredi
10 avril

11.15 ANTIOPE 1.
11.45 La Une chez vous.
12.00 Feuilletton : Arnold et Willy.
12.30 La bouteille à la mer.
13.00 Journal.
13.40 *Viesimile.*
Feuilletons, variétés, dessins animés, variétés, documents...
16.20 Info jeunes : Hidalgo et Noah à la une.
16.40 De A à Zébra.
Rock, ciné, B.D., look...
17.30 La chance aux chansons.
18.00 Le village dans les nuages.
18.20 Mini-journal pour les jeunes.
18.35 Série : Coeur de diamant.
18.15 Jeu : Anagram.
19.40 Feuilletton : les Sargeot.
19.55 Tirage du tae-o-tac.
20.00 Journal.
20.25 Football : Juventus-Bordeaux (SOUS
réserve)
en direct de Turin.
Au cas où le match ne serait pas diffusé, TF1 programmerait les émissions suivantes : 20.35, Tirage du Loto : 21.30, Documentaire : Le taxi jaune (délinquance, drogue, prostitution, une caméra invisible à Harlem) : 22.10 Cote d'amour : 22.55, Journal : 23.15, C'est à lire].
22.20 Série : Dallas.
Assistance de l'agresseur de Bobby. La cousine de J.R. fait enfin son apparition pour semer le trouble dans la famille
Ewing.
23.05 Journal.
23.20 C'est à lire.

**TÉLÉVISION
FRANÇAISE**

1

8.45 Télémarthin (à 8 h 30, Feuilletton : la Farsandole).
10.00 **Récré A2.**
Judo jeu : les *Vivatratoums : Tchaou et Grodo.*
12.00 **Journal** ex météo.
12.10 **Jeu :** L'académie des neuf.
12.45 **Journal.**
13.30 **Feuilletton :** Les amours des années folles.
13.45 **Cinéma : De la part des copains.**
Film de Terence Young.
15.20 **Récré A2.**
16.50 **Micro Kid.**
17.25 **Les carnets de l'aventure.**
« *Les 5 Boréales - d'E. Aliberti.*
18.00 **Super Pléiade** 45.
Dorothée, Nick Heyward, Bibi, Jesse Garon...
18.30 **C'est la vie**
18.50 **Jeu :** Des chiffres et des lettres.
19.15 **Emissions régionales.**
19.40 **Le théâtre de Boulevard.**
20.00 **Journal.**
20.35 **Téléfilm :** A cause d'une chaussure
D'après E. Bercovis, réal. W. Hale. Avec R. Mitchum, A. Dickinson, M. Ferrer.
Un ancien policier désabusé après un drame privé qui l'a contraint à démissionner de ses fonctions est amené à rechercher l'épouse d'un propriétaire de casino mystérieusement disparue. Avec Robert Mitchum.
22.10 **Document : Perles de stars.**
Emission de M. Carrs et A. Valentini.
Déprogrammée deux fois, cette émission passe quelques jours avant celle de la première chaîne - Ah, la concurrence ! - elle est faite des chutes et des ratages de l'écran : les fous rires auxquels vous avez échappé, les décors qui tombent, les étournelements des grands hommes politiques, etc. Hilarant !

ANTENNE

2

14.55 Questions au gouvernement à l'Assemblée nationale.
17.00 Télévision régionale.
Programmes autonomes des douze régions.
19.55 Dédain animé : Lucky Luke.
20.05 Les jeux.
20.35 Cadence 3.
Émission de Léa Milcic et Guy Lux.
Invitée d'honneur : Linda de Suza.
22.06 Journal.
22.25 **Cinéma : les Honneurs de la guerre.**
Film de Jean Dewever.
(Lire notre article.)
23.50 *Allegoria* : Nicolas de Staël, quatre peintures.
Série d'Hubert de Maximy.
23.55 *Prétendue à la nuit.*
Air, tiré de « Mignon », d'Ambroise Thomas, interprété par
Mapii Damouré.

FRANCE
RÉGIONS

3

- **RTL**, 20 h, Série : Mike Hammer : 21 h, *La Kerneuse de l'Ouest*, film de John Huston
- **TMC**, 20 h, Cosmos 1999 : 20 h 25, *Le jete de lire*
- **TMC**, 20 h, Cosmos 1999 : 20 h 55, *La photo mystère* : 21 h, *Le Dernier Civil*, film de Laurent Heynemann : 22 h 40, *M.C. Magazine* : 22 h 55, *TMC Sports*.
- **RTR**, 20 h, Cap 60 : 21 h, Série : Pour l'amour du risque : 21 h 50, *Portrait : le baron Soty et d'Oppuers*.
- **RTB-TÉLÉ 2**, 20 h, *Caméra sports*.
- **TSR**, 20 h 10, Football : coupe d'Europe (demi-finale) : 23 h 35, *Journal*.

PÉRIPHÉRIE

مكانة امه الاصل

هناك من العمل

X LE MONDE LOISIRS
SAMEDI 6 AVRIL 1985

TÉLÉVISION

| | Jeudi 11 avril | Vendredi 12 avril | Le prochain week-end |
|------------------------------|--|--|--|
| TÉLÉVISION FRANÇAISE 1 | <p>11.15 ANTOIPE 1. 11.45 La Une chez vous. 12.00 Feuilletton : Arnold et Willy. 12.30 La bouteille à la mer. 13.00 Journal. 13.50 A pleine vie. Série : Galactica : 14 h 40, la maison de TF 1 ; 15 h 25, Quarté en direct d'Auteuil ; 15 h 55, Images d'histoire : le service santé des armées. 16.30 Croque-vacances. 17.30 La chance aux chansons. 18.00 Le village dans les nuages. 18.25 Mini-journal pour les jeunes. 18.30 Série : Cœur de diamant. 19.15 Jeu : Anagram. 19.40 Feuilletton : Les Bargeot. 20.00 Journal. 20.35 Feuilletton : le Canon paisible. Réal. S. Bertin, B. Maris, F. Lax Avec J.-P. Darras, R. Boulanger, F. Lax, F. Fleury. Panique au « Canon paisible », le café tenu par Monsieur Léon. Le client venu s'installer récemment serait-il un truand ? Une comédie bien de chez nous à la philosophie très moyenne. 21.30 Les jeudis de l'information : l'Enjeu. Magazine mensuel de l'économie de F. de Chazot, E. de la Taille et A. Weiler. Au sommaire : « SOS capitalisme, les nouveaux salariés capitalistes » ; « Les entreprises de la dernière chance » ; reconquête des vieilles régions industrielles ; « Guinée : un désastre africain » : une nation traumatisée, une économie délabrée... 22.45 Journal. 23.05 Et voilà la une. Film : Alexandre le Grand. de Robert Rossen.</p> | <p>11.15 Antiope 1. 11.45 La Une chez vous. 12.00 Feuilletton : Arnold et Willy. 12.30 La bouteille à la mer. 13.00 Journal. 13.50 A pleine vie. Série : l'Homme d'Amsterdam ; 14.45, la maison de TF 1 ; 15.15, Temps libres : les arts du feu. 16.30 Croque-vacances. 17.30 La chance aux chansons. 18.00 Le village dans les nuages. 18.25 Mini-journal pour les jeunes. 18.30 Série : Cœur de diamant. 19.15 Jeu : Anagram. 19.40 Feuilletton : Les Bargeot. 20.00 Journal. 20.35 Porte-bonheur. Emission de Patrick Sabatier. Avec : Hervé Vilard, Touré Kunda, Al Jarreau, Nana Mouskouri. 21.50 Variétés : Le Grand Bénédict. Emission de S. Collaro et C. Corbin. Des extraits comiques et cocasses du journal télévisé, les chutes, les ratages, les coulisses du petit écran. Deux émissions en deux jours sur le même sujet, c'est trop. 22.50 Documentaire : Art, obscurité et clairvoyance. Emission de D. Lecomte. Le peintre Arthik, portraitiste de Samuel Beckett, d'Henri Cartier-Bresson. Le trajet pictural d'un artiste peu connu en France. 23.20 Journal. 23.40 C'est à lire.</p>  | <p>Samedi 13 avril 8.00 Journal : 9.00 Reprise : Les jeudis de l'information (L'Enjeu, diff. le 11 avril) ; 10.15 Challenges 85 ; 10.45 Cinq jours en Bourse ; 11.00 Concert (Strauss) ; 11.45 Cœur de la musique ; 11.55 Pic et Poke ; 12.10 Accroche-cœur ; 12.30 Bonjour, bon appétit ; 13.00 Journal ; 13.35 Téléfoos 1 ; 14.20 Série : Pour l'amour du risque ; 15.15 Dessins animés ; 15.40 Casques et bottes de cuir et liard ; 16.15 Temps X ; 17.05 Série : Opération trafic ; 18.05 Trente millions d'euros ; 18.35 Auto-moto ; 19.05 D'accord, pas d'accord ; 19.10 Jeu : Anagram ; 19.40 Cocorocoboy ; 20.00 Journal ; 20.35 Tringe du côté. 20.40 Série : Julien Fontanes magistrat. Réal. F. Dupont-Midy. Avec J. Morel, J.-M. Dupuis, R. Geronzi. 22.15 Droit de réponse ou l'esprit de contradiction. Emission de Michel Polak : la vérité toute nue. Avec des avocats, des journalistes, des juges d'instruction. 0.00 Journal. 0.20 Ouvert la nuit. Alfred Hitchcock présente... « Une bonne cachette ». Extérieur nuit : « Les Africains sapeurs ».</p> <p>Dimanche 14 avril 8.30 Bonjour la France ; 9.00 Emission islamique ; 9.15 A Bible ouverte ; 9.30 Orthodoxie ; 10.00 Présence protestante ; 10.30 Le jour du Seigneur ; 11.00 Messe ; 12.05 Midi presse ; 12.30 La séquence du spectateur ; 13.00 Journal ; 13.25 Série : Starsky et Hutch ; 14.20 Sport dimanche ; 17.30 Les animaux du monde ; 18.00 Série : Matt Houston ; 19.00 Le magazine de la semaine ; 20.00 Journal. 20.35 Cinéma : Pas de printemps pour Marnie. Film d'Alfred Hitchcock. 22.40 Sports dimanche soir. 23.25 Journal. 23.45 C'est à lire.</p> |
| ANTENNE 2 | <p>6.45 Télématin (à 8 h 30, feuilleton : La Ferandole). 10.30 ANTOIPE. 12.00 Journal et météo. 12.10 Jeu : l'Académie des neuf. 12.45 Journal. 13.30 Feuilletton : Bergeval et fils. 13.45 Aujourd'hui la vie. Presse et journalistes : satisfaits ou non ? 14.50 Cinéma : Mayerling Film d'Anatole Litvak. 16.15 Magazine : un temps pour tout. De M. Carr et A. Valentini. Les enfants oubliés. Ils sont 100 000 en France à vivre dans des foyers de l'enfance. Quelle solution pour remplacer une famille ? Avec la participation de Mme Georgina Dujoviz, ministre des affaires sociales. 17.45 Récré A2. Poochie : Mes mains ont la parole ; Viratoums ; Légendes indiennes ; Téléchat. 18.30 C'est la vie. 18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres. 19.10 D'accord, pas d'accord (INC). 19.15 Emissions régionales. 19.40 Le théâtre de Bouvard. 20.00 Journal. 20.35 Série : Princesse Daisy. D'après Judith Krantz, réal. W. Hussain. Avec M. Van Kamp, L. Wagner, S. Kesch, C. Cardinale. Les aventures et mésaventures romanesques d'une jeune fille née d'un prince russe et d'une star américaine, dont la vie commence tragiquement et se termine brillamment. Feuilletton en deux épisodes inspirés d'un best-seller de Judith Krantz, auteur de l'Amour en héritage. 22.10 Musiques au cœur : au pays de l'opérette. Un hommage à l'opérette viennoise, avec Valérie Chevalier, Veronique Dietschy, Michèle Lagrange ; des extraits de la Chauve-Souris, la Veuve joyeuse, le Pays du sourire, Rêve de valse... 23.20 Numéro 10 spécial. Extraits des rencontres des coupes d'Europe de football (demi-finales aller). 23.45 Journal.</p> | <p>6.45 Télématin (à 8.30, feuilleton : le Vent du large). 10.30 Antiope. 12.00 Journal et météo. 12.10 Jeu : l'Académie des neuf. 12.45 Journal. 13.30 Feuilletton : Bergeval et fils. 13.45 Aujourd'hui la vie. Côté toilettes... Les Français sont-ils propres ? 14.50 Série : Chips. 15.40 La télévision des téléspectateurs. 16.15 Réponse : Lire c'est vivre. Le complexe de Broadway, de D. Ruyon (diffusé le 19 mars). 17.00 Histoires, de Sophie Richard. Kenya : les guerriers de la savane (1^{re} partie). 17.45 Récré A2. Poochie ; Anim'A2 ; Latul et Lirel ; Les maîtres de l'univers ; Téléchat. 18.30 C'est la vie. 18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres. 19.15 Emissions régionales. 19.40 Le théâtre de Bouvard. 20.00 Journal. 20.35 Feuilletton : Châteauneuf. D'après J.-P. Petrolacci, réal. P. Planchon. Avec P. Hatz, L. Merenda, C. Noblet. Jean-Jacques prend ses fonctions de directeur de l'Eveil, le journal concurrent de la Dépêche. Florence et Travers étudient les fiches « explosives » de Quentin mais hésitent à s'en servir. Publiera-t-on enfin la preuve officielle du suicide de Quentin ? 21.40 Apostrophes. Magazine littéraire de B. Pivot. Sur le thème : « portraits ». Sont invités : Jean Cau (Cronique de mémoire), François Chalais (le Tir aux alouettes), Claude Mauriac (Bergère, à tour Eiffel, tome 8 du Temps immobile), Pascal Ory (Essai sur l'auxiliarisme de droite), Ghislain de Diesbach (préfector du Journal de l'abbé Mugnier). 22.50 Journal. 23.00 Ciné-club : Le ciel peut attendre. Cycle Ernst Lubitsch.</p> | <p>Samedi 13 avril 10.10 Journal des sourds et des malentendants ; 10.35 Flançais 45 ; 11.05 Les carnets de l'aventure ; 12.00 A nous deux ; 12.45 Journal ; 13.25 Série : Têtes brûlées ; 14.15 Terre des bêtes ; 14.55 Les jeux du stade ; 17.05 Récré A2 ; 17.55 Le magazine de la rédaction ; 18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19.10 D'accord, pas d'accord (INC) ; 19.15 Emissions régionales ; 19.40 La boutique de Bouvard ; 20.00 Journal. 20.35 Variétés : Champs-Élysées. De Michel Drucker. Avec Julien Clerc, Jean Poiret, Patrick Sébastien, Jeanne Mas... 22.05 Magazine : Les enfants du rock. Julien Clerc, le chanteur musicien ou la musique d'abord ; Musiciforma, avec James Brown, The Mississippians ; del Fuego, Violent Femmes, The Blisters. 23.25 Journal.</p> <p>Dimanche 14 avril 9.35 Information et météo ; 9.40 Les chevaux du liard ; 10.05 Récré A2 ; 10.40 Gym tonie ; 11.15 Dimanche Martin (Entrez les artistes) ; 12.45 Journal ; 13.15 Dimanche Martin (suite) ; Si j'ai bonne mémoire ; 14.25 Série : L'homme qui tombe à pic ; 15.15 L'école des fous ; 16.00 Dessins animés ; 16.15 The dansant ; 17.00 Série : Médecins de nuit ; 18.00 Stade 2 (et à 20 h 20) ; 19.00 Série : L'homme de fer ; 20.00 Journal. 20.35 Jeu : Le grand raid. 21.35 Série : Sorties de secours. Un document en quatre parties sur le traitement de la délinquance juvénile à l'étranger (n° 1 : Birmingham). 22.40 Concert magazine. De E. Ruggieri (en liaison avec France-Musique). Concert viennois, par le Nouvel Orchestre philharmonique, dir. M. Jasowski. 23.25 Journal.</p> |
| FRANCE RÉGIONS 3 | <p>17.00 Télévision régionale. Programmes autonomes des douze régions. 19.55 Dessin animé : Lucky Luke. 20.05 Les Jeux. 20.35 Histoire d'un jour : mai 68. Emission de Ph. Alphonse, réal. M. Dugowson et K. Schirinski. Que reste-t-il de mai 68 ? (deuxième partie). Une suite en quelque sorte du premier volet sur les événements de mai 68 diffusé le 22 mars. Trois semaines de crise, d'émotions et de grèves, le général de Gaulle s'adresse au pays le 30 mai après un long silence, qui laissait penser que le pouvoir était vacant. Après l'allo-cation télévisée du président de la République on assiste à un retournement de situation. La reconstitution de ces journées tumultueuses. Les témoignages d'étudiants, de l'architecte Roland Castro, de Daniel Cohn-Bendit, de Jean-François Kahn. 22.10 Journal. 22.45 Bleu outre-mer. Paris pour toi. Un reportage de M. Coletti sur des enfants venus des départements et territoires d'outre-mer, lauréats du concours de dessin organisé au Salon du tourisme. Leur voyage à Paris. 23.40 Allegoria. Série d'Hubert de Maximy. 23.45 Prélude à la nuit. « La Cathédrale engloutie », de Claude Debussy, interprétée par Claude Soly, piano.</p> | <p>17.00 Télévision régionale. Programmes autonomes des douze régions. 19.55 Dessin animé : Lucky Luke. 20.05 Les Jeux. 20.35 Série : Agatha Christie : l'Affaire de la perle rose. Film de Tony Wharmby. Avec F. Anlio, J. Warwick, D. Ray. Tommy et Tuppence créent leur agence de détectives. Une « lady » signale le vol d'une perle rose, une autre « lady », cleptomane, est suspectée. Démêler le vrai du faux. 21.25 Vendredi : Allô, ici police. Magazine d'information d'A. Campana. Une nuit au commissariat de Nice : l'équipe de « Vendredi », conduite par Jean-Marie Pertheus, a filmé les petits « riens » qui font le drame quotidien de l'insécurité. Problème de l'ordre public un soir de meeting de Jean-Marie Le Pen, arrestations de voleurs de voiture, plaintes d'une femme que son mari veut étrangler. Le préfet de police de Nice, M. Etienne Ceccaldi, commente sur le terrain l'action d'un corps de métier. 22.30 Journal. 22.50 D'accord, pas d'accord. Emission de rock de J.-L. Jancir. Groupes français : Blasphème, Ptoze, Café Noir ; vidéo-clip de Murray Head, Village People, Joe King... 23.25 Série : Allegoria : Joseph Poff, le Chrysler building. Série d'Hubert de Maximy. 23.40 Prélude à la nuit. « Tristane », de Maurice Ravel, interprété par Augustin Dumay, violon et Jean-Philippe Collard, piano.</p> | <p>Samedi 13 avril 9.00 Festival international du film poltier de Cognac ; 12.15 Ticket pour... ; 12.35 Samedi vision ; 13.30 Horizon ; 14.00 Entrée libre ; 16.15 Liberté 3 ; 17.30 Emissions régionales. 20.04 Disney Channel. Cooktail de dessins animés et divers programmes de Walt Disney Channel. 21.55 Journal. 22.20 Feuilletton : Dynastie. 23.06 La vie de château. Jean-Claude Brialy reçoit trois invités vedettes choisis selon l'actualité culturelle. 23.35 Prélude à la nuit.</p> <p>Dimanche 14 avril 9.00 Emissions pour les enfants ; 10.00 Mosaique ; 13.00 Magazine 85 ; 13.05 Opéra : la Fanciulla de Dondani ; 16.15 Théâtre : C'est animal étrange ; 17.20 Musique pour un dimanche ; 18.00 Emission pour la jeunesse ; 18.25 Dessin animé : Lucky Luke ; 19.00 Au nom de l'amour ; 20.00 RFO hebdo. 20.35 Document : Demain le shopping. 21.30 Aspects du court métrage français. 22.00 Journal. 22.30 Cinéma de minuit : On murmure dans le ville. Film de Joseph L. Mankiewicz. 0.15 Prélude à la nuit.</p> |
| PÉRIPHÉRIE | <p>RTL, 20 h, Dallas ; 21 h, Les Séquestrés d'Altona, film de Vittorio de Sica ; 23 h, Journal ; 23 h 10, La joie de lire. TMC, 20 h, Série : Le souffle de la guerre ; 20 h 55, La photo mystère ; 21 h, Les Pionniers de la Western Union, film de Fritz Lang ; 22 h 40, M.C. Magazine ; 22 h 55, Clip n'roll. RTB, 20 h 25, La Vie devant soi, film de Moshe Mizrahi (avec S. Signoret) ; 22 h 10, Carrousel aux images ; 23 h 15, Emission politique. RTB-TELE 2, 21 h, Théâtre club : Journal d'un crime, de C. Bertin. TSN, 20 h 10, Temps présent : Pepsi-Cola, la guerre des bulles ; 21 h 15, Dynastie ; 22 h 5, Journal ; 22 h 20, Football.</p> | <p>RTL, 20 h, Série : Remington Steele ; 21 h, Hill Street Blues ; 22 h, Numéro 10 ; 22 h 30, Journal ; 22 h 35, Quelque part dans le temps, film de Jeanop Swarc. TMC, 20 h, Variétés : C'est assez chaud ; 21 h, Dynastie ; 22 h, Un soir, un train, film d'André Delvaux. RTB, 20 h, A suivre... ; 21 h, Ciné-club : Hiroshima mon amour, film d'A. Renais. RTB-TELE 2, 20 h 5, Billet de faveur : Un coin dans le sens de la marche. TSN, 20 h 10, Teuf teuf ; 20 h 45, Café express, film de Nanni Loy ; 22 h 20, Les visiteurs du soir : l'herboriste ; 22 h 45, Journal ; 23 h, Folk Festival Myon 84.</p> |  |

Pro
sénate
pour a
ventoir
des p
mais, r
compr
les par

Radio-France inter

مكانة من الأهل

La télévision espagnole sur le chemin de l'indépendance

Les chaînes publiques vivement critiquées par la presse écrite.

« La télévision espagnole est celle de l'agitateur sandiniste, du guérillero salvadorien, du militant anticlérical, de celui qui insulte le pape ou bafoue le président Reagan, du supporter de l'Union soviétique, du courtisan de Kadhafi, de l'amateur de films du genre Aimez-vous les uns sur les autres et du copain de Fidel Castro. »

Dans ce récent article signé de son directeur, le quotidien conservateur ABC n'y allait pas de main morte pour dénoncer les méfaits d'une télévision qui, il n'en doutait pas, ne songeait de toute évidence qu'à « déchristianiser l'Espagne ».

commercialisation, de l'absence de critères rationnels et du culte à la fausseté de ceux qui la dirigent ».

Surprenante unanimité ! Qui n'est toutefois pas désintéressée. Les principaux groupes de presse n'aspirent-ils pas tous à obtenir les canaux de la télévision privée que le gouvernement socialiste a promis d'implanter durant l'actuelle législature (1) ? Plus la TV publique est décriée, plus l'apparition de chaînes privées sera attendue avec impatience ! Pour de nombreux groupes de presse, gérer une chaîne de télévision constitue d'ailleurs le seul espoir de colmater leurs brèches finan-

A l'époque du franquisme, la télévision constituait une simple excoécroissance du ministère de l'information et du tourisme, et sa soumission aux ukases du pouvoir politique était totale. Après la mort de Franco, l'apparition d'une presse écrite jouissant d'une progressive liberté lui fit une concurrence nouvelle et acheva de discréditer la pale information officielle des journaux télévisés. Ce n'est toutefois qu'en signant, en octobre 1977, le fameux « pacte de la Moncloa », par lequel ils établissaient d'un commun accord les grandes lignes de la démocratisation, que les principaux partis politiques décidèrent de s'attaquer enfin au problème

RTVE comme un « service public essentiel de propriété de l'Etat », jouissant d'une personnalité juridique propre. Son conseil d'administration est nommé par les deux Chambres législatives à la majorité des deux tiers, ce qui rend nécessaire un accord entre les principales formations politiques.

Celles-ci sont dans la pratique représentées au sein du conseil au prorata de leur groupe parlementaire. Quant au directeur, il est nommé par le gouvernement pour la durée de la législature. Il peut également être démis de ses fonctions par le pouvoir exécutif, notamment en cas d'« incompétence manifeste » ou de « conduite

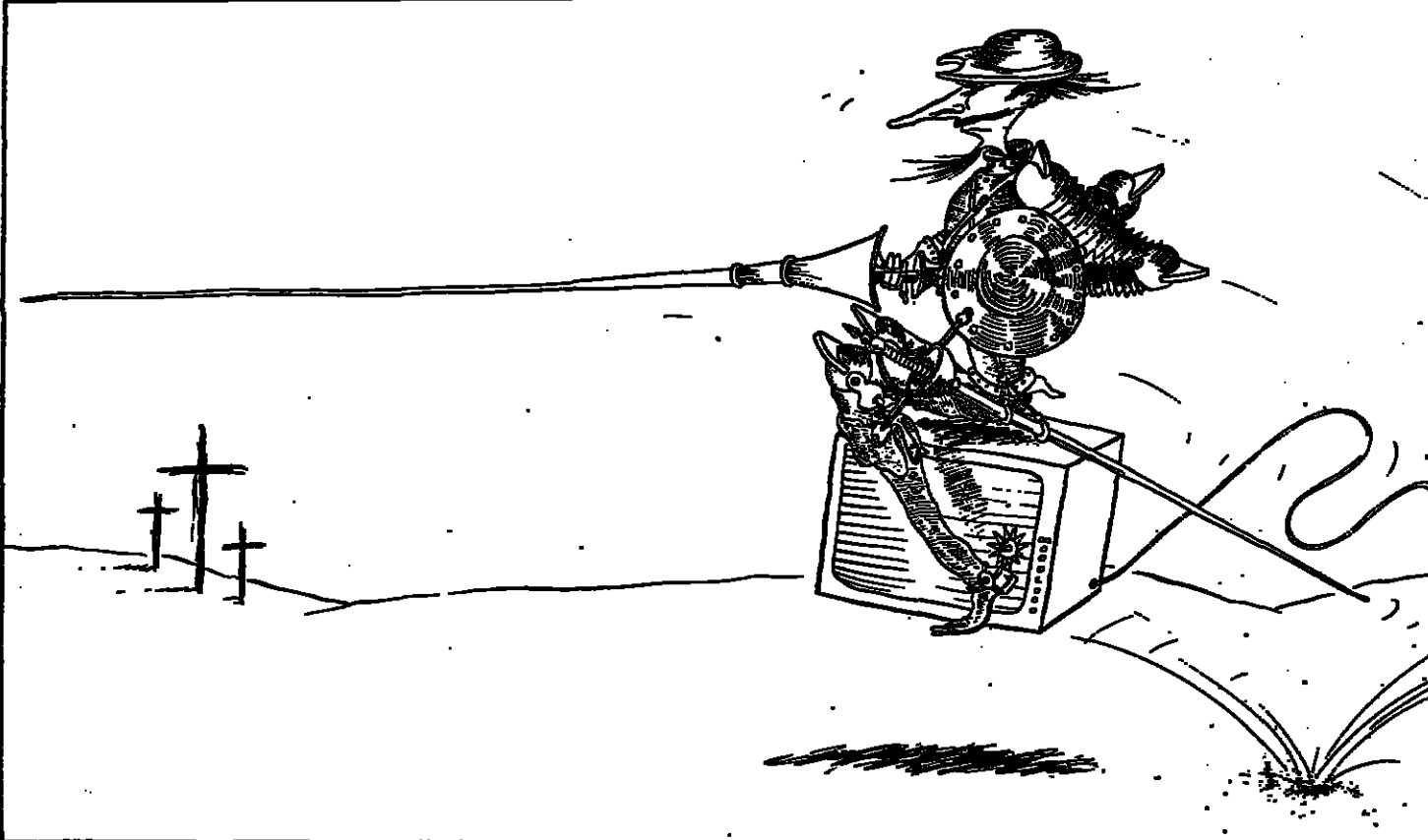
de la RTVE, alors que l'UCD cherchait à gagner les faveurs des socialistes. Lorsque le gouvernement renversa ses alliances et se rapprocha de la formation conservatrice Alliance populaire, M. Carlos Robles Piquer, sympathisant de ce parti et beau-frère de son président, M. Manuel Fraga, succéda aussitôt, en octobre 1981, à M. Castedo. Enfin, lorsque les démocrates chrétiens prirent le contrôle de l'UCD, ils s'empressèrent de nommer, en juillet 1982, un des leurs, M. Eusebio Naras, à la tête de la RTVE. Celle-ci avait donc connu trois directeurs en un an et demi !

ne sont pas évidentes, son obédience à l'égard du gouvernement l'est en revanche davantage. Une fois de plus, le parti du pouvoir hésite à desserrer l'étreinte qui pèse sur la télévision. Pour avoir critiqué certaines des décisions de M. Calvo, deux membres socialistes du conseil d'administration de la RTVE ont été récemment priés par leur propre parti de renoncer à leurs fonctions. Si les progrès accomplis depuis la mort de Franco sont indéniables, le chemin reste long, qui mène à l'indépendance de la télévision espagnole.

THIERRY MALINBAK

(1) Il existe actuellement deux chaînes publiques nationales, ainsi qu'une troisième chaîne régionale, au Pays basque et en Catalogne.

• La huitième conférence internationale des télévisions publiques (IN-PUT), aura lieu à Marseille du 14 au 20 avril. Elle est organisée par l'Institut national de la communication radiotélévisuelle (INA).



La télévision espagnole n'a pas bonne presse dans les secteurs conservateurs. Après avoir dominé, à l'époque du franquisme, l'ensemble des communications de masse, ils s'inquiètent en effet, aujourd'hui, de les voir changer de mains. Vilipendée par la droite, bénéficie-t-elle à tout le moins de l'indulgence de la presse progressiste ? On pourrait en douter à la lecture de ce récent éditorial du quotidien de centre gauche El País, vitupérant « la télévision étatique qui dépend directement du pouvoir de l'argent et de la publicité, qui distribue prébendes et châtiments, qui est à la fois commerciale et déficitaire et résume tous les maux de l'excès de

cières et de récupérer cette publicité qu'accapare aujourd'hui la télévision publique.

Celle-ci mérite-t-elle les descriptions parfois apocalyptiques dont elle est l'objet ? La vigueur de la polémique entre ses apologistes et ses détracteurs est à la mesure de son influence politique, dans ce pays où la presse écrite ne jouit que d'une audience limitée : un Espagnol sur deux n'a pas d'autre source d'information que la télévision. Dans ces conditions, le problème de sa dépendance à l'égard du gouvernement sensible particulièrement l'opinion publique, surtout après quarante ans de dictature et de censure.

de la télévision. Une commission fut nommée, un premier projet présenté au Parlement en décembre 1978. La convocation des élections législatives de 1979 repoussa toutefois sa discussion. Le parti au pouvoir, l'UCD (Union du centre démocratique), allait bénéficier à nouveau à l'époque de 87 % de l'information électorale télévisée.

Les discussions reprirent au sein du Congrès nouvellement élu, qui vota enfin à la quasi-unanimité, en décembre 1979, le Statut de l'organisme Radio Télévision espagnole RTVE, mettant fin à un vide juridique de plus de vingt ans. Le texte définit la

contraire aux principes et aux objectifs du statut ». Deux concepts suffisamment vagues pour que l'épée de Damoclès de la destitution pèse en fait en permanence sur lui, réduisant d'autant son autonomie réelle.

L'adoption du statut a-t-elle assuré l'indépendance de la télévision espagnole ? Il serait hasardeux de l'affirmer. Les substitutions répétées de son directeur, à l'époque de l'UCD, allaient refléter jusqu'à la caricature les changements de cap politique du parti au pouvoir. M. Fernando Castedo, membre de la tendance social-démocrate, fut nommé en janvier 1981 à la tête

Des programmes pour de nouvelles chaînes

par Youri (*)

De nouvelles télévisions, pour quoi ?

Est-ce parce que la réponse paraît évidente qu'on évite de poser la question ? Depuis que le président de la République a jéré le pavé, on nous abouche de chiffres, sur les ressources publicitaires, les coûts de fonctionnement, les fréquences disponibles pour des réseaux privés par voie hertzienne. Certes, il est nécessaire, avant de lancer une affaire, de savoir si elle sera rentable, mais elle ne peut l'être que si elle rencontre la faveur du public. Or, dans ce concert, le public est singulièrement absent. On ne se préoccupe ni de ses réactions, ni de ses goûts, ni de ses vœux.

Courez le public, sinon disposez d'un choix de plus en plus vaste de programmes et sans qu'il lui en coûte davantage, du moins en apparence ? De nouveaux programmes, voilà, semble-t-il, le premier objectif à définir. A l'annonce de l'ouverture des ondes au secteur privé, on a vu surgir bien des projets, mais guère de projets de programmes. Ve-t-on se contenter de remplacer Decaux de l'Académie par Decaux (des Abrutis) ? L'enjeu est là.

On se souvient que les sociétés se contenteront de diffuser au moins coût des programmes préexistants et, à part quelques émissions de plateau, se comporteront en simples diffuseurs (comme Télé-Monte-Carlo en offre l'exemple), ou elles seront en mesure de produire leurs propres programmes (comme l'ITV en Angleterre, face à la BBC).

Dans le premier cas, les conséquences sont prévisibles : des lots de séries américano-brésiliennes, des flots de dessins animés japonais, de vidéo-clip et de jeux patronnés par les lésiviers. Et à quel prix ! Une hémorragie de devises, le dépréciement de nos industries de programmes et cinématographiques, le chômage accru chez les professionnels et notre absence de ces grands marchés des œuvres audiovisuelles, dont on sait à quel point elles façonnent aujourd'hui l'image de marque d'un pays.

Mais, dira-t-on, ces programmes, tels que vous les définissez, ne sont-ils pas, en soi, si intéressants que le public ? En ne préférant-ils pas « Dallas » à nos petites téléfilms ? Il est intéressant à ce propos de se référer aux résultats des sondages destinés à mesurer l'audience des émissions qui ont été proposées l'an dernier au public.

Toutes les émissions classées en tête sont des émissions de fiction (cinéma bien sûr, mais aussi séries et téléfilms). Elles viennent avant les magazines, l'information et même bien avant les variétés. Le public veut des histoires, et il est faux à ce propos de prétendre qu'il préfère les séries américaines. Celles-ci viennent après les productions françaises.

Si les nouveaux réseaux veulent répondre à l'attente du public et non le masquer publiquement et culturellement, ils devront donc acquiescer, produire ou coproduire des émissions dites « lourdes », écrites, réalisées et interprétées par des auteurs, des réalisateurs et des

artistes français. Pour cela, il faut de l'argent. Tous les professionnels s'accordent sur ce point. Il n'est donc pas besoin d'être devin pour définir, dès à présent, des nouveaux réseaux. Ils seront puissants ou ne seront pas. Ils seront par conséquent peu nombreux, comme Georges Fillard l'a laissé entendre dès le 10 janvier. Nous voilà loin de la configuration des radios privées, qui se regroupent déjà en réseaux, dont les véritables actionnaires commencent à apparaître. Nous voilà encore plus loin des télévisions conviviales, interactives, thématiques, dont certains rêvaient.

Encore faut-il, pour qu'elles produisent, que ces nouvelles sociétés y soient incitées, sinon contraintes. La première mesure devrait consister à ne leur accorder le droit d'émettre que si elles sont capables de consacrer et consacrer effectivement à la production un pourcentage qui reste à déterminer de leurs recettes. Cela aurait également pour avantage de les mettre à l'abri d'une inflation de leurs effectifs administratifs.

La seconde, à l'exemple de l'industrie cinématographique, tendrait à une taxe sur les achats d'émissions extra-européennes, taxe qui alimenterait un fonds de soutien à la production. Seule une telle mesure permettrait de limiter et de compenser la perte de devises qu'entraîneraient des importations plus élevées que nos exportations dans ce secteur-clé de notre économie et de notre culture. En revanche, une incitation efficace consisterait à prévoir des allègements fiscaux pour toute participation à des productions nationales ou européennes, allègements qui devraient être étendus à toute l'industrie des programmes.

Reste à savoir comment réagissent les sociétés du service public face à cet accroissement de la concurrence. Si les présidents de ces sociétés n'éprouvent pas la tentation de se battre ailleurs que sur le terrain qu'ils occupent et d'abandonner leurs armes pour celles, combien plus fragiles, de leurs adversaires, ces sociétés sortiraient renforcées de cette épreuve. Encore faut-il qu'on leur en laisse les moyens. Mieux la politique inverse mènerait à la perte de ces atouts, dont Pierre Barret, le président d'Europe 1, assure qu'ils sont tous pour l'instant du côté des chaînes existantes.

Répondre aux vœux du public, développer notre industrie de programmes, sauvegarder le plan câble et aussi l'avenir des télévisions locales, multiplier les possibilités d'expression, telles devraient être les réponses apportées par l'apparition des nouveaux réseaux. Mais en dépit des plus sages dispositions, si l'on n'y prend garde, une série d'explosions en chaîne, ce serait le cas de le dire, risquerait de conduire à une insécurité, dont le public et les professionnels feraient les frais. C'est pourquoi le maintien d'un service public puissant reste encore le meilleur garant de la liberté de nos choix.

(*) Auteur-réalisateur, président de la commission de télévision de la Société des auteurs et compositeurs dramatiques.

Médias du Monde

Québec : marché international du logiciel

La province du Québec (Canada) prépare activement le premier marché international du logiciel (Montréal International Market, MIM), qui se tiendra dans le nouveau Palais des congrès de Montréal, du 3 au 5 juin prochain. Le MIM se propose de mettre en relation les producteurs de logiciels avec leurs acheteurs éventuels, et vise à toucher environ cinq mille professionnels, 10000 mètres carrés d'exposition (dont 4500 mètres carrés utilisables) et autant de surface pour les colloques et conférences sont à leur disposition dans le palais de verre et de béton ultramodern de la capitale économique du Canada francophone.

Les firmes canadiennes représentent environ le tiers des deux cent vingt-cinq inscriptions reçues fin mars. Vingt et une sociétés françaises ont confirmé leur participation, soit presque autant que les Etats-Unis, dont une soixantaine de firmes sont toutefois

attendues. Or, pays sont d'ores et déjà engagés.

Le gouvernement du Québec a doté la société organisatrice de 500 000 dollars canadiens, somme qu'il renouvellera en 1986 et en 1987 ; le gouvernement fédéral canadien alloue, de son côté, 500 000 dollars pour l'édition 1988 du MIM. Le MIM a dépensé 400 000 dollars canadiens en publicité pour faire connaître son initiative dans vingt-huit pays.

• Marché international du logiciel de Montréal (PDG, M. André Bolly), 300 Lévesque, bureau 1919, BP 1919, Station la Cité Montréal, Québec, Canada H2W 2P4. Tél. (514) 288-9811.

Chine : coopération avec la CLT

Le ministère de la radio et de la télévision de la République populaire de Chine et la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion

(CLT), représentée par son directeur général, M. Gust Grass, ont signé le 28 mars à Pékin une déclaration d'intention commune. Elle porte sur une coopération en matière de programmes, de publicité et de diffusion de musique.

Deux accords particuliers ont été déjà signés, indique un communiqué de la CLT. Le premier porte sur l'exploitation réciproque des répertoires musicaux de la Chine et des éditions mondiales de RTL. Le second confie à la société Information et publicité (IP), la régie publicitaire européenne pour des messages diffusés par la télévision chinoise.

Afrique : France câbles et radio interviert au Congo et au Zaïre

La société France câbles et radio (FCR), qui dépend de la direction générale des télécommunications, vient de passer avec le gouvernement du Congo un marché de 15 millions de francs portant sur la réalisation de tra-

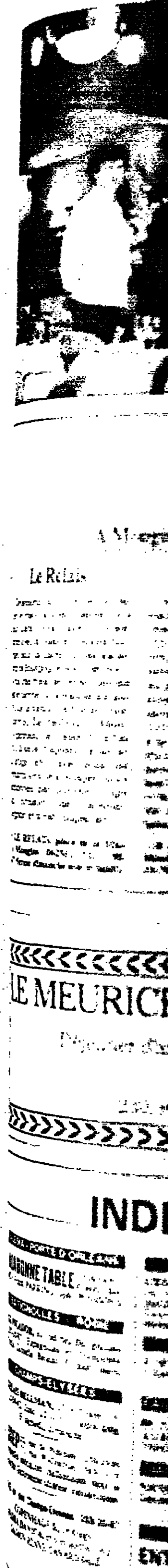
vaut d'extension du Centre de télécommunications internationales par satellites de Moukouri, à proximité de Brazzaville. FCR a, d'autre part, signé une convention avec le gouvernement du Zaïre, pour le réseau des stations terrestres (mise en conformité avec les nouvelles normes d'INTELSAT) ; cette convention représente un marché de 3 millions de francs.

Etats-Unis : un quotidien international sur ordinateur

Une maison d'édition américaine, Ziff-Davis Publishing, va commercialiser un quotidien spécialisé dans l'informatique, transmis aux abonnés sur leurs ordinateurs. Le Computer Industry Daily paraîtra à partir de l'été, et coûtera 1 500 dollars aux abonnés. Il sera distribué aussi au Japon, en Europe, en Asie et en Amérique du Sud. Une édition papier sera également disponible.

un pr de du m 29 na RF val PS déi Mc des l par scu pro aut à m l'inv M. cult vsc autr cher dans

Ph sénat pour vendr des j mais, compu les pa



L'élagage avec des pincettes

Tailler, mais doux.

Il faut le dire et le redire : dans des conditions normales d'espace et de lumière, un arbre d'ornement n'a pas besoin d'être taillé. Non seulement la taille est souvent inutile, mais elle fait courir à l'arbre des risques de pourriture. Toute coupe de branche, en effet, ouvre la voie aux insectes et aux champignons parasites, supprime l'étanchéité de l'arbre et le rend donc vulnérable aux attaques extérieures.

Si l'on veut absolument élaguer un arbre d'ornement, il y a quelques règles simples à respecter. Les arboriculteurs, d'instinct, les ont souvent découvertes ou redécouvertes par eux-mêmes. Mais la science, aujourd'hui, vient étayer leur façon de faire. L'ensemble de ces techniques a fait l'objet d'un colloque à Evry (1) et a été mis, noir sur blanc, dans un ouvrage qui vient de sortir en librairie (2). En voici les données de base :

QUAND TAILLER ?

La tradition, en France, veut qu'on porte le fer lorsque l'arbre est au repos, c'est-à-dire entre l'automne et le début du printemps. Mais nos voisins (Allemands, Britanniques, Suisses, notamment) pratiquent ces tailles toute l'année, sans inconvénient aucun pour les arbres. Certains affirment même que la cicatrisation de la coupe se fait mieux en période végétative.

Donc, si l'on exclut les arbres à fleurs ou à fruits, toute période est bonne pour la taille. Toutefois, certains arbres ont une telle poussée de sève au printemps qu'il vaut mieux éviter la période du réveil de la végétation (de mars à mai), de peur de provoquer des écoulements dommageables pour la santé du végétal : c'est le cas, en particulier, des érables, des bouleaux, des peupliers et des noyers. L'élimination du bois mort et des branches malades est plus facile lorsque l'arbre est en feuilles (pour le repérage). En revanche, l'intervention dans la charpente pour des tailles de formation, d'allègement ou de rééquilibrage, se pratique mieux lorsque l'arbre est défeuillé.

La tradition des tailles hivernales repose sur des habitudes souvent sans rapport avec la végétation ornementale : les forestiers coupent en hiver pour obtenir une meilleure qualité de bois — ce qui, en principe, n'est pas le souci de l'élagueur. Les municipalités, les jardiniers et les cultivateurs taillent en hiver parce que c'est leur période de moindre activité.

Les seuls avantages de la taille hivernale sont, pour les arbres foisonnants ou très vigoureux, d'éviter la multiplication des « gourmands », ces branches parasites qui s'efforcent de compenser la coupe. Et aussi, pour les essences victimes de maladies spécifiques, comme l'orme ou le platane, de limiter les risques de contamination. Autrement, il n'y a pas de contre-indication.

QUE TAILLER ?

Dans des conditions normales, on l'a dit, il n'y rien à tailler sur un arbre. Même les branches mortes sont naturellement abat-

du tronc entier. Enfin, on peut être amené à couper une branche saine mal disposée, gênante ou dangereuse. Mais c'est l'ultime recours.

QUELS ARBRES ?

Les résineux, d'une manière générale, ne doivent jamais être « rabattus » ni étiés : leur croissance par la cime l'interdit. Tout au plus peut-on couper les basses branches, de préférence à ras de tronc. Chez les feuillus, certains supportent mal l'élagage « radical » et a fortiori la décapitation. C'est le cas du hêtre ou du bouleau. D'autres, comme le tilleul ou le platane, supportent les

dur comme le chêne, le noyer ou le châtaignier. En revanche, pourrissent beaucoup moins vite.

COMMENT TAILLER ?

C'est là que la science vient au secours de l'élagueur amateur. Il faut d'abord savoir qu'une branche n'est pas faite du même bois que le tronc. Le tissu ligneux de la branche apparaît comme un implant dans le tissu du tronc, avec une surface de contact qui présente, en général, la forme d'un cône. Lorsque, à la suite d'une taille ou d'une cassure, le bois de la branche pourrit, le tronc développe des substances chimiques qui vont faire barrière à la pourriture.

Le chercheur américain Alex Shigo a déterminé deux séries de défenses : les barrières édifiées par le bois existant, qui se présentent sous plusieurs formes (transversale, frontale ou radiale), et les barrières dressées par le bois en cours de fabrication, ou cambium. Ce processus de barrières successives est appelé « compartimentation », comme si l'arbre essayait par tous les moyens d'enfermer les champignons parasites dans des cellules étanches.

La matière ligneuse la plus résistante à la pourriture est le cambium qui, avec le liber et l'écorce, est la seule partie commune au tronc et à la branche. C'est ce cambium qui, après la coupe, recouvre la plaie si elle n'est pas trop grande et forme le cal de cicatrisation (fig. 1).

Il est donc essentiel, lorsqu'on coupe la branche d'un arbre, de le faire au bon endroit. Coupée trop loin du tronc, la branche formera chicot et le cambium ne pourra refermer la plaie. Le chicot, perméable à l'humidité, devient une véritable galerie d'accès aux parasites. Coupée trop près du tronc, la branche laisse une plaie béante que le cambium, là non plus, ne pourra recouvrir. Le bois du tronc mis à nu, sans la protection du cambium, s'offre encore aux parasites. La seule manière d'éviter le risque d'infection est de couper la branche perpendiculairement à son sens de pousse, juste après les plis de l'écorce (fig. 2). Ce sont ces plis qui formeront le bourrelet cicatriciel ou cal, refermant la plaie à la manière d'un sphincter.

Plusieurs remarques, maintenant. Tout d'abord, la cicatrisation naturelle suppose une bonne santé de l'arbre. D'autre part, même bien cicatrisée, une plaie peut cacher une pourriture interne. La taille comporte donc

toujours un risque. Or, comme l'a souligné André Vigouroux, maître de recherche en pathologie végétale à l'INRA de Montpellier, « il n'y a pas de méthode curative contre les champignons lignivores ».

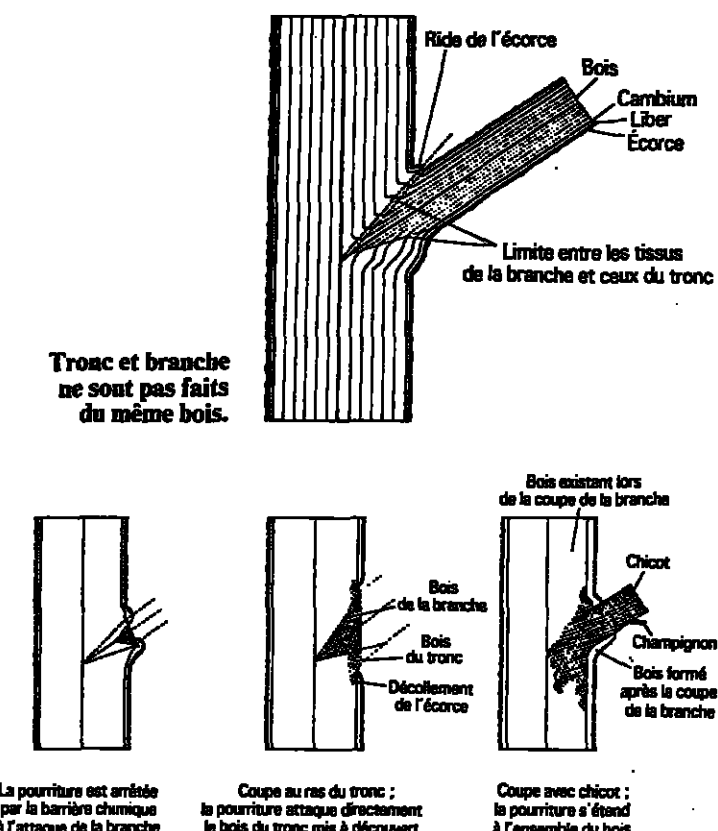
QUE FAIRE CONTRE LA POURRITURE ?

Pour la prévenir, il suffit de ne pas toucher à l'arbre. On bien on limite les risques en coupant au bon endroit, et seulement des branches de faible calibre. Si la coupe d'une grosse branche est indispensable, s'assurer que la section est bien nette et la badigeonner de fongicide.

Lorsque la pourriture est installée, il y a peu de remèdes. Les partisans de la « chirurgie arboricole » préconisent des opérations aussi délicates qu'hasardeuses : pose d'un drain à la base de la branche creuse pour vider l'abcès, ou pratique d'une « boutonnière » dans l'écorce. « La chirurgie arboricole, c'est du sauvetage, de la gériatrie ; il vaut mieux couper et replanter un sujet jeune », tranche Francis de Jonghe, élagueur formé aux techniques douces.

Pour sauver à tout prix un arbre de valeur, on peut le habiller ou placer des renforts (tiges filettées serrées par des écrous), « à l'allemande ». Surtout, ne jamais boucher un trou avec du ciment ni aucun corps étranger. « Cela enferme la pourriture et maintient l'humidité dans le tronc », précise Emmanuel Michau, l'ingénieur agronome auteur du nouveau guide de l'élagage. A la rigueur un carottage, en faisant attention de ne pas abîmer le bois nouveau en raclant trop profond, ou mieux, une cantérisation (difficile à pratiquer). Mais c'est toujours de l'acharnement thérapeutique, et les amateurs de beaux arbres y répugnent.

ROGER CANS.



La bonne coupe. Trop court ou trop long : c'est la pourriture assurée.

tues par le vent. Dans un jardin ou un alignement, toutefois, il n'est pas toujours possible d'attendre. On peut donc couper sans scrupules bois mort, branches malades et « chicots », ces résidus de coupe antérieure, pour éviter un futur pourrissement de l'arbre.

On doit aussi couper les « dragons » — les rejets qui sortent de terre par le réseau racinaire et « pompent » ainsi la vitalité de l'arbre principal — et les « gourmands », qui, comme leur nom l'indique, absorbent la sève au détriment de la branche porteuse ou

taillent les plus sévères. Mais il faut savoir que les arbres qui endurent les pires avanies sans broncher — du moins apparemment — sont aussi ceux qui pourrissent le plus vite. Un marronnier ou un peuplier massacrés à la tronçonneuse peut se carier de manière invisible, par l'intérieur, à raison d'un mètre de tronc par an (vers le bas ou vers le haut).

Les arbres qui se creusent le plus facilement sont le marronnier, le tilleul, l'orme et le platane. Attention donc à la taille de ces arbres ! Les essences à bois

A Lire

Jardin secret

« **M** ON jardin et moi nous avons besoin l'un de l'autre. » Ainsi commence le prologue du traité de jardinage, hors des sentiers battus, que propose Daniel Gélis. Si l'acteur est bien connu du grand public, sa connaissance des plantes en étonnera plus d'un. Seuls les lecteurs de ses chroniques régulières dans les pages d'un magazine savent depuis plusieurs années, que Daniel Gélis est un praticien-jardinier aussi curieux du monde végétal que des techniques les plus modernes de la sélection et de la culture des plantes.

Au fil des mois, il fait découvrir et aimer son jardin de l'Hermine où réussites et échecs se succèdent comme les saisons et les aventures de la vie. Histoire d'une passion, celle d'un véritable amateur dont le regard, à travers les voyages profession-

nels au bout du monde et les rencontres, se tourne irrésistiblement vers la nature. Livre très personnel où l'auteur fait fondre en un tout harmonieux les éléments autobiographiques, les coups de cœur, les amitiés nouées à travers l'amour des plantes, le goût pour la poésie et un savoir incontestable, fruit d'un long cheminement et d'un apprentissage patient. Les admirateurs du comédien, comme les amateurs de jardinage aimeront. Un petit reproche : une relecture plus attentive aurait facilement évité de voir tant de plantes effluées de noms latins à l'orthographe des plus fantaisistes. Comme la patience, la précision est une vertu jardinière.

M. L.

« Mon Jardin et Moi », Daniel Gélis, Éditions Jaffard, 95 F.

Verrier d'orchidées

B OTANISTE fort compétent, collectionneur de plantes en son jardin de La Garenne, à Nancy, auteur d'une remarquable communication scientifique sur « Formes nouvelles et polymorphisme de l'*Aceras hircina* » devant le Congrès international de botanique, tenu à Paris en 1900, et grand connaisseur de la flore lorraine, voilà quelques talents et aspects méconnus du maître verrier Emile Gallé. Toute son œuvre artistique, dans des domaines aussi variés que la céramique, l'ébénisterie, la faïence ou les cristaux, est profondément inspirée des éléments naturels, et tout particulièrement des plantes. Lorsqu'il créa, en 1901, l'école de Nancy, que l'on appelait à l'époque « l'Alliance provinciale des industries de l'art », Emile Gallé décida d'inclure dans l'enseignement un cours de botanique. Pas étonnant de la part d'un homme qui fut de longues années durant secrétaire, puis vice-président de la société d'horticulture locale, en un temps où Nancy constituait un véritable phare mondial des

nouveautés végétales. Des noms comme ceux de Victor Lemoine et Félix Crousse sont liés pour l'histoire aux obtentions des fias, pivoines ou bégonias qui décoraient nos jardins.

Mais Emile Gallé avait une passion particulière pour les orchidées sauvages de sa Lorraine et fut, bien entendu, aussi fort adepte et inspiré par les introductions exotiques qui arrivaient de pays lointains au fur et à mesure des explorations. Elles lui donnaient matière à d'étonnantes créations plus ou moins stylisées pour ses verreries, ses marqueteries ou même des plâtres de meubles.

Un très beau livre vient de proposer de rappeler cette fascination pour les orchidées du grand artiste et de ses disciples et amis. Écrit avec talent par Jean et Michèle Peray, illustré avec beaucoup de charme, cet ouvrage est édité et vendu par la Société française d'orchidophilie.

M. L.

« SFO », 84, rue de Grenelle, 75007 Paris. Prix : 80 F.

Verts paysages

Dijon côté jardin

Depuis plusieurs années, la municipalité de Dijon demande à des artistes de « voir » cette ville, en toute liberté. Cela s'appelle « Dijon vu par... » et cela donne lieu à une exposition chaque été à l'hôtel de ville. Annie Chazottes, qui vit dans un petit village de la Côte-d'Or, illustre livres et cartes de vœux et décors linge de table ou assiettes. Son Dijon à elle, ce sont les parcs et les jardins de la « première ville écologique de France » : le parc des Princes de Condé, le jardin botanique de l'Arquebuse, mais aussi les jardins familiaux d'aujourd'hui et les jardins éducatifs créés près des écoles.

« Dijon vu par Annie Chazottes », Hôtel de ville de Dijon, du 1^{er} juin au 1^{er} septembre.

Orchidées et bambous

« Orchidées et bambous », tel est le thème d'une exposition qui se tient jusqu'au 8 avril, au pavillon d'accueil de l'Arboretum de Chèvreloup. Une cinquantaine de variétés de bambous, provenant de la célèbre bambouseraie d'An-

duze (Gard), seront présentées. Une bonne occasion de venir découvrir ces plantes dont l'importance est essentielle pour la vie de millions d'hommes.

« Arboretum de Chèvreloup, 30, route de Versailles, 78150 Rocquencourt. Tous les jours de 10 heures à 18 heures.

Plantes comestibles

Pour ceux qui veulent découvrir les ressources insoupçonnées offertes par la nature, s'initier au monde de la « gastronomie sauvage », voire vivre l'aventure d'une opération « survie » en harmonie avec la nature, Sarah et François Couplan, auteurs d'encyclopédies des plantes comestibles de l'Europe, organisent à travers toute la France, la Suisse et la Belgique, de mai à octobre, des ateliers, stages (de deux à six jours) et des opérations « survie » de cinq à quinze jours, ouverts à partir de douze ans. De 500 à 1 300 F, hébergement et nourriture compris. Les 11 et 12 mai en région parisienne et du 15 au 19 dans les Pyrénées-Orientales, puis en juin (Hautes-Pyrénées et Cévennes), juillet (Provence,

Hautes-Alpes et Bretagne) et août, dans la Drôme et le Tarn.

« Renseignements : François et Sarah Couplan, 5, rue Albert-de-Lapparent, 75007 Paris. Tél. : (1) 783-38-01 ou (6) 495-23-47.

Maison de chasse

Pour les passionnés de l'horticulture, la section « art des jardins » de la Société d'horticulture de France organise, le jeudi 25 avril à 18 heures, une conférence sur la « Renaissance de Hot-Loo, jardin royal de Hollande » qui fut la maison de chasse et de plaisance de Guillaume III, prince d'Orange, et de son épouse, Marie Stuart II.

Pour le printemps, deux visites de jardins privés sont également organisées en région parisienne : le 11 mai à 14 heures au château de Courances et le 15 juin à 18 heures au château de Groussay. Des conférences historiques sont prévues en octobre et décembre sur les « jardins de l'Empire » et « La Nêre et l'Angleterre ».

« Renseignements auprès de M^{me} Peters-Destérac à l'École nationale supérieure d'horticulture, 4, rue Hardy, 78000 Versailles. Tél. : 950-60-87.

Paysage toscan

Travail de générations de paysans, le paysage toscan est un immense jardin. Un paysage entre nature et culture, une culture qui plonge ses racines dans la Renaissance du Quattrocento à Florence, qui se considérait elle-même comme un retour à la culture classique de l'Antiquité. Cohérence et composition en sont les traits marquants.

Le jardin « de villa » est conçu comme l'image idéale d'une harmonie retrouvée entre l'homme et la nature, exprimée dans une architecture végétale géométrisée, symbole de l'esprit rationnel qui animait la bourgeoisie florentine du quinzième siècle. Des jardins « pour vivre » et non « pour la représentation » comme les jardins romains, tel celui de la Villa d'Este. Ils illustrent le lien limite existant entre l'architecture de la maison et celle du paysage. Une harmonie dans laquelle on vous invite à vous plonger, de Florence à Pienza, en passant par Sienna et Montepulciano.

« Voyages 82, 27, rue Garner, 92200 Neuilly. Tél. : (1) 747-94-90. Du 1^{er} au 9 juin et du 21 au 29 septembre. 5 750 F ou 6 360 F en couchette 2^e classe ou wagon-Bi T2.

ur pr de du au 29 n/ NF val PS déi M/ deu I par séu pro aut à m l'inv M. cult vise aute cher dans

Pr sénat pour vent des j mais, comp les pa